

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL**

**LE «LION CELTIQUE» : NÉOLIBÉRALISME, RÉGIONALISME ET  
NATIONALISME ÉCONOMIQUE EN ÉCOSSE, 1979-2012.**

**MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE**

**PAR  
HUBERT RIOUX OUIMET**

**JUILLET 2012**

## **AVANT-PROPOS ET REMERCIEMENTS**

Il est difficile d’imaginer à quel point la rédaction d’un mémoire tel que celui-ci peut se révéler formatrice avant d’en faire soi-même l’expérience. Autant son auteur modèle-t-il son mémoire à son image, autant ce mémoire lui-même, ou plutôt le processus nécessaire à sa complétion, forge-t-il le caractère, le style et même les idées de cet auteur. Les premières lectures que j’aurai complétées en vue de la rédaction de mon propre mémoire remontent à l’été 2010, il y a plus de deux ans. Depuis, son objet aura maintes fois été modifié, abrégé, précisé, approfondi, éclairci. Le résultat final, cela est évident, ne peut qu’être imparfait, quoiqu’il soit satisfaisant et gratifiant. Puisque la rédaction d’un mémoire est un exercice d’apprentissage et de formation personnelle et professionnelle davantage qu’elle n’est l’œuvre d’une vie, comme peut l’être celle d’une thèse doctorale, je considère son résultat comme un progrès substantiel et un tremplin vers de nouveaux défis.

Ce mémoire devait au départ consister en une analyse comparative de l’évolution des nationalismes québécois et écossais depuis les années 1980. Il m’est ensuite apparu qu’une étude de cas de la seule Écosse était non seulement pertinente, mais qui plus est nécessaire. L’Écosse s’est révélée le lieu, au cours des quinze dernières années, de transformations sociopolitiques profondes, du genre dont il n’est plus coutume d’être témoin. Société relativement pauvre et inégalement développée durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle, l’Écosse est aujourd’hui l’une des régions les plus prospères et les plus commercialement ouvertes d’Europe. Espace politique subordonné aux institutions parlementaires de l’État britannique jusqu’à la fin des années 1990, cette même Écosse est aujourd’hui traversée par un mouvement autonomiste et même sécessionniste électoralement puissant, le Parlement écossais dévolu par référendum en 1997 étant dominé depuis 2007 par le Scottish National Party, parti nationaliste, officiellement indépendantiste et formant un gouvernement majoritaire depuis 2011. Comment comprendre ces transformations et les liens qui les unissent ? Voilà l’objet de ce mémoire.

Le succès de cette entreprise aurait été autrement plus ardu, voire impossible sans le support de plusieurs individus et organismes, que je tiens à remercier chaleureusement : mes parents Francine et Jacques pour tout ce qu’ils sont, ma copine Élise Dénommé pour son amour et sa patience, mes compatriotes Samuel Beaudoin Guzzo, Jean-Benoit Garneau-Bédard, Laurent Breault et Alexandre Cadieux-Cotineau pour leur amitié, mon directeur le Professeur Frédéric Guillaume Dufour pour son mentorat et son dynamisme, le Professeur Alain-G. Gagnon pour son intérêt et les opportunités offertes, le Professeur Joseph-Yvon Thériault pour sa confiance, ainsi que le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada puis le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture pour leur soutien financier.

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>Avant-propos et remerciements.....</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé.....</b>	<b>v</b>
<b>Acronymes, sigles et abréviations.....</b>	<b>vi</b>
<b>Introduction : contexte et problématique.....</b>	<b>1</b>
<i>I : Néolibéralisme et nationalisme : un jeu à somme nulle ? .....</i>	1
<i>II : Axes de recherche et hypothèse .....</i>	8
<i>III: Épistémologie et méthodologie de l'étude de cas.....</i>	12
<b>Première partie : cadre théorique et revue de la littérature.....</b>	<b>14</b>
<b>1. Chapitre premier : le néolibéralisme comme idéologie.....</b>	<b>15</b>
<i>1.1. Friedrich A. Hayek (1899-1992) et l'individualisme néolibéral .....</i>	15
<i>1.2. Les théories économiques néolibérales : monétarisme et «économie de l'offre».....</i>	19
<b>2. Chapitre deuxième : du néolibéralisme au nationalisme économique.....</b>	<b>23</b>
<i>2.1. Néolibéralisme, compétitivisme et nouveau régionalisme .....</i>	23
<i>2.2. Régionalisme, compétitivisme et nationalisme économique.....</i>	32
<b>Seconde partie : néolibéralisme et nationalisme économique en Écosse 1979-2012.....</b>	<b>44</b>
<b>3. Chapitre troisième : la transition, 1979-1997.....</b>	<b>45</b>
<i>3.1. De la dépendance à la dépendance «autogérée», 1900-1979 .....</i>	45
<i>3.2. Le Thatcherisme et l'Écosse, 1979-1997.....</i>	54
<i>3.2.1. La nouvelle droite, 1979-1983 .....</i>	54

3.2.2. L'Écosse «cobaye», 1983-1990.....	69
3.2.3. La fin d'une ère, 1990-1997.....	79
<b>4. Chapitre quatrième : la consolidation, 1997-2012.....</b>	<b>89</b>
<i>4.1. La dévolution parlementaire et la nouvelle gauche, 1997-2007.....</i>	89
<i>4.2. Le «lion celtique», 2007-2012.....</i>	113
<b>Conclusions.....</b>	<b>133</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>139</b>

## **ACRONYMES, SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

- APTSC** : Anti-Poll Tax Steering Committee
- BBC** : British Broadcasting Corporation
- BSC** : British Steel Corporation
- CBI Scotland** : Confederation of British Industry (Scotland)
- CEE** : Communauté économique européenne
- CIS** : Created in Scotland (2000)
- CSA** : Campaign for a Scottish Assembly
- CSD** : Commission on Scottish Devolution
- CSF** : Choosing Scotland's Future (2007)
- EFS** : Export from Scotland
- ÉPI** : Économie politique internationale
- FAIS** : Fiscal Autonomy in Scotland (2009)
- FEDS** : Framework for Economic Development in Scotland (2000)
- FMI** : Fond Monétaire International
- FMI'** : Financial Management Initiative
- G-B** : Grande-Bretagne
- HIDB** : Highlands and Islands Development Board
- HIE** : Highlands and Islands Enterprise
- IFS** : Innovation for Scotland (2009)
- IIS** : Invest in Scotland
- LD** : Libéraux-démocrates
- LEC** : Local Enterprise Companies
- LIS** : Locate in Scotland
- LSF** : Let Scotland Flourish (2006)
- MEFC** : Ministre des Entreprises et de la Formation Continue
- MFCD** : Ministre des Finances et de la Croissance Durable
- NEB** : National Enterprise Board
- NL** : New Labour
- OFFS** : An Oil Fund for Scotland (2009)
- PIB** : Produit intérieur brut
- PM** : Premier/Première ministre
- PME** : Petites et moyennes entreprises
- R&D** : Recherche et Développement
- R-U** : Royaume-Uni
- SBAE** : Supporting Business and Enterprise (2009)
- SCC** : Scottish Constitutional Convention

**SCDI** : Scottish Council for Development and Industry  
**SCEA** : Scottish Council of Economic Advisers  
**SDA** : Scottish Development Agency  
**SDI** : Scottish Development International  
**SDS** : Skills Development Scotland  
**SE** : Scottish Enterprise  
**SE'** : Scotland Europa  
**SFE** : Scottish Financial Enterprise  
**SGES** : Scottish Government Economic Strategy (2007)  
**SGES'** : Scottish Government Economic Strategy (2011)  
**SIB** : Scottish Investment Bank  
**SIS** : Scotland in Surplus (2006)  
**SLP** : Scottish Labour Party  
**SMSG** : Scottish Manufacturing Steering Group  
**SNP** : Scottish National Party  
**SO** : Scottish Office  
**SO'** : Scotland Office  
**SPSR** : Scotland's Parliament. Scotland's Right (1995)  
**SSB** : Serving Scotland Better (2009)  
**SSP** : Scottish Socialist Party  
**SSS** : A Smart, Successful Scotland (2001)  
**SSS'** : A Smart, Successful Scotland (2004)  
**STI** : Scottish Trade International  
**STUC** : Scottish Trades Union Congress  
**SUFI** : Scottish University for Industry  
**UE** : Union européenne  
**YSYV** : Your Scotland, Your Voice (2009)

## RÉSUMÉ

Le 11 septembre 1997, les Écossais se prononçaient par référendum en faveur de la dévolution parlementaire, c'est-à-dire en faveur de l'établissement du premier Parlement écossais depuis 1707, année de la fusion des Parlements écossais et anglais suite à l'Acte d'Union. Dix ans plus tard, le 3 mai 2007, le Scottish National Party (SNP), parti nationaliste et officiellement sécessionniste, était élu pour la première fois en Ecosse, traditionnellement dominée, depuis la fin des années 1950, par le Parti travailliste. Malgré son statut minoritaire, l'élection d'un gouvernement du SNP en Écosse allait constituer une transition fondamentale au niveau de la scène politique britannique, le SNP étant le premier parti régionaliste, c'est-à-dire non «panbritannique», à y être élu. Le 5 mai 2011, les Écossais accordaient au SNP un second mandat, les nationalistes formant cette fois, forts de leurs 45% d'appuis populaires et de leurs soixante-neuf sièges sur cent-vingt-neuf, un gouvernement majoritaire. La tenue d'un référendum portant sur l'indépendance de l'Écosse, projet phare du SNP, est prévue en 2014. Comment l'Écosse, nation inégalement développée et économiquement dépendante du Royaume-Uni jusqu'après la Seconde Guerre mondiale au moins, en est-elle arrivée là ? Comment et surtout, pourquoi le mouvement nationaliste écossais s'est-il rapidement révélé plus influent à partir de la fin des années 1960, jusqu'à devenir la première force politique et électorale d'Écosse ?

Nous faisons dans ce mémoire l'hypothèse que la transition au néolibéralisme au Royaume-Uni, opérée notamment sous les gouvernements Thatcher (1979-1990) et Major (1990-1997), aura eu pour effet de favoriser la montée d'un tel mouvement nationaliste en érodant de façon importante l'influence de l'État britannique en matières économiques et en accentuant à l'inverse l'importance, en regard de la «compétitivité» et de la productivité, des politiques et des institutions régionales de développement économique. Nous le démontrons en dévoilant comment les théories et discours néolibéraux, régionalistes et compétitivistes peuvent se révéler coextensifs et comment cette coextensivité est au fondement de la nature prioritairement économique du nationalisme écossais depuis 1980, notamment tel que médiatisé par le SNP. Notre posture épistémologique est double, à la fois néo-institutionnaliste et constructiviste, et consiste à montrer comment ce nationalisme est défini en partie par l'existence d'institutions économiques particulières à l'Écosse, puis médiatisé par le politique, au travers notamment des stratégies discursives utilisées par les partis et plus particulièrement par le SNP. Notre prétention est d'ouvrir, à partir du cas écossais, un champ de réflexion et d'analyse sur le nationalisme économique en contexte minoritaire et plus précisément sur les impacts de la transition au néolibéralisme, à partir des années 1970, sur ce type de nationalisme.

Mots clés : Écosse, nationalisme économique, néolibéralisme, SNP, Parlement, régionalisme.

## Introduction : contexte et problématique

### *I : Néolibéralisme et nationalisme : un jeu à somme nulle ?*

En plus de constituer une analyse des déterminants de la montée du nationalisme écossais, ce mémoire se veut une contribution aux courants – notamment néo-institutionnalistes (Berger et Dore, 1996; Mayall, 1990), constructivistes (Abdelal, 2001; Billig, 1995; Helleiner et Pickel, 2005; Herrera, 2005) et fonctionnalistes (Calhoun, 1998, 2007; Miller, 1995, 2000; Smith, 1995) – qui, depuis le milieu des années 1990, ont montré que la transition au néolibéralisme n'a pas jusqu'ici engendré la disparition des nationalismes. L'originalité de cette contribution consiste en ce que les effets du néolibéralisme soient ici étudiés non pas de la perspective des États nationaux, comme cela a déjà été fait, mais de celle de ce que nous définirons comme une *société nationale autonome*. Plus précisément, nous entendons proposer que ce soient justement les logiques du néolibéralisme qui ont facilité la résurgence de certains nationalismes minoritaires, notamment en Écosse. Pour le démontrer, nous mettrons en relation et opérerons un dialogue entre trois phénomènes socioéconomiques récents que nous présenterons comme coextensifs et correspondants, soit la prépondérance de l'idéologie néolibérale et de ses variantes théoriques principales, le «nouveau régionalisme» et l'avènement d'un nationalisme économique axé notamment sur le «compétitivisme». Il s'agira en définitive d'étudier comment cette coextensivité s'est manifestée en Écosse depuis trente ans et de quelle façon elle a pu être récupérée en même temps qu'encouragée par les nationalistes écossais.

S'il eut été écrit durant les années 1980 ou 1990, ce mémoire eut pourtant vraisemblablement été reçu avec scepticisme. Depuis la fin des années 1970 jusqu'à la dissolution du bloc soviétique et de la Yougoslavie au moins, le nationalisme, et à plus forte raison dans le champ de l'économie politique internationale (épi), n'était plus considéré comme un phénomène structurant de manière importante l'organisation et l'évolution des sociétés et des États. Le changement de paradigme économique dominant – du providentialisme keynésien au néolibéralisme monétariste<sup>1</sup> – s'étant progressivement

---

<sup>1</sup> Même si plusieurs auteurs ont souligné qu'en fait, les théories économiques keynésiennes et néolibérales font montre de similitudes certaines, leur application politique induit, elle, un écart gigantesque dans la mesure où la

confirmé durant les deux décennies de 1965 à 1985 aura eu beaucoup à voir avec cette remise en question, en sciences sociales comme en sciences économiques, du nationalisme comme outil explicatif (Pickel, 2002, 2006) et/ou de la «nation» comme objet d'étude.

Cela s'explique d'abord par la nature du paradigme économique néolibéral, qui a engendré une critique des cadres sociaux dont dépendait l'ordre keynésien d'après-guerre (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995; Brunelle, 2003; Deblock, 2002; Dostaler, 2000; Fougner, 2006; Ruggie, 1982). Alors que ce dernier s'appuyait fondamentalement, au niveau national, sur l'État comme organe de régulation économique, le néolibéralisme implique un retour certain aux postulats du libéralisme classique (Bourdieu, 1998; Dostaler, 1996, 1999; Gill, 2002; Hayek, 1985; Jalbert et Beaudry, 1987; Lagueux, 2004), selon lesquels le marché, plutôt que l'État, et donc la concurrence, plutôt que la coopération et la planification nationales, sont les seuls mécanismes permettant l'atteinte d'équilibres nécessaires à une croissance économique durable. Dans un deuxième temps, et de manière peut-être plus fondamentale, cette remise en question rendait compte du fait que la transition au néolibéralisme ait accompagné et défini en partie le phénomène macroéconomique par excellence des trente dernières années, celui de la «globalisation»<sup>2</sup>. C'est bien davantage celle-ci qui, pour bien des auteurs en sciences sociales, nécessitait que soit abandonné ce «nationalisme méthodologique» (Beck, 2003) qui avait caractérisé la plupart des travaux en sociologie, en science politique et en histoire depuis plus d'un siècle.

Beaucoup d'auteurs, Robert Reich (1992) et Michael Porter (1998) en sont certainement les plus célèbres porte-parole dans le champ de l'économie politique<sup>3</sup>, ont souligné dès les années 1980 que le néolibéralisme et la globalisation n'impliquaient pas nécessairement la disqualification de la «nation» en tant qu'espace économique de

---

divergence principale entre keynésiens et néolibéraux monétaristes consiste en ce que les premiers croient la stabilisation de l'économie, par l'entremise de politiques industrielles et macroéconomiques mises en œuvre par l'État, nécessaire et bénéfique, alors que les seconds la croient superflue et nuisible à moyen et long terme. Là-dessus, voir Beaud et Dostaler (1996 : 191).

<sup>2</sup> Pour une distinction éclairante des concepts de «mondialisation» et de «globalisation», voir Brunelle (2003). Pour une distinction des différentes périodes historiques de «globalisation» économique avant 1970, voir Norel (2004) et Fayolle (1999).

<sup>3</sup> L'économiste américain Paul Krugman a aussi été, au début des années 1980, un partisan de la théorie de l'«État compétiteur». Il s'est toutefois ravisé et est devenu à partir de la fin des années 1980 l'un de ses plus farouches critiques. Voir, à ce sujet, Gilpin (2001 : 180-181).

régulation ou d'organisation. Les différentes thèses mobilisant les concepts d'«État compétiteur»<sup>4</sup> et «d'avantage compétitif» (Best, 1990, 2001; Cerny, 1997; Deblock, 2002; Nurbel, 2007; Porter, 1990, 1998), inspirés le plus souvent d'une réinterprétation critique de la notion ricardienne d'«avantage comparatif» (Ricardo, 1999), auront en effet permis de questionner les théories de la dissolution des frontières nationales (Badie, 1995; Ohmae, 1991; Strange, 1996) puis celles de la convergence néolibérale des modèles socioéconomiques<sup>5</sup>, qui ont d'ailleurs été mises à mal par plusieurs autres courants en épi – notamment néo-institutionnaliste et constructiviste (Berger et Dore, 1996; Boyer et Drache, 1996; Brooks et Manza, 2007; Chang, 2003; Crouch et Streeck, 1997; Esping-Anderson, 1996; Garrett, 1998; Gilpin, 2001; Hall et Soskice, 2001; Hobson et Ramesh, 2002; Huber et Stephens, 1998; Katzenstein, 1985; Mann, 1997; McBride et Williams, 2001; Paquerot, 1996; Rodrik, 1998, 2000; Swank, 1998, 2002; Vogel, 1996; Weiss, 1998, 2003) – depuis le milieu des années 1990. Ce sont malgré tout ces «théories de la globalisation» qui ont dominé, surtout au sein des sciences économiques mais également en sciences sociales<sup>6</sup>, durant une bonne partie des années 1980 et 1990 (Dufour et Martineau, 2007; Weiss, 1998)<sup>7</sup>.

De plus en plus de chercheurs s'entendent toutefois aujourd'hui pour affirmer que les effets de la globalisation néolibérale sur l'État, loin d'être uniformes et prédictibles, sont inégaux précisément parce que chaque État national s'y adapte différemment, de par ses trajectoires historiques, ses intérêts et surtout ses capacités (Thelen, 2012; Weiss 1998,

<sup>4</sup> Pour une perspective critique sur la notion d'«État compétiteur», voir Deblock (2002), Fougnier (2006) et Krugman (1994).

<sup>5</sup> Pour une description de la théorie de la convergence néolibérale, voir Robert Gilpin (2001: 184).

<sup>6</sup> Voir par exemple Habermas (2000) ou Beck (2003). Pour des ouvrages critiques des théories de la globalisation en sciences sociales et en relations internationales, voir Panitch et Leys (2004), Cordellier (2000) et Rosenberg (2000).

<sup>7</sup> Il peut sembler paradoxal, dans cette optique, que les plus importantes théories et études historiques du nationalisme aient précisément été élaborées au courant des années 1980 et 1990 (Armstrong, 1982; Anderson, 1996 [1983]; Gellner, 1999 [1983]; Breuilly, 1994 [1985]; Smith, 2002 [1986]; Greenfeld, 1992; Hobsbawm, 1992 [1990], Kedourie, 1993; Tilly, 1994; Billig, 1995; Brubaker, 1996; Hastings, 1997; Calhoun, 1998). Or, ce paradoxe n'en est pas tout-à-fait un dans la mesure où on considère que c'est justement la fin appréhendée de l'ère du nationalisme et des États nationaux, qui avait tant marqué les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, qui commandait que l'on s'intéresse à définir ses logiques d'avènement et de fonctionnement. On en voudra pour preuve les désormais fameuses phrases finales du *Nations et nationalisme depuis 1780* de l'historien marxiste Eric Hobsbawm (1992 : 353), pour qui «après tout, le fait même que les historiens commencent enfin à progresser dans l'étude et l'analyse des nations et du nationalisme laisse entendre que, comme souvent, le phénomène a dépassé son zénith».

2003). Or, ce qui est vrai de l'État national l'est aussi du nationalisme, qui persiste ou resurgit alors que l'on s'attendait à ce que la globalisation et le néolibéralisme confirment son obsolescence, particulièrement dans le cas des petites nations. Comme l'a bien résumé récemment le politologue Alain-G. Gagnon (2011), le phénomène de la diversité nationale et les enjeux liés à sa préservation et à son habilitation au sein des États multinationaux sont plus actuels que jamais et engageront les prochaines générations dans un «âge des incertitudes», où les nationalismes minoritaires se radicaliseront en proportion inverse de la capacité de ces États à réconcilier unité et diversité. C'est aussi ce que Michael Ignatieff (1999), d'une autre perspective et s'inspirant de Freud, notait dès le début des années 1990 en parlant du nationalisme contemporain, et particulièrement de celui des petites nations est-européennes, comme d'un «narcissisme des petites différences».

Évidemment, si le nationalisme constitue toujours un objet d'étude important et cela même en toute considération des développements économiques des dernières décennies, cette étude répond aujourd'hui à de nouveaux enjeux. Tout comme les États se sont ajustés à leur nouvel environnement, les mouvements nationalistes s'adaptent aux effets de la globalisation et du néolibéralisme (Calhoun, 2007; Dieckhoff, 2000; Dieckhoff et Jaffrelot, 2006; Gagnon, Lecours et Nootens, 2007; Smith, 1995). En fait, il est de plus en plus évident que ces phénomènes que l'on présentait jusqu'à tout récemment comme incompatibles avec toute forme de nationalisme ont en fait facilité l'expression du nationalisme minoritaire, dont on avait jusque-là fait peu de cas dans le champ de l'économie politique. Les pressions extrinsèques exercées par la globalisation sur l'État auront engendré une grande quantité de réflexions, au risque peut-être de masquer les pressions intrinsèques qui ont accompagné le passage au néolibéralisme et qui ont aussi, sinon surtout, affecté l'État «westphalien». Pour Stephen Tierney (2005: 169),

the forces which have served to limit the freedom to manœuvre of particular States, and in doing so to restrict their sovereign sphere of operations in both de facto and at times de jure senses, have not been exclusively external. Sub-state forces, including sub-state national societies within plurinational states, have in certain cases been able to negotiate degrees of autonomy within the state.

Le grand débat académique sur «la globalisation et l’État», autrement dit, a incité à occulter le fait que la réorganisation territoriale des sphères politique et économique se jouait simultanément à une autre échelle. Le nationalisme «minoritaire» (Keating, 1997; Keating et McGarry, 2001), «sans État» (Guibernau, 2011) ou «subétatique» (Béland et Lecours, 2004), celui de la «petite nation» (Cardinal et Papillon, 2011; Paquin, 2001), de la «nation sans État» (Guibernau, 1999, 2011; Keating, 2003) ou de «l’État-région» (Gagnon, 2001a, 2001b), ne peut être considéré en soi comme un «néonationalisme» (Hamilton, 2004; McCrone, 2001)<sup>8</sup>, mais il se trouve que la globalisation néolibérale tend à exacerber ce type de revendication identitaire plutôt qu’à le décourager.

D’un côté, l’expansion du commerce, la libéralisation de la finance, l’ouverture des frontières par le libre-échange, les innovations technologiques et communicationnelles puis l’émergence de blocs économiques continentaux tels l’Union européenne (UE) ou l’Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) permettent aux petites économies d’avoir accès à des marchés plus larges et plus diversifiés qu’auparavant. Cela fait des petites nations et des «nations sans État» des unités économiques viables et réduit les risques inhérents à l’autonomie politique ou à la sécession (Alesina et Spolaore, 1995; Holtscher et Suter, 1999; Katzenstein, 1985, 2003; Keating, 1997; Keating et Loughlin, 2004; Meadwell et Martin, 1996; Paquin, 2001). Dans les champs de la sociologie économique et du nationalisme, il s’agit là de l’explication la plus répandue et la plus communément acceptée du succès récent des mouvements nationalistes minoritaires et de ce qu’Holtscher et Suter (1999) ont appelé le «paradoxe de la globalisation économique et de la fragmentation politique».

D’autre part, le passage au paradigme économique néolibéral a forcé les États à limiter – du moins à réorganiser – leurs interventions en termes de politiques sociales et à réduire le niveau – sinon l’universalité – des services publics. Or, ce sont là deux sphères d’action qui, de 1945 à 1975 au moins, avaient contribué à la formation d’identités

---

<sup>8</sup> Pour Breuilly (1994) par exemple, la contestation plutôt que l’encensement de l’État – ce que Keating (2001) identifiera subéquemment comme les «nations contre l’État» – constitue une forme historique importante du nationalisme moderne. À ce sujet, voir aussi Tilly (1993).

nationales fortement liées à la figure et aux rôles de l'État (Schnapper, 2002) en permettant l'émergence et le renforcement d'un «discours de légitimation sociale axé sur l'appartenance et la solidarité nationales» (Beauchemin, Bourque et Duchastel, 1995). La préférence pour le libre-marché et l'État minimal, le préjugé favorable à la marginalisation des interventions de l'État ont conséquemment et dans une certaine mesure eu pour effet de miner l'identité nationale telle qu'elle avait été modelée durant les «Trente glorieuses». Cela favoriserait l'éclosion, sinon l'exacerbation des nationalismes minoritaires ou «subétatiques» en permettant aux unités «régionales» et à leurs acteurs politiques d'occuper le vide laissé par le retrait de l'État central en formulant un discours alternatif de légitimation. Cela ne signifie pas que les nationalismes majoritaires ou «traditionnels» aient été dissous, mais que leurs formes changent à mesure que les aspects et les rôles de l'État national se transforment et s'adaptent aux nouvelles contraintes et opportunités auxquelles ce dernier doit faire face (Gagnon, Lecours et Nootens, 2007)<sup>9</sup>.

L'Écosse illustre bien ces deux tendances. Le nationalisme écossais, qui a effectivement connu une forte progression depuis les années 1970 – il n'y a qu'à penser aux deux référendums sur la dévolution parlementaire (1979-1997) et à la tenue prochaine, en 2014, d'un référendum sur l'indépendance politique de l'Écosse –, permet lui-même de questionner, voire d'invalider les thèses qui stipulent l'incompatibilité du nationalisme et de la globalisation, puis d'étudier les logiques de cohabitation du néolibéralisme et du nationalisme subétatique durant ces années. Holitscher et Suter (1999), tout comme Meadwell et Martin (1996) ou Paquin (2001), ont bien montré comment l'interdépendance économique et l'intégration libre-échangiste continentale y ont crédibilisé l'option sécessionniste. Béland et Lecours (2003, 2004, 2005, 2006, 2008) puis McEwen (2002, 2006) ont eux noté que l'essoufflement du providentialisme britannique a été récupéré au profit des nationalistes «régionalistes». Ces deux thèses ont été largement reprises et utilisées pour expliquer la persistance et le renforcement des nationalismes minoritaires en

---

<sup>9</sup> Pour Montserrat Guibernau (1999 : 177), les pressions subies verticalement et horizontalement par l'État, du fait de la globalisation, du néolibéralisme et des revendications identitaires et nationales subétatiques ont même tendance à engendrer une «radicalisation» des nationalismes majoritaires plutôt que leur déclin.

Écosse, mais aussi au Québec, en Catalogne, au Pays basque, en Flandre, en Bretagne, au Pays de Galles, etc. Elles ne sont pourtant pas totalement satisfaisantes.

D'abord, il est exagéré de conclure à un net recul – plutôt qu'à une réforme ou à un repositionnement – du providentialisme et des dépenses sociales au Royaume-Uni (R-U) depuis 1980<sup>10</sup> (Esping-Anderson, 1996b; Kavanagh, 1990; Pierson 1994). Il ne suffit donc pas de postuler une familiarité naturelle entre «nationalisme et protection sociale» (Béland et Lecours, 2004) afin d'expliquer le retour en force du nationalisme écossais depuis. Ses causes sont à chercher ailleurs, et notamment dans le champ de l'économie politique. Deuxièmement, le fait d'associer la résurgence des nationalismes minoritaires à l'intégration économique puisqu'elle permet la réduction des risques de la sécession et/ou l'accès des petites nations à de larges marchés prouve en effet qu'un «nationalisme économique libre-échangiste» n'est pas nécessairement contre-intuitif (Drover et Leung, 2001; Helleiner, 2005; Keating, 1997a; Martin, 1997; Mitchell, 1997). La limite la plus importante de cette thèse consiste toutefois en ce qu'elle n'envisage les effets du néolibéralisme économique sur le nationalisme minoritaire que de la perspective des champs d'opportunités externes et supranationaux. Or, le passage du keynésianisme au néolibéralisme, nous le verrons, a aussi engendré une réorganisation de la gestion économique territoriale à l'échelle nationale, régionale et même locale (Amin, 1999; MacLeod, 2001; Ohmae, 1993), ouvrant ainsi un champ d'opportunités internes pour les nations sans État. Autrement dit, en axant l'explication sur les avantages économiques de la globalisation pour les nations sans État, cette thèse omet d'expliquer pourquoi et comment, en premier lieu, les élites nationalistes en sont venues à représenter ces nations de plus en plus comme des «unités économiques», comme des «économies».

Ce mémoire proposera une explication alternative. Michael Keating (1997a : 72) remarquait en 1997 que «pour les nationalismes régionaux libre-échangistes, le

<sup>10</sup> Même si Paquin (2001 : 65), parmi tant d'autres, soutient que la hausse des dépenses gouvernementales dans la plupart des pays de l'OCDE témoigne moins du dynamisme du providentialisme que de l'accroissement des coûts liés aux programmes sociaux existants, cela indique tout au moins que ces programmes n'ont pas été simplement abandonnés. D'autres, notamment Rodrik (1998) et Garrett (1998a, 1998b), ont d'ailleurs montré que cette hausse des dépenses gouvernementales constitue également une réponse aux «risques» accrus par la libéralisation des échanges en cours depuis 1980.

protectionnisme est exclu d'avance. Les stratégies de développement doivent donc s'appuyer sur des mesures portant sur l'offre, sur les incitatifs à l'investissement, sur l'innovation et sur la recherche de nouveaux marchés». Ce passage résume bien, nous semble-t-il, la forme qu'a prise la résurgence du nationalisme écossais depuis 1980. Ce nationalisme, d'abord, n'est plus de nature prioritairement politique, constitutionnelle ou même culturelle; il se distingue par son caractère «économique» et par l'insistance de ses élites politiques à présenter la «nation» écossaise comme une «économie» profondément impliquée dans une «compétition» internationale pour l'investissement et la «création de richesses». Sur le plan de l'économie politique qui plus est, ce nationalisme a internalisé le discours néolibéral : le protectionnisme est exclu, et les stratégies développementales doivent être axées sur l'offre, l'innovation et l'attraction d'investissements internationaux. Enfin, en ce qui a trait à ces stratégies, il semble que l'État central au sein duquel l'Écosse évolue – le R-U – soit désormais considéré comme étant plus ou moins dépourvu d'efficacité.

La gestion de l'offre, les incitatifs à l'innovation et à l'investissement se distinguent des politiques macroéconomiques traditionnellement utilisées par les États souverains : stimulation de la demande effective, poursuite du plein-emploi, politiques monétaires, tarifs douaniers. Les enjeux de la compétitivité sont confrontés aujourd'hui sur le terrain des politiques méso- et microéconomiques, et ces politiques sont d'autant plus efficacement mises en œuvre que leur cadre d'élaboration et d'application est restreint. C'est pourquoi ce nationalisme est aussi aujourd'hui un «régionalisme»: il fait la promotion d'un espace régional de gestion économique présenté comme plus efficace et viable que l'espace «national» britannique. Nationalisme économique «compétitif» (Graefe, 2007), néolibéralisme et régionalisme apparaissent donc comme coextensifs au sein du discours nationaliste écossais contemporain.

## ***II : Axes de recherche et hypothèse***

Pour résumer, deux dynamiques économiques ont généralement été invoquées pour expliquer le paradoxe que constituent la persistance, la résurgence et dans quelques cas le développement des nationalismes minoritaires dans le contexte de la globalisation

néolibérale. La première consiste en ce que la globalisation économique présente deux visages, tel Janus : d'un côté, elle engendre l'intégration économique, notamment continentale mais aussi intercontinentale, par le libre-échange et la dérégulation financière par exemple; de l'autre, et simultanément, elle facilite la «désintégration» économique et politique en fournissant aux petites nations et aux «nations sans État» un accès à de grands marchés et aux instances politiques, juridiques et économiques internationales qui les régulent. Pour ces entités, la globalisation est réellement, à l'image de Janus, une «déesse des portes».

La seconde dynamique renvoie au démantèlement partiel et progressif des systèmes d'État-providence tels qu'ils avaient été érigés depuis l'après-guerre, démantèlement qui heurte la symbolique nationaliste qui avait été associée et en quelque sorte soutenue et promue par ces systèmes. Cela induirait entre autres un déplacement des lieux d'appartenance identitaire et donc la formation ou la résurgence de nationalismes subétatiques. Ces deux analyses, qui ont tour à tour et souvent conjointement été déclinées empiriquement depuis le milieu des années 1990, sont à la fois pertinentes et insuffisantes à une compréhension des logiques de cette résurgence. Nous souhaitons ici dépasser leurs limites et proposer une troisième lecture, appliquée au cas écossais. Ces deux thèses situent le phénomène nationaliste en aval des dynamiques associées à la globalisation économique ou au néolibéralisme. Or, il apparaît important de chercher à comprendre comment le nationalisme peut aussi avoir été transformé simultanément au passage au néolibéralisme. Personne ne niera que le nationalisme écossais existait avant 1980. Il est conséquemment important de comprendre comment les nationalistes ont non seulement «réagi» au changement de paradigme économique dominant, mais comment aussi ils ont récupéré ce changement au profit de la rhétorique nationaliste. Il faut, autrement dit, chercher à utiliser le nationalisme économique à la manière d'un *explanans* plutôt que d'un simple *explanandum* (Pickel, 2002).

Pour expliquer la résurgence du nationalisme écossais, nous nous attarderons donc d'abord à découvrir quelles formes ce nationalisme a adoptées depuis 1980. Trois axes de recherche nous occuperont donc ici. Premièrement, nous voudrons montrer comment le

passage au néolibéralisme au R-U, tel qu'opéré sous Margaret Thatcher notamment, a pu avoir pour effet de solidifier le statut de l'Écosse en tant qu'économie régionale «autonome». Deuxièmement, nous chercherons à savoir comment cette transition a permis aux nationalistes de présenter la nation écossaise comme une «économie» et non plus d'abord comme une entité historique et/ou culturelle. Enfin, nous devrons déterminer quels types de politiques économiques émergent des nouveaux discours nationalistes, et en quoi ces politiques justifient et nécessitent la promotion de l'autonomie ou de l'indépendance nationale.

Ce mémoire servira d'abord à tester une hypothèse. Notre démarche s'inscrit donc dans une logique hypothético-déductive, car il s'agira ici de procéder à une démonstration rétrospective de la transformation du nationalisme écossais depuis 1980 et des conséquences de cette transformation quant aux politiques économiques défendues par les élites nationalistes de cette *société nationale autonome*. L'hypothèse que nous chercherons à vérifier est la suivante : en Écosse, le passage au néolibéralisme n'a pas affaibli le nationalisme mais s'est plutôt vu récupéré par ce dernier, ce qui explique qu'il s'y soit traduit sous la forme d'un nationalisme économique empruntant à la fois à la rhétorique du «nouveau régionalisme» et du «compétitivisme». Ce nationalisme économique, contrairement à la définition spontanée qu'on en donne (Boulanger, 2004, 2006), exclut d'emblée le protectionnisme. Sa logique conceptuelle emprunte plutôt à l'idée d'«État stratège» (Scottish Government, 2011) ou d'«État compétiteur» (Deblock, 2002) et stipule que cette compétitivité économique ne peut être maximisée qu'à l'échelle écossaise, en raison notamment de la solidarité nationale. Celle-ci faciliterait la cohésion sociale nécessaire à l'élaboration de politiques méso- et microéconomiques de concertation et d'innovation. Dans cette perspective, pour reprendre les termes de Peter Graefe (2005 : 53) en référence au cas québécois, «la nation et la compétitivité entretiennent une relation symbiotique»<sup>11</sup>. C'est cette relation, unissant pour les nationalistes appartenance nationale et gestion économique territoriale subétatique, qui dévoile la proximité entre ce nationalisme économique et le «nouveau régionalisme».

---

<sup>11</sup> «*The nation and competitiveness stand in a symbiotic relationship*».

Dans son désormais célèbre *Nations et nationalisme*, Ernest Gellner (1999 : 11) soutenait que «le nationalisme est essentiellement un principe politique, qui affirme que l’unité politique et l’unité nationale doivent être congruentes». Généralement, cette définition s’appliquait bien aux *sociétés nationales autonomes*. On peut toutefois la modifier en proposant qu’aujourd’hui, pour ces nations, le nationalisme est aussi un principe économique, qui affirme que l’unité économique et l’unité nationale doivent être congruentes pour générer davantage d’efficacité. Il semble que ce soit en vertu de ce principe, en bonne partie, que les nationalistes écossais aspirent aujourd’hui à l’autonomie ou à l’indépendance. Cette proposition peut apparaître étonnante, considérant «l’interdépendance complexe» (Keohane et Nye, 2000) qui caractérise aujourd’hui l’économie mondiale. Or, tout comme l’«unité politique» de Gellner n’a jamais été synonyme d’isolation, l’«unité économique» à laquelle renvoie aujourd’hui le nationalisme économique écossais n’est pas synonyme d’autarcie : elle réfère davantage à la promotion d’une «nouvelle économie politique des petites nations» (Cardinal et Papillon, 2011), reposant sur la reconnaissance, justifiée ou non, du fait que l’insertion politique au sein d’un grand État n’est plus nécessaire à la viabilité et à la compétitivité économique, et que celles-ci sont mieux à même d’être maximisées au sein de communautés d’appartenance plus proximales. Ainsi, selon Keating (2009 : 48),

this argument about re-territorialization does not depend on an underlying social and economic differentiation of territories. This explains the paradox that, while Scotland has continued to converge with England on many social and economic indicators, its politics are diverging (Kendrick, Bechhofer, and McCrone 1985; Kendrick 1989). [...] The issue at stake is not how to be different, but what are the boundaries of the political community and the institutions for shaping a social and economic project. The conflict is not so much about cultural or ethnic differentiation but rather over competing projects for the rebuilding of political communities at new levels and the search for institutions that can reconcile economic competitiveness and social solidarity with new spaces.

Nos axes et hypothèse de recherche ayant été précisés, il nous reste à décliner les raisons d’une étude de cas de l’Écosse ainsi que nos ancrages méthodologique et épistémologique. Au-delà de l’intérêt évident suscité par la situation politique écossaise actuelle, ce choix s’explique en partie du fait que l’Écosse nous apparaît être un cas particulier, au sein du R-U

comme en Occident en général. Il ne s'agit pas simplement d'une «petite nation», d'une «nation sans État» ou d'un «État-région», mais bien plus d'une *société nationale autonome*.

### **III: Épistémologie et méthodologie de l'étude de cas**

Contrairement à une foule d'autres petites nations dépourvues d'État, pensons au Pays de Galles ou aux Cornouailles dans le cas du R-U, l'Écosse forme une *société globale*, au sens où l'entendent Thériault (1997) ou Dieckhoff (2000 : 123-124) par exemple : «ces sociétés sont dotées d'une structure sociale complète<sup>12</sup>, d'institutions propres, d'un territoire spécifique et d'une culture particulière». Cette société globale écossaise est aussi *nationale*, car ses membres se la représentent en tant que nation et que l'autonomie, voire l'indépendance y est revendiquée au nom de l'appartenance nationale et en vertu des principes d'autodétermination qui en découlent. Enfin, cette société nationale n'est ni simplement «subétatique» (Tierney, 2005), ni «régionale» ou «sans État»; elle est aujourd'hui *autonome* au sens où elle évolue en tant qu'unité constitutive d'un système politique quasi-fédéral et qu'elle bénéficie et exerce à ce titre une autonomie substantielle bien que limitée, et ce tant dans le domaine économique que politique. L'Écosse possède maintenant ses propres Parlement et gouvernement, ce dont nombre d'autres nations minoritaires sont encore aujourd'hui dépourvues. Ces distinctions, nous le verrons, sont importantes, car dans une perspective sociopolitique, elles sont au cœur du discours de légitimation des nationalistes écossais, selon lesquels l'Écosse a non seulement la *légitimité* mais aussi la *capacité* (Keating, 1992 : 55-56) d'agir de manière autonome dans le champ de l'économie politique.

Au-delà de considérations théoriques, le choix d'une étude de cas s'explique par la précision empirique qu'elle rend possible. L'étude systématique de l'Écosse seule implique de renoncer à l'application de notre hypothèse aux *sociétés nationales autonomes* en général – la Catalogne, le Pays Basque, le Québec, la Flandre et d'autres entrent aussi dans cette catégorie –, laquelle application aurait nécessité une rigoureuse analyse comparative. Dans le cadre d'un mémoire tel que celui-ci, l'étude de cas permet cependant une sensibilité et une

---

<sup>12</sup> Stratification sociale complexe, activité économique diversifiée, sphères médiatique et politique particulières.

précision historiques puis contextuelles accrues, et donc une efficacité explicative importante. Pour le dire avec Rueschemeyer (2003 : 324), «historical work that uses both within-case and cross-case analysis can explore more complex interactions among causal factors, it can better trace multiple paths of causation, and it does not make the assumption of a linear relation between independent and dependent variables that [...] multiple regression analysis often adopt». Le contexte politique et sociologique actuel en Écosse rend qui plus est pertinente, voire nécessaire, l'analyse de ce cas bien précis. Des parallèles peuvent évidemment être tracés entre l'Écosse et les nations citées ci-haut; la prétention de ce mémoire sera dans cette perspective d'ouvrir, à partir de l'Écosse, un champ de réflexion sur le nationalisme économique en contexte minoritaire.

Comme notre hypothèse le laisse entendre, nous chercherons à comprendre, en mobilisant le concept de «nationalisme économique», comment la transition au néolibéralisme s'est traduite moins par la marginalisation du discours nationaliste que par sa transformation. Nous adopterons pour ce faire une double perspective, néo-institutionnaliste et constructiviste, dont l'objectif sera de montrer comment ce nationalisme est défini en partie par l'existence d'institutions économiques particulières, puis médiatisé par le politique, au travers notamment de stratégies discursives. Cette perspective a été adoptée ailleurs à des fins similaires, notamment chez Abdelal (2001), Crane (1999), Fougner (2006b), Herrera (2005, 2010) et Pickel (2002, 2006). Aux fins de cette démonstration, nous travaillerons d'abord à partir de la littérature existante, mais nous nous intéresserons aussi, particulièrement au quatrième chapitre, aux discours tels que déclinés dans les documents économiques gouvernementaux et dans les programmes politiques écossais depuis la fin des années 1990<sup>13</sup>. Cela permettra de montrer comment l'articulation du nationalisme à l'économie politique a évolué avec la transition au néolibéralisme et comment cette nouvelle articulation – ce nouveau nationalisme économique – se traduit en termes de stratégies, de politiques économiques et de discours autonomistes. L'étude de ces documents est importante, car la mise en forme discursive de l'identité nationale y est directement mise en

---

<sup>13</sup> Les documents de ce type datant d'avant 1990 sont malheureusement très difficiles d'accès en dehors de l'Écosse.

relation avec les stratégies économiques et les enjeux programmatiques de l'économie politique «nationale».

Ce mémoire sera divisé en deux parties, en quatre chapitres principaux et en huit sous-sections. D'abord, les deux premiers chapitres serviront à établir notre cadre théorique et à amorcer une revue de la littérature pertinente en ce qui a trait à la mise en liaison du néolibéralisme, du compétitivisme, du nouveau régionalisme et du nationalisme économique. Nous procéderons dans l'ordre, de manière à montrer comment le passage au néolibéralisme (1.1.-1.2.) peut expliquer les phénomènes du compétitivisme et du nouveau régionalisme (2.1.), puis comment ces derniers peuvent être invoqués pour décrire l'avènement d'un nationalisme économique «compétitiviste» (2.2.). Les chapitres 3 et 4 procéderont à l'étude de cas. Nous passerons d'abord en revue l'évolution de l'économie et du nationalisme écossais jusqu'aux années 1970 (3.1.), soit jusqu'au premier référendum sur la dévolution parlementaire en 1979. Nous proposerons ensuite que les décennies 1980 et 1990, qui auront concrétisé le passage au néolibéralisme sous les gouvernements britanniques Thatcher et Major (3.2.), constituèrent une époque de transitions pour le nationalisme écossais. La dévolution parlementaire de 1997 en Écosse nous permettra d'étudier dans les deux sections du quatrième chapitre le nationalisme économique sous les gouvernements Dewar/McLeish et McConnell (4.1.), mais surtout Salmond (4.2.).

## **PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE**

Cette première partie du mémoire servira à présenter le cadre théorique en fonction duquel seront analysées plus loin les trajectoires qu'a prises le nationalisme écossais depuis 1980. Trois phénomènes y seront théorisés et mis en relation : d'abord, dans le premier chapitre nous préciserons ce qui doit être entendu lorsqu'on parle d'une transition au néolibéralisme. Ce néolibéralisme, cela doit être clair, est d'abord une idéologie (Bihr, 2011) qui s'est imposée progressivement à partir de la fin des années 1960 pour devenir – contra le keynésianisme – le paradigme économique dominant. Comme toute idéologie, le

néolibéralisme n'a pu s'appliquer au réel que de manière imparfaite. Notre second chapitre s'affairera à montrer comment ce passage au néolibéralisme s'est entre autres traduit par le développement de nouvelles manières d'envisager l'économie politique, et notamment par l'importance accrue accordée aux politiques méso- et microéconomiques au détriment des politiques macroéconomiques qui avaient caractérisé l'époque keynésienne. Cela explique en partie pourquoi est de plus en plus stipulée, à partir des années 1980, l'efficacité économique des petites unités territoriales, théorisée par la littérature sur le «compétitivisme» et le «nouveau régionalisme». Nous verrons enfin comment ce passage au néolibéralisme et au «nouveau régionalisme» a pu se décliner en un nouveau nationalisme économique «compétitiviste» chez les nations minoritaires.

## 1. Chapitre premier : le néolibéralisme comme idéologie

### 1.1. *Friedrich A. Hayek (1899-1992) et l'individualisme néolibéral*

Si on cherche à saisir l'«essence» du néolibéralisme, le rationnel qui en est à la base, il vaut la peine de citer longuement Friedrich A. Hayek (1985 : 42), penseur du renouvellement du libéralisme économique au XX<sup>e</sup> siècle :

Loin d'être appropriée seulement à des situations relativement simples, c'est au contraire la complexité même de la division du travail à l'époque moderne qui fait de la concurrence la seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée. Le contrôle et le planisme ne présenteraient pas de difficultés dans une situation assez simple pour permettre à un seul homme ou à un seul conseil d'embrasser tous les faits. Mais lorsque les facteurs à considérer deviennent si nombreux qu'il est impossible d'en avoir une vue synoptique, alors, mais alors seulement, la décentralisation s'impose. Mais une fois la décentralisation nécessaire, le problème de la coordination surgit, coordination qui doit laisser les organismes isolés libres d'ajuster leurs activités aux faits qu'eux seuls peuvent connaître, et en même temps d'ajuster leurs plans respectifs les uns aux autres. La centralisation étant devenue nécessaire parce que personne ne peut consciemment équilibrer toutes les considérations relatives aux décisions d'un si grand nombre d'individus, il est clair que la coordination ne saurait être atteinte par un «contrôle conscient», mais uniquement par des dispositifs qui transmettent à chaque agent d'exécution les renseignements dont il a besoin pour adapter efficacement ses décisions à celles des autres. Et comme aucun centre ne saurait connaître complètement ni rassembler et disposer assez vite tous les détails des modifications qui ne cessent d'affecter l'offre et la demande des divers produits, on a besoin d'un appareil qui enregistre automatiquement les effets des actions individuelles, et dont les indications sont en même temps la résultante et le guide de toutes les décisions individuelles. C'est là précisément ce que fait le système des prix en régime de concurrence, et c'est ce qu'aucun autre système ne promet de faire.

Pour Hayek, l'État n'est en aucun cas en mesure de gérer l'économie moderne, d'y intervenir de manière à assurer une meilleure «coordination» ou l'atteinte d'un équilibre<sup>14</sup>. L'intervention étatique génère selon Hayek des résultats involontaires et contraires aux buts fixés, contaminant l'information nécessaire à la prise de décision individuelle en faussant le mécanisme naturel des prix qui est aux fondements de la «division de la connaissance» – extension de la «division du travail» smithienne – indispensable à «l'ordre spontané» qu'induit la société de marché (Dostaler, 1999).

Toute idéologie holiste, selon Hayek, nie la complexité de cette «division de la connaissance» et donc nuit à une majorité d'individus au profit d'une minorité. L'idéologie sous-jacente à ce raisonnement est explicite : pour Hayek, l'abandon du libéralisme économique classique – celui des Lumières écossaises et anglaises – par les États occidentaux, et en premier lieu par l'Allemagne, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais surtout au cours des années 1920 et 1930 illustre l'abandon de l'individualisme au cœur de l'évolution de la civilisation occidentale depuis l'antiquité: «Ce qu'on abandonne peu à peu, ce n'est pas simplement le libéralisme du XIX<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais encore l'individualisme fondamental que nous avons hérité d'Érasme et de Montaigne, de Cicéron et de Tacite, de Périclès et de Thucydide» (Hayek, 1985 : 17). Le paradigme économique néolibéral tel qu'il s'est substitué au keynésianisme en tant que théorie économique dominante à partir des années 1970 doit beaucoup aux auteurs qui, comme Hayek, ont travaillé au renouvellement du libéralisme durant les «Trente glorieuses». La plupart des promoteurs de ce paradigme, parmi lesquels d'importants décideurs politiques et économiques, a repris les arguments de ces auteurs en faveur d'un certain retour aux postulats du libéralisme classique<sup>15</sup>. La mise sur pied de la Société du Mont-Pèlerin<sup>16</sup> par

<sup>14</sup> Si ce n'est qu'en assurant, de manière minimalistre, la prévisibilité et le respect des règles régissant le libre marché.

<sup>15</sup> Il n'y a qu'à lire, à titre d'exemple, les mémoires de l'ex-Président du Federal Reserve Board américain Alan Greenspan, qui y explique comment les écrits d'Adam Smith, de John Locke et de Joseph Schumpeter l'ont influencé puis comment l'époque «libérale» de 1870 à 1914 fut l'une des plus grandes de la civilisation occidentale. Selon Greenspan (2007 : 466), «tous les témoignages de l'époque indiquent qu'avant 1914 le monde semblait se diriger irrésistiblement vers de plus hauts niveaux de civilité et de civilisation [...] La Première Guerre mondiale dévasta la civilité et la civilisation bien plus que la Seconde, pourtant plus destructrice : elle avait brisé une idée. Je ne peux effacer l'image de ces années d'avant 1914, quand l'avenir de l'humanité paraissait sans entraves ni limites».

Hayek en 1947 a participé à re-légitimer le libéralisme économique et à élaborer une critique du keynésianisme reprise durant les années 1970, 1980 et 1990. Les fondements de cette critique du keynésianisme n'ont pas relevé que de constats macroéconomiques ou économétriques<sup>17</sup>, mais aussi et peut-être surtout d'une remise en cause philosophique des logiques de l'interventionnisme étatique (Beaud et Dostaler, 1996; Dostaler, 1999, 2000; Passet, 2010).

Pour les néolibéraux influencés par Hayek, et ils le furent, à des degrés divers, presque tous, les différentes formes et degrés d'interventionnisme relèvent d'une dérive du rationalisme moderne, qui d'une tradition individualiste s'est autorisé à espérer au courant du XX<sup>e</sup> siècle parvenir à développer une rationalité «collective» permettant de pallier aux incohérences du capitalisme et de l'économie de marché. Ce serait donc la grande faute des économistes néoclassiques et de John Maynard Keynes en particulier que d'avoir oublié que «le marché est avant tout un moyen d'arriver à une solution satisfaisante dans un contexte où chacun dispose de trop peu d'informations pour prendre d'autres décisions que celles qui concernent la satisfaction de ses propres intérêts» (Lagueux, 2004 : 23). Hayek n'est pas responsable à lui seul<sup>18</sup> de l'essor du néolibéralisme au courant des années 1970. Il demeure d'ailleurs difficile d'établir avec un minimum de précision le poids des idées et des écrits dans les transformations économiques qui ont caractérisé le passage du keynésianisme au néolibéralisme<sup>19</sup>. Beaucoup ont souligné que le discours néolibéral s'est imposé au cours des années 1970 parce que les chocs pétroliers et la conjoncture économique «stagflationniste» allaient dévoiler, pour paraphraser le politologue néo-institutionnaliste Paul Pierson (1994 : 3), les liens à la fois étroits et inextricables entre les capacités d'intervention de l'État dans la

---

<sup>16</sup> Voir, au sujet de cette société et de son influence sur le développement subséquent du néolibéralisme, Mirowski et Plehwe (2009).

<sup>17</sup> Hayek fut en fait l'un des plus grands critiques des modèles économétriques abstraits tel celui de l'équilibre général de Léon Walras : «le concept d'équilibre ne possède une signification claire que s'il est appliqué aux actions d'un seul individu». Friedrich Hayek, 1937, «*Economics and Knowledge*», cité dans René Passet (2010 : 838).

<sup>18</sup> Son néolibéralisme se distinguait d'ailleurs de plusieurs autres courants néolibéraux (Dostaler, 1999) et notamment, sur les questions monétaires, de celui de Milton Friedman (Beaud et Dostaler, 1996; Gill, 2002; Passet, 2010, Pineault, 1999; St-Onge, 2000).

<sup>19</sup> Pour Gilles Dostaler (2000 : 12), le néolibéralisme, à partir des années 1970, «accompagne et rationalise *ex post* des évolutions qui se seraient produites de toute manière».

sphère publique et l'état de l'économie et de la finance internationales : «Poor economic performance undermined both the budgetary foundations of welfare states and Keynesian faith in the virtuous link between public spending and economic growth. It helped generate an electoral reaction that propelled the conservative critics of the welfare state to power». Il y a là une réalité que toute étude exhaustive de la transition au paradigme néolibéral ne saurait occulter. Il demeure néanmoins qu'en ce qui concerne le présent mémoire, il importe de saisir non seulement pourquoi le néolibéralisme s'est imposé à partir des années 1970, mais surtout la teneur de cette idéologie et de ses variantes.

À quel point cette idéologie s'est-elle imposée avec succès ? Nous considérerons ici le succès du néolibéralisme sous deux angles. D'abord, l'idéologie néolibérale s'est graduellement imposée, depuis les années 1970 dans le champ de l'économie politique et dans la sphère politique en général, comme l'unique voie pouvant mener les États et les sociétés à la prospérité et à la stabilité. Cela ne signifie pas que l'idéologie néolibérale nous ait conduits à la «fin de l'histoire» (Fukuyama, 1992), mais en tout cas qu'elle soit présentée par ses partisans comme une fatalité. On se rappellera, par exemple, la phrase fameuse qu'avait lancée Margaret Thatcher à son arrivée au pouvoir pour justifier ses réformes socioéconomiques : *there is no alternative* ! La boutade de Thatcher – comme le rappellent Beaud et Dostaler (1996 : 172), «les boutades ne sont jamais innocentes» – traduisait comment le néolibéralisme s'était déjà imposé dans la sphère politique comme un réel programme économique et non plus comme une lecture académique des incongruités du socialisme et du keynésianisme.

Le néolibéralisme a dans une mesure certaine réussi, au court des années 1980 et 1990, à s'imposer contre le keynésianisme et toute forme de politique providentialiste comme le seul horizon théorique et programmatique légitime en économie politique. Son succès a été si grand qu'il s'est étendu bien au-delà de l'économie politique : le néolibéralisme et ses postulats ontologiques individualistes et darwinistes<sup>20</sup> ont également

---

<sup>20</sup> Voir à ce sujet Dostaler (2007), Hodgson (2004), Passet (2010 : 825-855) et Friedrich Hayek, 1986, *Scientisme et sciences sociales : Essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Plon.

migré vers les sciences sociales et politiques<sup>21</sup>, comme en fait foi le succès d'auteurs comme Gary Becker, de concepts tels l'*homoeconomicus* ou de courants tels les théories du choix rationnel ou du *public choice* (Passet, 2010). Le succès du néolibéralisme se révèle donc d'abord par ce que nous pourrions appeler son «omniscience». L'influence des théories économiques «néolibérales» constitue le second aspect, le plus important pour notre propos, de ce succès.

### **1.2. Les théories économiques néolibérales : monétarisme et «économie de l'offre»**

Le néolibéralisme est constitué d'un amalgame de théories. Tel qu'il s'est développé et traduit en pratique depuis la fin des années 1970, il relève surtout de deux courants théoriques majeurs en macroéconomie : le monétarisme et l'économie de l'offre ou «*supply-side economics*» (Beaud et Dostaler, 1996; Passet, 2010). Ces deux courants convergent pour nier à l'État et le rôle et la capacité d'intervenir, ne serait-ce que de façon minimaliste, pour contrer les insuffisances des marchés commerciaux et financiers. Ils concourent tous deux à subordonner la politique à la sphère économique et au marché (Bourdieu, 1998; Dostaler, 2000). Selon Paul Pierson (1994 : 1), une telle logique de subordination implique que pour les néolibéraux la dissolution des systèmes keynésiens et providentialistes ne relève pas simplement d'un mal nécessaire, mais d'une valeur en soi : «*conservatives view retrenchment not as a necessary evil but as a necessary good*».

Le monétarisme et surtout l'économie de l'offre sont encore aujourd'hui – sous des formes diluées et adaptées aux différentes réalités sociales et politiques – les paradigmes macroéconomiques dominants. Le monétarisme est pour sa part le courant, notamment par l'entremise de Milton Friedman<sup>22</sup>, qui aura permis au néolibéralisme d'établir sa «supériorité» par rapport au keynésianisme. C'est, une fois de plus, la crise des années 1970 qui permet au monétarisme de s'imposer :

---

<sup>21</sup> Certains ont alors parlé de «l'impérialisme» de l'économie néolibérale (Beaud et Dostaler, 1996 : 183) ou de son «putsch théorique» (Marcel Rioux, cité dans Jalbert et Beaudry, 1987 : 17).

<sup>22</sup> Tout comme Hayek s'est révélé être un héritier du libéralisme classique, le monétarisme de Friedman emprunte largement à la «théorie quantitative de la monnaie» qui remonte aux travaux de Jean Bodin et David Hume (Beaud et Dostaler, 1996 : 174). Pour une analyse historique de la montée en puissance et du rôle important joué par Milton Friedman et l'«École de Chicago», voir Horn et Mirowski (2009).

Graduellement, à partir du début des années soixante-dix, le keynésianisme de la synthèse est remis en question. La coexistence de taux d'inflation et de taux de chômage de plus en plus élevés remet en cause les certitudes associées à la courbe de Philips<sup>23</sup> et symbolise l'échec des politiques keynésiennes [...] Des théories alternatives existent déjà. Au premier rang parmi les prétendantes, le monétarisme s'impose rapidement comme pôle majeur de l'opposition au keynésianisme, tant sur le plan politique que théorique (Beaud et Dostaler, 1996 : 172-173).

La théorie monétariste repose sur une thèse relativement simple : l'investissement public n'a pas d'impact, si ce n'est à très court terme, sur les taux de chômage et ne peut avoir d'impact que négatif sur les taux d'inflation. Les interventions étatiques dans l'économie, que ce soit dans le cadre d'une politique de plein emploi ou en vue de juguler l'inflation par l'entremise d'une dévaluation monétaire, ont dans tous les cas et à toutes les époques le même effet : celui de fausser et de dérégler à court terme, à la hausse ou à la baisse, la masse de monnaie en circulation, puis d'induire par ce fait, à moyen et long terme, un mouvement artificiel des prix se soldant par davantage de chômage, davantage d'inflation ou les deux à la fois, comme cela a été le cas au courant des années 1970.

Cela s'explique selon Friedman par le fait que les producteurs et les consommateurs ne sont jamais dupes des efforts de l'État pour stimuler artificiellement la consommation puisque leurs habitudes de consommation ne dépendent que faiblement de considérations immédiates – des moyens financiers dont ils disposent à un moment précis – et plutôt fortement de considérations à long terme – des moyens dont ils disposent habituellement et dont ils envisagent disposer, normalement, dans l'avenir. En raison de ce phénomène du «revenu permanent» (Passet, 2010 : 862), les monétaristes soutiennent qu'en contexte de libre marché, la demande effective de monnaie, fortement liée à la consommation, tend à demeurer relativement stable dans le temps et donc à assurer une faible inflation. En induisant une «offre exogène» de monnaie qui compromet cet «ordre monétaire spontané», l'interventionnisme étatique est directement responsable de l'inflation. Pour éviter que cela ne se produise, il faut selon les monétaristes retirer à l'État tout contrôle de la masse monétaire en circulation, par l'entremise notamment de l'autonomisation des banques centrales émettrices. Il faut «dépolitisier» les politiques monétaires nationales, puis s'assurer

---

<sup>23</sup> Renvoie à la corrélation négative entre le taux de chômage et le taux d'inflation. Voir là-dessus Bezbakh et Gherardi (2011 : 504-505), puis Beaud et Dostaler (1996 : 136-141).

que l'augmentation de la masse monétaire en circulation suive, sans jamais la dépasser, la croissance du PIB.

Au-delà du «revenu permanent», c'est la thèse du «taux naturel de chômage» qui explique pour les monétaristes l'inefficacité et, à moyen et long terme, la nocivité des politiques étatiques de relance et de stimulation économiques. Selon la théorie monétariste, toute économie de marché présente un taux naturel de chômage au-dessous duquel elle ne peut se maintenir d'elle-même. Comme l'explique l'économiste marxiste Louis Gill (2002 : 16),

Le niveau de l'emploi ainsi réalisé comme résultat des seules forces du marché est défini comme son niveau *naturel*. Le taux naturel de chômage reflétant les données réelles de l'économie [...] il serait illusoire de chercher à le réduire en ayant recours à des politiques fiscales ou monétaires. À long terme, ces politiques ne pourraient être que génératrices d'inflation sans parvenir à réduire le chômage [...]. Un moyen évident de la réduction du taux naturel de chômage serait toutefois la suppression des «rigidités» dont souffrirait un marché du travail soumis à un pouvoir syndical condamné comme excessif...

Si l'abandon des préceptes keynésiens et providentialistes s'impose comme une fin en soi, c'est donc que, d'une part, la rationalité individualiste des consommateurs est à même d'assurer une demande de monnaie et donc une inflation stables, puis d'autre part que la poursuite du plein emploi se révèle être une chimère génératrice d'inflation et, à terme, d'un accroissement du taux de chômage. La meilleure politique macroéconomique, pour les monétaristes, est l'absence de politique. Or, un autre courant néolibéral, très proche du monétarisme tout en poussant les logiques encore plus avant, explique pourquoi l'État et ses politiques interventionnistes ont été attaquées de front.

L'«économie de l'offre» ou «*supply-side economics*» (Beaud et Dostaler, 1996 : 180), qui s'est popularisée au courant des années 1980 du fait de son application par les gouvernements Thatcher et Reagan – d'où l'épithète «*reaganomics*» – renverse le postulat keynésien selon lequel la stimulation de la demande intérieure serait l'outil macroéconomique indiqué afin de réduire le chômage et de faciliter la croissance. Pour cette école au contraire, c'est avant tout l'offre qu'il convient de stimuler<sup>24</sup>, ou plutôt de ne pas

---

<sup>24</sup> Les «économistes de l'offre» remettent à jour la «loi des débouchés» de Jean-Baptiste Say, selon laquelle l'offre crée nécessairement sa demande.

inhiber en exerçant une pression fiscale décourageant l'esprit d'entreprise, le réinvestissement, l'innovation et la compétitivité. L'objectif macroéconomique par excellence est dans cette optique celui d'une maximisation de la productivité, d'où le besoin de déréguler le marché du travail et d'adopter une stratégie fiscale minimalistre. L'objectif mésoéconomique par excellence, on l'aura compris, est lui d'encourager l'entrepreneuriat. L'économie de l'offre conseille aussi de réduire au minimum toutes les dépenses publiques, de manière à ce que la richesse individuelle et collective puisse être utilisée à bon escient par le secteur privé (Beaud et Dostaler, 181-182).

Ces trois tendances (individualisme, monétarisme, économie de l'offre) forment l'ossature idéologique et programmatique du néolibéralisme tel qu'il s'est érigé au titre de paradigme économique dominant depuis trente ans. De la «domination de l'économie» par les sociétés, pour reprendre les termes de Dostaler (2000), le néolibéralisme conduit à la domination des sociétés par l'économie. Invoquons par exemple la courte liste des impératifs néolibéraux déclinée par René Passet (2010 : 866) : équilibre budgétaire, réduction maximale des impôts, abolition de l'impôt sur les sociétés et abolition de l'impôt progressif, dissolution des systèmes de protection sociale, désyndicalisation, etc. À cela il faut ajouter l'ouverture des frontières économiques, l'abolition des obstacles à l'investissement direct étranger et du contrôle des changes, la «dépolitisation» des politiques monétaires et la marchandisation de la plupart des services publics (Brunelle, 2003 : 140). Cela brosse un portrait idéaltypique, puisque aucune société n'a été soumise à une telle application intégrale des préceptes néolibéraux. Même l'Angleterre sous Thatcher et les États-Unis sous Ronald Reagan n'ont pas vu leurs systèmes redistributifs être entièrement démantelés (Pierson, 1994). On voit néanmoins bien comment le néolibéralisme se révèle en principe incompatible non seulement avec toute forme d'étatisme mais aussi, en ce qui nous concerne, avec toute forme de nationalisme<sup>25</sup>. La question est alors de savoir comment et pourquoi la transition au néolibéralisme a pu laisser subsister – et s'approfondir – le nationalisme et à plus forte raison le nationalisme minoritaire.

---

<sup>25</sup> En réponse à John F. Kennedy, Milton Friedman (2010 : 40) dira dans *Capitalisme et liberté* que «l'homme libre ne se demandera ni ce que son pays peut faire pour lui, ni ce qu'il peut faire pour son pays».

## 2. Chapitre deuxième : du néolibéralisme au nationalisme économique

### 2.1. *Néolibéralisme, compétitivisme et nouveau régionalisme*

La première étape sur la voie d'une telle compréhension consiste à analyser la manière dont la transition au néolibéralisme a pu donner lieu à de nouvelles façons d'envisager la «territorialité» économique. À l'évidence, et cela a été étudié en détail, la transition au néolibéralisme a d'abord accompagné l'approfondissement de la «globalisation», phénomène représentant en lui-même une importante réorganisation de la géographie économique. En fait, plusieurs ont soutenu que le néolibéralisme n'a pas qu'accompagné la globalisation, qu'il n'en a pas été que le dérivé théorique et idéologique naturel, mais qu'il est carrément au cœur des dynamiques qui ont permis à la globalisation d'avvenir. L'interdépendance commerciale «complexe» et la libéralisation complète des échanges témoignent du caractère néolibéral de la globalisation et de «l'imaginaire» qui l'accompagne.

Pour Cameron et Palan (2004), la globalisation a ainsi tous les traits d'un discours performatif invitant à une reconfiguration géographique de l'économie. La transition au néolibéralisme a d'abord eu pour effet de mettre en forme et de diffuser une conception de la globalisation tablant sur l'obsolescence – à la fois souhaitable et inévitable – des frontières économiques nationales devant l'extension et la libéralisation des dynamiques marchandes à l'échelle mondiale. C'est entre autres ce qui différencie, pour Brunelle (2003 : 9-10), la «mondialisation», axée de 1945 à 1980 sur la coopération inter-nationale, et la «globalisation», dont le seul horizon est économique et «repose sur un décloisonnement des fonctions et des activités entre les sphères publiques et les sphères privées, un décloisonnement qui opère à l'avantage de ces dernières». C'est aussi ce qu'entend la spécialiste des relations internationales Ngaire Woods (2000 : 2-3) en suggérant que le caractère unique de la globalisation est de nature qualitative plutôt que quantitative.

L'espace national de gestion économique n'a plus ni ne doit avoir la même cohérence qu'auparavant, puisque l'ouverture des frontières, les transferts instantanés de capitaux sur les marchés financiers et l'interdépendance qui caractérise les marchés commerciaux rendent inefficaces, voire inopérantes les politiques économiques nationales de stimulation de la

demande intérieure ou de substitution aux importations, par exemple (Deblock, 2002; Mittelman, 1996). C'est précisément ce que les économistes néolibéraux souligneront à partir des années 1970, la conjoncture stagflationniste aidant, et c'est aussi ce qui sera invoqué de manière à justifier l'abandon des préceptes keynésiens. Non seulement l'interventionnisme et la poursuite du plein-emploi, nous l'avons vu, sont-ils néfastes par nature, mais de plus l'intégration de plus en plus évidente des marchés mondiaux tend à nier à l'État la capacité d'influer de manière efficiente sur les équilibres macroéconomiques autrement qu'en assurant un taux d'inflation stable et bas.

Or, les mêmes dynamiques d'*extension* qui sont invoquées, à partir des années 1970 et 1980, pour expliquer que les États soient dépendants des marchés internationaux et que la vigueur de leurs «économies nationales» soit déterminée par leur intégration au sein de l'«économie globale» peuvent servir à décrire une tendance inverse de *contraction*. Si le néolibéralisme appelle au retrait de l'État en raison de son incohérence macroéconomique, il induit simultanément une tendance à la gestion méso- et microéconomique, dont le but n'est plus l'atteinte de grands équilibres, mais la promotion de la compétitivité, l'insertion des entreprises au sein des réseaux commerciaux mondiaux ainsi que l'attraction d'investissements étrangers susceptibles de générer revenus et emplois. Autrement dit, en soulignant l'inefficacité des politiques macroéconomiques de gestion telles qu'appliquées depuis 1945, le passage au néolibéralisme n'implique pas seulement que cette gestion soit désormais assurée à un niveau supranational, mais aussi qu'elle puisse l'être à un niveau infranational.

Dans la plupart des pays du monde, y compris au R-U, les pouvoirs relatifs à la gestion macroéconomique relèvent des instances gouvernementales centrales : douanes, péréquation/transferts, contrôle/remboursement de la dette, commerce extérieur et signature des traités commerciaux, politiques monétaires, contrôle des changes, contrôle des prix, assurance-chômage, etc. À mesure que ces pouvoirs perdent – selon les néolibéraux – leur prise réelle sur les équilibres économiques tels que l'inflation, le chômage, la productivité ou la croissance, mais aussi sur la compétitivité de l'économie «nationale» au sein des marchés mondiaux, les instances gouvernementales centrales perdent donc leur capacité de régulation

économique. Dans un monde caractérisé par la liberté et l'interdépendance commerciales croissantes, la vitalité d'une économie «nationale» doit se mesurer par sa capacité à exporter, à faciliter l'intégration de ses entreprises aux réseaux commerciaux internationaux puis à attirer et retenir le capital étranger.

L'économie néolibérale est donc une économie de l'offre plutôt qu'une économie de la demande, et c'est pourquoi la «productivité» et l'«innovation» sont devenues, à partir des années 1980, les objectifs économiques par excellence (Jessop, 1994, 2002; Mittelman, 1996). Dès 1992, l'économiste hétérodoxe américain Robert B. Reich pouvait donc affirmer que «*the skills of a nation's work force and the quality of its infrastructure are what makes it unique, and uniquely attractive, in the world economy*» (1992: 264). Or, la productivité et l'innovation, cela est également devenu évident à partir des années 1980, ne répondent pas des outils de gestion macroéconomique traditionnels. Ce sont des politiques ciblées, axées par exemple sur l'éducation et la formation des travailleurs, la concertation sectorielle, la recherche et le développement (R&D), la «flexibilité» du marché du travail, les incitatifs fiscaux et les infrastructures qui permettent de les maximiser. Ces politiques sont de nature méso- et/ou microéconomique et relèvent en bonne partie de pouvoirs qui, au sein des systèmes fédéraux ou décentralisés comme le R-U (Watts, 2002), relèvent habituellement des entités fédérées/régionales ou de responsabilités partagées : fiscalité des entreprises et des particuliers, emprunts bancaires, investissements étrangers et exportations, infrastructures de transport, éducation (y compris éducation postsecondaire et spécialisée), R&D, santé et services sociaux, etc.

On assiste alors à un revirement de situation : alors que, durant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle, les pouvoirs économiques les plus significatifs avaient été centralisés, cette centralisation semble aujourd'hui constituer un obstacle au développement et à la compétitivité économiques. La transition au néolibéralisme induit et accompagne donc une reconfiguration de la territorialité économique sur deux axes : d'abord vers le haut, par la libéralisation des échanges, puis vers le bas, par l'abandon correspondant des politiques macroéconomiques traditionnelles de gestion de la demande et la mise en valeur des outils méso- et microéconomiques de gestion de l'offre (Amin et Tomaney, 1995 : 173). Le

régulationniste Philip G. Cerny (1997 : 260) a bien résumé comment ce second axe de transition

have forced four specific types of policy change to the top of the political agenda : 1) a shift from macroeconomic to microeconomic interventionism, as reflected in both deregulation and industrial policy; 2) a shift in the focus of that interventionism from the development and maintenance of a range of 'strategic' or 'basic' economic activities in order to retain minimal economic self-sufficiency in key sectors to one of flexible response to competitive conditions in a range of diversified and rapidly evolving marketplaces, i.e. the pursuit of 'competitive advantage' as distinct from 'comparative advantage'; 3) an emphasis on the control of inflation and general neoliberal monetarism – supposedly translating into non-inflationary growth – as the touchstone of state economic management and interventionism; and 4) a shift in the focal point of party and governmental politics away from the general maximization of welfare within a nation (full employment, redistributive transfer payments and social service provision) to the promotion of enterprise, innovation and profitability in both private and public sectors.

C'est ce changement de perspective qui a été décrit, en même temps qu'encouragé, par les théories du compétitivisme telles que développées par Robert B. Reich, cité ci-haut, Paul Krugman (1995), Michael Best (1990, 2001) mais surtout Michael E. Porter (1990, 1994, 1998) à partir des années 1980. C'est d'abord par l'éclosion de ces théories de «l'État compétiteur» et de l'«avantage compétitif» que s'est manifestée cette reconfiguration. Le rôle de l'État, dès lors, n'était plus de soutenir la demande intérieure, afin de stimuler l'emploi, mais plutôt de stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation, de manière à soutenir la productivité et la compétitivité des secteurs industriels «nationaux».

Pour Porter (1998 : 9), tout comme pour Reich (1992) d'ailleurs, la «richesse des nations» se mesure plus que jamais à la productivité de leurs industries : «Seeking to explain "competitiveness" at the national level, then, is to answer the wrong question. What we must understand instead is the determinants of productivity and the rate of productivity growth. To find answers, we must focus not on the economy as a whole but on *specific industries and industry segments*». Cette perspective est résolument néolibérale, postulant à la fois l'obsolescence des politiques macroéconomiques et du niveau «national» de gestion, puis la nécessité de maximiser la productivité industrielle en vue d'une insertion réussie – d'une compétitivité maximale – au sein des réseaux commerciaux mondiaux. Pour Porter (1990 : 76), la compétitivité «nationale» ne relève au final ni de la macroéconomie, ni de la disponibilité d'un bassin de *cheap labor* ou de ressources naturelles abondantes, ni de

l'intervention de l'État ou de pratiques managériales : «The only meaningful concept of competitiveness at the national level is *productivity*».

Considérons le fameux «diamant de l'avantage compétitif national» proposé par Porter dès 1990. Trois des quatre piliers de cet avantage reposent sur des variables de nature méso- ou microéconomique (1990 : 78), alors que le quatrième, celui de la «demande intérieure», rompt clairement avec les conceptions keynésiennes puisqu'il soutient que «la taille de la demande intérieure se révèle beaucoup moins significative que le *caractère* de la demande intérieure»<sup>26</sup> (1990 : 82). Dans l'optique d'une maximisation de cet «avantage compétitif», les rôles de l'État se transforment considérablement. La transition au néolibéralisme et au compétitivisme implique celle de l'État «régulateur» à l'État «promoteur» :

plus qu'un régulateur de l'activité économique, l'État apparaît comme un promoteur, et ce, dans le triple sens du terme, c'est-à-dire à la fois comme vendeur d'un produit de marketing, l'espace économique national, comme acheteur d'un facteur de développement, l'investissement international, et comme assembleur des énergies, celles de la nation. On retrouve ainsi [Friedrich] List, mais revu et corrigé à la lumière des contraintes nouvelles qu'a introduites la globalisation. (Deblock, 2002 : 11)

Cela se voit confirmé, par exemple, par les rôles que réserve Porter (1990 : 87-89) aux gouvernements quant à cette promotion, tous aussi de nature mésoéconomique : stimuler l'innovation et la compétition, financer la recherche et l'établissement de programmes de formation technique spécialisés, assurer l'accès des entreprises au capital de risque, favoriser la concertation sectorielle tout en assurant le maintien des rivalités, éviter de modifier intentionnellement la valeur de la devise nationale, appliquer des normes environnementales, de sécurité et de qualité strictes, encourager le réinvestissement privé, par exemple par l'entremise d'exemptions fiscales, déréguler l'accès à tous les secteurs d'activité pour les entreprises en démarrage ou établies, ne soutenir qu'une politique commerciale minimaliste, visant le libre accès du capital étranger au territoire national et vice-versa, établir des politiques *anti-trust* sans céder au protectionnisme et ainsi de suite. Le politologue constructiviste Tore Fougner (2006 : 175) a bien noté comment cela témoigne de la

---

<sup>26</sup> Ma traduction. Je souligne: «The *size* of home demand proves far less significant than the *character* of home demand».

transition qui s'est opérée à partir de la fin des années 1970 vers une «rationalité néolibérale de gouvernance» – le régulationniste Jessop (2002) parlera d'un «Schumpeterian Competition State».

Dès la fin des années 1980, il apparaît clairement que le virage imposé par la globalisation et le néolibéralisme ne tire donc pas seulement les fonctions économiques de l'État vers le haut, mais aussi vers le bas. Les grands espaces politiques que constituent les États-nationaux perdent de leur cohérence en ce qui a trait à la gestion économique, et cela non seulement au profit d'espaces supra- ou post-nationaux, mais aussi au profit d'espaces infranationaux ou «régionaux». La compétitivité économique, autrement dit, semble être promue plus efficacement à des échelles plus restreintes (Dieckhoff, 2000 : 36). C'est ce qu'a noté la littérature sur le «nouveau régionalisme» (Keating, Loughlin et Deschouwer, 2003 : 6-40) depuis le début des années 1990. Porter (1990: 73) l'a lui-même reconnu : «competitive advantage is created and sustained through a highly localized process. Differences in national values, culture, economic structures, institutions, and histories contribute to competitive success».

Ce processus a des conséquences très concrètes, qui se révèlent par exemple par la promotion de «grappes industrielles» concentrées régionalement et par une reterritorialisation économique et politique (Enright et Williams, 2000). C'est ce que le géographe économique Gordon MacLeod (2001) considère comme le cœur des théories du «nouveau régionalisme». Même s'il rappelle (2001 : 808) que les premiers articles et ouvrages que l'on peut associer à ce courant paraissent au milieu des années 1980 et commentent les impacts des développements technologiques sur la spécialisation régionale, il situe l'émergence du courant au début des années 1990 et l'associe d'abord aux travaux de son collègue Michael Storper. Pour MacLeod (804-805), la littérature du «nouveau régionalisme» se lit comme suit :

prevailing vision is that, far from signaling the 'end of geography', the territoriality of globalization leads capital, people, institutions and technologies to be ever more intensely motivated by and stimulated through localized geographical agglomeration and spatial clustering [...] [The] region, and in particular the urbanized region, is assuming a role as : 1) a fundamental basis of economic and social life; 2) a vital relational asset for distilling

learning based competitive advantage; and 3) a more profound ontological significance as a meso-level of analysis within which to examine the new era of reflexive capitalism [...] One consequence of this intensifying interest in the contemporary de- and re-territorialization of political economic activity sees the regional scale being canonized as a ‘functional space’ for economic planning and political governance.

Ce sont effectivement là des thèses que l'on retrouve dans nombre de travaux à partir du début des années 1990. Dès 1991 par exemple, le sociologue néo-institutionnaliste Carlo Trigilia souligne que la transition du keynésianisme au néolibéralisme s'est accompagnée d'une transition du centralisme démocratique et macroéconomique à une décentralisation démocratique et mésoéconomique. Alors que la gestion macroéconomique keynésienne reposait sur deux piliers, la stimulation de la demande et le maintien concomitant d'un haut niveau de dépenses publiques, la gestion néolibérale ou «postfordiste» (Amin, 1994), axée sur la compétition et la flexibilité, repose d'abord sur la stimulation de la productivité, et donc de l'offre. Or, cette gestion est plus efficacement prise en charge, selon Trigilia (1991 : 312), à une échelle territoriale régionale :

a series of non-economic conditions for development, different in respect to those linked to the large ‘Fordist’ firm and to the Keynesian welfare state, have acquired greater importance. [...] [F]rom a structural perspective the search for flexibility can assume different characteristics. In all cases, however, the possibility of maintaining, consolidating, or even stimulating (in under-developed areas), economic development seems to increase the importance of the sub-national dimension. It depends, that is to say, greatly on the capacity of a determinate territory to supply a series of infrastructural, material and non-material inputs necessary for the growth and functioning of networks of firms.

Durant la première moitié des années 1990, les travaux polémiques de l'ingénieur Kenichi Ohmae (1993, 1996) soutiennent des thèses similaires, à l'exception du fait que pour Ohmae, la régionalisation de l'économie ne doit pas s'accompagner, comme Trigilia le propose, de la mise en place d'instances politiques devant venir réguler et encadrer ces nouveaux espaces. Ce qu'Ohmae présente comme des États-région («region states») désigne en fait des zones économiques chevauchant bien souvent une ou plusieurs frontières nationales, au sein desquelles une concentration de réseaux commerciaux et industriels permet une spécialisation et une compétitivité internationale uniques. Ces zones économiques régionales sont selon Ohmae (1993 : 78) «naturelles». Elles relèvent de l'ordonnancement «spontané» que les dynamiques du marché global contemporain rendent possible:

On the global economic map the lines that now matter are those defining what may be called "region states". The boundaries of the region state are not imposed by political fiat. They are drawn by the deft but invisible hand of the global market for goods and services [...] Region states are natural economic zones. They may or may not fall within the geographic limits of a particular nation – whether they do is an accident of history.

Ohmae fait évidemment preuve de naïveté en évacuant le politique de cette façon (Keating, 1997c). Il est vrai que des zones économiques existent indépendamment des frontières nationales, mais il est aussi vrai que, d'une part, des enjeux politiques ou identitaires puissent présider à une certaine forme de régionalisation économique correspondant à des frontières nationales, puis d'autre part que même les zones économiques «extranationales» ou infranationales puisse nécessiter, à moyen et long terme, une forme de régulation politique ou en tout cas d'encadrement institutionnel (Trigilia, 1991) pouvant donner lieu à de quelconques revendications autonomistes. Pensons dans ce cas aux zones économiques de la Lombardie ou de l'Alberta, puis aux revendications autonomistes relativement récentes de la *Lega Nord* (Dieckhoff, 2000 : 37-38) ou du *Wildrose Party* qui s'en réclament.

Le géographe économique Ash Amin est aussi un interlocuteur important de ce courant du «nouveau régionalisme». Dans une perspective institutionnaliste proche de celle de Trigilia, Amin (1999 : 372) note que le présumé «avantage compétitif» de l'échelle régionale quant au développement économique depuis les années 1980 a pour effet de favoriser, ou en tout cas de rendre de plus en plus nécessaire la mise sur pied de «bases institutionnelles» permettant 1) l'ordonnancement de cet avantage induit par les liens formels et informels que tissent entre elles les entreprises, ainsi que 2) le rehaussement de la cohérence politique de ces zones économiques régionales :

it has become increasingly common to assume that region-building has to be about mobilizing independent political power and capacity. In the European Union this assumption lies at the center of the discourse on 'Europe of the Regions' and has led to strong endorsement for local fiscal and financial autonomy, together with enlargement of the powers of local government and the establishment of vigorous regional assemblies or parliaments. The linkage made with economic development is that local political power and voice facilitates the formation of a decision-making and decision-implementing community able to develop and sustain an economic agenda of its own.

Pour Amin et Tomaney (1995), la transition au néolibéralisme a complètement transformé les politiques de «développement régional» telles qu'elles avaient été élaborées en Europe

depuis 1945. L'intégration économique européenne, en effet, ambitionne de rendre possible un modèle de développement axé sur les régions – d'où «l'Europe des régions» – et en particulier sur l'habilitation et l'enrichissement des régions les plus pauvres et les moins industrialisées. Or, les systèmes keynésiens de protection tarifaire, de redistribution et de péréquation, de stimulation de la demande intérieure et de gestion industrielle territoriale sur lesquels ce modèle reposait jusqu'aux années 1970 ont clairement montré leurs limites depuis. Les États membres de l'UE ont alors «perdu» de leurs pouvoirs de régulation économique et ont réorienté leur action du côté de la lutte à l'inflation. Les régions, et à plus forte raison les régions les moins favorisées, ont vu les niveaux des transferts financiers directs et indirects dirigés des gouvernements centraux vers elles diminuer considérablement. Michael Keating (1992 : 54) a également noté assez tôt cette transformation, mais s'est révélé plus sensible à ses implications politiques :

In the past, territorial pressures were usually exerted on the central state, to extract resources in the form of transfers or diverted public and private investment. Tariff protection was also often a regionally-based demand. This provided a powerful disincentive to separatism or any degree of territorial autonomy which might reduce the weight of territorial interests in central state decision-making. Now the capacity of states to respond to territorial pressures with diversionary policies has been reduced. At the same time, peripheral nationalists in many places, including Quebec, Scotland and Catalonia, have moved from demanding protectionism to support for free trade.

À notre connaissance, ce sont les travaux de Keating qui ont pour la première fois, de façon claire et fouillée, mis en relation cette tendance à la régionalisation économique et le phénomène du nationalisme minoritaire. Pour ce dernier, c'est en partie en raison de cette tendance et des opportunités qu'elle induit que les «nations sans État» ou les «États-région», comme l'Écosse, ont recommencé à partir des années 1970 à réclamer une autonomie politique et économique accrue. Cardinal et Papillon (2011 : 84) retracent également dans les travaux de Peter J. Katzenstein (1985) mais surtout de Keating l'émergence d'une «nouvelle économie politique des petites nations» et des nations sans État : «Keating combine la question du territoire avec celle de la capacité d'innovation des petits États [...] La libéralisation économique entraîne un rééchelonnement de leurs modes de régulation [...] Les régions au sein desquelles il existe une forte interpénétration de différents réseaux sociaux, économiques et politiques profitent de ce nouveau contexte malgré leur petite taille et leur

statut de nation sans État». Ce rééchelonnement territorial de nature économique a aussi été noté, dans le cas du Québec par exemple, notamment par Stéphane Paquin (2001) mais surtout, assez tôt, par Jane Jenson (1995), Alain-G. Gagnon et Alain Noël (1995). C'est ce lien de coextensivité entre le régionalisme économique, le compétitivisme et le nationalisme minoritaire qui devra nous intéresser dans la section qui suit.

## *2.2. Régionalisme, compétitivisme et nationalisme économique*

Il a longtemps été considéré contre-intuitif de lier la persistance et d'autant plus la résurgence du nationalisme à la transition au néolibéralisme. Non seulement le nationalisme a-t-il rarement été considéré comme un phénomène «économique»<sup>27</sup>, mais qui plus est l'idéologie néolibérale a souvent été présentée comme une ennemie naturelle du nationalisme. Or, nous venons de le voir, le néolibéralisme et ses variantes se sont traduits en réalité et en programmes sous des formes variées et ont notamment donné lieu à une reterritorialisation de la gestion économique et de l'économie politique tablant sur l'efficacité et «l'avantage compétitif» des régions. Or, n'en déplaise à Kenichi Ohmae, les «régions» économiques ne sont pas toujours des «entités naturelles», dues à l'ordonnancement spontané des marchés. Ce qui constitue une région économique relève aussi de considérations historiques, territoriales, culturelles, identitaires et politiques. Autrement dit, de la même manière que l'émergence «naturelle» de telles régions peut être entravée par le politique, celui-ci peut en permettre la création «artificielle» ou «volontaire». C'est là, précisément, que le nationalisme minoritaire peut entrer en jeu, c'est-à-dire lorsque des élites politiques l'invoquent – implicitement ou explicitement, volontairement ou involontairement – afin de justifier et de faire la «promotion» d'un espace régional/subétatique de gestion économique qu'ils contrôlent ou voudraient contrôler. Au dire de Gordon MacLeod (2001: 812-813),

---

<sup>27</sup> Beaucoup de théories du nationalisme insistent sur les conditions «économiques» de son avènement. Chez Ernest Gellner (1999) par exemple, ou chez Michael Hechter (1999), le nationalisme est théorisé comme étant la conséquence de processus économiques et notamment du développement industriel inégal et/ou du «colonialisme interne», mais le phénomène nationaliste est envisagé comme porteur de revendications d'ordre territorial, culturel, ethnique ou politique.

most New Regionalist analysis offers little sense of the interpretative structures of feeling and envisioning practices that endow particular industrial spaces or learning regional economies with a geographical imaginary or a community of political-cultural interests. Moreover, a constructivist perspective could insulate researchers from reifying the region and encourage them to highlight the wider network of political, economic and cultural processes out of which cities and regions are constituted and governed [...]

C'est une telle perspective que nous entendons proposer ici afin de montrer comment le nationalisme écossais a été adapté au néolibéralisme et reconfiguré sous la forme prégnante d'un nationalisme économique aux accents régionaliste et compétitif. Comme le rappellent avec raison Cardinal et Papillon (2011 : 79), «on confond souvent les petites nations avec leur nationalisme». Clairement, l'Écosse existe en dehors du nationalisme qui anime une part de ses citoyens et de ses élites politiques. La société écossaise est de plus confrontée aux mêmes tendances économiques auxquelles les grands États font face. C'est pourquoi il apparaît qu'étudier ce nationalisme en analysant sa médiatisation par le discours politique et en montrant comment d'autres idéologies, entre autres économiques, peuvent influer sur ses formes constitue un pas en direction de sa dé-réification. Avant de montrer comment le néolibéralisme, le régionalisme et le compétitivisme ont pu être amalgamés de manière à justifier un nationalisme économique omniprésent au sein des discours nationalistes écossais, il importe d'abord de préciser non seulement ce que nous entendons ici par «nationalisme économique», mais aussi ce que nous entendons simplement par «nationalisme».

Nous ne reviendrons pas en détail sur les définitions et théories du nationalisme et de la nation, cela ayant été fait maintes fois ailleurs (Hutchinson et Smith, 1994). Quelques précisions sont toutefois nécessaires. À sa plus simple expression – sous sa forme idéaltypique – le nationalisme constitue une philosophie politique selon laquelle la *nation* est, doit être ou devrait être le groupement social d'appartenance par excellence d'une collectivité (Calhoun, 1998, 2007; Greenfeld; 1992; Miller, 1995; Schnapper, 1994; Smith, 1995). La collectivité est ainsi assimilée à la *nationalité*, et l'individu au *citoyen national*. Cette philosophie peut prendre différents aspects et ne remet pas nécessairement en cause l'existence d'autres groupements sociaux d'appartenance, à la fois en-deçà et au-delà de la nation. Si cette philosophie a toujours un caractère politique et émotionnel (Guibernau,

1996), c'est en raison 1) des polémiques associées à la définition de la nation et donc de ce qui en fait ou n'en fait pas partie, 2) des polémiques associées aux diverses politiques élaborées et appliquées en son nom et 3) des polémiques associées à l'autodétermination nationale, c'est-à-dire au degré d'autonomie politique requis par une nation particulière afin d'assurer sa «dignité», sa «survie» ou son «développement».

Autrement dit, si le nationalisme repose sur l'invocation de l'appartenance nationale en tant que principe d'organisation collective premier, ce sont les traits de ce qui constitue ou de ce qui devrait constituer la nation, ainsi que le caractère et les orientations des institutions politiques qui gouvernent en son nom qui font d'elle, du nationalisme et de l'identité collective en général des enjeux éminemment politiques (Kenny, 2004). Ainsi, le nationalisme prendra un caractère *civique* ou *ethnique*, démocratique ou antidémocratique, libéral ou non-libéral, inclusif ou exclusif, pacifique ou violent, conservateur ou progressiste, séditieux ou traditionaliste, sécessionniste, autonomiste ou irrédentiste selon la définition que donnent les mouvements ou les individus qui s'en réclament de la nation dont ils considèrent faire partie et de l'«intérêt» national qui en découle<sup>28</sup>. Cette polymorphie, à la fois de la nation et du nationalisme, a été maintes fois soulignée (Beiner, 1999), au point où il s'agit de l'élément de définition qui fait probablement le plus consensus dans le champ des études de la nation et du nationalisme. C'est aussi la raison pour laquelle il est nécessaire, lorsqu'on cherche à expliquer le nationalisme ou à expliquer *avec* lui (Pickel, 2002), d'analyser les formes qu'il prend et donc la définition de la nation – de la «communauté imaginée» (Anderson, 1996) – qu'il médiatise, notamment au sein des discours politiques et/ou économiques. Traditionnellement, les nationalismes – et à plus forte raison les nationalismes minoritaires – reposent sur la mobilisation de définitions historiques, culturelles/religieuses et/ou politiques de la nation. Cela est évidemment vrai de l'Écosse, où les définitions dominantes de l'identité «nationale» ont au moins jusqu'au milieu du XXe siècle été fondées sur de telles bases (Harvie, 2004; McCrone, 2001).

---

<sup>28</sup> Ainsi, «tout projet national, tout nationalisme [...] n'a aucune valeur en soi; il doit être jugé à l'aune des valeurs inhérentes aux pratiques sociales qu'il inspire» (Jean-Marc Piotte, cité dans Dufour, 2001 : 206). Voir aussi Breuilly (1994).

L'hypothèse de ce mémoire repose sur le constat selon lequel avec la transition au néolibéralisme, depuis la fin des années 1970, s'est opérée une transition au niveau des discours nationalistes écossais, lesquels ont depuis tendance à insister davantage sur les dimensions «économiques» de la nation, d'où l'éclosion d'un «nationalisme économique» de plus en plus prégnant. Cette transition vers un nationalisme économique ne s'est cependant pas réalisée d'un coup, tout comme la transition au néolibéralisme s'est accomplie progressivement. Les racines du nationalisme économique écossais remontent ainsi pour une part aux belles années de l'impérialisme britannique et de l'industrialisme écossais de l'ère victorienne – «The Workshop of the British Empire» (Devine, 2008: 109) – et pour une autre part au déclin industriel et à la découverte du pétrole de la Mer du Nord au début des années 1970 (Grasmuck, 1980). Nous étudierons cette transition plus en détail dans les prochaines sections, mais définissons d'abord ce que nous entendons par nationalisme économique et le rapport de celui-ci au néolibéralisme, au régionalisme et au compétitivisme.

La transition au néolibéralisme et la globalisation ont elles-mêmes forcé une remise en question des définitions dominantes du nationalisme économique. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1980, comme l'a montré Éric Boulanger (2004, 2006), le nationalisme économique a d'abord, sinon exclusivement été étudié et défini par des économistes libéraux. Le nationalisme économique a ainsi été associé à une doctrine économique antilibérale, promouvant le protectionnisme, l'étatisme, voire le mercantilisme ou le socialisme (Pasvolsky, 1928; Gregory, 1931; Salter, 1932; Colbourne, 1933; Hertz, 1947; Heilperin, 1963; Breton, 1964; Buck, 1964; Johnson, 1967; Golay *et al.*, 1969; Riddell, 1969; Hieronymi, 1980). À partir des années 1980 cependant, il est devenu évident que le nationalisme ne pouvait être associé à une doctrine économique particulière. La persistance, et même la résurgence du nationalisme n'ont pas empêché la transition générale vers le néolibéralisme (et vice-versa), autant en Occident (Greenfeld, 2003, Helleiner et Pickel, 2005; Pickel, 2006) qu'au sein de l'ex-Union soviétique (Abdelal, 2001; Eichler, 2005; Herrera 2005; Shulman, 2000). En Écosse, la persistance et le retour en force du nationalisme depuis 1980 ont non seulement coïncidé avec, mais apparemment légitimé une ouverture de plus en plus claire des élites politiques et de l'opinion publique à la

libéralisation des échanges économiques (Guibernau, 1996, 1999; Hamilton, 2004; Hepburn, 2006; Keating, 1997a, 1997b; Meadwell et Martin, 1996; Paquin, 2001).

Une nouvelle approche était dès lors requise aux fins d'une meilleure compréhension de la nature et des rôles du nationalisme économique. Cette nouvelle approche devait nécessairement distinguer, ce qui avait rarement été fait jusque-là, nationalisme économique et protectionnisme (Crane, 1998; Helleiner, 2002; Margerum Harlen, 1999). Elle émergera à partir de la fin des années 1990, alors qu'une série d'auteurs (Abdelal, 2001; Boulanger, 2002, 2004, 2006; Crane, 1998, 1999; Eichler, 2005; Fougner, 2006b; Graefe, 2003, 2005; Greenfeld, 2003; Helleiner, 2002; Helleiner et Pickel, 2005; Herrera, 2005; Kaufman, 1990; Levi-Faur, 1997a, 1997b; Margerum Harlen, 1999; Mayall, 1990; Nakano, 2004; Pickel 2002, 2005, 2006; Shulman, 2000, 2003; Zysman, 1995), surtout des politologues mais aussi des sociologues, chercheront à expliquer la coexistence de la globalisation néolibérale et du nationalisme (économique). Le rôle de ce nouveau courant n'est pas seulement de critiquer les théories libérales et/ou marxistes du nationalisme économique, mais aussi et peut-être surtout d'offrir un apport aux théories du nationalisme qui réintroduit à l'analyse l'importance symbolique de l'économie politique au sein de l'«imaginaire national» et vice-versa (Crane, 1998 : 56; Nakano, 2004 : 212).

Cette étude de la coextensivité du nationalisme et de l'économie politique, selon Pickel (2002), implique qu'il faille envisager le nationalisme économique à la manière d'un *explanans* plutôt que d'un *explanandum*; qu'il faille moins *l'expliquer qu'expliquer avec* lui. C'est entre autres dans cette optique qu'ont été remis à jour les travaux de l'économiste allemand Friedrich List (1789-1846) et notamment son ouvrage phare, *Système national d'économie politique* [1841], réédité en 1998. List, à la fois considéré à tort comme un héritier de Fichte (1762-1814) promouvant l'autarcie économique (Bronk, 2009 : 154-158) et à raison comme le précurseur de l'École historique allemande d'économie politique (Hodgson, 2001; Montoussé, 2010) puis comme l'un des premiers théoriciens de «l'économie du développement» (Anson-Meyer, 1982; Chang, 2003b), n'a pas été réhabilité en raison de la pertinence du «système» économique qu'il promouvait dans le contexte de l'époque pour la Confédération germanique et le *Zollverein*. Dans la perspective de la

globalisation néolibérale actuelle et d'une reconceptualisation du nationalisme économique, ce qui est d'abord intéressant chez List est sa démonstration du fait que le «nationalisme est une source première de légitimité et d'orientation pour la gestion de l'économie politique nationale»<sup>29</sup> et que cela demeure vrai des États protectionnistes comme des États libre-échangistes.

Au-delà d'un plaidoyer programmatique, le *Système national*<sup>30</sup> de List consiste en effet en une critique du libéralisme économique classique fondée sur une conception «dialectique» de l'économie capitaliste, toujours tiraillée entre la tendance cosmopolite du capital et l'enracinement politique, institutionnel et culturel toujours national des «forces productives», c'est-à-dire de «tous les éléments matériels ou non ayant une incidence directe ou indirecte sur l'accroissement de la production...» (Anson-Meyer, 1982 : 67). La «théorie des forces productives» de List se présente comme une analyse prémonitoire et annonciatrice des enjeux actuels de l'économie politique (Levi-Faur, 1997b) dans la mesure où elle soutient que la compétitivité d'une économie nationale en contexte de libre-échange est fonction de sa productivité interne et de la coordination entre ses différents secteurs d'activité – «la division nationale des travaux et l'association des forces productives du pays» (List, 1998 : 266). Le rôle de l'État, dans cette perspective, est de stimuler la productivité en tablant sur cet enracinement des forces productives au sein d'un complexe «national» d'institutions, de normes, de lois, de codes culturels, de structures d'appartenance, de réseaux communicationnels et ainsi de suite, laquelle stimulation passe entre autres par l'éducation et donc par la spécialisation du «capital humain».

La transition au néolibéralisme et la globalisation nous forcent aujourd'hui à reconnaître que la conception listienne du nationalisme économique, qui n'était pas hostile au libre-échange mais posait les bases de sa coexistence avec l'économie nationale, annonçait celle d'auteurs comme Robert B. Reich et Michael E. Porter. Selon David Levi-

<sup>29</sup> «nationalism is a primary source of legitimacy and guidance for the management of the economy of the nation-state» (Levi-Faur, 1997b: 154).

<sup>30</sup> Cette critique traverse son œuvre et est aussi présente dans ses écrits politiques, notamment dans son fameux *Outlines of Political Economy*, publié en 1827 sous la forme d'une série de lettres à Charles J. Ingersoll. Voir là-dessus List et Hirst (1909).

Faur (1997a : 370), on retrouve chez List la même sensibilité à l'importance de l'organisation nationale et de la qualité des «forces productives» qui constituera plus d'un siècle et demi plus tard chez Reich (1992) la nature du «nouveau nationalisme économique» : «That ‘nations matter’ (or at least *should* matter) in the shaping of economic policies, that national imperatives should direct the course of a nation’s economic policy not only in regard to national security issues but also in regard to the welfare of the nation’s citizens; and that it is therefore necessary to explore and discuss the political economy of nationalism; these arguments are part of both List’s and Reich’s agenda [...].» On ne retrouve pas autre chose chez Porter (1998 : 74) lorsqu'il affirme que «the factors [of production] most important to competitive advantage in most industries, especially the industries most vital to productivity growth in advanced economies, are not inherited but are created within a nation, through processes that differ widely across nations and among industries». Autant chez List que chez Reich et Porter on retrouve l'argument fonctionnaliste selon lequel la cohésion sociale induite par le nationalisme et donc par l'appartenance nationale est une variable facilitant la coordination, la compréhension mutuelle, la solidarité et la réconciliation entre ce que Max Weber désignait comme *l'éthique de la conviction* et *l'éthique de la responsabilité* (Birnbaum, 2006 : 149).

Si List fut le précurseur de l'École historique allemande d'économie politique, on oublie souvent que Max Weber en fut un héritier (Hodgson, 2001; Montoussé, 2010; Swedberg, 1998). Aussi critique de l'économie politique classique et des Lumières écossaises, Weber considérait le mercantilisme comme la première forme occidentale d'économie politique rationnelle, dévoilant la coextensivité historique entre le capitalisme, l'État bureaucratique moderne et le nationalisme, qu'il assimilera à une «compétition politique» (Swedberg, 1998 : 74-75). Datant de 1895, alors que le libéralisme économique classique constituait le paradigme dominant et que les échanges commerciaux et boursiers internationaux étaient en explosion, sa leçon inaugurale à l'Université de Fribourg<sup>31</sup> montre

---

<sup>31</sup> La valeur – à la fois théorique et normative – de ce texte de Weber est débattue. Plusieurs ont dénoncé son caractère darwiniste, voire raciste. Sa pertinence pour notre propos vient du fait que Weber y présente l'économie politique comme une science *sociale* et y soutient qu'il faille donc l'étudier en ne faisant pas

clairement que pour Weber l'économie capitaliste – et qui plus est l'économie politique – demeure ancrée au sein d'une «lutte» entre les nations<sup>32</sup> qui perdure au-delà du mercantilisme et/ou du protectionnisme :

As an explanatory and analytic science, political economy is *international*, but as soon as it makes *value judgments* it is tied to the particular strain of humankind (*Menschentum*) we find within our own nature [...] Have things perhaps become different in this regard since economic development began to extend beyond national frontiers, creating an all-embracing community of nations? Is the 'nationalistic' criterion of evaluation to be thrown on the scrapheap along with 'national egoism' in economic policy? [...] We know this is not the case. The struggle has assumed other forms, and it is an open question whether these new forms can be said to have mitigated the severity of the struggle or internalized and exacerbated it. Equally, the expanded economic community is just another form of the struggle of the nations with each other, one which has not eased the struggle to defend one's own culture but made it more difficult, because this enlarged economic community summons material interests within the body of the nation to ally themselves with it in the fight *against* the future of the nation. (Max Weber, cité dans Lassman et Speirs, 1994: 15-16).

La sociologue et historienne américaine Liah Greenfeld a aussi fourni en 2003 une contribution importante à la nouvelle littérature sur le nationalisme économique. S'inspirant de Weber<sup>33</sup> (2004), elle soutient que l'«esprit du capitalisme», qu'elle décrit comme un engagement perpétuel à la recherche de croissance économique, est à chercher du côté de la révolution culturelle qui permet au nationalisme d'émerger et de se diffuser à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Le nationalisme, pour Greenfeld, s'est dès son émergence initiale en Angleterre révélé porteur du compétitivisme économique, et c'est en partie cette insistance sur la «compétition» économique inter-nationale qui a induit cette obsession de la croissance. Cette coextensivité entre le nationalisme et le capitalisme moderne a pour Greenfeld d'importantes conséquences encore aujourd'hui. Bien que la croissance économique ait été un objectif macroéconomique phare de la période keynésienne, les références omniprésentes à la «compétitivité», à l'État «compétiteur» et aux «avantages compétitifs» qui caractérisent les discours économiques depuis une trentaine d'années dévoilent la persistance de cette coextensivité à l'ère néolibérale :

---

abstraction des rôles toujours ancrés socialement, culturellement et politiquement qu'attribuent les populations humaines à l'activité économique.

<sup>32</sup> Voir aussi Norkus (2004) et Palonen (2001).

<sup>33</sup> D'autres, comme Nakano (2004), s'inspireront plutôt des travaux d'Émile Durkheim pour analyser les rapports entre capitalisme, État et nationalisme.

This makes competitiveness a measure of success in every sphere which a nation defines as significant for its self-image, and commits societies which define themselves as nations to a race with a relative and therefore forever receding finish line. When the economy is included among the areas of competition, this presupposes a commitment to constant growth. In other words, the sustained growth characteristic of modern economy is not self-sustained; it is stimulated and sustained by nationalism. (Greenfeld 2003 : 23)

Le lien identifié par Greenfeld entre capitalisme, compétitivisme et nationalisme s'est révélé clairement durant la période keynésienne, alors que les stratégies de stimulation et de redistribution étaient vouées à garantir une croissance économique et une autonomie nationales accrues simultanément à la mise en place d'un système économique international plus cohérent (Beaud et Dostaler, 1996; Brunelle, 2003; Deblock, 2002; Hall, 1989). Pour Nakano (2004 : 223), «Keynesian policy is quite economically nationalistic : it depends upon the political aspect of national power, targets the economic aspect of national power, influences the nation beyond class boundaries and has the effect of enhancing national consciousness». Or, le nationalisme économique semble avoir survécu à la transition au néolibéralisme sur des bases similaires. Il est difficile en effet de ne pas percevoir dans les discours actuels sur l'État compétiteur la persistance des logiques historiques identifiées par Greenfeld à la suite de List et de Weber. Selon Christian Deblock (2002 : 10) par exemple, les États

ont en effet pleinement internalisé les contraintes de la globalisation et, par le fait même, renversé le problème que celle-ci soulève sur le plan de l'autonomie collective en redéfinissant les termes à la lumière de ces contraintes. Ainsi, l'intégration compétitive dans l'économie mondiale est-elle devenue un nouveau dilemme de sécurité, un dilemme qui engage les États dans un nouveau type d'alliances prenant forme de partenariats d'affaires d'État à État mais aussi d'État à entreprises, et dont on attend qu'ils permettent une plus grande autonomie collective dans une économie globalisée.

Si le nationalisme économique persiste à l'ère néolibérale, c'est donc parce qu'il ne renvoie à aucune doctrine économique précise mais plutôt à l'appartenance nationale en tant que base d'organisation économique collective. Le nationalisme économique repose sur une définition de la «nation» qui en fait une unité économique cohérente, autrefois de régulation, aujourd'hui de promotion et de coordination. De même que le nationalisme présente la nation comme le lieu d'organisation collective par excellence, le nationalisme économique réfère au rôle structurant de la cohésion nationale quant à l'organisation économique et au rôle symbolique de l'économie politique au sein de l'imaginaire national (Crane, 1998).

Expliquer *avec* le nationalisme économique, comme le propose Pickel (2002, 2006), suppose donc d'étudier à la fois comment l'économie politique peut servir d'outil de «construction nationale» (*nation building*) et comment à l'inverse le nationalisme peut servir d'outil d'orientation et de légitimation en économie politique. C'est pour rendre compte de cette relation à double sens que Crane (1999) parlera par exemple d'«économie imaginée» comme Anderson (1996) parlait de «communauté imaginée».

Pour résumer, le nationalisme économique tel que nous l'entendons ici renvoie donc à trois logiques, soit a) au principe selon lequel la «nation» est et demeure le lieu d'élaboration «naturel» de l'économie politique moderne, b) à l'idée selon laquelle l'économie politique est elle-même un vecteur de médiatisation de l'identité nationale et c) à l'argument selon lequel la cohésion sociale assurée par l'appartenance nationale stimule la coordination et la compétitivité des divers secteurs d'activité économique<sup>34</sup>. Ces trois logiques ont toujours été au moins implicitement soutenues au sein des discours nationalistes mais ont rarement constitué le cœur de cette rhétorique. Notre prétention sera ici de montrer qu'elles représentent depuis une trentaine d'années un élément central du nationalisme écossais, lequel peut conséquemment être qualifié d'«économique». Chez cette société nationale autonome, la transition au néolibéralisme s'est en effet accompagnée de la montée d'un nationalisme économique empruntant aux théories du compétitivisme et du nouveau régionalisme. L'Écosse est un exemple des dynamiques de promotion politique – contra d'émergence «naturelle» (Ohmae, 1993) – de «régions» économiques. Nous l'avons vu, le néolibéralisme a induit une reterritorialisation de la gestion économique, qui repose moins aujourd'hui sur les outils macroéconomiques de régulation que sur les mécanismes méso- et microéconomiques de promotion. Dans ce contexte, le nationalisme économique consiste en Écosse à faire la promotion de «l'espace» écossais en tant qu'«économie» et à en promouvoir l'autonomie par l'intermédiaire de politiques économiques axées sur la compétitivité des firmes opérant sur le territoire national, l'extension de leurs débouchés internationaux et l'attraction de capital étranger.

---

<sup>34</sup> Pour une définition plus exhaustive du concept de nationalisme économique, de sa pertinence à l'ère de la globalisation et de ses modalités d'application à l'analyse empirique, voir Helleiner et Pickel (2005).

Dès 1992, Michael Keating notait que cette logique conduisait les élites politiques et économiques écossaises à promouvoir le libre-échange, qui promettait de rendre l'Écosse – ou en tout cas sa bourgeoisie marchande – plus autonome du marché britannique. Or, ce nationalisme économique, nous l'avons précisé plus tôt, ne repose pas seulement sur la légitimité que confère la «nation» à l'autonomie ou à l'autodétermination, mais réfère surtout, dans le champ de l'économie politique, aux capacités économiques de cette «nation» :

Economic capacity is important here. The structure of the local economy, its relationship to the national and international market are critical in determining the ease with which local leaders can put in place a development project and mobilize resources. The export orientation, whether markets are found within the state or outside, also affects the demands made, whether running back to the state for protection or demanding free trade. Also important in the current global climate is the presence of an indigenous entrepreneurial class, rooted in the territory while able to trade in export markets. Also critical is the constitution of the local civil society and the capacity for political mobilization on a territorial basis. (Keating, 1992 : 56)

Au même titre que, en Écosse, le discours «unioniste» insiste sur le caractère limité des capacités économiques écossaises, le discours nationaliste table sur l'importance de ces capacités et sur les opportunités qu'offre une autonomie économique accrue, autonomie qui passe le plus souvent par l'accroissement de la «compétitivité». Toutes les «nations sans État», bien sûr, ne jouissent pas de capacités économiques similaires. C'est entre autres pour cette raison qu'il importe de distinguer le nationalisme économique écossais – et possiblement québécois, basque, catalan ou flamand –, qui constitue selon Paquin (2001) un «nationalisme de projection» dont les objectifs ne sont plus centrés sur la continuité ou la survie de la nation mais sur l'acquisition d'un statut plus important de celle-ci sur la scène mondiale.

Ce nationalisme «de projection», ou en tout cas les mouvements ou les acteurs politiques qui s'en réclament, contestent la nécessité d'appartenir à de grands ensembles politiques afin de prospérer. Au contraire, pour toutes les raisons évoquées jusqu'ici, ce nationalisme économique diffuse l'idée selon laquelle l'appartenance à un ensemble national restreint et bien délimité, comme l'Écosse, constitue un «avantage compétitif» et permet davantage de cohérence organisationnelle (Keating, 1997a : 65). Eve Hepburn (2006) a bien

montré que tous les partis politiques écossais, au moins depuis le vote sur la dévolution parlementaire de 1997, ont à ce titre comme agenda de maximiser les capacités du Parlement écossais et de faire valoir par son entremise les intérêts économiques de l'Écosse à la fois sur la scène britannique et sur la scène européenne. Avec la transition au néolibéralisme et tout ce qu'elle allait impliquer, les élites nationalistes écossaises ont internalisé les logiques du compétitivisme et du régionalisme et s'en servent de manière à légitimer leurs revendications pour une autonomie économique accrue au même titre qu'ils se servent du nationalisme de manière à légitimer les politiques méso- et microéconomiques qu'ils mettent en place.

Pour s'en convaincre, il ne suffit par exemple que de parcourir les récentes publications économiques gouvernementales du *Scottish National Party* (SNP). Dans «*The Government Economic Strategy*» (2011) par exemple, il est question de maximiser les «avantages compétitifs» de l'économie nationale par l'entremise de politiques économiques ciblées sur la productivité, l'éducation et la formation, l'environnement fiscal, l'aide à l'exportation, l'investissement en R&D, la mise en place d'infrastructures de transport, etc. Dans tous les cas, la qualité de la «main-d'œuvre» écossaise est idéalisée et la cohésion sociale assurée par l'appartenance à une collectivité forte de son histoire, de sa culture, de ses institutions et de son destin communs est présentée comme un avantage comparatif assurant un milieu d'affaires dynamique et bien coordonné. Cela ne relève pas seulement de stratégies discursives mais se traduit clairement, comme nous le verrons, en politiques économiques concrètes. Notre défi sera également de montrer que cette *relation symbiotique* qu'entretiennent le nationalisme et le compétitivisme et dont la manifestation s'observe au sein des publications économiques gouvernementales et partisanes est un phénomène qui émerge en Écosse entre les années 1970 et 2000, soit parallèlement à la transition au néolibéralisme.

Pour Keating (2006 : 29), ce phénomène s'inscrit effectivement clairement dans les logiques du «nouveau régionalisme» et du compétitivisme, qui ont fourni aux nations minoritaires – et particulièrement, comme nous le soutenons ici, à celles d'entre-elles qui,

comme l'Écosse, font montre de capacités économiques importantes – de nouvelles justifications à l'autonomie, lesquelles ont été articulées en un nationalisme «économique» :

The key [economic] powers are no longer those held by the classic state, such as tariff policy or even macroeconomic powers, but rather supply-side factors that stimulate entrepreneurship and adaptation. Many of these powers, including education, training, infrastructure and planning, are held by sub-state governments [...] Regions are increasingly competing with each other for investment, technology and markets, within European and global spaces. It is not surprising then, that stateless nations have often emerged as sites of such region-building, with nation-building elites committed to new regionalist theories about the ability of small units to compete [...] Territorially integrated nations and nationalities may thus gain a substantial degree of functional autonomy within the new regional political economy. Identity and culture, previously seen as an obstacle to modernization, may be assets in the new development paradigm.

Bien que ces dynamiques aient été invoquées ponctuellement, surtout chez Keating, pour rendre compte de la résurgence des nationalismes minoritaires à compter des années 1980, il semble évident que le caractère «économique» de ces nationalismes a rarement fait l'objet d'une analyse approfondie tout comme il a rarement constitué le cœur des démonstrations théoriques et empiriques de cette résurgence. Une quantité importante de travaux sérieux sur la question des nationalismes minoritaires s'est constituée depuis les années 1990, mais rarement ont été étudiés les liens de coextensivité qui ont uni, avec la transition au néolibéralisme, ces nationalismes au régionalisme économique et au compétitivisme. Nous pensons que le dévoilement de ces liens «symbiotiques», pour reprendre les termes de Peter Graefe, est nécessaire à une bonne compréhension des causes et des modalités de résurgence du nationalisme en Écosse. C'est ce qui devra donc nous occuper dès maintenant.

## **SECONDE PARTIE : NÉOLIBÉRALISME ET NATIONALISME ÉCONOMIQUE EN ÉCOSSE 1979-2012**

Sous Margaret Thatcher et John Major, l'économie britannique connaîtra d'importantes transformations. Comme nous le verrons, les premiers signes d'une transition du keynésianisme vers le néolibéralisme sont déjà visibles au courant des années 1970, mais c'est particulièrement après l'élection des Conservateurs de Thatcher que seront appliquées les politiques de contrôle des flux monétaires, de restriction des dépenses publiques, de

privatisation et de réforme fiscale. L'impact de ces transformations sur le nationalisme écossais sera important pour trois raisons : d'abord en raison des turbulences économiques qui caractériseront le début des années 1980, ensuite parce que les politiques de redistribution régionale et d'administration locale seront sérieusement remaniées, enfin parce qu'il correspondra à une transformation progressive de l'économie écossaise elle-même et à l'adoption de stratégies méso- et microéconomiques dont la prise en charge à l'échelle écossaise sera ensuite réclamée. Ce chapitre visera à le démontrer, servant d'introduction au quatrième chapitre, qui s'affairera à illustrer comment les discours nationalistes en matière économique se sont ajustés à ces transformations. Une brève introduction à l'histoire du nationalisme écossais et de son rapport à l'économie est cependant d'abord de mise.

### **3. Chapitre troisième : la transition, 1979-1997**

#### ***3.1. De la dépendance à la dépendance «autogérée», 1900-1979.***

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, l'économie écossaise est à son apogée, mais sa dépendance envers les industries lourdes (Alexander *et al.*, 2005 : 15) et les marchés – et ex-marchés – de l'Empire britannique l'est également. Dès 1900, les investissements à l'étranger constituent la plus grande part de l'activité économique de l'Écosse. À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, comme l'a montré Christopher Harvie (2004 : 71), les investissements étrangers écossais constituaient plus de 12,5% des investissements étrangers britanniques totaux. Le marché intérieur écossais était donc mal développé, et la vigueur de son industrie ainsi que de son commerce dépendait considérablement de la conjoncture internationale et du maintien des débouchés britanniques. L'éclatement de la Guerre de 1914-1918 et donc l'explosion de la demande dans les industries navale et de l'armement – deux secteurs industriels centraux de l'économie écossaise – permit à l'Écosse de connaître une période de prospérité, mais les conséquences destructrices de cette guerre, doublées du Krach boursier de 1929 et de la crise des années 1930, porteront un coup démesurément dur à son économie à compter de 1918. L'historien de l'économie G.C. Peden (2005 : 238) parlera du «déclin de l'économie traditionnelle» en Écosse durant les années 1920, alors qu'Harvie (2004 : 74) parlera d'une «région dépressive».

L’appréciation de la livre sterling après 1920 et surtout après 1925 aura un effet dévastateur sur les exportations écossaises – exportations dont la tentative de diversification du début du XX<sup>e</sup> siècle avait été réduite à néant par la guerre et le retour à l’industrie lourde (Harvie, 2004 : 74-75) – et conséquemment sur l’emploi (Peden, 2005 : 238-239). De 1918 à 1930, l’activité économique écossaise connaîtra un creux historique, et les taux de chômage atteindront des sommets inégalés, jusqu’à près de 28% en 1932 (Peden : 2005 : 240). C’est dans ce contexte que les premiers courants critiques de l’Union<sup>35</sup> se forment. Le mouvement pour la dévolution parlementaire, ou «*Home Rule*», était déjà actif avant 1914, notamment par l’entremise de la *Scottish Home Rule Association*, mais c’est surtout après la guerre, durant les années 1920 et 1930, qu’émerge un certain romantisme<sup>36</sup> nationaliste et même indépendantiste, généralement très à gauche, qui s’organisera politiquement à partir de 1928 au sein du *National Party of Scotland* (Harvie, 2004 : 27-31). Il est vrai que ces courants demeurèrent plus ou moins marginaux et que l’option nationaliste offerte par ce parti puis par le SNP après 1934 fut rejetée au moins jusqu’à la fin des années 1960 (Keating, 2009 : 33). La popularité croissante du jeune Parti travailliste à partir de 1918, alors seul parti britannique favorable à la dévolution parlementaire, témoigne cependant d’une tendance plus subtile : celle de la normalisation du discours autonomiste en Écosse. Qui plus est, le fait même de la fondation du SNP en 1934<sup>37</sup>, qui constituera en quelque sorte l’apogée et la fin de cette période, invite à ne pas en occulter l’importance pour la suite des choses.

Suite aux tentatives plus ou moins fructueuses de diversification économique menées par le *Scottish Council for Development & Industry* (SCDI), organisme gouvernemental de réseautage industriel fondé en 1931, la relance de l’industrie de guerre durant la seconde moitié des années 1930 aura pour effet de redynamiser l’économie «traditionnelle» écossaise, tout comme la Guerre de 1939-1945 aura pour effet d’exalter le patriotisme britannique. De 1935 à 1950, l’Écosse rattrapera le retard considérable qu’elle avait

<sup>35</sup> L’Écosse fait partie de la G-B en vertu de l’Acte d’Union de 1707, fusionnant les royaumes d’Écosse et d’Angleterre.

<sup>36</sup> Certains, comme le poète Christopher Murray Grieve (1892-1978), *alias* Hugh MacDiarmid, ont alors parlé de «Renaissance écossaise». David McCrone parlera des années 1920 comme de l’époque de la «renaissance littéraire écossaise» (2001 : 143).

<sup>37</sup> Le SNP émergera de la fusion, en 1934, du National Party of Scotland (1928) et du Scottish Party (1930).

accumulé face à l'Angleterre, tant au niveau de l'emploi qu'au niveau de la production nationale. Ces quinze années de dynamisme permettront aussi de jeter certaines bases de diversification, notamment dans les domaines de l'aviation et de l'électronique (Peden, 2005 : 244). Contrairement à l'après-1918, l'industrie écossaise connaîtra en outre un succès important après 1945 en raison de la demande générée par le Plan Marshall puis de la mise en place de politiques keynésiennes. Le centralisme économique propre à l'économie de guerre engendrera également un virage important quant au développement de l'Écosse : de plus en plus de responsabilités exécutives et administratives furent en effet octroyées au *Scottish Office*<sup>38</sup> (SO), dont le rôle était d'assurer la mise en place des politiques de planification économique à l'échelle de l'Écosse.

La relance des années 1930 et 1940, la conscience de la nécessité d'une diversification des secteurs industriels en Écosse et la mise sur pied de diverses organisations économiques dédiées à cette diversification et au réseautage<sup>39</sup>, en plus des responsabilités accrues du SO, eurent un effet durable non seulement sur l'économie écossaise mais aussi sur la manière de l'envisager. À partir des années 1950, pour Harvie (2004: 35),

The age of the carpet-bagger<sup>40</sup> was nearly at an end. This might be reflected only by the mediocrity – if *native* mediocrity – of Scottish MPs, but after almost two hundred and fifty years, during which the central concerns of economic life had eluded nationalist politics, the components of ‘developmental’ nationalism were at last perceptible in Scotland. As the country, its industrial base as lopsided as ever, lurched into the post-war world, its future was, as never before, linked to the performance of its devolved executive government.

Cette observation est d'une importance capitale pour notre propos: à compter de la fin des années 1940, l'opinion se diffusera en Écosse selon laquelle le développement économique ne devrait plus dépendre des seuls débouchés de l'Empire mais devrait désormais reposer aussi sur une organisation interne et régionale plus cohérente, une diversification des créneaux industriels et la stimulation d'une demande intérieure qui était demeurée faible,

<sup>38</sup> Le SO, département du gouvernement britannique consacré aux affaires écossaises, sera créé en 1885 et placé sous le contrôle d'un Secrétaire d'État pour l'Écosse.

<sup>39</sup> Un portrait succinct de ces nouvelles organisations nous est fourni par McCrone (2001: 23-24).

<sup>40</sup> Ce terme était utilisé aux États-Unis après la Guerre de Sécession (1861-1865) pour désigner les «profiteurs» des États de l'Union qui s'enrichirent grâce à la reconstruction des États confédérés.

notamment en raison de la relative pauvreté des Écossais, jusqu’au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Ce changement de perspective ne correspondra pas simplement à une évolution de la pensée économique vers le keynésianisme ou à l’influence accrue du SO sur l’organisation économique de l’Écosse, mais aussi et surtout à une transition du profil économique de la région, qui à partir de la fin des années 1940 verra l’importance de son industrie lourde décliner lentement au profit d’emplois de nature administrative-bureaucratique – à Glasgow par exemple (MacInnes, 1995) – et d’une croissance sérieuse du secteur des services, notamment financiers (McCrone, 2001 : 17-18).

La transformation progressive du visage industriel de l’Écosse, couplée à l’expansion sans précédent de la responsabilité bureaucratique et des rôles de l’État en regard du développement économique puis de l’enrayement du chômage après 1945 auront clairement pour effet d’élèver l’Écosse au rang d’«unité de gestion économique» à part entière (Kendrick et McCrone, 1989 : 597; McCrone, 2001 : 181; Peden, 2005 : 234). C.H. Lee (2005b : 220) résume bien la situation écossaise, de même que celle de tant d’autres pays après la guerre, en soulignant que «*the main change after 1945 was brought about primarily [...] by the growth of the state and the expansion of economic policy. [...]First, and probably most significantly, was a radical change in attitude towards policy that took the form of a commitment of all political parties to place the maintenance of full employment at the heart of the policy to avoid the problems and deprivations of the inter-war years*».

Les années 1960 confirmeront cette tendance. On peut légitimement considérer la décennie 1960-1970 comme l’âge d’or du keynésianisme en G-B. Le centralisme et la planification macroéconomique, tout comme la consolidation d’un important filet de sécurité sociale à l’échelle britannique, solidifièrent l’identité britannique qui s’effritait d’autre part en raison de la décolonisation. Pour des raisons différentes, les factions écossaises du Parti conservateur et du Parti travailliste demeurèrent durant cette période foncièrement unionistes, et le vote nationaliste continua d’être plus ou moins marginal jusqu’aux années 1970 (McCrone, 2001 : 15-16). Les mauvaises performances économiques du gouvernement conservateur sous Harold Macmillan (1959-1964), ainsi que la popularité croissante des politiques de redistribution et de développement régional professées par les Travaillistes à la

suite du Rapport Toothill de 1961 (Stewart, 2009 : 23-24), engendrèrent la défaite des Conservateurs en 1964 et leur débâcle en Écosse : des élections générales de 1955 à celles de 1970, l'appui populaire aux Conservateurs passa de 50% à 38%, puis jusqu'à moins de 25% en 1974 (McCrone, 2001 : 105-106).

Sous le gouvernement travailliste, de 1964 à 1970, les dépenses publiques dirigées vers l'Écosse augmenteront de façon spectaculaire (Ashcroft, 2002 : 15) : de plus de 900% entre 1964 et 1973 (Devine, 2008: 148), pour une création d'entre 50 000 et 80 000 emplois, en bonne partie au sein d'entreprises étrangères, entre 1960 et 1970 (McDermott, 1979 : 292; Moore et Rhodes, 1974). La planification macroéconomique à moyen et long termes constituera la stratégie économique par excellence et le souci d'un développement régional plus équilibré et diversifié sera accentué (Peden, 2005 : 253). En fera foi la création, en 1965, du *Highlands and Islands Development Board* (HIDB), dédié au développement des transports, de l'industrie et du tourisme dans les Hautes-terres écossaises (Hughes, 1982). Les années 1960 permirent à l'Écosse de combler en partie – le taux de chômage écossais demeurant supérieur à la moyenne britannique – un retard économique important par rapport à l'Angleterre (Fairley, 1996 : 102) et de poser les bases institutionnelles et structurelles d'une gestion économique plus autonome (Peden, 2005 : 254-256). C'est au cours de cette décennie charnière que la relation économique reliant l'Écosse à la G-B serait cependant durablement transformée : l'Écosse était désormais davantage dépendante des politiques régionales financées par l'État central que des marchés de l'Empire, tel que cela avait été le cas avant 1945.

Comme le souligne Keating (2009 : 36), l'effet structurant des politiques keynésiennes et régionales sur l'Écosse entraînera des conséquences importantes pour la suite des choses, notamment en cristallisant la notion d'une économie proprement «écossaise» :

Socially, it represented the territorial dimension of the welfare state. Politically, it helped diffuse discontent in the nations and regions and bind their politics into the centre. These objectives were to prove difficult to reconcile when economic conditions changed. Nor did economic integration through regional policy entail political integration, as functionalist theories might imply. On the contrary, selective intervention served to raise the salience of

Scotland as a space for economic planning and action and to create the notion of a ‘Scottish economy’ even while it was increasingly integrated into UK and global markets [...] Once again, we see the two sides of Union, at once binding Scotland and England and preserving its distinct identity. Parties now competed over which could do more for the Scottish economy and, when the background conditions changed with the discovery of North Sea oil and changing ideas about regional development, the unionist case came under serious challenge.

Les années 1950 et 1960, autrement dit, verront la consolidation d’une nouvelle conception de l’Écosse, attribuable en partie aux rôles économiques considérablement accrus du SO (McCrone, 2001, 116-117; Stewart, 2009 : 25) : celle d’une «économie» à part entière. S’il est vrai que la croissance de cette «économie» sera liée, dans les faits comme dans les consciences, au gouvernement britannique jusqu’aux années 1970 au moins, l’inflation galopante de la fin des années 1960, les insuccès de la planification centrale, le choc pétrolier de 1973, l’accroissement des taux de chômage, la stagflation de la seconde moitié de années 1970 – qui eurent tous des effets particulièrement négatifs en Écosse (Dixon, 2006 : 444; Peden, 2005 : 257) – mais surtout la découverte de gisements pétroliers extracôtiers en Mer du Nord en 1970 auront pour effet d’engendrer le «retournement des perceptions publiques de l’avenir économique de l’Écosse» (Dixon, 2006 : 445)<sup>41</sup>. Si, à l’échelle de la G-B, la stagnation économique de la fin des années 1960 aura pour conséquence d’éjecter les Travailleurs du pouvoir et d’y remettre les Conservateurs d’Edward Heath, en Écosse le SNP, dont le membrariat sera multiplié par soixante entre 1962 et 1968 (Grasmuck, 1980 : 472), fera des gains spectaculaires.

Des élections générales de 1966 à l’élection d’octobre 1974, l’appui de l’électorat écossais au SNP passera de 5% à plus de 30% (McCrone, 2001 : 105-106). La conjoncture économique internationale du début des années 1970, pour les raisons citées ci-haut, était hautement défavorable au keynésianisme et au centralisme économique. Pour Sherri Grasmuck (1980 : 477), cela explique en partie le succès du SNP durant ces années, les nationalistes plaident pour une décentralisation non seulement politique mais aussi et peut-être surtout économique :

---

<sup>41</sup> On ne saurait trop insister sur ce point. La découverte de ces gisements pétroliers transformera, de façon durable, la relation économique qui avait uni l’Écosse et l’Angleterre jusqu’aux années 1970. Voir McCrone (2001: 189).

The evils of centralization and the beauty of decentralization as a theme play a dominant role in party literature and SNP political propaganda as well. Indeed it is by means of this emphasis that the SNP attempts to differentiate itself from the more "traditional", British political approaches – from the perceived conservative, "free-market" solutions of the Tory party, on the one hand, and from the excessively centralist, top-down maneuvers of the Labour party, on the other. The SNP approach, neither conservative nor revolutionary, is instead self-consciously "radical".

Notamment en raison des succès du SNP, puis pour reprendre les termes de T.M. Devine (2008 : 144), «la politique écossaise ne serait plus jamais la même» après la fin des années 1960. Les Écossais – et les nationalistes du SNP en particulier (McCrone, 2001 : 51) – avaient désormais de sérieuses raisons, de nature économique par surcroît, de se montrer critiques de l'Union. Dès le début des années 1970, le gouvernement britannique sera accusé par le SNP de brader les ressources pétrolières de la Mer du Nord, dont l'exploitation massive et irréfléchie par les multinationales de l'énergie devait relancer rapidement l'économie nationale britannique (Grasmuck, 1980 : 486) mais heurtera de plein fouet, en raison de l'appréciation de la livre sterling, la capacité des industries traditionnelles écossaises à exporter<sup>42</sup>.

La campagne du SNP sur la question pétrolière, «*It's Scotland's Oil !*», sera menée rondement à partir de 1971 (Harvie, 2004 : 176) et convaincra l'électorat écossais du paradoxe absurde que constituait la simultanéité de l'exploitation du pétrole et de la hausse des taux de chômage en Écosse (Devine, 2008 : 154). La hausse des prix liée au Choc pétrolier de 1973 puis le dépôt du rapport de la Commission Royale sur la Constitution, commandée par les Travaillistes en 1969 et favorable à la dévolution parlementaire (Stewart, 2009 : 194), donneront encore plus de poids aux arguments du SNP. Aux élections d'octobre 1974, les Conservateurs perdent le pouvoir aux mains des Travaillistes d'Harold Wilson, qui récoltent 36% des suffrages en Écosse. La performance du SNP, à 30,4% des suffrages exprimés contre 25% pour les Conservateurs, convaincra une partie des Travaillistes écossais de la nécessité de tenir rapidement un référendum sur cette dévolution parlementaire (Devine, 2008 : 144-145).

---

<sup>42</sup> Comme le montre bien Bjørnland (1998), cela correspond aux effets du «syndrome hollandais» et s'appliquera aussi, sur la longue durée, à l'industrie manufacturière traditionnelle du R-U dans son ensemble.

Le SNP, dont les membres étaient eux-mêmes divisés sur la question mais avaient appris de leur erreur de 1975 – ils avaient alors milité pour le NON au référendum portant sur l'adhésion du R-U à la Communauté économique européenne<sup>43</sup> (CEE), finalement appuyée par 60% des votants écossais (Harvie, 2004 : 181) –, accepte lors de son Congrès de 1976 de soutenir la stratégie dévolutionniste, considérée comme un «tremplin vers l'indépendance» (Mitchell *et al.*, 2012 : 20). Sous les Travailleuses, à partir de 1975, l'interventionnisme étatique se révèle plus décentralisé, et les responsabilités du développement régional et de la stimulation de l'emploi sont de plus en plus déléguées aux institutions régionales elles-mêmes. Un important pas dans cette direction est franchi en 1975 avec la création de la *Scottish Development Agency*<sup>44</sup> (SDA), chargée de promouvoir le développement industriel – par l'entremise notamment de prises de participations ou de prêts – et de revitaliser les milieux urbains écossais (Fairley et Lloyd, 1995; Peden, 2005 : 258; Wannop, 1984). Cette stratégie portera quelques fruits, et les années 1970 verront se développer plus avant les secteurs de l'électronique<sup>45</sup> (McDermott, 1979), de l'ingénierie (Hood *et al.*, 1981) et des services financiers (Peden, 2005 : 260-261).

Malgré tout, la conjoncture économique demeure plus que difficile jusqu'à la fin des années 1970<sup>46</sup> (Stewart, 2009 : 27, 48-49) et c'est dans ce contexte, le 1<sup>er</sup> mars 1979, qu'un Parti travailliste divisé sur la question mais craignant une autre bonne performance du SNP aux élections prochaines (Devine, 2008 : 145; Wannop, 1984 : 319), organise le référendum sur la dévolution parlementaire en Écosse et au Pays de Galles. Les Écossais avaient à se prononcer sur le *Scotland Act*, voté en février 1978, qui devait leur octroyer une Assemblée récupérant la majorité des pouvoirs du SO mais dénuée de pouvoirs fiscaux (Devine, 2008 : 154) et de responsabilités de développement économique (Keating, 2009 : 51). 51,6% des

---

<sup>43</sup> Le R-U était en fait membre de la Communauté économique européenne depuis 1973, le référendum de 1975 portant donc sur l'approbation de la décision du Gouvernement conservateur d'Edward Heath d'adhérer à cette Communauté en 1973.

<sup>44</sup> Sur les racines historiques de la SDA, voir Boyle (1993 : 309-310).

<sup>45</sup> Les emplois créés dans ce secteur dépendront toutefois démesurément de firmes multinationales opérant en Écosse. En 1973, moins de 10% des employés dans le secteur de l'électronique appartenaient à des entreprises écossaises (McDermott, 1979 : 293).

<sup>46</sup> Le Gouvernement travailliste de James Callaghan sera même forcé, en septembre 1976, de faire appel à l'aide du Fond Monétaire International (FMI) afin de juguler l'inflation.

64% d'électeurs écossais qui se prévaudront alors de leur droit de vote appuieront le Oui, ce qui, en vertu d'un amendement au *Scotland Act* introduit par le député travailliste George Cunningham en janvier 1978 et stipulant que 40% de tous les électeurs écossais devaient voter Oui pour que les résultats du référendum soient contraignants, ne se révélera pas suffisant pour procéder à la dévolution.

La décennie 1970-1980, plus ou moins désastreuse au plan économique, se fermera donc sur un échec du mouvement autonomiste écossais. L'héritage de cette décennie, et son importance pour la suite des choses quant au nationalisme écossais, est cependant non négligeable. Cette décennie, et l'élection d'octobre 1974 en particulier, aura permis l'émergence *politique* de ce nationalisme, qui était demeuré jusqu'aux années 1970 de l'ordre du particularisme culturel et historique (McCrone, 2001 : 51). Mais plus important encore, elle confirmera la tendance qui se dessinait depuis les années 1950, celle de l'affirmation de plus en plus pressante de la nécessité d'une décentralisation de la gestion économique vers l'Écosse. L'économie écossaise, désormais, serait envisagée comme relevant d'intérêts et de besoins proprement écossais et conséquemment comme devant être gérée et stimulée à l'échelle de l'Écosse. Michael Hechter (1999 : 303-306) a bien identifié ce virage opéré par le SNP – mais aussi par les nationalistes gallois du Plaid Cymru – à partir de la fin des années 1960<sup>47</sup> :

After Labor took over the government in 1964 it became clear that its schemes for regional development were insufficient to make much headway. In this situation the nationalist parties began to make greater impact as early as 1966. Their argument was a simple one. Neither the Conservatives nor the Laborites will solve the problems of Scotland and Wales because they are insufficiently committed to these areas. They are in essence English parties for the English electorate. [...] The nationalist parties are questioning the necessity of continual regional imbalance in the large nation-state. They are challenging the persistence of English domination of the British Isles from a basically decentralist position. Finally, they are openly committed to the building of more diversified economies within these relatively small areas. [...] The nub of the argument as therefore come around to the position that self-determination is the only means to realize economic development and diversification in the peripheral regions.

C'est dans ce contexte, après l'échec du gouvernement travailliste à redresser l'économie britannique et deux mois seulement après le controversé référendum sur la dévolution

---

<sup>47</sup> Voir aussi Smith (1986: 164).

parlementaire (Gamble, 1994 : 106), que Margaret Thatcher est élue PM, à la tête d'un gouvernement conservateur ayant recueilli près de 44% des voix à l'échelle britannique mais «seulement» 31% en Écosse.

### ***3.2. Le Thatcherisme et l'Écosse, 1979-1997.***

#### **3.2.1. : La nouvelle droite, 1979-1983**

Margaret Thatcher arrive au pouvoir en 1979, avec le mandat de mettre fin à ce qu'elle considérait, avec bon nombre de Conservateurs, comme une «culture de la dépendance» (Lee, 2005b : 228-231) qu'auraient développée les individus et les communautés régionales britanniques, depuis l'après-guerre, envers l'État central et les deniers publics. Ne serait-ce qu'en cela, elle s'inscrivait dans la mouvance néolibérale assimilant la redistribution des richesses par l'État à un assistanat contre-productif et générateur d'inflation (Graham, 1997; Stewart, 2009 : 5-13). Elle s'inscrivait également, peut-être encore davantage, dans la mouvance qu'Andy Thornley (1999) et Andrew Gamble (1994 : 39) ont qualifiée de «nouvelle droite conservatrice», mariant liberté économique et autoritarisme politique : «the doctrine of the free economy and the strong state affirms that the use of force is justified when it is employed to defeat and contain those interests, organisations and individuals that threaten the survival of the free economy, either by flouting its rules or resisting the outcomes that flow from market exchanges».

Dans le cas de l'Écosse, la dépendance était cependant réelle. Jusqu'à la fin des années 1970, l'Écosse était, après l'Irlande du Nord, la région britannique bénéficiant le plus, en termes absolus, des transferts financiers régionaux du gouvernement central. Autrement dit, l'Écosse recevait jusqu'en 1978-1979 beaucoup plus de ce dernier qu'elle ne contribuait, par les taxes et impôts levés sur son territoire, au Trésor public de la G-B (Heald, 1994; Short, 1984). Cela, cependant, n'était le cas que parce que les revenus tirés de l'exploitation pétrolière de la Mer du Nord – plus de 12 milliards £ en 1984-85 (Riddell, 1989 : 32) – étaient considérés comme appartenant de bon droit à l'État britannique<sup>48</sup>. Le SNP, évidemment, n'était pas de cet avis. Le fait que l'élection de Thatcher ait coïncidé avec

---

<sup>48</sup> Sur l'importance de cette question, voir Stewart (2009: 84).

le second choc pétrolier de 1978-1981 donnera évidemment d'autant plus de munitions au SNP sur cette question (Leydier, 1994 : 1036). En 1980, le SNP lance une affiche invitant les Écossais à se joindre aux nationalistes. Il y est indiqué, au-dessus de la caricature d'une Margaret Thatcher dotée d'une dentition vampirique dégoulinante de pétrole : «No wonder she's laughing. She's got Scotland's oil.» (Stewart, 2009: 198).

La question pétrolière, surtout lorsque le prix du Brent s'élève, est un argument majeur et récurrent des nationalistes écossais. Au tournant des années 1980, son importance ne relève cependant pas seulement d'une rhétorique opportuniste, car la stratégie économique mise en œuvre par le gouvernement Thatcher à partir de 1979 aurait carrément pu faire glisser le Trésor britannique au bord de la faillite technique n'eut été du pétrole : «The value of oil soared from £5.69 billion in 1979 to £14.43 billion in 1982, and by 1981 the UK trade surplus was £6.628 millions [...] During the first economic phase of Thatcher's premiership, the profits from North Sea Oil helped to prop up the ailing British economy, preventing Thatcher's economic strategy from bankrupting the Exchequer» (Stewart, 2009 : 54). La transition au néolibéralisme, incarnée par Margaret Thatcher, fut donc de bonne guerre présentée par les nationalistes écossais, assez rapidement, comme étant opérée sur le dos de l'Écosse.

À quel point cette transition fut-elle réelle ? Pour comprendre comment le nationalisme économique écossais s'est transformé simultanément à cette transition, il faut d'abord en saisir la nature. Le R-U n'est pas passé du keynésianisme au néolibéralisme d'un coup, en 1979. Le gouvernement travailliste de James Callaghan ayant dû faire appel au FMI en 1976, on peut faire remonter les premières manifestations de cette transition au néolibéralisme et plus précisément au monétarisme à cette date. En fait, selon Riddell (1989: 16), des signes de ce virage étaient visibles durant la majeure partie des années 1970, particulièrement durant la seconde moitié de cette décennie, sous le règne du chancelier de l'Échiquier Denis Healy, de 1974 à 1979 : «Under the Wilson and Callaghan Governments, and the Healy Chancellorship, the steady, and at times sharp, rise in public spending of the 1960s and 1970s was first checked, and financial discipline was imposed throughout the public sector, while from 1976 onwards published targets were set for the growth of the

money supply». En 1979, Thatcher hérite donc d'un R-U déjà engagé sur la voie du monétarisme.

Au niveau du Parti conservateur lui-même, les courants néolibéraux, surtout monétaristes, s'étaient imposés depuis le début des années 1970. Le parti était demeuré plus ou moins keynésien et interventionniste au cours du mandat gouvernemental d'Edward Heath, mais les piétres performances économiques de son gouvernement et surtout les défaites électorales de février et d'octobre 1974 auront pour effet de radicaliser les troupes conservatrices et de mousser la cause des néolibéraux (Stewart, 2009 : 5-6). On peut mesurer le virage opéré au sein du Parti conservateur britannique depuis le début des années 1970, puis depuis l'arrivée de Margaret Thatcher à sa tête en 1975, à sa campagne en faveur du Oui au référendum sur l'entrée du R-U dans la CEE, mais surtout en parcourant l'une des publications économiques majeures du parti, datant de 1977 (Stewart, 2009 : 9-10). Alors dans l'opposition, quatre membres importants du Parti conservateur – Geoffrey Howe, futur chancelier de l'Échiquier, Keith Joseph, futur Secrétaire à l'Industrie, James Prior et David Howell – produisent un document aux accents clairement monétaristes et hostiles à l'interventionnisme, *The Right Approach to the Economy : Outlines of an Economic Strategy for the next Conservative Government*.

Le document marque clairement la transition, à la fois au Parti conservateur et éventuellement au R-U, entre le keynésianisme d'après-guerre puis le néolibéralisme. Il frappe d'abord par un changement de ton en regard du profil économique du pays. Alors que les politiques industrielles des années 1950, 1960 et 1970 avaient été axées sur les secteurs de grande production, les sociétés d'État et la stimulation de l'emploi, les Conservateurs prennent note de la croissance du secteur des services financiers et de l'importance accrue de faciliter le démarrage et le développement des PME. Les principaux objectifs annoncés dans le document concernent la déréglementation, l'autonomisation de la Banque d'Angleterre, le contrôle des flux monétaires et de l'inflation, la diminution des subventions aux entreprises publiques et éventuellement leur privatisation partielle ou complète, la réduction des dépenses gouvernementales – centrales et locales – et des déficits budgétaires, la réforme

fiscale personnelle et corporative puis la flexibilisation du marché du travail, notamment par l'entremise d'une reconsideration des rapports entre l'État et les organisations syndicales.

Ces objectifs émanaient de constats dont l'évocation en dit beaucoup sur le point de vue alors adopté par les Conservateurs (Howe *et al.* 1977 : 3) :

The role of inflation as the great destroyer – of jobs, living standards and a stable order – is now much more widely recognized. More realistic views about public expenditure are replacing the naïve belief that ‘government money’ can be drawn from a bottomless well, and the imperatives of the IMF have forced the Government to retrench. The evils of high personal taxation are now much more widely appreciated, and the paramount need for restored incentives more fully recognized.

En plus de ses accents monétaristes, *The Right Approach* défendait clairement une approche de type *supply-side economics*, axée non plus sur la stimulation de la demande intérieure mais plutôt sur la compétitivité internationale de l'offre britannique de produits et services et donc sur la productivité des secteurs économiques traditionnels et émergents (Howe *et al.* 1977: 26) : «In a world in which new business communities in developing countries, as well as established communities in developed countries, are increasingly competing with us in every market at home and overseas, we can flourish only if we create conditions which encourage rising productivity, substantial added value and innovation – whether in high or low technology, manufacturing or services». En ce qui a trait aux politiques économiques régionales, enfin, la stratégie conservatrice telle que proposée (Howe *et al.* 1977 : 29) mettait l'accent sur la nécessité d'une diversification des créneaux industriels et d'une implantation plus résolue d'entreprises opérant dans les secteurs d'activité «innovants» et à haute valeur ajoutée, notamment ceux des services financiers, bancaires et de l'assurance, des technologies de pointe, du tourisme et du divertissement.

Le développement des économies «régionales», selon les Conservateurs, devait qui plus est être réalisé à l'initiative d'entrepreneurs régionaux plutôt qu'en fonction d'une planification centrale et d'une redistribution géographique des projets et subventions à partir de ce centre. Cette transition annoncée vers des politiques régionales moins axées sur l'action de l'État central et davantage sur l'entrepreneuriat et la compétitivité régionales aura des conséquences importantes, notamment parce qu'elle aura pour effet d'accentuer une tendance qui était déjà visible depuis le début des années 1970 tout en transformant de

manière importante les manières de l'administrer. Nous avons déjà vu qu'au début des années 1970, l'Écosse était déjà considérée, notamment en raison des rôles accrus du SO, comme une «unité de gestion économique», c'est-à-dire comme une «économie» tout autant que comme une nation (Keating, 2010 : 230). Cela s'explique aisément, d'après Fairley et Lloyd (1995 : 58), pour qui au milieu des années 1970, le développement économique régional en Écosse était déjà en bonne partie pris en charge par des acteurs et organisations plus ou moins autonomes du gouvernement central :

During the interventionist Labor administration of Harold Wilson, [the SO] secured legislation to establish the Scottish Development Agency (SDA) in 1975. By the mid 1970s, the Scottish Secretary, Willie Ross, 'could say with manifest justification that he was Scotland's industrial Minister (Pottinger, 1979, p.187). [...] The role of the SO had grown to the point where a wide range of economic development policies in Scotland could be regarded as 'indigenous' (Paterson, 1994, p.122), that is, shaped and developed fromwithin Scotland even where Ministerial and governmental responsibilities lay elsewhere.

Si, déjà au milieu des années 1970, l'économie écossaise n'était plus que partiellement dépendante – une dépendance «autogérée», selon Keating (2009 : 49-50, 51) – des politiques britanniques, cela n'avait pas toujours été le cas. La création de la SDA en 1975 – et avant elle, du SCDI et du HIDB – aura effectivement un impact majeur sur la mise en forme de stratégies et de réseaux économiques proprement «écossais». La SDA eut dès le départ le mandat de stimuler la diversification et la compétitivité des secteurs d'activité écossais, notamment dans les zones urbaines et en partenariat avec les autorités politiques locales (Boyle, 1993 : 312), et ce rôle fut reconduit après 1979, quoique sous la forme d'une action plus «indirecte» (Wannop, 1984 : 319), axée sur le prêt et la garantie de prêt.

David Heald (1994 : 147) fera remarquer qu'en raison des activités du SCDI, du HIDB, de la SDA et du SO, la décennie 1970, même en considérant l'échec de la dévolution parlementaire de 1979, accentuera de manière fondamentale l'influence des gouvernements locaux écossais quant au développement économique. Jusqu'à la crise de 1976, ce rôle accru des instances locales écossaises n'engendrait pas de tensions particulières entre celles-ci et le gouvernement central (Heald, 1991 : 91-92; Leydier, 1994 : 1037). Or, le changement de paradigme économique et surtout l'élection des Conservateurs de Thatcher aura pour effet de générer de telles tensions. En affaiblissant, dès 1979, en accord avec la tendance générale de

la fin des années 1970 et avec son idéologie néolibérale, le rôle de l’État central britannique dans l’économie réelle, il n’est en définitive pas surprenant que le gouvernement de Margaret Thatcher ait présidé à la perte de crédibilité et de pertinence de cet État aux yeux des populations périphériques et notamment en Écosse, là où le rôle de cet État avait été si grand jusqu’aux années 1970.

Qui plus est, il faut replacer la modification de ce rôle de l’État britannique dans le contexte de la transition à l’économie postfordiste et financiarisée, au sein de laquelle les secteurs à haute valeur ajoutée, les ressources énergétiques tel que le pétrole et les services, notamment financiers, gagnent en importance. L’ère Thatcher facilitera et accélérera cette transition, qui en Écosse était déjà en marche depuis une quinzaine d’années et avait été promue autant que prise en charge par les institutions régionales tels que la SDA, le HIDB et le SO (McCrone, 2001 : 116-117; Peden, 2005 : 234). Or, dans ce contexte, l’impopularité du gouvernement Thatcher en Écosse ne s’explique pas seulement par son opposition au providentialisme et au keynésianisme (Béland et Lecours, 2008; McEwen, 2006), mais par la restructuration économique importante qu’il encouragera en Écosse comme ailleurs (Finlay, 2008 : 157). Cette restructuration à la fois découlant et appelant au retrait de l’État central, il aurait été dans l’ordre des choses, en effet, de procéder à une décentralisation des fonctions publiques et administratives. Thatcher, au nom de la restriction des dépenses publiques et du musèlement des instances politiques locales, considérées comme noyautées par les Travaillistes, s’est au contraire révélée férolement opposée au principe de subsidiarité.

Autrement dit, au moment où l’Écosse en tant qu’économie prenait de plus en plus forme, puis au moment où celle-ci se révélait de moins en moins dépendante de l’État britannique (Finlay, 2008 : 158), le gouvernement Thatcher se montrerait *centralisateur dans sa façon de décentraliser* – Thornley (1999 : 184) parlera de «décentralisation autoritaire». Les Conservateurs sous Thatcher ont dès leur arrivée au pouvoir cherché à minimiser l’intervention de l’État dans l’économie. Cette intervention ayant été déléguée, au courant des années 1960 et 1970, à certaines organisations telle la SDA ou aux instances gouvernementales locales, la juguler et s’assurer d’une restriction des dépenses publiques

passait pour les Conservateurs par la limitation des pouvoirs et responsabilités de ces organisations et instances (Gamble, 1994 : 239). Ainsi, d'après Heald (1991: 97),

Within the context of a unitary state where local authorities have nevertheless possessed expensive expenditure responsibilities, conventions had developed about the nature of the relationship between central and local government. [...] These conventions collapsed in the 1980s, primarily as a consequence of the clash between the radicalism of the Conservative government and the response of certain Labour-controlled local authorities. In the end, the issue was much less about expenditure levels than about political legitimacy. Having trodden upon conventions, there were no inhibitions about successive pieces of new legislation designed to bring local authorities to heel.

Si le gouvernement Thatcher s'est révélé «centralisateur dans sa manière de décentraliser», ce n'est donc évidemment pas parce qu'il cherchait à s'approprier tous les pouvoirs en matière d'interventionnisme économique, mais parce qu'il tentait de limiter au maximum le pouvoir de dépenser des entités régionales et locales (Thornley, 1999). La décentralisation, de la perspective du gouvernement Thatcher, devait bénéficier directement aux contribuables et aux entreprises plutôt qu'aux organes politiques subétatiques. C'est entre autres ce qu'a montré Paul Pierson (1994 : 155-156), qui a souligné que le gouvernement Thatcher a pu procéder de la sorte d'autant plus facilement qu'aucune obligation constitutionnelle ou juridictionnelle ne l'empêchait de dicter, à partir de Whitehall, les règles du jeu pour les acteurs régionaux et locaux.

Stewart (2009 : 160-161) a pour sa part noté que cette tendance à limiter l'action des pouvoirs locaux a précédé l'élection des Conservateurs, découlant en partie de l'austérité imposée par le FMI dès 1976. Il rappelle cependant comme nous que cet enjeu allait constituer l'un des premiers et plus importants chevaux de bataille du gouvernement Thatcher :

By 1979, however, UK local government expenditure still accounted for 28.1% of public spending and 12.4% of Gross National Product (GNP), with Scottish councils receiving 67.8% of their expenditure via central government grants in 1979-80, compared to 60% in England. This was a manifestation of everything Thatcher disliked about the [post-war] consensus. Local government's spending priorities were consuming vast sums of taxpayers' money with the approval of Parliament. If the frontiers of the state were to be rolled back, then Scotland's local authorities were in the frontline.

Nous serons en mesure d'apprécier plus loin les conséquences de cette stratégie, qui ne se précisera que plus tard au courant des années 1980. Pour le moment, notons que si l'Écosse

jouissait déjà vers la fin des années 1970 d'une certaine autonomie économique, l'importance d'une telle autonomie ne semble pas avoir été pleinement appréciée à l'époque par les acteurs politiques écossais, notamment par les Travaillistes et les nationalistes. Soulignons par exemple, à la suite de Keating (2009 : 51), qu'au courant des années 1970 et jusqu'au *Scotland Act* de 1978, l'idée d'une dévolution parlementaire telle que promue par ces derniers n'impliquait généralement pas de transfert des pouvoirs de taxation et de gestion économique à l'éventuel Parlement écossais. Contrairement à l'entente conclue en 1998 (Keating, 2010 : 35), le *Scotland Act* de 1978 laissait en effet les responsabilités relatives au développement économique de l'Écosse au gouvernement britannique ainsi qu'au SO. Ce point est d'autant plus important que lors des négociations de la fin des années 1970 sur la dévolution, les pouvoirs réservés au futur Parlement écossais étaient définis selon le principe de la «liste positive», forçant les parties en cause à énumérer ces pouvoirs que l'on transfèrerait à l'Écosse, ainsi qu'à en préciser la teneur. Au moment des négociations de la fin des années 1990, au contraire, les pouvoirs transférés à l'Écosse furent déterminés en fonction d'une «liste négative», réservant de facto au gouvernement écossais tous les pouvoirs non réclamés par le Parlement britannique.

Si le concept d'une économie nationale spécifiquement écossaise était bien réel dès les années 1970 (Kendrick et McCrone, 1989: 597), le nationalisme écossais n'en faisait donc pas encore un élément central de ses revendications politiques et constitutionnelles. Il y a fort à parier que si les négociations de la fin des années 1970 en vue du référendum sur la dévolution avaient été menées par une majorité de députés du SNP plutôt que par une majorité de Travaillistes – toujours, eux, attachés à l'idée d'un État britannique interventionniste, comme en fit foi la création du *National Enterprise Board*<sup>49</sup> (NEB) en 1975 –, les revendications auraient été différentes. Il demeure toutefois que l'appel du SNP à voter en faveur du *Scotland Act* lors du référendum signifiait que ses membres étaient prêts, en majorité, à accepter l'idée d'un Parlement écossais dépourvu de responsabilités économiques. C'est pour cette raison, entre autres, qu'il faut considérer les années 1980

---

<sup>49</sup> Organe destiné à l'organisation et à la gestion de prises de participations de l'État au sein d'entreprises privées opérant au R-U.

comme une époque de transition pour le nationalisme (économique) écossais. Après la création de la *Scottish Constitutional Convention* (SCC) en 1989, nous le verrons, l'idée d'un Parlement écossais dépourvu de responsabilités de développement économique n'était clairement plus envisagée. Pour reprendre les termes de Keating (2009 : 50), c'est au courant des années 1980 que «les fondations d'une nouvelle représentation économique de l'Écosse furent posées».

Les nationalistes tirèrent toutefois d'importantes leçons de la décennie 1970. Dès l'élection de Margaret Thatcher en 1979, suite à la «défaite» référendaire sur la dévolution, une *Campaign for a Scottish Assembly* (CSA) sera recréée par un universitaire, Jack Brand, et regroupera durant la majeure partie des années 1980 Travailleurs et nationalistes en faveur de la tenue d'un second référendum. Selon Harvie (2004 : 221-223), la création de cette «campagne» correspondit à la «seconde phase» du développement national telle que définie par l'historien tchèque Miroslav Hroch, au cours de laquelle intellectuels et personnalités publiques et politiques s'allient dans le but d'organiser un mouvement politique rassembleur dont l'objectif principal est de diffuser le nationalisme et de populariser les revendications axées sur l'autonomie ou l'indépendance nationale. Toujours selon Harvie (2004 : 222), l'argument principal de ce mouvement pour une Assemblée écossaise consistait à partir de 1980 à dire que «les années 1970 avaient changé de façon permanente» la relation Écosse-Angleterre, notamment au niveau économique et particulièrement, comme nous l'avons déjà souligné, en raison de l'entrée du R-U dans la CEE et du pouvoir économique accru, au moins symboliquement, que conférera l'exploitation pétrolière de la Mer du Nord à l'Écosse (Grasmuck, 1980).

Les transformations économiques qui suivront l'élection des Conservateurs de Margaret Thatcher contribueront de manière importante à généraliser en Écosse et dans l'esprit des élites nationalistes écossaises l'idée d'une économie nationale proprement écossaise, présentant des besoins et des intérêts dont la satisfaction ne nécessitait plus – et rendait même superflue – l'appartenance à un grand État tel que le R-U. Les conséquences du passage de ce dernier au néolibéralisme et au compétitivisme agiront effectivement en ce sens. Nous avons déjà souligné le fait que cet agenda destiné à «faire reculer l'État» avait eu

dès le départ et au cours des années 1980 d'importantes conséquences quant au rôle des instances gouvernementales locales et aux relations entre celles-ci et l'État central. Ces conséquences seront d'autant plus importantes en Écosse que la nation écossaise sera probablement la plus touchée par les réformes imposées par Thatcher et son gouvernement dès 1979 (Stewart, 2009 : 161). Ces réformes seront qui plus est très rapidement et assez drastiquement imposées.

Autant Peter Riddell (1989 : 70) qu'Andrew Gamble (1994 : 108) et David Stewart (2009 : 49-50) s'entendent effectivement pour dire que le premier budget du gouvernement Thatcher, celui du chancelier Geoffrey Howe, opère déjà une transition importante au niveau de l'économie politique britannique et entame notamment, de façon très claire, le virage monétariste. Le discours du budget rendu par Howe le 12 juin 1979 aura pour thèmes de prédilection l'inflation, les politiques monétaires, le contrôle des changes puis la fiscalité corporative et individuelle. N'en retenons qu'une phrase, qui résume bien la teneur du discours autant que du budget lui-même : «on both sides of the table, and on both sides of the House, certain limitations must be recognised : in the public sector, what the ratepayer and taxpayer can afford; in industry, what the customer is prepared to pay, what the firm needs to invest, and what the pressure of competition demands; and, throughout the economy, the limits imposed by the need to control the money supply» (Howe, 1979).

Ce budget de 1979 allait donc, pour la première fois dans l'histoire du R-U, placer le contrôle de l'inflation au devant de toutes les priorités économiques du pays, devant, entre autres, la stimulation de l'emploi (Stewart, 2009 : 50). Les objectifs poursuivis et les politiques mises en œuvre suite à ce budget furent de natures diverses, mais on peut identifier à la suite de Gamble (1994 : 108) et Stewart (2009 : 50-52) leurs pôles principaux : réduction de l'inflation, contrôle de la demande de monnaie, réduction et limitation des dépenses publiques, réduction des impôts, élimination de tous les contrôles des changes, hausse des taux d'intérêts sur les prêts, etc. Cela allait bien-sûr occasionner des pertes de revenus pour l'État britannique, que les Conservateurs espéraient compenser, à court et moyen termes, en facilitant la croissance de la productivité puis en se débarrassant de certains actifs et notamment des parts de l'État au sein de grandes entreprises, ce que Steel et

Heald (1982 : 334) ont appelé la «dénationalisation». Ainsi, entre 1979 et 1982, le gouvernement Thatcher organisera une vente d'actifs sans précédent (Steel et Heald, 1982 : 349) : dans le NEB (*International Computers Limited, Fairey Holdings, Ferranti, Amersham International, British Leyland, British Steel Corporation (BSC), British Petroleum, British Aerospace, British Sugar Corporation, Radiochemical Centre Ltd.* et *Cable and Wireless*), l'État britannique liquidera pour une valeur de plus de 800 millions £ de parts.

La mise en œuvre du budget de 1979 coïncidera cependant avec l'importante récession de 1980, ce qui eut pour effet, entre autres, de délégitimer ces mesures aux yeux de la population, mesures qui furent vite réputées avoir aggravé, voire engendré la crise économique. L'importante et constante hausse des prix du pétrole depuis 1978 était en fait la responsable principale, ayant fait grimper la valeur de la livre et l'inflation. Les industries exportatrices s'en sont comme à l'habitude trouvées désavantagées, l'Écosse se retrouvant du coup dans la même situation paradoxale qu'au début des années 1970 : alors que la quantité et la valeur du pétrole extrait de ses côtes explosaient, elle devait faire face à une austérité budgétaire sans précédent, à des fermetures d'usines et à un taux de chômage en forte hausse (Peden, 2005 : 257-258). Le chômage, après 1980, continuait effectivement d'augmenter. Le gouvernement Thatcher confirma sa détermination à opérer la transition du keynésianisme au néolibéralisme dans les budgets de 1980 et 1981, notamment en restreignant au maximum – nous avons déjà vu qu'une réduction de ces dépenses fut cependant impossible – les dépenses publiques alors qu'elles auraient dû augmenter sous l'ancien paradigme (Riddell, 1989 : 9-10). Ainsi, rappelle Stewart (2009: 52), «the combination of Thatcher's economic strategy, high oil prices, the resultant strong pound, and the worldwide recession served as a quadruple whammy to Scotland's economy. Between 1979 and 1981 Scottish manufacturing lost 11% of its output and 20% of its jobs, and in October 1980 246,000 Scots were registered as unemployed». Pour un gouvernement qui promettait de remettre l'économie britannique sur les rails et notamment d'améliorer la compétitivité de ses entreprises, le début des années 1980 se révéla clairement un faux départ, d'autant plus que même en regard des dépenses publiques, l'objectif initial d'une

réduction substantielle se soldera par une croissance de 3% par rapport au PIB entre 1979 et 1984 (Kavanagh, 1990 : 229).

L'autre versant de la stratégie économique conservatrice du début des années 1980, nous l'avons mentionné, était de type «économie de l'offre» et visait le démarrage et le développement des PME, l'attraction du capital étranger, l'établissement au R-U d'entreprises multinationales, notamment dans les nouveaux secteurs des hautes technologies et des services, ainsi que l'augmentation de la productivité en général. Les budgets de 1979, 1980 et 1981 introduiront une série de mesures inspirées des théories du *supply-side* (Riddell, 1989 : 70-75), dont des baisses d'impôts sur le capital et les profits, l'introduction d'une foule de déductions fiscales pour les entreprises et les particuliers les plus riches, la déréglementation du secteur bancaire, la poursuite de politiques antimonopolistes, la «promotion de la compétition» puis du recours à la sous-traitance, la dénationalisation de certaines grandes entreprises, le développement du secteur du capital de risque, des aides de toutes sortes aux entreprises en démarrage, l'établissement de mécanismes de réseautage et de consultation, le financement public de la R&D et la maximisation des liaisons entre les entreprises et les institutions d'enseignement (Riddell, 1989 : 72-74). Les résultats de ces initiatives se mesureront plus précisément à moyen terme : à la fin des années 1980 le profil économique du R-U en sera changé, les grandes industries et entreprises publiques ayant cédé leur place aux PME, puis les multinationales y brassant désormais de lucratives affaires.

Une mesure particulière de type *supply-side* fut introduite dans le budget de 1980, celle des «zones entrepreneuriales» (*enterprise zones*), destinées à relancer l'activité économiques des régions urbaines en voie de désindustrialisation. Le principe de ces «zones» était de permettre à des entreprises de s'y installer ou de s'y créer sans frais et partiellement ou totalement exemptées de taxes et impôts (Stewart, 2009 : 56). Deux zones furent créées en Écosse entre 1980 et 1983, l'une à Clydebank sur la côte ouest des Highlands et l'autre à Invergordon, sur la côte est. Les résultats furent plus probants pour Clydebank, alors que plus d'une centaine d'entreprises s'y établiront au cours de ces trois années (Stewart, 2009 : 56). La mise en place de ces zones, en Écosse et au R-U en général,

correspondit non seulement au passage à l'économie de l'offre, mais aussi à l'importance croissante accordée par le gouvernement britannique à l'attraction du capital étranger. La tendance était déjà en marche au courant des années 1970, mais il est évident que sous les Conservateurs, à compter de 1979, l'«internationalisation» de l'économie du pays sera visée et encouragée. Cela aura des conséquences importantes :

The economic strategy of the Thatcher government identified the national interest and the general interest of capital with furthering the integration of the British economy into the world economy and, apart from the few protected sectors such as defence and agriculture, and to a lesser extent nationalized industries, it obliged all other sectors to prove themselves internationally competitive or to go to the wall. [...] The future of the British economy was tied not to a major revival of domestic manufacturing but to the development of i) rentier incomes from the UK's rapidly growing portfolio of foreign investments, ii) internationally tradable services, and iii) the encouragement of inward investment by foreign transnationals establishing plants to assemble products, designed and engineered elsewhere, for sale in European markets. *The British economic space lost any coherence it still possessed as a national economic space during the Thatcher decade*<sup>50</sup>. (Gamble, 1994: 247)

Comme le rappelle Keating (2009: 51), l'Écosse suivra également cette tendance à partir des années 1980. Alors que, depuis 1975, le SO et la SDA travaillaient à la protection et à la sauvegarde des industries écossaises, la stratégie dominante à partir des années 1980 et durant les années 1990 concernera l'attraction du capital étranger. C'est précisément dans cette optique que sera créée dès 1981, à l'initiative du SO et de la SDA, *Locate in Scotland* (LIS), organisation vouée à l'application de cette stratégie et habilitée notamment – au grand déplaisir de certains unionistes – à opérer une certaine diplomatie économique au nom de l'Écosse, notamment aux États-Unis. Il est révélateur que la création de LIS ait complémenté celle d'*Invest in Britain*, son organisation jumelle opérant à l'échelle du R-U. Cela témoignait effectivement du fait que, comme nous l'avons souligné précédemment, un nationalisme économique écossais était effectivement en formation depuis les années 1970. La création de LIS, autrement dit, témoignait du fait que l'Écosse était déjà considérée non seulement comme une économie à part entière mais qui plus est comme une destination économique distincte de la G-B et de l'Angleterre plus précisément, avec ses avantages et ses particularités au niveau de l'environnement d'affaires. Les succès de LIS confirmeront d'ailleurs rapidement sa pertinence, sinon la réalité d'un tel particularisme économique : en

---

<sup>50</sup> Je souligne.

1981 et 1982 seulement, LIS sera à l'origine de plus d'une trentaine de projets d'établissement corporatif en Écosse, créant ou sauvegardant plus de 8000 emplois (Stewart, 2009 : 57) dans un contexte de chômage croissant.

L'internationalisation de l'économie écossaise n'avait évidemment pas, elle, attendu la création de LIS. De plus en plus d'investissements directs étrangers, notamment américains et européens, étaient dirigés vers l'Écosse dès le milieu des années 1970 (Hood *et al.* 1981; McDermott, 1979), particulièrement dans les secteurs de l'ingénierie et des hautes technologies. Dans ce dernier secteur, la région écossaise surnommée *Silicon Glen* (d'après la *Silicon Valley* californienne), correspondant à peu près à la Central Belt de Glasgow jusqu'à Dundee, se distinguait déjà par sa haute concentration d'entreprises multinationales de l'électronique, principalement américaines et coréennes. En 1983, plus de 40 000 Écossais étaient employés dans ce secteur (Harvie, 2004 : 202). Plusieurs, dont McCrone (2001 : 75), ont noté que déjà durant la première moitié des années 1980 l'Écosse présentait les caractéristiques d'une «économie de succursales» (*branch-plant economy*), alors qu'en 1985 près de 20% de tous les travailleurs écossais étaient employés au sein d'entreprises étrangères. Cette «succursalisation» de l'économie écossaise, qui s'était progressivement confirmée depuis la fin des années 1960, allait tout-à-fait dans le sens de la stratégie d'ouverture économique prônée par Margaret Thatcher. Il est vrai que ce phénomène soulèvera, à partir des années 1970, quelques craintes chez les nationalistes et les Travailleurs écossais, mais il serait erroné d'affirmer qu'une réaction «défensive» face à cette internationalisation de l'économie écossaise fut au fondement du nationalisme écossais à compter des années 1980 et 1990. Comme le souligne Keating (2009 : 51), c'est plutôt le contraire qui s'est révélé vrai.

Une importante exception à cet état de fait fut le protectionnisme mis en œuvre par les autorités écossaises afin de protéger le secteur bancaire écossais – un fleuron de l'économie écossaise depuis le XVII<sup>e</sup> siècle (Lee, 2005a) et encore aujourd'hui – des tentatives de prise de contrôle de certaines grandes banques internationales au début des années 1980 :

When RBS [Royal Bank of Scotland] was threatened with takeover by the Standard Chartered Bank and the Hong Kong and Shanghai Banking Corporation [HSBC], the Scottish Industry Minister Alex Fletcher preserved RBS's Scottish independence by having the matter referred to the Monopolies Commission. Fletcher and [George] Younger both agreed that Scotland had to retain a strong indigenous financial sector if Scottish businesses were to receive the required support. The SO was supported by the Trade Secretary, John Biffen, and the takeovers were blocked on the grounds that they were against the Scottish public interest. Once again the Scottish Office was at odds with Thatcher's economic strategy, mobilising the 'Scottish lobby'...to frustrate the ambitions of the financial markets, and to defend a symbol of Scottish autonomy.

Avec le recul toutefois, connaissant l'importance que viendrait à prendre le secteur bancaire et financier par rapport à l'économie réelle, on peut dire que ce protectionnisme dont ont fait preuve les élites politiques écossaises envers ce secteur au tournant des années 1980 ne constituait probablement pas un anachronisme. Cela relevait bien plutôt de la reconnaissance du fait que l'avenir économique de l'Écosse devrait désormais passer en partie par son autonomie financière et par l'existence d'un réseau bancaire en mesure de se substituer à l'État britannique en tant que pôle de financement des entreprises opérant ou souhaitant opérer en Écosse.

De façon générale, on peut dire que le premier mandat du gouvernement Thatcher fut le déclencheur d'une transition au niveau du nationalisme économique écossais. Les années 1970 verront certes plusieurs transformations économiques d'envergure qui auront un impact durable sur le nationalisme écossais, du moins tel que défendu par le SNP. On peut identifier trois moments majeurs de ces transformations : la découverte du pétrole de la Mer du nord en 1970, qui changera pour de bon la manière dont les Écossais envisagent les *capacités* économiques de l'Écosse; la création de la SDA en 1975, qui symbolisera l'avènement d'une stratégie de *développement économique régional* décentralisée; la transition au néolibéralisme, à partir de 1976 et telle qu'entérinée dans le budget Howe de 1979, qui engendrera la *marginalisation du rôle de l'État britannique* dans l'économie. La décennie 1980 – et le premier mandat du gouvernement Thatcher – s'ouvre donc alors que les conditions dont nous avons fait mention au second chapitre sont réunies pour l'émergence d'un nationalisme économique écossais : recul du rôle économique de l'État central quant au développement de l'économie régionale, éclosion d'une représentation *économique* de la nation écossaise, démonstration de capacités économiques importantes.

Ce premier gouvernement Thatcher, en axant ses politiques économiques sur l'entrepreneuriat, la productivité, la compétitivité et l'internationalisation, aura pour conséquence d'accentuer ces trois tendances. Ses effets sur le nationalisme écossais, celui du SNP ou celui, moins partisan, de la CSA ne se feront cependant sentir que plus tard. Au début des années 1980, ce que les Écossais, y compris les nationalistes, voient d'abord, ce sont les fermetures d'usines, le chômage, la dilapidation des revenus pétroliers, la réduction des transferts régionaux, les dénationalisations successives, le musellement des instances gouvernementales locales, etc. Ce qu'ils commenceront à voir à mesure que les années 1980 progresseront, ce sont la transition de l'économie écossaise vers une économie postfordiste – l'une des plus ouvertes du monde (Paquin, 2001 : 162) –, la diversification de ses activités, la réduction de sa dépendance envers les marchés britannique et anglais, l'importance accrue du SO, de la SDA, du SCDI, du HIDB et de LIS par rapport à celle de l'État britannique, l'utilité accrue du secteur bancaire, du réseautage corporatif, de l'éducation et de la formation, de la R&D ainsi que de l'environnement fiscal, géographique, social et culturel en contexte de libre-échange.

### **3.2.2. : L'Écosse «cobaye», 1983-1990**

Plusieurs auteurs ont souligné avec raison que jusqu'au début de 1982, soit trois ans après son élection en 1979, Thatcher n'était pas particulièrement populaire auprès des Britanniques en général, au point où il était couramment admis que les Travaillistes seraient probablement reportés au pouvoir dès 1983. La Guerre des Malouines contre le régime militaire argentin à compter d'avril 1982 changera toutefois complètement la donne politique. Comme l'avaient sans doute calculé Thatcher et ses conseillers, l'entrée en guerre du pays allait créer une importante vague de patriotisme britannique, correspondant au discours tenu par la Dame de fer depuis 1979 sur la restauration de la «grandeur» britannique. Dans la foulée de cette exaltation identitaire, selon Stewart (2009: 58) par exemple, «Thatcher found herself transformed from the most unpopular Prime Minister on record to a great war leader». Le bilan économique du gouvernement conservateur depuis 1979 étant plus ou moins catastrophique, les effets des réformes n'ayant pas encore pris

forme, il est justifié d'affirmer que le climat sociopolitique engendré par la Guerre des Malouines fut l'une des seules, sinon la seule raison de la réélection de Thatcher en 1983.

L'excitation entourant cette guerre fut beaucoup moins intense en Écosse, notamment parce que la situation économique difficile y prit rapidement le dessus. L'année 1982 sera en effet marquée par l'un des plus importants conflits industriels des années 1980 en Écosse, conflit qui sera représentatif de la désindustrialisation écossaise et des turbulences qu'engendrera la transition au néolibéralisme au début des années 1980. Ce conflit aura pour effet, entre autres, d'accentuer de manière importante et durable l'influence du *Scottish Trades Union Congress* (STUC), confédération de syndicats écossais créée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur la vie sociale et économique écossaise (Gall, 2005), à tel point que le STUC, quelques années plus tard, sera l'une des organisations fondatrices de la SCC. À partir d'août 1982, le STUC est donc confronté aux rumeurs et aux menaces de mises à pied et même de fermeture à la gigantesque aciérie de Ravenscraig, propriété de la BSC. Pour l'une des très rares fois au courant des années 1980, les députés conservateurs écossais se rangent du côté syndical et s'opposent à la fermeture de l'aciérie, qui emploie plusieurs milliers de travailleurs (Stewart, 2009 : 60). Sa sauvegarde constituera une importante victoire pour le mouvement ouvrier, le STUC et même les nationalistes du SNP, qui appuyaient cette cause. Cette victoire sera cependant éphémère puisque Ravenscraig perdra l'un de ses principaux clients en 1986 et finira par fermer définitivement dix ans plus tard, en 1992.

Le cas Ravenscraig est symptomatique des difficultés qu'engendrera la reconfiguration de l'économie écossaise au courant des années 1980, notamment au niveau de l'acceptabilité sociale. L'hostilité du gouvernement Thatcher à l'égard de l'intervention de l'État central dans l'économie et qui plus est à l'égard de la sauvegarde d'entreprises en difficulté, deux techniques qui faisaient jusque-là partie de la tradition du R-U en matière d'économie politique, fut alors interprétée comme une hostilité envers l'Écosse elle-même (Leydier, 1994 : 1037-1038). Cela se refléterait clairement dans les résultats électoraux (McCrone, 2001 : 105-108). Aux élections générales de 1983, les Conservateurs de Thatcher ne récoltent en Écosse que 28% des suffrages et 21 sièges, contre plus de 71% et 51 sièges aux Travailleurs, aux Libéraux-démocrates (LD) et au SNP. En Angleterre seule, les

Conservateurs obtiennent près de 18 points de plus, à 46% des suffrages. Dès 1983, un clivage politique important existe donc entre l'Écosse et l'Angleterre. Il est vrai que la dissolution progressive des appuis aux Conservateurs en Écosse était déjà entamée au courant des années 1970, mais il est très clair que cette tendance sera accentuée au courant des années 1980. Les Conservateurs y demeureront sous la barre des 30% à partir de 1983 et à chacune des élections subséquentes jusqu'en 1997, alors qu'ils y passeront sous la barre des 20% et y demeureront jusqu'à aujourd'hui.

Pourquoi donc, en 1983 comme lors des élections subséquentes, le SNP n'a-t-il su tirer profit des relations houleuses entre l'Écosse et le gouvernement britannique ? Plusieurs éléments permettent d'expliquer les performances plus que modestes du SNP aux élections générales britanniques au courant des années 1980 et 1990. D'abord, le fait que le SNP peine à se maintenir au-dessus des 20% à chaque élection générale britannique depuis 1979 nous indique que le parti n'est pas considéré comme un choix stratégique à l'échelle du pays (Miller, 2008 : 178). En ce qui a trait aux années 1979 à 1997, les Travaillistes étaient en outre clairement réputés constituer une alternative plus crédible aux Conservateurs, notamment en raison de la nature des débats qui ont caractérisé cette période, mais aussi parce qu'ils furent en mesure de lier la question nationale à ces débats. Comme le rappelle McCrone (2001: 118), «Labour in Scotland was in a much better position than the SNP to switch the terms of the struggle on to a Left/Right dimension, while taking on some of the nationalist mantle». Les années 1980, et spécialement à compter de 1983, se distingueront donc par une importante opposition au conservatisme britannique en Écosse (Leydier, 1994 : 1042), mais surtout par la liaison qui s'établira entre la défense de l'identité nationale et la promotion d'une vision plus «progressiste» et interventionniste du rôle de l'État, telle que défendue par les Travaillistes.

Quoi qu'il en soit, les élections de 1983 permirent à Thatcher de persister sur la voie néolibérale malgré un certain déficit de légitimité démocratique à l'extérieur de l'Angleterre. Les années 1983 à 1990 marqueront l'abandon progressif de la stratégie monétariste au profit d'une économie politique de type *supply-side* (Gamble, 1994 : 123), destinée à stimuler la création d'entreprises, la compétition et l'attraction des investissements directs

étrangers. La stratégie des «zones entrepreneuriales» sera renouvelée après 1983. Des réformes de la fiscalité générale des entreprises seront aussi multipliées à partir de 1983, ce qui accentuera l'hostilité entre Westminster et les instances gouvernementales locales (Gamble, 1994 : 239), qui se verront notamment imposer par le gouvernement central un plafond d'imposition (*ratecapping*) alors qu'elles étaient jusque-là habilitées à déterminer les taux des taxes et impôts corporatifs et individuels locaux (Gamble, 1994 : 124-125). Nous avons déjà noté le caractère paradoxal de cette manière de procéder : l'objectif d'une réduction du rôle de l'État dans l'économie allait impliquer au courant des années 1980 une centralisation du processus décisionnel et une importante limitation des pouvoirs des instances locales (Stocker, 2004). Thatcher, en entendant procéder à une décentralisation «marchande» au nom de la liberté entrepreneuriale, forcerait une centralisation politique importante (Fairley et Lloyd, 1995 : 58-59; Midwinter, 1993 : 59; Thornley, 1999).

C'est entre autres ce paradoxe qui sera au cœur de la cause dévolutionniste à compter de la fin des années 1980, l'obtention d'un Parlement doté de responsabilités en matière de développement économique et de gouvernance locale étant présentée comme une évolution politique naturelle dans un contexte où l'importance décroissante de l'État central et croissante des stratégies méso- et microéconomiques était de plus en plus reconnue. Comme le rappelle Keating (1993 : 376), les transformations économiques des années 1980, notamment l'ouverture croissante du R-U et de l'Écosse aux investissements étrangers, ont exposé les limites d'une gestion économique centralisée : «The very internationalisation of the economy – the mobility of capital among locations and sectors – which was once thought to herald the disappearance of local politics has in practice increased the political salience of territory. It has intensified the competition for investment while reducing national government's ability to control it». Autrement dit, le gouvernement Thatcher alimentera à partir du centre des mutations économiques qui entameront progressivement la pertinence de ce centre politique et accentueront celle des instances régionales et locales : «Thatcher failed to appreciate the fact that if Scotland was to rely on private enterprise, with minimal financial support from the Exchequer, then it had little reason to remain part of the UK» (Stewart, 2009 : 79).

On peut identifier au moins deux tendances imposées à partir de 1983 par le gouvernement britannique qui auront pour effet une décentralisation économique. Comme l'ont bien montré G.W. Jones (1989) et plus tard Gerry Stocker (2004 : 28-48), la première de ces tendances fut la promotion de la «mise en concurrence» (*competitive tendering*) au niveau de l'allocation des contrats gouvernementaux. L'application de ce principe de mise en concurrence durant la seconde moitié des années 1980, spécialement à partir de la mise en place du *Financial Management Initiative* ou FMI' (Jones, 1989 : 247-248), forcera les trésoreries locales à faire appel à la sous-traitance et aux appels d'offres pour les travaux publics, les projets d'infrastructures ou les événements spéciaux. Cela aura pour effet de supprimer nombre de postes de fonctionnaires et de «cols bleus» en raison des recours systématiques au secteur privé – Thatcher espérait d'ailleurs de ce fait générer des économies et museler les organisations syndicales (Stewart, 2009 : 186) –, mais aussi de générer la mise en place de nouvelles structures bureaucratiques d'organisation de la mise en concurrence et de l'octroi des contrats publics au niveau local. La mise en place du FMI' et de la «mise en concurrence» répondra de l'application des préceptes du *New Public Management*, qui favoriseront l'implication du secteur privé en matière de gouvernance locale et se populariseront plus avant sous les Travailleuses de la *New Left* à compter de 1997 (Stocker, 2004).

La deuxième de ces tendances, peut-être plus significative pour notre propos, sera celle d'une transformation des rôles et mandats des agences dédiées au développement économique. Ces agences, notamment la SDA, le HIDB et LIS verront leurs responsabilités accrues et modifiées, parallèlement à celles du SO. La stimulation de l'entrepreneuriat, l'aide aux entreprises en démarrage et la mise en place d'environnements d'affaires compétitifs autour des grands centres urbains, telles que souhaitées par Thatcher, ont effectivement accentué l'importance des ces agences tout en faisant progresser leurs rôles. Dans le cas de la SDA par exemple, «new investment guidelines were put into place and its objectives were redefined to stress the opportunities for business development, Scottish entrepreneurship, support for perceived growth sectors, the improvement of industrial efficiency and the regeneration of defined local economies» (Fairley et Lloyd, 1995: 60). Un

rôle beaucoup plus axé sur la diversification des activités économiques et sur la promotion de l'initiative privée sera également demandé du HIDB. L'importance des fonctions de LIS sera également réitérée dès 1984, lorsque Thatcher refusera d'entériner l'initiative de son Secrétaire d'État à l'Industrie et au Commerce, qui visait à fusionner les bureaux américains de LIS et d'*Invest in Britain* (Stewart, 2009 : 61).

La dissolution du rôle de l'État britannique quant au développement économique de l'Écosse, couplée à l'autoritarisme et au centralisme politique du gouvernement Thatcher puis à la persistance des dénationalisations – plus de 22 milliards £ en ventes d'actifs entre 1983 et 1989 (Riddell, 1989 : 92) – et des pertes massives d'emplois (Riddell, 1989 : 28) – près de 360 000 chômeurs en Écosse à l'été 1986 (Stewart, 2009 : 63) – ont entamé plus avant la popularité des Conservateurs en Écosse. L'élection générale de 1987 sera ainsi charnière (Kendrick et McCrone, 1989), de par ses résultats d'abord<sup>51</sup> (McCrone, 2001 : 105-108) : les Conservateurs ne récoltent en Écosse que 24% des suffrages, pour un maigre total de 10 sièges, alors que les Travaillistes se voient accorder plus de 42% des votes et obtiennent 50 sièges. Le clivage entre l'Écosse et l'Angleterre, où les Conservateurs sont appuyés par 46% des électeurs, est à son apogée. C'est surtout à partir de 1987, de plus, que ce clivage prendra les accents d'un conflit identitaire et national (Finlay, 2008 : 161) :

The 1987 General Election represented a turning point in constitutional developments, as the Scots decisively rejected Thatcher's policy for the third consecutive time, only to see a Conservative government returned because of the party's support in England. Thereafter, the Labour Party's nationalist posturing and the work of the Constitutional Convention, which were designed to discredit the British unitary state and prevent an upsurge in Nationalism, contributed towards a steep decline in Scotland's confidence in the British constitution. (Stewart, 2009: 221)

Le vent tourne définitivement après 1987, le mécontentement des Écossais augmentant alors que les Conservateurs se radicalisent (Midwinter, 1993 : 60-61). Ceux-ci proposent notamment de mettre en place une «capitation communautaire» (*poll tax*), destinée à empêcher les gouvernements locaux d'user de leurs pouvoirs fiscaux (Barker, 1992; Stewart, 2009 : 170-186). La capitation, une taxe locale régressive imposée de manière homogène

---

<sup>51</sup> D'après Harvie (2004 : 223), les résultats désastreux des Conservateurs en Écosse aux élections de 1987 sont en partie attribuables au vote stratégique promu par le STUC, visant à engendrer des «*Tory-free zones*».

aux plus riches et aux plus pauvres, devait rendre caducs, voire remplacer à terme les systèmes de prélèvements fiscaux progressifs élaborés par les instances politiques locales. Elle constituera rapidement, notamment aux yeux des Écossais qui devaient, à l'initiative des députés conservateurs écossais (Stewart, 2009 : 174), en faire les frais les premiers, le symbole d'un acharnement contre l'Écosse, «cobaye» d'une innovation fiscale alliant centralisme politique et dégressivité au nom de la liberté entrepreneuriale. La capitation ne sera imposée à l'Écosse qu'en 1989, mais dès 1987 une opposition féroce et un appel à la désobéissance fiscale s'y organisent, notamment autour du Parti travailliste, du STUC et du SNP.

Les Travaillistes et le STUC organiseront respectivement la campagne de désobéissance «*Stop It*» en 1987 et le comité non-partisan «*Anti-Poll Tax Steering Committee*» (APTSC) en 1988, alors qu'un bon nombre de figures du SNP plaideront en faveur d'une cessation de paiement concertée. L'opposition à la capitation prendra donc vite une teneur nationale, voire nationaliste (Barker, 1992), l'APTSC représentant selon Stewart (2009 : 176) un mouvement social préparant la création de la SCC. C'est en effet suite à la création de l'APTSC, puis à l'initiative de la CSA, qu'elle sera créée en mars 1989, suite à la signature du *Claim of Right*, document élaboré par les futurs membres de la SCC<sup>52</sup> et déclarant le droit souverain du peuple écossais à se doter d'un Parlement. Un autre signe du regain du nationalisme écossais après 1987 fut la victoire importante de Jim Sillars (SNP) aux élections partielles de Govan en novembre 1988, un comté traditionnellement travailliste. Cette victoire fut d'autant plus significative que le SNP venait de lancer, en mai 1988, sa campagne en faveur de l'adhésion d'une Écosse indépendante à la CEE (Stewart, 2009 : 205).

Encore plus importante pour notre propos fut la publication, en décembre 1988, d'un Livre blanc du SO concernant la promotion de liens synergiques entre la formation professionnelle et le développement économique en Écosse (Fairley et Lloyd, 1995 : 60).

---

<sup>52</sup> Dès 1989, la SCC regroupera une foule d'acteurs de la société civile et politique écossaise, dont la *Church of Scotland*, la *Catholic Church*, la *Small Business Federation*, le STUC, le SCDI ainsi que tous les partis politiques ou presque, incluant les LD et les Travaillistes mais excluant les Conservateurs et le SNP. Nous verrons un peu plus loin pourquoi le SNP refusa d'y participer.

Les propositions de ce Livre blanc relevaient clairement d'une perspective régionaliste de type *supply-side* (Fairley et Lloyd, 1995: 62) : «The broad localizing thrust of the proposals and the prospects that training and economic development might better be integrated at local level were widely supported. Indeed much of the Parliamentary debate focused on the question of whether the proposed change would bring sufficient autonomy to Scotland in training and economic development policy». Ces propositions de réforme allaient qui plus est dans le sens d'une mutation des rôles de la SDA et du HIDB. L'importance accrue que prendraient les activités de ces agences de développement au milieu des années 1980 a confirmé et contribué à la mise en place d'une économie politique spécifique à l'Écosse, pilotée depuis le SO et CBI Scotland, responsables de ces agences.

Ce développement d'une économie écossaise distincte par l'entremise de ces agences dédiées à l'Écosse sera en effet confirmé à la fin des années 1980, lorsque la SDA et le HIDB verront leurs mandats transformés et réorientés vers l'établissement d'un régionalisme économique fondé sur le réseautage industriel. À la proposition du Président de CBI Scotland, le gouvernement Thatcher avait en effet décidé dès 1987 que la SDA et le HIDB deviendraient à compter d'avril 1991 *Scottish Enterprise* (SE) et *Highlands and Islands Enterprise* (HIE). La SDA et le HIDB devaient pour se faire fusionner leurs activités avec celles de la *Training Agency* et de la *Manpower Service Commission*, de façon à maximiser l'efficacité des services de formation et le réseautage entre les institutions d'enseignement et les entreprises (Boyle, 1993 : 316; Fairley, 1996 : 110). SE et HIE, en outre, devaient dès 1991 se distinguer de la SDA et du HIDB en fonctionnant selon le modèle des *Local Enterprise Companies* (LEC). En réalité, SE et HIE devaient devenir des cadres organisationnels soutenant l'action des LEC, réseaux locaux d'entreprises mandatés pour mettre en place des communautés d'affaires innovantes et compétitives dans leur région respective (Boyle, 1993 : 316).

Le fonctionnement de SE et HIE devait ainsi se révéler, après 1991, très décentralisé et concentré sur la formation de réseaux commerciaux et de grappes industrielles en «partenariat avec le secteur privé» (Boyle, 1993 : 317-318; Fairley et Lloyd, 1995 : 64). Les rôles et le fonctionnement nouveaux de ces agences leur donneraient cependant une

importance accrue quant au développement économique de l’Écosse. Selon Fairley et Lloyd (1995: 52) :

By the mid-1990s, the Scottish Office had acquired control over most of the key areas of policy and had its own institutions for policy implementation and development. SE and HIE are unique institutions without direct parallel in other parts of the UK. The development of SE and HIE has economic and historical dimensions. The institutional and policy development has occurred in the context of and been shaped by strong and consistent pressure to reassess and renew Scotland’s relationship to the UK.

La dissolution de la SDA et du HIDB au profit de SE, de HIE et des LEC répondait également des transformations plus que jamais importantes de l’économie écossaise elle-même. À la fin des années 1980, cette dernière est en nette progression (Devine, 2008 : 158) : notamment grâce au travail de la SDA, du HIDB et surtout de LIS, le taux de chômage de l’Écosse entre en forte régression à partir de 1987. Seulement entre 1987 et 1989, LIS sera derrière plus de 800 millions £ d’investissements directs étrangers dirigés vers l’Écosse (Stewart, 2009 : 74-75). L’économie écossaise est alors plus ouverte et plus diversifiée que jamais auparavant. Ses centres urbains les plus moribonds, notamment Glasgow, retrouvent progressivement un certain dynamisme (MacInnes, 1995; Riddell, 1989 : 163). Son industrie lourde n’est plus qu’un anachronisme, puis les secteurs du tourisme, des services financiers – qui constituent en eux-mêmes une grappe «industrielle» importante, comme en fera foi la création de l’organisme de réseautage financier *Scottish Financial Enterprise* (SFE) en 1986 –, du whisky et de l’électronique autour de Silicon Glen sont en forte croissance (Peden, 2005). En dehors du secteur bancaire, les entreprises écossaises sont en majorité des PME, alors qu’une part importante des emplois soutenus dans les secteurs susmentionnés se trouve au sein d’entreprises multinationales : «au début de 1990, cinq seulement des cinquante plus grandes entreprises écossaises étaient désormais contrôlées depuis l’Écosse, tandis que le pourcentage des emplois industriels fournis par des entreprises écossaises était inférieur à 40%» (Leydier, 1994 : 1038).

Pour toutes ces raisons, l’économie écossaise est à la fin des années 1980 moins dépendante de l’État britannique que jamais. La conjonction de cette indépendance économique croissante et du centralisme politique thatchérien engendre un contexte de frustration qui, notamment en raison du travail de la SCC, du SNP et des dévolutionnistes

travaillistes, prendra la forme d'un nationalisme politique et économique sans précédent. Dès 1989, un sondage commandé par le *Scotsman*, journal écossais à gros tirage, «indiquait que 49% des Écossais estimaient que l'union allait contre les intérêts économiques spécifiques de l'Écosse, alors que seulement 21% pensaient que l'Union jouait en faveur des intérêts écossais» (Leydier, 1994 : 1039). La SCC déposera à la fin de 1990 son premier rapport sur la dévolution parlementaire, *Towards Scotland's Parliament*, lequel exclura pour de bon l'idée d'un Parlement écossais dénué de pouvoirs économiques. Selon Stewart (2009: 219), entre autres, ce rapport de la SCC était de nature prioritairement économique : «The report pressed the case for a Scottish Parliament to send representatives to the EEC [CEE], and particular emphasis was placed on the economic and industrial powers of a Scottish Parliament». Dès 1990, le Parlement écossais à venir n'était plus considéré comme une fin en soi, mais comme un outil de développement (McCrone, 2001: 123). Le rapport de la SCC plaidera par exemple en faveur d'un Parlement habilité à modifier jusqu'à concurrence de 3% les impôts sur le revenu des Écossais.

Une série de mauvaises décisions économiques, à compter de 1987, créeront au sein du Parti conservateur des dissensions qui pousseront finalement Thatcher à la démission en novembre 1990, quelques jours seulement après celle de Geoffrey Howe (Gamble, 1994 : 130-134). Les controverses autour de la capitulation, impopulaire en Angleterre également, firent très mal à Thatcher, mais ce sont peut-être surtout les contre-performances économiques de 1988 à 1990 – l'inflation galopante (Gamble, 1994 : 131-132) et le déficit de la balance commerciale, entre autres (Riddell, 1989 : 35-36) – qui diviseront les Conservateurs. La «décennie Thatcher» se ferme donc sur une note négative et, comme le soutiendra Stewart (2009 : 232), sur un R-U plus que jamais fragmenté et une Écosse dont les citoyens sont quasi-unanimes à demander un changement de statut constitutionnel. La succession de Thatcher par le chancelier de l'Échiquier John Major, dès novembre 1990, n'y changera rien : le nationalisme écossais – exprimé plus que jamais par l'entremise de l'option dévolutionniste (Finlay, 2008 : 155-168) – continuera de se développer et de prendre, après 1990 et pour toutes les raisons évoquées jusqu'ici, un caractère de plus en plus économique. Comme le soulignera Gilles Leydier (1994 : 1039) pour résumer l'impact

des années 1980 sur ce nationalisme, «crise économique et sociale durable en Écosse, effets spécifiques de la politique économique thatchérienne à son égard, mutations structurelles du contexte économique international affectant en Écosse la perception de l'aire de marché britannique, [sont] autant de raisons qui expliquent au cours des années 1980 l'émergence d'une remise en cause des avantages économiques retirés de l'Union par les Écossais».

### 3.2.3 : La fin d'une ère, 1990-1997

Cela fait généralement consensus : la venue de John Major à la tête du gouvernement britannique en 1990 n'a pas réorienté de manière importante l'idéologie à la base des stratégies économiques de ce dernier (Kim, 2007). Thatcher elle-même fut au départ favorable à la candidature de Major pour sa succession, même si elle allait plus tard en critiquer le style plus consensuel et la position sur l'UE et le Traité de Maastricht (Gamble, 1994 : 213; Kim, 2007). Les griefs des nationalistes écossais, notamment exprimés par l'intermédiaire de la SCC et du SNP, resteront donc les mêmes après 1990 et le départ de Thatcher. Qui plus est, l'élection générale britannique de 1992, la première du nouveau chef conservateur et une sorte de référendum sur sa personne et son leadership, se soldera par un déséquilibre Écosse/Angleterre autant, sinon plus grand qu'en 1987. Les Conservateurs récolteront 25% des votes en Écosse, contre près de 47% en Angleterre et près de 42% à l'échelle du R-U (McCrone, 2001 : 106). Le vote travailliste, toutefois, sera moins dichotomique : 39% des voix en Écosse contre 35% en Angleterre et un peu plus de 34% à l'échelle britannique. L'opposition aux Conservateurs continuait donc d'être largement plus élevée en Écosse qu'en Angleterre, mais la différence, aux élections de 1992, fut la performance du SNP, qui avec 21,5% des voix grugera quelque peu l'appui aux Travaillistes, aux Conservateurs et aux LD en Écosse.

Plusieurs facteurs expliquent la meilleure performance électorale du SNP en 1992, mais le plus important fut sans contredit la fermeture définitive de l'aciérie de Ravenscraig le 8 janvier 1992, exactement trois mois avant la tenue du scrutin. La fermeture de Ravenscraig symbolisait une fois pour toutes la fin de l'industrie traditionnelle écossaise et le passage à l'économie postfordiste et financiarisée (Ashcroft, 2002). Elle symbolisait

également, par la perte des 2000 emplois qu'elle engendrera (Harvie, 2004 : 225), la négligence de l'Écosse par les autorités de la BSC et du gouvernement britannique, ainsi que l'inefficacité des campagnes du STUC et du Parti travailliste. Même si la fermeture était attendue, le choc fut important, tout comme le ressentiment à l'égard de ces autorités. Ce choc muera rapidement en une vague de nationalisme, dévoilée notamment par la conversion soudaine du *Scottish Sun*, journal le plus lu d'Écosse, à l'option sécessionniste et au SNP (Harvie, 2004 : 225). Le *Scottish Sun* sera par la suite ouvertement favorable au SNP et appellera au vote nationaliste à chacune des élections subséquentes, jusqu'à aujourd'hui. L'option sécessionniste, au début des années 1990, récoltait d'ailleurs un appui important, parfois plus important que l'option dévolutionniste, représentée par une SCC moins active et moins visible, pour différentes raisons, entre 1992 et 1995 (Lynch, 1996). Même la communauté d'affaires écossaise, historiquement hostile au nationalisme et à l'autonomisme, se montrait désormais ouverte aux deux options et notamment à l'adhésion d'une Écosse indépendante à l'UE (Harvie, 2004 : 227-228).

Le SNP, évidemment, avait pris bonne note de ce regain d'intérêt pour l'option sécessionniste dès la fin des années 1980. C'est d'ailleurs ce qui explique, entre autres, le refus du SNP de participer à la SCC, considérée comme une organisation instrumentalisée par les Travaillistes afin de délégitimer le SNP et son option (Lynch, 1996 : 4). Le SNP, ne nous y trompons pas, était favorable à la dévolution parlementaire. Seulement, la sécession paraissait à la fin des années 1980 et au début des années 1990 être envisageable au même titre que la dévolution. Pour ces raisons, Alex Salmond (le chef actuel du SNP), parvenu à la chefferie du SNP en 1990, appuiera officiellement le travail de la SCC tout en préservant l'indépendance du parti par rapport à cette dernière. Dès 1989, certains sondages plaçaient le SNP au coude à coude avec les Travaillistes (Stewart, 2009 : 213), alors que d'autres montraient dès 1991-1992 «l'indépendance en Europe» à égalité, ou même devant l'option dévolutionniste (Harvie, 2004 : 230). En 1992, l'intégration économique européenne est au centre des débats. La signature du Traité de Maastricht par le R-U le 7 février 1992, deux mois avant l'élection générale, en fera effectivement un sujet politique de prédilection pour

le SNP (Stewart, 2009 : 77), dont la plateforme électorale portera comme titre : *Independence in Europe : Make It Happen Now !*.

Deux autres développements institutionnels, importants pour notre propos, témoigneront en 1991 et 1992 de l'affirmation d'un certain nationalisme économique écossais. Nous avons déjà fait mention de la transition, complétée en 1991, de la SDA et du HIDB vers SE et HIE. En 1991, SE, à l'initiative des LEC réunies sous sa bannière, mettra d'abord en place *Scottish Trade International* (STI), organisation vouée à promouvoir et à faciliter l'import-export en Écosse et à l'échelle des entreprises. En second lieu, la création de *Scotland Europa* (SE') en mai 1992 confirmera, avec LIS et STI, la consolidation d'une véritable para-diplomatie économique écossaise (Mitchell, 1995). C'est d'abord le SCDI, dès la fin des années 1980, qui discutera de la mise en place d'une diplomatie économique écossaise à Bruxelles. La SDA/SE puis le SO reprendront l'idée au début des années 1990, ce dernier tranchant en 1991 que SE' devait être constituée à partir de SE et d'HIE. SE', autrement dit, serait une filiale de SE et d'HIE basée à Bruxelles, dont les objectifs consisteraient à maximiser les opportunités des entreprises membres des LEC à l'échelle européenne, à encourager les investissements et les transferts de fonds européens en Écosse et à faire la promotion de l'environnement d'affaires écossais au sein de l'UE (Mitchell, 1995 : 294). Dans le contexte de l'approfondissement de l'intégration économique européenne et de Maastricht, la création de SE' répondait également des pressions engendrées par le nationalisme (économique) écossais en pleine ébullition (Mitchell, 1995 : 297) : «It is evident that the interplay of pressures from Scotland, notably the revival of the SNP, and the changing international context, notably the revival of the process of European integration from the mid-1980s, were significant backdrops to the establishment of Scotland Europa».

Cette «pression» exercée par le nationalisme écossais, la popularité croissante du SNP et celle des options dévolutionniste et sécessionniste en Écosse au début des années 1990 sera évidemment ressentie fortement par les autorités gouvernementales britanniques. C'est ce dont témoignera, entre autres, la publication d'un Livre blanc par le SO en mars 1993, document devant faire le point sur l'Union de 1707 et ses avantages contemporains

pour l'Écosse. En avant-propos de ce Livre blanc, le PM britannique John Major (SO, 1993 : 5) reconnaît d'amblée que le nationalisme écossais est au centre des préoccupations gouvernementales : «This White Paper is about the Union with Scotland. That Union is almost 300 years old. As I have said before, no nation could be held irrevocably in a Union against its will and the way it works should be reassessed from time to time, so that it continues to work for the good of all of us». Comme le soulignera Parry (1993: 41), le titre du Livre blanc, *Scotland in the Union: a Partnership for Good*<sup>53</sup>, est en lui-même révélateur des craintes du gouvernement : le partenariat entre l'Angleterre et l'Écosse y est non seulement présenté comme étant «pour le bien» de tous, mais il faut aussi y lire que les deux pays sont unis «pour de bon». L'aspect économique de ce «partenariat» constitue un élément important de ce plaidoyer. Tout le second chapitre du document lui est consacré, concluant que «under the present constitutional arrangements, therefore, Scotland derives substantial economic and financial benefit from the Union» (SO, 1993 : 14).

Les inquiétudes des Conservateurs de John Major étaient partagées depuis déjà plusieurs années par les Travailleurs écossais pour qui, depuis 1987 au moins, le SNP et son option représentaient de plus sérieuses menaces que le Parti conservateur. Les efforts des Travailleurs pour endiguer l'appui à l'option sécessionniste et au SNP se feront d'abord par l'entremise de la SCC, cela s'entend. Mais en 1994, un autre signe témoignera de ces efforts des Travailleurs pour récupérer électoralement le nationalisme écossais tout en bloquant le SNP : le Labour Party deviendra alors en Écosse le *Scottish Labour Party* (SLP), témoignant par là un particularisme, un autonomisme et un certain nationalisme dévolutionniste non dénués d'opportunisme politique (Lynch, 1996 : 4; Miller, 2008 : 185). Le SLP sera, avec le STUC, la pierre d'assise de la SCC jusqu'en 1995, date du dépôt de la proposition finale de la SCC sur la dévolution parlementaire. Le nationalisme autonomiste tel qu'exprimé par l'intermédiaire de la SCC et du SLP, plusieurs l'ont souligné, était un moyen pour les Travailleurs de couper l'herbe sous le pied du SNP et des indépendantistes. Cela allait se révéler être, pourtant, une erreur stratégique, puisque l'appui au SNP, déjà au début des années 1990, n'était plus basé principalement sur de simples considérations identitaires ou

---

<sup>53</sup> Je souligne.

constitutionnelles. Comme le rappelleront Brand *et al.* (1994 : 617), le SNP jouait alors sur les mêmes terres que le SLP, ses préoccupations étant de nature prioritairement économiques : «SNP support is materialist rather than post-materialist. Class remains a crucial determinant of the vote in Scotland. The material needs of the country in general and of the working class in particular, are central issues for the Nationalist and the Labour vote. The SNP has always based part of its appeal on the economic problems of Scotland, but it rejects the centralist economic solution of Labour».

La vaste majorité des membres et des électeurs du SNP était favorable, au début des années 1990 et jusqu'en 1997, à la dévolution parlementaire. Ce qui les distinguait, entre autres, des membres et électeurs du SLP était qu'ils considéraient l'octroi d'une assemblée législative à l'Écosse non pas comme une fin ou un moyen de mieux coordonner les politiques britanniques et écossaises, mais comme un outil de développement devant déboucher sur une plus grande autonomie de l'Écosse en toutes matières et potentiellement sur l'indépendance politique à moyen ou long terme (Brand *et al.*, 1994 : 626-627). Le membrariat et l'électorat du SNP, qui plus est, étaient et sont pluriels (Mitchell *et al.*, 2012). Voilà entre autres pourquoi, malgré l'appui massif à la dévolution telle qu'imaginée par la SCC, le SNP verra ses soutiens grimper relativement constamment – à l'exception des élections de 2003, en raison de la bonne performance des Verts et du SSP – dès les élections parlementaires écossaises de 1999 (Denver et MacAllister, 1999). Le projet dévolutionniste présenté par la SCC, en outre, bien que demeurant autonomiste plutôt que sécessionniste, était de nature à engendrer le consentement même parmi les partisans de l'indépendance. La proposition finale de la SCC déposée le 30 novembre 1995, *Scotland's Parliament. Scotland's Right* (SPSR), déclinait effectivement une volonté autonomiste importante, notamment dans le domaine économique. Plusieurs passages de ce document devant jeter les bases de la législation soumise ultérieurement au référendum de 1997 sur la dévolution dénotent effectivement l'existence d'un nationalisme économique axé sur le développement

autonome et l'importance des liens de proximité entre autorités politiques et acteurs économiques. Notons par exemple ce qui était exprimé en introduction<sup>54</sup> (SCC, 1995 : 2) :

Un Parlement écossais sera en mesure de faire une réelle différence quant à la prospérité du peuple écossais et à sa qualité de vie. Aucune économie moderne ne peut être envisagée isolément de celles auxquelles elle est liée par l'entremise du commerce et de la propriété – une raison pour l'Écosse de demeurer au sein du R-U, qui est de loin son plus grand marché. Mais l'économie écossaise peut être différenciée de celle des autres parties du pays, à la fois par ses forces et ses faiblesses. L'Écosse, par exemple, a un commerce d'exportation relativement important, mais lourdement dépendant d'une gamme très limitée de produits : ordinateurs et whisky, principalement. Elle possède un secteur financier prestigieux et efficace, mais aussi concentré sur certains types de services. Elle a une difficulté historique à créer de nouveaux secteurs de croissance et des emplois durables. Elle doit composer avec les défis communicationnels qu'implique une population distribuée inégalement sur un vaste territoire. L'économie politique britannique a, sans surprise, échoué à aborder ces problèmes étroitement, systématiquement ou efficacement. Le Parlement écossais, doté du type de pouvoirs qui sera décrit dans les prochaines pages, sera en mesure de faire beaucoup mieux.

À la fin des années 1970, nous l'avons déjà mentionné, il était loin d'être clair que le futur Parlement écossais devrait ou pourrait jouer quelque rôle économique que ce soit, sinon celui d'une coordination entre la planification britannique et sa mise en œuvre écossaise. En 1995, la SCC plaideait désormais pour un Parlement écossais au nom du développement économique et des défis particuliers posés par l'économie écossaise. Elle stipulait clairement que l'une des principales responsabilités du nouveau Parlement serait de «créer une Écosse prospère» (SCC, 1995 : 4), ce qui jusqu'aux années 1980 avait été la prérogative historique de l'État britannique. Ainsi (SCC, 1995 : 4),

Ce sera la responsabilité du Parlement écossais que de canaliser les énergies et le savoir du peuple écossais vers la création d'une économie et d'entreprises efficaces et compétitives, fournissant des emplois dignes d'intérêt. Le Parlement sera en mesure de développer le type d'infrastructures dont l'économie écossaise a besoin, en élaborant des politiques pertinentes et ciblées en matière d'offre de transports, d'énergie et de services publics. [...] Le Parlement aura aussi les pouvoirs de générer le développement industriel, de promouvoir l'investissement des entreprises locales et étrangères en Écosse, de supporter la recherche et développement ainsi que l'essor d'industries telles l'agriculture, les pêches, la foresterie et le tourisme. [...] Le Parlement écossais sera également habilité à représenter les intérêts de l'Écosse en matière de fusions-acquisitions, de concurrence et de monopoles...

---

<sup>54</sup> Ma traduction, pour cette citation et les deux suivantes.

La SCC plaidait également dans ce document en faveur d'un Parlement investi de pouvoirs unilatéraux en matière d'éducation puis de formation professionnelle et technique, ainsi qu'en faveur de la délégation de nombre de pouvoirs exécutifs, dans une optique de subsidiarité, aux instances gouvernementales locales. Le paradoxe de la décentralisation économique et de la centralisation politique qui avait caractérisé l'ère Thatcher/Major était ainsi directement abordé par la SCC, qui considérait la décentralisation, à la fois vers le Parlement écossais et les autorités locales, comme économiquement autant que démocratiquement nécessaire. Même si la SCC, sur le plan financier, proposait que l'allocation du budget écossais demeure fondée sur la traditionnelle «formule Barnett»<sup>55</sup>, c'est-à-dire sur une redistribution des revenus britanniques à partir du centre et proportionnelle à la population, il était clairement stipulé que le Parlement devrait jouir d'un haut degré d'autonomie – plus grand encore que celui du SO – quant à la dépense de ces revenus. Enfin, il est également hautement significatif, dans le contexte écossais et notamment par rapport à 1978, que la SCC ait aussi demandé à ce que le Parlement à venir puisse se réserver un pouvoir fiscal minimal, soit celui de varier, à la hausse ou à la baisse et d'au plus 3%, l'impôt sur le revenu des particuliers. Cela devait assurer une autonomie, tout autant qu'une responsabilité financières accrues (SCC, 1995 : 8).

Le plaidoyer de la SCC, cela est clair, témoignait de la transition du nationalisme écossais vers une sensibilité plus grande aux enjeux économiques de l'autonomie politique (Bell et Dow, 1995 : 43). Il répondait de la logique de cette «nouvelle économie politique des petites nations» (Cardinal et Papillon, 2011) déclinée en introduction, logique qui sera au cœur du nationalisme économique écossais, nous le verrons, au cours des quinze années suivantes. Selon la SCC (1995 : 9),

Les membres du Parlement écossais auront l'avantage d'être géographiquement proches de la communauté d'affaires d'Écosse. Cette proximité permettra le maintien de meilleurs contacts entre les décideurs économiques et politiques. En des circonstances similaires dans d'autres régions européennes dotées d'un Parlement ou d'une Assemblée, cette proximité s'est révélée économiquement très bénéfique, permettant une compréhension mutuelle plus profonde du contexte politique et d'affaires. La façon dont le Parlement écossais exercera ses

---

<sup>55</sup> Sur la formule Barnett et le fonctionnement budgétaire actuel de l'Écosse, voir Keating (2010 : 168-201) et Midwinter (1999).

pouvoirs économiques aura un impact majeur, avec le gouvernement britannique et l'UE, quant à la vitalité économique de l'Écosse et de sa population. Le Parlement jouera par exemple un rôle actif en ce qui a trait aux subventions et aux transferts régionaux européens. Pris ensemble, ces pouvoirs et obligations engendreront un puissant sens des responsabilités économiques. Les partenaires de la Convention ont la conviction qu'ils serviront à stimuler une renaissance économique écossaise<sup>56</sup>.

La SCC énumérera enfin dans cette proposition finale une liste de pouvoirs réclamés pour le Parlement écossais. Grossièrement, tous les pouvoirs du SO furent revendiqués, incluant tous les pouvoirs nécessaires à la mise en place de stratégies économiques de type *supply-side*, à l'exception de la fiscalité corporative : développement économique, responsabilité des LEC, de SE, d'HIE, de SE' de LIS et de STI, énergie, transports et infrastructures routières, ports, éducation postsecondaire, formation professionnelle, gouvernance locale, droit civil, etc. Le plaidoyer final de la SCC est d'une grande importance historique et politique, car il mettra la table pour la campagne référendaire, le référendum de septembre 1997 lui-même et l'élaboration du *Scotland Act 1998*.

Cette campagne référendaire serait simultanément électorale, puisqu'à l'échelle britannique, seul le *New Labour* (NL) de Tony Blair, élu à la tête des Travailleurs en juillet 1997, promettait de tenir un nouveau référendum sur la dévolution parlementaire une fois élu (McCrone et Lewis, 1999, 20-24). La transformation idéologique des Travailleurs vers le NL – il n'est dans cette perspective pas surprenant qu'ils aient été si favorables à la tenue du référendum – témoignait d'ailleurs de la complétude de la transition vers un paradigme économique décentralisateur au R-U<sup>57</sup>. Dès avril 1996, une conférence est organisée à l'initiative du journal écossais *The Herald* et de la BBC : «*Devolution? Good for Business?*». L'option dévolutionniste y reçoit des appuis mitigés de la part de la communauté d'affaires écossaise, hormis sur une de ses fonctions qui fait consensus : la décentralisation économique et politique. L'un des conférenciers, Nigel R. Smith, important homme d'affaires écossais, résumera (1996: 10) : «*By creating a region in the European sense of Catalonia, or Baden-Württemberg, Britain will, at last, have joined the near-universal trend*

<sup>56</sup> Notons, dans les deux dernières phrases, comment le nationalisme économique semble engendrer une fusion, tel que nous l'entendons au second chapitre, entre *éthique de la conviction* et *éthique de la responsabilité* (Birnbaum, 2006 : 149).

<sup>57</sup> Sur l'héritage du Thatcherisme et le *New Labour*, voir Hills (1998) et Stocker (2004). Sur l'idéologie derrière le *New Labour*, voir Giddens (1994, 1998).

towards regionalism. [...] But it also signals something else: the beginning of the end of centralism in Britain. So there, in the very act of political decentralization, lies the biggest advantage for business of this reform».

Il est aussi instructif de consulter le programme électoral du SNP pour le scrutin de 1997. Même si l'argumentaire principal concerne l'indépendance politique, un discours économique clairement néolibéral et régionaliste y est présenté. Cette plateforme nous donne un avant-goût de la stratégie rhétorique du SNP pour les années à venir, soit que l'autonomie ou l'indépendance politiques ne sont pas des fins – «independence is not an aim on its own» – mais des moyens de maximiser la prospérité de l'Écosse (SNP, 1997 : 11) : «In addition to the immediate jobs boost that independence will produce, the creation of new jobs will come about as Scottish business is assisted to develop and compete. The key to such development will be the introduction of a sensitive and targeted corporate tax structure, allied to important initiatives to encourage small businesses that do not pay corporation tax». L'économie politique prônée dans ce programme par le SNP est de type *supply-side*. Sept promesses économiques sur dix sont de ce type (SNP, 1997 : 13) : accroissement des flux d'investissement étrangers et de la croissance, maintien d'une faible inflation, établissement d'une diplomatie économique, réductions fiscales aux entreprises et aux particuliers, création d'une «unité» d'aide à l'exportation, amélioration des infrastructures et des compétences techniques. À cela s'ajoutent une hausse des dépenses en R&D, la promotion de la compétition, la flexibilisation du marché du travail et la concertation accrue entre les milieux syndical, patronal et politique. Des 35 engagements électoraux chiffrés du SNP pour 1997, 19 sont de nature directement économique ou fiscale (SNP, 1997 : 34).

Les élections générales britanniques de mai 1997 permettront de poser trois constats. D'abord, la dichotomie Écosse/Angleterre se transforme. Alors qu'aux élections précédentes l'écart entre le vote conservateur en Écosse et en Angleterre y correspondait à l'écart caractérisant le vote travailliste, les élections de 1997 verront ce dernier écart rétrécir de façon importante en raison de la popularité pan-britannique du NL. Le SLP récolte en Écosse 46% des votes, contre 44% pour les Travailleuses en Angleterre et 43% à l'échelle du R-U. L'écart entre le vote conservateur anémique en Écosse – seulement 17,5% des votes et

aucun siège – et en Angleterre – 34% des voix – s’explique donc, en second lieu, par la meilleure performance du SNP, qui confirme alors son statut de seconde puissance politique d’Écosse. Avec 22% des voix, le SNP s’y installe solidement en seconde place, devant les Conservateurs et les LD à 13%. À chacune des élections écossaises subséquentes à compter de 1999, le SNP demeurera le second (1999; 2003) ou le premier parti (2007; 2011) d’Écosse en termes de voix et de sièges. Enfin, l’élection de 1997 permettra de mesurer l’importance et la popularité de l’option dévolutionniste en Écosse. Les Conservateurs n’y ayant obtenu aucun siège, les Écossais enverront donc à Westminster, en 1997, que des représentants de partis favorables à la dévolution parlementaire (SLP, SNP, LD). Ces résultats furent ainsi interprétés en Écosse comme un mandat clair en faveur du changement constitutionnel (Denver, 1997 : 32).

Les dix-huit années de règne des Conservateurs au R-U prennent ainsi fin en mai 1997. Le bilan à en tirer quant à la question écossaise se lit comme suit : le déficit démocratique, le centralisme politique et la décentralisation économique opérée au nom des principes néolibéraux entraîneront une transformation du nationalisme écossais, qui se popularisera notamment par l’entremise de la SCC et de l’option dévolutionniste puis permettra au SNP de réorienter son discours en l’axant davantage sur la nécessité d’une autonomie économique écossaise accrue. Le SLP tiendra également un discours faisant dans ce type de nationalisme économique, soutenant notamment que la dévolution parlementaire permettrait une plus grande prospérité. Comme l’ont montré Bell et Dow (1995), les arguments économiques et financiers, autant que les arguments identitaires qui en seront d’ailleurs complémentaires, seront donc centraux quant à l’établissement de la pertinence de la dévolution. La transition au néolibéralisme et la consolidation d’un réseau d’institutions écossaises vouées au développement économique au courant des années 1980 et 1990 auront permis à de tels arguments d’émerger et de se complémenter.

## 4. Chapitre quatrième : la consolidation, 1997-2012

### 4.1. *La dévolution parlementaire et la nouvelle gauche, 1997-2007.*

Tout l'épisode de la campagne référendaire et du référendum sur la dévolution parlementaire est instructif quant à la nature du nationalisme écossais tel qu'exprimé à la fin des années 1990. Les résultats du référendum, ainsi que ceux des divers sondages ayant été menés en parallèle, font montre d'une imbrication étroite entre le nationalisme écossais et les aspects économiques de l'autonomie politique. Cela, nous le verrons, renforce notre argument selon lequel la formation, depuis les années 1970 et simultanément à la transition au néolibéralisme, d'une structure institutionnelle et organisationnelle proprement écossaise en matière d'économie politique contribuera à l'avènement et au maintien d'un nationalisme économique écossais qui sera au centre de la vie politique à compter des années 1990 au moins. La campagne référendaire, nous l'avons déjà souligné, débutera bien avant 1997, puisque seuls les Travaillistes de Tony Blair proposaient la tenue d'un nouveau référendum à la suite d'une élection générale donnant le NL gagnant. Dès juin 1996, Blair avait effectivement assuré qu'en cas de victoire des Travaillistes, deux référendums sur la dévolution parlementaire – l'un en Écosse, l'autre au Pays de Galles – seraient tenus. Déjà à cette date, il était prévu que le référendum écossais comprenne, tel que la SCC en avait formulé le souhait, une question concernant l'octroi de pouvoirs fiscaux au Parlement écossais (McCrone et Lewis, 1999 : 19). Ces politiques seront réitérées dans le programme électoral du NL pour 1997.

En mai 1997 ainsi, lorsque la victoire du NL sera confirmée, un projet de loi encadrant la tenue de ces référendums – le *Referendum Bill* – fut déposé par les Travaillistes dès leurs premiers jours au gouvernement (Mitchell *et al.*, 1998). Ceux-ci publieront également, dès le 24 juillet 1997, un Livre blanc sur le projet de dévolution, *Scotland's Parliament*, dont les propositions reprendront presque intégralement celles de la SCC et de *Scotland's Parliament. Scotland's Right*, notamment celle d'un pouvoir de variation fiscale de 3% (White et Yonwin, 2004 : 3), mais se baseront sur le principe d'une «liste négative» déclinant les pouvoirs «réservés» par Westminster. Comme en 1979, le SNP décidera

rapidement d'appuyer l'option dévolutionniste, même si celle-ci était ouvertement présentée par le NL comme devant «renforcer l'Union et mettre fin à la menace séparatiste<sup>58</sup>» (Labour Party, 1997). Dès mai 1997 sera mise sur pied la campagne multi-partisane *Scotland FORWARD*, qui militera pour le «Oui, Oui» – oui à la dévolution parlementaire et oui à l'octroi de pouvoirs fiscaux au Parlement écossais – jusqu'au référendum de septembre 1997. Le SLP, le SNP et les LD feront tous partie de cette campagne, qui comme le soulignent McCrone et Lewis (1999 : 24) sera financée notamment par le STUC et une partie du milieu des affaires. Il est significatif, à ce titre et en regard de la nature économique du nationalisme écossais, que le président de *Scotland FORWARD* ait été l'homme d'affaires Nigel R. Smith, cité plus haut. Des campagnes seront aussi lancées pour promouvoir le «Non, Non», le «Non, Oui» ou le «Oui, Non», cette dernière option s'étant révélée la plus populaire au sein de la communauté d'affaires écossaise, qui semblait favorable à la décentralisation économique mais craignait de voir la fiscalité corporative être réformée (McCrone et Lewis, 1999 : 24).

Que *Scotland FORWARD* ait été de loin la campagne la plus importante dans le cadre du référendum de 1997 ne devrait pas surprendre. Non seulement les Conservateurs écossais étaient-ils plus ou moins isolés dans le camp du Non, mais qui plus est l'option dévolutionniste n'est pas apparue comme un pavé dans la marre, en 1997. Comme nous l'avons déjà mentionné, cette option, qui avait d'ailleurs déjà rallié la majorité des voix exprimées lors du précédent référendum de 1979, était continuellement, durant la seconde moitié des années 1980, identifiée dans les sondages d'opinion comme appuyée par une majorité de la population écossaise. Le référendum de 1997, dans cette perspective, fut l'aboutissement d'au moins une décennie de revendications autonomistes dont la CSA, la SCC et le SNP seront les promoteurs et les médiateurs. À l'exception du SNP d'ailleurs, la composition de *Scotland FORWARD* sera presque identique à celle de la SCC. Autrement dit, le NL se fera à partir du milieu des années 1990 le porteur d'un projet qui le dépassait depuis longtemps et avait été soutenu depuis 1979 par une large part de la société civile écossaise et par trois partis politiques (SLP, LD, SNP) sur quatre. Cela ne signifie pas, toutefois, que cet

---

<sup>58</sup> Ma traduction.

appui du NL de Tony Blair à la dévolution parlementaire n'ait été que politiquement opportuniste. L'une des grandes particularités du NL par rapport au Parti travailliste traditionnel fut effectivement son soutien à la décentralisation et à la subsidiarité économiques et politiques (Fairley, 1998 : 3; Stocker, 2004 : 28; Thornley, 1999 : 187).

La première année des Travaillistes au gouvernement sera l'exception qui confirmera la règle. Comme le souligneront autant Stocker (2004 : 160) que Fairley (1998 : 13-18), les premières initiatives du NL, après dix-huit années de gouvernement conservateur, donneront l'impression d'une recentralisation décisionnelle : «taken as a piece it is probably true to say that initial interventions were often experienced by those in local government and in other local units of service provision as a 'chaotic centralism' where it was never entirely clear what demand was going to hit your desk next [...]. Problems arose in part due to the scale and speed at which New Labour tried to move» (Stocker, 2004: 162). Entre l'élection de mai 1997 et le référendum de septembre 1997 par exemple, le gouvernement travailliste organisera la mise en place du «*New Deal*», réforme importante du marché du travail axée notamment sur la formation des chômeurs récurrents, la réduction du chômage structurel et la limitation des coûts de l'assurance-emploi britannique. Sans entrer dans le détail, mentionnons que le *New Deal* avait pour objectif de maximiser l'employabilité de ces chômeurs en leur offrant des services de formation et d'orientation ainsi qu'en réduisant la durée des prestations d'aide sociale, réduction considérée comme un «incitatif» à la recherche d'emploi. Le problème est que cette réforme sera mise en place par l'entremise du *Employment Service* (Fairley, 1998 : 14), agence du gouvernement britannique central, plutôt que par l'entremise d'instances régionales ou locales telles que les LEC.

Or, comme nous l'avons plus tôt souligné, l'un des rôles premiers des LEC et par elles de SE et d'HIE avait été à compter du début des années 1990 celui de la formation professionnelle. La formation et la remise au travail des sans-emploi avait effectivement été une responsabilité déléguée aux LEC lors de la fusion de la SDA et d'HIDB avec la *Training Agency* et la *Manpower Service Commission* en 1991. L'éducation et la formation avaient également depuis 1707 été considérées comme des compétences écossaises. Le *New Deal*, dans le contexte d'une Écosse de plus en plus consacrée aux stratégies économiques de type

*supply-side*, représentait donc une atteinte sérieuse à l'autonomie écossaise en matière d'économie politique. Voilà pourquoi le projet renconterait rapidement d'importantes critiques, notamment de la part du STUC, de SE et d'HIE (Fairley, 1998 : 13) :

The STUC's initial statement on the New Deal warned against the re-centralization of training policy, and the apparent by-passing of Scottish institutions [...]. The two enterprise agencies, HIE and SE, entered the debate. Both argued that the close involvement of the LEC networks was essential to the New Deal and to linking policies for the unemployed to economic development. HIE (1997) pointed to a number of aspects of the scheme which did not seem to account of circumstances in rural and island Scotland. SE (1998, pp. 36-38) outlined a creative and distinctively Scottish approach which it called an 'integrated framework for Lifelong Learning in Scotland'.

Les critiques du STUC, de SE et d'HIE seront cependant constructives. Des ajustements seront proposés et retenus qui devaient donner davantage d'autonomie à l'Écosse et notamment aux LEC et au SO quant à l'implantation et au développement subséquent du *New Deal* (Fairley, 1998 : 14). Il est difficile d'établir avec précision l'effet qu'auront ces politiques initiales quelque peu impopulaires du NL sur l'issue du référendum écossais de septembre 1997. Le moins risqué est probablement d'avancer que le *New Deal* aura confirmé, sinon renforci un peu le sentiment de la nécessité d'une décentralisation économique et politique.

Car c'est bien de cela dont on parle. Au référendum du 11 septembre 1997, les deux variables qui influeront de la manière la plus fondamentale sur les résultats sont l'identité nationale du votant et sa conviction que la dévolution parlementaire pourrait, ou non, être bénéfique à l'économie écossaise et à l'emploi (Surridge et McCrone, 1999). Notons d'abord les résultats généraux, qui indiquent clairement que l'option dévolutionniste jouissait d'un haut degré d'approbation au sein de la société écossaise, beaucoup plus haut qu'en 1979. Malgré un taux de participation assez bas de seulement 60,4%<sup>59</sup>, que 74,3% des votants aient accepté la dévolution parlementaire et que 63,5% aient consenti à l'octroi de pouvoirs fiscaux au Parlement écossais demeure significatif (Pattie *et al.*, 1998). La réaction de Tony Blair au lendemain du référendum l'est également : «Well done. This is a good day for Scotland, and a good day for Britain and the United Kingdom...the era of big centralised

---

<sup>59</sup> Cela n'est pas exceptionnel (Pattie *et al.*, 1998 : 4) et s'explique notamment par le faible taux de participation chez les jeunes de 18-34 ans (Surridge et McCrone, 1999 : 43).

government is over!» (White et Yonwin, 2004: 3). Que les trois-quarts des électeurs écossais ayant voté au référendum aient appuyé l'option dévolutionniste démontre que cette dernière jouissait d'un soutien important au sein de la société écossaise, d'autant plus que des sondages subséquents ont dévoilé que parmi les Écossais n'ayant pas voté, seulement 20% auraient voté contre la dévolution (Curtice, 1999 : 131). C'est cependant surtout en décortiquant le vote en faveur de la dévolution que l'on peut mieux apprécier les motivations derrière celui-ci.

La première variable d'importance lors du référendum écossais de septembre 1997 fut l'identité nationale de l'électeur. Les votants se définissant comme «Écossais» plutôt que comme «Britanniques» ou «Anglais» ont voté dans une proportion plus importante en faveur de la dévolution (Surridge et McCrone, 1999 : 43). 57% des «Écossais» ont voté pour celle-ci et seulement 16% contre. À l'inverse, seulement 46% des «Britanniques» ont appuyé l'option, alors que 26% l'ont rejetée. Chez les électeurs se définissant comme «Anglais», les proportions ont été de 38% pour, 28% contre. Autrement dit, l'appartenance nationale aura été un facteur important. Lorsque l'on pousse plus loin cette logique, elle révèle que plus l'électeur se considérait «Écossais» plutôt que «Britannique», plus il était enclin à appuyer l'option dévolutionniste. De ceux des Écossais qui se considéraient en 1997 «plus Écossais que Britanniques», 60% ont voté en faveur de la dévolution et 11% contre (Curtice, 1999 : 129, 134). Ces proportions grimpent à 67% contre 6% chez ceux se considérant «uniquement Écossais et non Britanniques». Déjà chez les électeurs «également Écossais et Britanniques», la différence est importante : 44% pour le Oui, 33% pour le Non. Chez les votants «Britanniques et non Écossais», 25% seulement ont appuyé la dévolution alors que 49% l'ont rejetée. Cela signifie que parmi ceux des Écossais qui se considéraient «seulement Écossais» et qui ont voté, 92% ont appuyé la dévolution. La même figure est de 85% chez les électeurs «plus Écossais que Britanniques».

La seconde variable d'importance concerne les attentes et la confiance de l'électeur envers les capacités et l'impact économiques du Parlement écossais à venir. Plus l'électeur croyait que le Parlement écossais contribuerait à améliorer l'économie écossaise, plus il fut porté à voter en faveur de la dévolution (Surridge et McCrone, 1999 : 46). Ainsi, 88% des

Écossais croyaient avant le référendum que le nouveau Parlement permettrait à l'économie écossaise de se maintenir (24%), de s'améliorer quelque peu (46%) ou de s'améliorer grandement (18%). Des chiffres similaires s'observent quant aux attentes au niveau de l'emploi : 38% croyaient que le chômage, au pire, stagnerait, alors que 38% pensaient qu'il baisserait un peu et 5% beaucoup avec un Parlement écossais. 76% croyaient également que les taxes et impôts augmenteraient suite à la dévolution, mais comme l'expliquent Surridge et McCrone (1999 : 47), cela n'entre pas en contradiction avec le vote largement majoritaire en faveur de l'option : «people supported a Scottish parliament because they believed that it would improve the quality of public welfare in Scotland. In addition, we believe that this is consistent with a rationalistic model of vote choice along sociotropic lines. In other words, voters voted according to 'welfare rationality' for which they were prepared to accept higher taxation as a reasonable cost». On peut raisonnablement faire l'hypothèse, d'ailleurs, que c'est aussi ce qui explique l'appui de plus de 60% à l'octroi de pouvoirs fiscaux au Parlement.

Le plus intéressant est que ces deux variables se soient croisées au moment du référendum. Ainsi, comme nous le soutenons dans ce mémoire, le nationalisme écossais s'est révélé en 1997 être de nature en partie économique. Ce sont, selon Curtice (1999 : 138) par exemple, les débats entourant l'option dévolutionniste qui ont le mieux dévoilé ce caractère économique du nationalisme écossais : «one of the consequences of the debate about devolution in Scotland is that arguments about economics and equality have become intertwined with arguments about nationalism, and [...] it is this that makes Scotland most distinctive in her attitudes towards the role of the government». À notre connaissance, il n'a pas été déterminé à quel point les attentes économiques envers le Parlement écossais à venir dépendaient de l'identité nationale affirmée par les électeurs. Toutefois, en vertu des statistiques fournies jusqu'ici, il est vraisemblable qu'un croisement des résultats montrerait l'existence d'un tel lien. Par exemple, il a été démontré qu'entre 70% et 80% des citoyens se considérant «seulement Écossais» ou «plus Écossais que Britanniques» croyaient que le Parlement écossais accentuerait l'influence de l'Écosse à la fois au R-U et en Europe, notamment en matières économiques (Surridge et McCrone, 1999 : 49-51). Quoi qu'il en

soit, ce qui est certain est que le référendum de 1997 ainsi que les débats politiques l'ayant entouré auront eu pour effet d'alimenter le nationalisme écossais, du moins l'identification des citoyens à l'Écosse et à ses institutions, dont à son Parlement à venir. Comme l'indiquent Paterson et Wyn Jones (1999 : 186), la proportion de citoyens se disant «Écossais seulement et non Britanniques» a augmenté d'environ 10% de mai à octobre 1997 seulement.

Comme le souligneront Pattie *et al.* (1998 : 16), le référendum de 1997 «marquera la fin d'une époque». Non seulement la question de la dévolution parlementaire, qui avait constitué un débat politique presque permanent depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle mais surtout depuis 1970, se trouva-t-elle réglée, mais de plus l'obtention d'un Parlement signifiait clairement que la prochaine étape dans l'esprit des nationalistes du SNP mais aussi d'une partie importante des citoyens écossais serait la sécession. Ainsi, au moment du référendum de 1997, 60% des Écossais sondés considéraient l'indépendance complète de l'Écosse «assez probable» ou «très probable» dans un horizon de vingt ans...c'est-à-dire d'ici 2017. Parmi ces 60%, entre 50% et 60%, selon différents sondages menés entre 1997 et 1998, voterait en faveur de la sécession dans l'éventualité d'un référendum sur la question (Surridge et McCrone, 1999 : 52-53). Il n'est donc pas tellement surprenant que la question de l'indépendance de l'Écosse ait pu être assez rapidement placée au centre des débats politiques, soit dès l'élection du SNP en 2007, dix ans seulement après le référendum sur la dévolution et huit ans seulement après les premières élections écossaises. De septembre 1997 à septembre 1998, le SNP demeurera d'ailleurs généralement en avance dans les sondages en vue des premières élections écossaises de mai 1999. C'est en bonne partie la chute des prix du pétrole, à compter de l'automne 1998, qui freinera l'élan du SNP qui depuis 1970 avait fait des revenus pétroliers l'une des pierres d'assise du projet sécessionniste (McCrone et Lewis, 1999 : 37).

À la différence du référendum de 1979, la loi devant créer le Parlement écossais et définir ses pouvoirs sera cette fois déposée suite au référendum, en décembre 1997. Le *Scotland Bill* sera déposé le 17 décembre et reprendra les grandes lignes du Livre blanc *Scotland's Parliament* (Gay, 1998). Ce projet de loi sera entériné le 19 novembre 1998,

devenant ainsi le *Scotland Act 1998*. Cette loi déterminera à la fois les compétences législatives du Parlement écossais et les fonctions exécutives des ministres écossais (CSD, 2008 : 1). Ces compétences et fonctions seront établies selon le principe de la «liste négative», ce qui signifie qu'elles seront réputées relever de tous les pouvoirs non «réservés» par Westminster. Tout comme les pouvoirs législatifs du Parlement écossais ne seront pas énumérés explicitement, les compétences exécutives des ministres ne seront pas listées mais assumées en fonction des pouvoirs dévolus au Parlement, c'est-à-dire non «réservés» par le gouvernement britannique. Dans le cadre du *Scotland Act 1998*, le Parlement écossais devenait le seul détenteur des pouvoirs exécutifs du SO, ce dernier devenant le *Scotland Office* (SO'), département du gouvernement britannique représentant l'Écosse dans les champs de compétence réservés par Westminster. La liste de ces compétences réservées est longue. En matière économique, elle comprend notamment les politiques monétaires et fiscales, la devise, les marchés financiers, les tarifs douaniers, les télécommunications, la propriété intellectuelle et, évidemment, le pétrole et le gaz (CSD, 1998 : 3-4).

La liste des pouvoirs dévolus par défaut au Parlement écossais comprend donc, en matière économique, la planification, le développement et l'aide aux entreprises, la fiscalité corporative locale, les investissements directs étrangers et la promotion de l'exportation, l'octroi de subventions et la gestion des subventions européennes, la formation professionnelle, l'éducation supérieure et le développement du tourisme (White et Yonwin, 2004 : 5; Alexander *et al.*, 2005 : 30). À la lumière de ces listes, il est évident que les pouvoirs réservés par Westminster peuvent être définis, suivant les descriptions de nos premier et second chapitres, comme étant de nature macroéconomique. Dans cette perspective, il est aussi manifeste que le Parlement écossais ait hérité des pouvoirs que nous caractérisons dans ces mêmes chapitres comme étant de natures méso- et microéconomique, soit des pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de stratégies économiques néolibérales, de type *supply-side* et axées sur la «compétitivité» (Keating, 2010 : 232-233). Cela se révèle compatible avec le constat économique présenté dans nos deux premiers chapitres à la suite de différents auteurs, soit que la transition au néolibéralisme se soit accompagnée, en raison de l'importance accrue des politiques méso- et microéconomiques en matière d'économie

politique, d'une décentralisation de la gestion économique gouvernementale et dans certains cas d'une régionalisation économique octroyant de plus grandes responsabilités aux unités territoriales et aux autorités politiques et économiques subétatiques en ces matières. La dévolution parlementaire écossaise, en ce sens, semble avoir confirmé ce phénomène, qui comme nous l'avons montré s'est progressivement avéré depuis les années 1970, notamment par la création d'un ensemble d'institutions économiques proprement écossaises.

C'est à ce phénomène que les élites nationalistes écossaises, particulièrement celles du SNP, ont dû s'ajuster – tout autant qu'elles y ont elles-mêmes participé – depuis une trentaine d'années, et c'est pourquoi leur nationalisme a progressivement été défini de manière plus économique. Les nationalistes écossais auront ainsi articulé leur nationalisme à cette «économie politique des petites nations» dont nous parlent Cardinal et Papillon (2011). Après 1997, soit à compter des élections de mai 1999, cette articulation, que nous présentons ici comme définissant le «nationalisme économique» écossais, sera notamment dévoilée par l'entremise des manifestes électoraux – nous nous intéresserons particulièrement à ceux du SNP – ainsi qu'au sein des documents de stratégie économique des gouvernements écossais successifs. Cela ne signifie pas que le nationalisme écossais n'ait été médiatisé que par l'intermédiaire de ces types de document – les journaux écossais jouent probablement un rôle prépondérant quant à cette médiatisation (Law, 2001) –, mais que ceux-ci permettent d'identifier la nature du nationalisme médiatisé par les partis politiques écossais et notamment par le SNP. Le *Scotland Act 1998* ayant été adopté en novembre 1998, les premières élections écossaises – qui formeront le premier gouvernement écossais depuis 1707 – ne seront tenues qu'en mai 1999, près de deux ans après le référendum. Le premier document à devoir être étudié sera publié dans le cadre de ces élections : le manifeste électoral du SNP, intitulé de façon révélatrice *Enterprise, Compassion, Democracy*. Ce manifeste est significatif en ce qu'il exprime, pour la première fois, les stratégies économiques privilégiées par le SNP dans le nouveau cadre gouvernemental écossais.

Nous avons vu plus tôt que le manifeste électoral du SNP de 1997 confirmait déjà la transition du parti vers un nationalisme économique, les arguments en faveur de l'autonomie politique et de l'indépendance étant de natures surtout économique et fiscale. La plateforme

de 1999 persiste dans cette tendance, présentant l’Écosse autonome ou éventuellement indépendante comme une Écosse devant être à la fois plus prospère et plus juste. Le titre est en lui-même révélateur de cette conception, alors qu’à sa lecture ce manifeste confirme le passage du SNP au néolibéralisme mais surtout au régionalisme économique, à l’économie de l’offre et au libre-échange dans un cadre européen. Deux des engagements clés du SNP portaient sur la promotion économique de «l’espace écossais» à l’extérieur du R-U : l’adhésion d’une éventuelle Écosse indépendante à l’UE et à la monnaie unique, puis la mise sur pied d’un réseau d’«ambassades commerciales» sous le contrôle de LIS et de STI, devant soutenir le tourisme, les investissements étrangers et les exportations écossaises (SNP, 1999 : 4, 9). Cet engagement en faveur d’une diplomatie économique plus agressive, malgré la défaite du SNP aux élections de 1999, sera d’ailleurs repris par le gouvernement de coalition SLP/LD, qui, nous le verrons, créera dès 2001 *Scottish Development International* (SDI), *Export from Scotland* (EFS) et *Invest in Scotland* (IIS) en fusionnant STI et LIS. Un troisième engagement dévoile aussi cette nouvelle posture économique, soit la mise en place d’une série de mesures, notamment fiscales, devant encourager le démarrage et le développement des PME écossaises (SNP, 1999 : 9-12).

En vue d’atteindre ce dernier objectif, le SNP s’engageait en 1999 à investir massivement dans les industries en forte croissance – notamment celles de l’électronique et des services financiers (Ashcroft, 2002) –, à diversifier les exportations écossaises ainsi qu’à «tabler sur la réputation de l’Écosse inventive et innovante en faisant de l’Écosse la capitale européenne de la science et de l’innovation» et en «développant les compétences et le capital humain nécessaire à la compétitivité dans le monde moderne»<sup>60</sup> par l’élaboration d’une «Stratégie Nationale des Compétences» (SNP, 1999 : 11-12). L’augmentation des dépenses publiques en R&D faisait également partie de la stratégie économique du SNP, tout comme la réforme de la fiscalité corporative. Déjà en 1999 le programme du SNP laissait présager la stratégie qu’allait promouvoir le parti à son arrivée au pouvoir en 2007 (Cuthbert et Cuthbert, 2009), soit celle d’un alignement de l’Écosse sur les politiques fiscales et industrielles des petites nations commerçantes (SNP, 1999 : 13) :

<sup>60</sup> Toutes les citations en français provenant de SNP, 1999 sont mes traductions.

Par définition un Parlement dévolu est limité dans ses possibilités d'action. Avec l'«Indépendance en Europe» le milieu des affaires écossais pourrait accomplir beaucoup plus. Par exemple, une Écosse indépendante serait en mesure [...] d'opérer une transition majeure au niveau du commerce et de l'industrie, notamment en suivant l'exemple de l'Autriche, de l'Irlande et de la Suède – tous de petits pays européens – qui ont substantiellement réduit leurs taux d'imposition corporatifs et accru leurs revenus à la suite du développement d'activités à plus haute valeur ajoutée.

Le SNP (1999 : 35), enfin, s'engageait s'il était élu à mettre en place un département du nouveau gouvernement écossais consacré spécialement à l'«entreprise» et dont le mandat serait «d'exploiter les mesures disponibles en vue de la création de l'environnement compétitif nécessaire au développement d'une économie entreprenante et compétitive sur les marchés mondiaux». Cela passerait notamment par la création d'un «Business Innovation Fund» ainsi que par des baisses d'impôts aux PME de 90 millions £ et des investissements publics de 117 millions £ en capital patient et de risque.

Le nationalisme économique du SNP trouvera un certain écho auprès de la population écossaise, ses résultats aux élections écossaises de mai 1999 étant ses meilleurs depuis le début des années 1970. Comme l'ont fait remarquer Surridge et McCrone (1999 : 59-62), un comportement électoral différent, par rapport aux élections générales britanniques, s'est révélé aux élections écossaises de 1999. La variable cruciale étant devenue pour les élections écossaises la conviction de l'électeur que le parti X travaille en fonction des intérêts particuliers de l'Écosse, c'est le SNP qui a vu ses appuis grimper de manière importante : 62% des Écossais croyaient alors que le SNP travaillait «le plus souvent» (34%) ou «presque toujours» (28%) dans l'intérêt de l'Écosse. Bien que le SLP ait remporté ces premières élections écossaises, ses appuis ont donc très clairement décliné au profit du SNP. Le nouveau système électoral écossais, partiellement proportionnel, permet deux votes à l'électeur : un vote pour sa circonscription, où le député est élu à la majorité simple, puis un vote pour sa «région», où sept députés sont élus par ordre de préférence à partir de listes partisanes<sup>61</sup>. En 1999, le SLP récoltera 38,8 % des voix à l'échelle des circonscriptions et 33,6 % des voix à l'échelle des régions. En prenant les circonscriptions comme point de référence, cela représente une régression de près de 7% par rapport aux

---

<sup>61</sup> Pour une description exhaustive du système électoral écossais, voir Denver et MacAllister (1999).

élections britanniques de 1997. Le SNP, à l'inverse, recueillera en 1999 28,7% des voix à l'échelle des circonscriptions et 27,3% des voix à l'échelle des régions, une augmentation de plus de 6,5% à l'échelle des circonscriptions par rapport à 1997 (Denver et MacAllister, 1999 : 11-12).

Cette bonne performance du SNP – notons que ses gains en pourcentage des voix exprimées correspondent aux pertes du SLP – lui permettra de rafler 35 sièges, contre 56 au SLP, 18 aux Conservateurs et 17 aux LD. Les succès du SNP seront d'ailleurs généralisés à l'échelle de l'Écosse : dans seulement une région, celle des Hautes-Terres, où les LD arrivèrent en tête et le SLP second, le SNP arriva-t-il troisième. En termes d'appuis électoraux, le SNP est donc clairement le parti ayant le plus bénéficié de la dévolution parlementaire dès 1999, et ce au détriment du SLP. Malgré cela, les élections écossaises de 1999 furent une déception pour les nationalistes du SNP (Denver et MacAllister, 1999 : 31), puisque plusieurs sondages effectués entre le référendum de 1997 et mai 1999 avaient montré le SNP au coude-à-coude avec le SLP, voire en avance (McCrone, 1999a). Cependant, dans un contexte où la popularité du NL était encore très grande, puis où les Écossais, qui avaient voté en faveur des Travailleurs lors des dix élections précédentes – soit depuis 1964 (McCrone, 2001 : 105-106) –, avaient l'occasion d'appuyer le premier gouvernement travailliste depuis 1979, le rattrapage effectué par le SNP aux dépends du SLP aux élections de mai 1999 fut hautement significatif. Ces résultats démontraient non seulement que le SNP avait désormais une chance réelle de former dans un avenir proche le gouvernement écossais, mais également que les arguments du SNP avaient gagné en popularité, et ce malgré la brusque chute des revenus pétroliers en 1998 (Harvie, 2004 : 237).

Bien que le SNP ait donc confirmé son statut de deuxième force politique d'Écosse, le SLP et les LD, avec leurs 73 sièges combinés sur 129, formeront par coalition, le 17 mai 1999, le premier gouvernement écossais. Le cabinet des ministres formé par le PM Donald Dewar – chef du SLP – comprendra deux LD et neuf travailleurs, le poste de «Ministre des

Entreprises et de la Formation continue»<sup>62</sup> (MEFC) revenant au travailliste Henry McLeish et celui de Ministre des Finances au travailliste Jack McConnell, les deux prochains chefs du SLP et Premiers ministres d'Écosse. Donald Dewar devant rendre l'âme dès le 11 octobre 2000, le passage d'Henry McLeish à ce ministère sera de courte durée, mais hautement dynamique. À n'en point douter, le développement économique constitue la priorité du premier gouvernement travailliste. Dès septembre 1999, McLeish met sur pied le *Scottish Manufacturing Steering Group* (SMSG), composé d'un peu plus d'une vingtaine d'hommes d'affaires, d'industriels, d'universitaires et de fonctionnaires dont le mandat sera d'orienter et de conseiller le gouvernement écossais quant aux politiques à adopter en matière d'environnement d'affaires, de compétitivité et de productivité, de développement du savoir et des technologies, de formation professionnelle et technique, de R&D et de commercialisation, puis enfin de promotion sociale de l'activité industrielle et manufacturière. Feront partie du SMSG, entre autres, des représentants de SE, de HIE, de SFE, du STUC, de CBI Scotland et du SCDI.

Dès mars 2000, sous la direction de McLeish et toujours et en concertation avec le SMSG, un substantiel plan stratégique consacré au développement de l'industrie manufacturière écossaise est dévoilé par le gouvernement : *Created in Scotland : The Way Forward for Scottish Manufacturing in the 21<sup>st</sup> Century* (CIS). Ce document stratégique est intéressant pour deux raisons : d'abord parce qu'il permet d'évaluer la posture idéologique et stratégique initiale adoptée par le gouvernement SLP/SD et le SMSG; ensuite parce qu'il servira de base et d'une certaine manière d'introduction à l'élaboration d'un plan plus général en matière d'économie politique, le *Framework for Economic Development in Scotland* (FEDS), qui sera dévoilé un peu plus tard, en juin 2000. Les intentions soutenant CIS sont relativement évidentes : il s'agit de procéder à une promotion sociale de l'industrie manufacturière – dont la réputation est encore entachée par le déclin important de l'industrie lourde au cours des années 1970 à 1990 –, notamment par l'entremise d'un encensement de l'entrepreneuriat écossais. Plus fondamentalement toutefois, le but recherché est la création et le développement d'un plus grand nombre de PME écossaises, la

---

<sup>62</sup> *Minister for Enterprise and Lifelong Learning*

dépendance envers les multinationales et les investissements directs étrangers constituant à la fin des années 1990 le plus important talon d'Achilles de la stratégie écossaise des grappes industrielles telle qu'appliquée par SE, HIE et les LEC (Paul *et al.*, 2003). Comme le soulignera dès l'automne 1999 l'ex-chef économiste du SO Gavin McCrone, «the greatest weakness of the Scottish economy remains the disappointing growth of indigenous companies and the low birth rate of new businesses. It is indigenous growth that forms the basis of the successful clusters...».

Autrement dit, le but recherché par CIS est double, à la fois pratique et symbolique. Il s'agit non seulement de relancer l'industrie manufacturière écossaise, notamment par la formation et la R&D, mais qui plus est de faire de cette relance un projet de société, devant rassembler les Écossais autour d'un objectif commun. L'avant-propos d'Henry McLeish est révélateur à cet égard (CIS, 2000 : 2) :

Si elle doit fleurir et réussir au 21<sup>e</sup> siècle, notre industrie manufacturière doit être en grande partie transformée. Nous devons ajouter plus de valeur à nos produits, grâce au support des plus hauts niveaux de connaissances et de compétences. Tout le monde doit travailler ensemble en ce sens – cela ne peut être accompli que par le gouvernement, ou même l'industrie. Cela dépend crucialement de notre volonté d'envisager l'industrie manufacturière comme une activité intrinsèquement bénéfique pour notre société. [...] Travailleur ensemble et en partenariat, l'Exécutif écossais, les compagnies, les syndicats et les travailleurs pourront faire face aux défis et s'assurer que notre industrie manufacturière s'y adapte<sup>63</sup>.

Suivant les conseils du SMSG, la stratégie gouvernementale dévoilée par CIS repose sur deux pôles d'action : le soutien aux entreprises et la formation continue. Pour chaque pôle, des priorités sont établies reprenant celles du SMSG (CIS, 2000 : 5). Dans le cas du soutien aux entreprises, l'environnement d'affaires, le développement du savoir et des technologies, la R&D et la commercialisation sont priorisés. Dans le cas de la formation continue, la formation professionnelle et technique ainsi que la promotion sociale de l'activité manufacturière constituent les champs d'action privilégiés. Dans tous les cas, il est intéressant de noter que le gouvernement écossais ait très tôt reconnu l'importance de ses compétences en matières économiques et plus précisément méso- et microéconomique (CIS, 2000 : 26) :

---

<sup>63</sup> Toutes les citations provenant de CIS, 2000 sont mes traductions.

Il est reconnu que l'infrastructure macroéconomique est de responsabilité britannique. Le rôle de l'Exécutif écossais est vu comme devant faciliter la création d'emplois de haute qualité et, dans les limites de ses responsabilités, assouplir les régulations puis maximiser la flexibilité du marché du travail. Les prérogatives de l'Exécutif écossais en matière de fiscalité locale, d'investissements dans le transport, la planification territoriale et l'élaboration d'activités de développement économique local sont aussi considérées comme ayant une influence significative pour l'industrie manufacturière écossaise.

D'importantes politiques seront annoncées dans CIS, notamment en vue de l'élargissement de l'infrastructure institutionnelle écossaise en matière d'économie politique. Par exemple, il sera proposé qu'une *Scottish University for Industry* (SUFI) soit mise sur pied, devant fournir à l'échelle nationale la formation professionnelle et technique continue constituant l'un des engagements stratégiques majeurs du gouvernement écossais (CIS, 2000 : 41). La SUFI sera effectivement créée en octobre 2000, étant aujourd'hui sous la responsabilité de *Skills Development Scotland* (SDS), organisme gouvernemental de formation et d'aiguillage professionnel fondé par le SNP en 2008. Un fond parapublic de capital de risque spécialisé dans la mise en marché des technologies de pointe, *Technology Ventures Scotland*, sera de plus mis en fonction dès 2000 (CIS, 2000 : 38).

La CIS prévoyait d'autre part une vaste révision des rôles de SE, d'HIE et des LEC, l'objectif étant d'assurer la continuité du développement par leur entremise des grappes industrielles et du réseautage corporatif dans les domaines de l'électronique, de l'agroalimentaire, des biotechnologies et de la foresterie (CIS, 2000 : 21). Une augmentation substantielle des subventions accordées aux entreprises écossaises en démarrage était enfin envisagée de manière à stimuler l'entrepreneuriat écossais (CIS, 2000 : 28-30), mais ce qui est en dernière instance le plus intéressant pour notre propos est que CIS ait en fait servi à promouvoir et à asseoir la pertinence et la légitimité de toutes ces mesures auprès de la population écossaise (CIS, 2000 : 45-46) :

Selon les manufacturiers, il est urgent de changer la culture en Écosse, de façon à ce que l'industrie manufacturière soit vue comme un secteur vital et vibrant de l'économie, offrant d'excellentes opportunités de carrières. [...] L'Exécutif écossais est déterminé à travailler conjointement avec les manufacturiers de manière à surmonter ce problème d'image et d'attitudes. [...] L'Exécutif mettra sur pied un groupe chargé d'élaborer une campagne devant aider à redorer l'image de l'industrie manufacturière.

Ce sont grossso-modo les mêmes intentions qui seront derrière la mise en place du FEDS en juin 2000, à la différence que ce «cadre» stratégique outrepassera la question manufacturière pour s'intéresser à l'économie écossaise dans son ensemble. Que le FEDS ait été publié seulement trois mois après CIS, sous la direction des mêmes Donald Dewar et Henry McLeish, témoigne du dynamisme dont fera preuve ce premier gouvernement écossais en matière d'économie politique. Reprenant les grandes lignes de CIS, le FEDS dévoile la posture idéologique nettement néolibérale du NL (et des LD) et l'importance accordée aux outils micro- et mésoéconomique à la disposition de ce gouvernement. Henry McLeish (FEDS, 2000 : VI) y dira ainsi en avant-propos que

l'Exécutif a un rôle clé à jouer pour faciliter le changement économique : en mettant sur pied une infrastructure économique dynamique et sensible – en contribuant au développement de l'éducation et des qualifications cruciales de notre peuple et au développement fondamental d'une infrastructure de transport et de communications – puis en supportant l'essor entrepreneurial là où les politiques publiques peuvent faire une réelle différence. Par-dessus tout, l'accent doit être mis sur la productivité et sur les éléments permettant l'amélioration de cette productivité. Cela est aussi important pour la croissance générale de l'économie que pour le succès de nos efforts en vue de promouvoir l'activité économique pour tout le peuple écossais où qu'il vive et travaille<sup>64</sup>.

Le FEDS est un document particulièrement important, en ce qu'il constitue le premier véritable étalement public de la stratégie SLP/SD en matière d'économie politique, et ce pour une période que la coalition espérait être de plusieurs mandats. Le plan d'action du FEDS, en effet, devait être étalé sur une période de cinq à dix ans et prioriser le renforcement du système d'éducation écossais, la mise en place d'infrastructures de transport et de communication électronique, la promotion de l'entrepreneuriat, de l'innovation et de la commercialisation au niveau de la R&D, la formation professionnelle, les exportations, les investissements étrangers et le tourisme (FEDS, 2000 : IX).

Le FEDS se voulait non pas un énoncé de politiques précises, mais un cadre d'action. Ce document faisait donc montre de la philosophie économique générale du gouvernement écossais de l'époque, caractérisée notamment par une volonté de rassemblement et de partenariat entre la communauté d'affaires, le réseau éducatif, le milieu syndical et le gouvernement, en vue d'améliorer l'«avantage compétitif» écossais (Ashcroft, 2002 : 21).

---

<sup>64</sup> Toutes les citations provenant de FEDS, 2000 sont mes traductions.

Cet «avantage», en tout cas son accentuation ou son maintien, cela est clair, reposait selon le FEDS sur la maximisation de la productivité des entreprises écossaises et conséquemment sur un ensemble de politiques micro- et mésoéconomiques relevant des responsabilités du nouveau gouvernement (FEDS, 2000: 27) :

L'accent est par conséquent sur les conditions économiques qui stimuleront ces activités qui, à leur tour, peuvent produire des améliorations durables quant au rythme de croissance de la productivité. Cela concerne principalement les conditions régissant l'offre de produits, qu'il s'agisse de biens ou de services, et la cadence d'amélioration de ces conditions. Il est particulièrement important de noter que ces secteurs de préoccupation sont étroitement reliés aux pouvoirs et responsabilités spécifiques accordés à l'Exécutif écossais : ainsi, l'Exécutif a un rôle clair à jouer quant à ce qui est probablement le domaine d'intervention le plus critique en matière de développement économique, notamment dans une perspective à moyen terme.

Tout comme CIS, le FEDS accordera beaucoup d'importance aux activités des LEC et des organismes parapublics que sont SE et HIE, mais aussi STI, LIS et SE'. Le rôle de maintien et de promotion des grappes industrielles écossaises joué par SE et HIE est entre autres souligné comme étant un élément clef de l'action des pouvoirs publics et parapublics en matière d'économie politique : ainsi, «la question centrale d'intérêt pour l'Exécutif est *Comment les politiques publiques peuvent-elles contribuer à la promotion de la croissance économique en facilitant la formation des grappes industrielles ?*» (FEDS, 2000 : 31).

Le PM travailliste Donald Dewar n'a pu présider à l'implémentation de CIS et du FEDS, décédant subitement quelques mois seulement après la publication de ce dernier, en octobre 2000. Le remplacera à la tête du SLP et conséquemment de la coalition gouvernementale, dès le 27 octobre 2000, le ministre le plus actif et probablement le plus important des années Dewar, Henry McLeish. Que le développement économique de l'Écosse ait été la priorité de McLeish, après les publications de CIS et du FEDS en 2000, ne fait aucun doute. Or, comme le soulignera Harvie (2004 : 241), il est aussi devenu évident après son arrivée au poste de PM que McLeish faisait carrément preuve d'un nationalisme économique axé sur l'autonomie de l'Écosse et le potentiel de son désormais vaste réseau d'institutions économiques, qu'il souhaitait plus actif et plus au fait des besoins réels de l'économie écossaise : «it looked as if the First Minister was at last squaring up to Scotland's

ramifying enterprise quangos<sup>65</sup>, whose rhetoric had become detached from multiple problems in fishing, farming, electronics and finance. McLeish began to talk, worryingly for some, about ‘the Scottish Government’, and was moving far enough in their direction to disconcert the Nats<sup>66</sup>. Le remaniement ministériel qui suivra la nomination de McLeish amènera Wendy Alexander, figure importante du SLP et ex-Ministre des Communautés, au poste de MEFC.

Sous Alexander, ce ministère sera autant, sinon plus actif que sous McLeish. James Mitchell (2004 : 27) parlera carrément d’«activité frénétique» pour y qualifier le passage d’Alexander. Le FEDS, qui déjà avait recueilli un large appui au sein de la société politique, académique et civile écossaise, sera révisé et complémenté dès janvier 2001 par un plan d’action destiné à SE, HIE, SE’, et LIS. Intitulé *A Smart, Successful Scotland : Ambitions for the Enterprise Networks* (SSS), ce plan d’action sera l’œuvre du ministère et de Wendy Alexander en particulier. Un peu comme cela avait été le cas de CIS, SSS sera en partie un exercice de rhétorique, destiné à légitimer un certain nombre de politiques économiques qui avaient déjà été annoncées et implantées, notamment en matière de grappes industrielles, de formation et de diplomatie économique. Pour paraphraser Mitchell (2004 : 28) à nouveau, le contexte ayant entouré l’élaboration et la publication de SSS peut être assimilé à une «campagne de politique symbolique», visant à promouvoir puis à donner un caractère officiel et structuré à l’action du gouvernement écossais en matière d’économie politique. Davantage que celui de CIS ou du FEDS, le texte de SSS présentera une teneur nationaliste. Les termes «nation» et «national» y seront plus communément employés, tout comme la «compétitivité» économique de la nation écossaise sera présentée comme un objectif en soi. Ainsi Alexander (SSS, 2001 : 3) soulignera-t-elle en avant-propos que «notre succès économique dépend du peuple écossais, de sa créativité et de son audace. Trop souvent dans le passé un manque de confiance nous a-t-il freiné [...] Nous pouvons créer une économie dynamique et entreprenante, où les opportunités s’offrent à tous et où personne n’est

---

<sup>65</sup> Diminutif pour «*quasi-autonomous non-governmental organisation*».

<sup>66</sup> En Écosse, les partisans du SNP sont communément appelés les «Nats», pour «nationalistes».

abandonné. Notre tâche est de produire les conditions pour une Écosse intelligente et fructueuse»<sup>67</sup>.

Dans cette perspective, trois lignes directrices devaient selon SSS (2001 : 6) guider l'économie politique écossaise : faire de l'Écosse «une nation à l'apprentissage rapide et aux revenus élevés»; engendrer une «nation écossaise branchée sur le monde»; s'assurer «que chaque Écossais soit préparé aux emplois de demain». Au-delà de la rhétorique, SSS annoncera toutefois une transition importante au niveau des relations entre l'Exécutif écossais puis SE, HIE et les LEC (Ashcroft, 2002 : 22; Bennett et Fairley, 2003 : 3). Si ces institutions avaient opéré de manière relativement autonome depuis le début des années 1990, cette autonomie serait désormais plus étroitement encadrée, l'Exécutif souhaitant s'assurer que les stratégies économiques de ces agences et des LEC soient compatibles avec les siennes (SSS, 2001 : 9) :

Les stratégies seront élaborées conjointement par l'Exécutif et les Conseils de [SE] et d'[HIE]. Cela requerra de nouvelles méthodes de travail. L'Exécutif ne cherchera pas à en remettre en question la mise en œuvre, mais de rigoureuses évaluations de performance seront au cœur de ce nouveau partenariat. [...] Cela constitue une approche radicalement nouvelle. [...] Engendrer une Écosse intelligente et fructueuse nécessitera que [SE] et [HIE] soient habilités à adopter une posture réseautique générale, tout en maintenant la flexibilité d'une approche décentralisée de l'exécution [...].

En plus du lancement de SSS, le gouvernement McLeish et Wendy Alexander compléteront en 2001 la fusion de STI et de LIS, créant et regroupant du coup EFS et IIS sous la nouvelle SDI. Malgré sa relative popularité, un scandale politique impliquant sa personne et remontant aux années 1980 forcera Henry McLeish à la démission dès novembre 2001, sous les pressions du SNP notamment. L'ex-Ministre des Finances (sous Dewar) et de l'Éducation (sous McLeish) Jack McConnell le remplacera à la tête du SLP et de la coalition gouvernementale.

Sous le gouvernement McConnell, de fin 2001 aux élections de mai 2003, le développement économique cédera le pas aux enjeux de redistribution, de services publics et de sécurité sociale en tant que priorités gouvernementales. C'est ce qui, selon plusieurs,

---

<sup>67</sup> Toutes les citations provenant de SSS, 2000 sont mes traductions.

mènera Wendy Alexander<sup>68</sup> à la démission dès mai 2002 (Mitchell, 2004 : 27), remplacée qu'elle sera par Iain Gray, futur chef du SLP. Le FEDS et SSS demeureront les cadres d'action économique principaux jusqu'aux élections de 2003, qui seront intéressantes à plusieurs égards. Elles mettront d'abord en scène un changement de philosophie de la part du SNP, qui se positionnera davantage comme un parti de gouvernement, notamment en appuyant publiquement SSS et en abandonnant ses doléances envers la formule Barnett pour s'intéresser davantage au développement économique endogène à l'Écosse. La plateforme électorale du parti, *The Complete Case for a Better Scotland*, est révélatrice à cet égard, le SNP (2003 : 2) s'engageant à «faire la plus grande différence possible avec les pouvoirs actuels du Parlement écossais, tout en montrant pourquoi les pouvoirs de l'indépendance nous sont nécessaires»<sup>69</sup>. Le SNP (2003 : 3-4) en appellera également à l'unité de tous les partis en vue du développement économique de l'Écosse, ce qui se révélait une approche tout-à-fait nouvelle pour le parti : «le SNP soutient les objectifs généraux de [SSS] et fournira l'unité et la continuité des principes nécessaire au support des compétences et de la [R&D] requises pour permettre à l'Écosse d'être compétitive quant à la qualité de sa production. Tous les partis doivent travailler ensemble afin de générer un consensus en faveur de la croissance».

Trois engagements du SNP (2003 : 4) dévoilaient sa stratégie en formation, tablant comme nous l'avons déjà mentionné sur l'exemple des petites nations indépendantes européennes : la réduction de la fiscalité corporative, la mise sur pied, à partir des revenus pétroliers, d'un «Fonds des Générations» calqué sur le fonds pétrolier norvégien, puis l'approfondissement de la diplomatie économique. L'idée d'une comparaison de l'Écosse avec les petites nations européennes, qui constituera le cœur de la stratégie du SNP à partir de 2007, apparaissait donc clairement en filigrane à compter de 2003 : «Les petits pays européens sont 35% plus riches per capita que les grands, comme le R-U; ils croissent 64% plus vite et leur chômage est de 40% plus bas; leurs déficits équivalent environ au quart de

<sup>68</sup> Aux lendemains de sa démission, dès 2003, Wendy Alexander publiera un essai sur l'avenir économique de l'Écosse, intitulé *Chasing the Tartan Tiger: Lessons from a Celtic Cousin?*, qui analysera les avenues disponibles au nationalisme économique écossais et les leçons à tirer de l'expérience irlandaise.

<sup>69</sup> Toutes les citations provenant de SNP, 2003 sont mes traductions.

ceux des grands pays comme le R-U; leur balance commerciale est sept fois plus profitable; puis ils dépensent 36% plus en [R&D]. Nous pourrions faire de même et plus. L'Écosse a du potentiel en abondance. Nous n'avons qu'à lui laisser libre cours» (SNP, 2003 : 4). Le nationalisme économique du SNP, cela est à noter, fera montrer en 2003 d'une volonté de concurrencer le R-U, de manière à s'en différencier et à s'en distancier. Ainsi le SNP (2003 : 2) s'engagera-t-il à réduire les taxes corporatives «sous les niveaux du R-U dès notre premier mandat», de manière à «s'assurer que nous soyons plus compétitifs que le sud-est de l'Angleterre, de manière à surmonter son attraction gravitationnelle et à commencer à générer des succès pour l'Écosse». Le projet sécessionniste, pour sa part, demeurera central et son caractère économique probablement plus évident que jamais (SNP, 2003 : 2) :

Tant que nous demeurerons membres du R-U centralisé, nous continuerons d'assister à une croissance médiocre, à la perte de nos sièges sociaux, à de faibles taux de création d'entreprises, aux acquisitions précoces d'entreprises écossaises prometteuses, à de maigres dépenses en [R&D] et à l'exode des cerveaux qui nous fait perdre des citoyens et des idées au profit du sud-est de l'Angleterre.

Les élections de mai 2003 seront aussi intéressantes en ce qu'elles représenteront un camouflet, ou comme le dira Denver (2003) un «*Wake Up Call*», aux deux partis dominants, le SLP et le SNP. Elles traduiront non pas seulement le mécontentement et la désillusion de la population écossaise – dont 51% des électeurs bouderont les urnes en 2003 – envers ces partis, mais envers le gouvernement en général et envers la dévolution, notamment parce que les immenses attentes, en matière économique entre autres, envers la dévolution ont été déçues par la faible performance économique de l'Écosse au début des années 2000. Plusieurs facteurs expliquent cette performance médiocre, mais les deux plus importants furent sans conteste, comme le rappelle Harvie (2004 : 241), l'échec du projet de «troisième voie» du NL et surtout l'éclatement de la bulle internet de la fin des années 1990, qui fera très mal à l'industrie écossaise de l'électronique. La croissance de ce secteur, qui avait été de plus de 70% entre 1995 et 2000, sera nettement négative après l'éclatement de cette bulle, le volume de production chutant de 40% entre 2000 et 2003 seulement (Alexander *et al.*, 2005 : 19-20).

L'élection de 2003 en fut donc une de protestation, la piètre performance du SNP indiquant du coup que ce parti ne représente pas, aux yeux des Écossais, un parti de protestation (Denver, 2003 : 34). Les tiers partis, notamment le SSP et les Verts, en seront les grands gagnants, les LD récoltant aussi d'un peu plus larges appuis. À l'échelle des régions, plus de 22% des voix iront aux tiers partis, ce qui leur permettra de grappiller dix-sept sièges. Le SLP et le SNP perdront respectivement six et huit sièges, puis entre 4% et 6% de leurs appuis aux échelles des circonscriptions – 34,6% pour le SLP, 24% pour le SNP – et des régions – 29% pour le SLP, 21% pour le SNP – (Denver, 2003 : 33-34). Au-delà de la particularité de cette élection et de ses résultats décevants pour les nationalistes, quelques indicateurs laissaient clairement entrevoir que le SNP demeurerait une force politique et un sérieux prétendant au pouvoir (Curtice, 2008 : 215-224) : en 2003 par exemple, 65% des Écossais se disaient «plus Écossais que Britanniques» ou «Écossais seulement», l'une des proportions les plus élevées depuis les années 1980. 74% des Écossais, encore en 2003, avaient comme préférences constitutionnelles l'indépendance (26%) ou la dévolution telle qu'adoptée (48%). Enfin, malgré les difficultés économiques du début des années 2000, une claire majorité d'Écossais continuait en 2003 de penser que le Parlement écossais devrait avoir davantage d'influence quant au développement de l'Écosse (64%), que davantage de pouvoirs devraient lui être octroyés (66%) ou qu'il devrait être fiscalement autonome (72%).

Les résultats du SLP et des SD seront tout juste suffisants pour leur permettre de renouveler leur coalition gouvernementale, reportant Jack McConnell au poste de PM et le chef des LD écossais Jim Wallace au poste de MEFC. Dès novembre 2004, l'Exécutif écossais et Jim Wallace procèdent à une mise à jour du SSS en lançant *A Smart, Successful Scotland : Strategic Direction to the Enterprise Networks and an Enterprise Strategy for Scotland* (SSS'). SSS' reprendra les grandes lignes de SSS, accentuant toutefois la nécessité d'efforts supplémentaires de promotion de l'entrepreneuriat. Au même titre que SSS, SSS' sera donc en partie un exercice de rhétorique, invitant les Écossais à développer une culture entrepreneuriale plus forte et à s'unir au nom du développement économique. Ainsi, Jim Wallace, en avant propos (SSS', 2004 : 1-2) :

Nous réalisons de plus en plus l’importance non pas seulement d’une bonne législation, des meilleurs conseils ou du bon type d’assistance financière pour l’industrie, mais aussi des attitudes et des pratiques promouvant la croissance économique. D’où notre initiative *Determined to Succeed*<sup>70</sup>. Ce SSS mis à jour reflète ce besoin de promouvoir la confiance et la créativité – pas seulement dans le but de supporter la création d’entreprises mais comme des outils de transformation de notre environnement économique en général. Nous avons besoin de gens ambitieux et innovateurs au sein de nos petites, moyennes et grandes entreprises, ainsi que dans les secteurs coopératif et public.<sup>71</sup>

SSS’ réitérera la philosophie partenariale qui était derrière le FEDS et SSS, devant unir entreprises, agences parapubliques, institutions d’enseignement et de formation, syndicats, autorités locales et gouvernement dans un effort national de développement économique (SSS’, 2004 : 4). SE et HIE, ainsi que les LEC, seront une fois de plus au cœur de la stratégie de SSS’, devant en quelque sorte servir d’intermédiaires entre l’Exécutif puis les entreprises et communautés locales (SSS’ 2004 : 11-13) : «le gouvernement écossais dévolu est un fournisseur direct de bon nombre de mécanismes de soutien aux entreprises, dans les domaines de l’innovation et du support à l’investissement. L’Exécutif et [SE et HIE] doivent travailler en partenariat pour assurer la cohérence générale des mesures de soutien dans le cadre de SSS». L’internationalisation de l’économie écossaise sera enfin l’une des priorités identifiées par SSS’, qui soulignera notamment que l’Écosse ne devrait plus se fier que sur ses exportations et les investissements directs étrangers mais que ses entreprises devraient elles-mêmes investir à l’étranger (SSS’ 2004 : 22).

L’année 2005 sera également électorale à l’échelle du R-U. Il vaut au moins la peine de s’intéresser, dans le cas de cette élection, à la plateforme du SNP, *If Scotland Matters to you, Make it Matter in May*, car elle annonce de manière on ne peut plus claire la stratégie qui sera adoptée à compter des élections écossaises de 2007. Ce programme comprend pas moins d’une dizaine de pages consacrées à la question du développement économique de l’Écosse, et soutien que celle-ci gagnerait à suivre l’exemple des petites nations commerçantes d’Europe, où la fiscalité corporative a été minimisée dans un souci de compétitivité internationale (SNP, 2005 : 6) :

---

<sup>70</sup> Initiative de promotion de l’entreprenariat en milieu scolaire.

<sup>71</sup> Toutes les citations provenant de SSS’, 2004 sont mes traductions.

En tant que nation, nous acceptons comme normale l’indépendance des autres pays. Nous ne trouvons pas étrange que les peuples de Norvège et du Danemark contrôlent leurs propres affaires. Nous ne nous attendrions pas à ce que les peuples d’Irlande ou de Suède demandent à une autre nation de prendre des décisions à leur place parce qu’ils ne se sentirait pas à la hauteur de ces responsabilités. Pourquoi le peuple d’Écosse devrait-il être différent ? [...] L’indépendance n’est pas seulement normale, elle est aussi désirable. Les petites nations indépendantes telles que la Norvège, le Danemark et la Finlande sont largement plus efficaces que l’Écosse en termes de prospérité économique et de niveaux de vie. L’indépendance accorde à ces nations les pouvoirs de changer leur pays pour le mieux. L’Écosse pourrait faire de même.<sup>72</sup>

Parmi les engagements du SNP dans ce programme, on compte notamment une réduction des impôts corporatifs de 20%, justifiée comme suit (SNP, 2005 : 10) : «en réduisant la quantité de taxes qu’ils collectent de chacune de leurs entreprises, la Suède, la Finlande et l’Irlande ont attiré de nouvelles compagnies et ont accru leurs revenus fiscaux totaux. L’Écosse peut faire de même». Il sera aussi proposé de baisser les taxes corporatives locales sous les niveaux britanniques, de procéder à une importante déréglementation dans le secteur industriel et, une fois de plus, de mettre sur pied un «Fonds pétrolier écossais» calqué sur le fonds norvégien. L’un des objectifs principaux du SNP sera de rattraper la croissance économique moyenne des petites nations européennes, de 4% annuellement (SNP, 2005 : 10-11). Au-delà de la mise sur pied du fonds pétrolier, la question du contrôle de la ressource reviendra alors en force dans le discours du SNP (2005 : 12) :

Plus de 90% des revenus pétroliers du R-U proviennent du secteur écossais du plateau continental. Il s’agit ainsi réellement du pétrole écossais. Depuis la découverte de ce pétrole, le gouvernement du R-U a engrangé 200 milliards £ en revenus fiscaux – 35 milliards £ depuis l’élection des travailleurs. L’Écosse en a pourtant récolté peu de bénéfices. Comparez l’Écosse actuelle à la Norvège indépendante, qui célèbre cette année le centenaire de cette indépendance. La Norvège contrôle ses propres ressources et a investi depuis 1996 une portion de ses revenus pétroliers dans un fonds, pour l’avenir. Aujourd’hui ce fonds s’élève à 85 milliards £ et fournira un revenu au peuple norvégien pour longtemps. Il n’est pas trop tard pour l’Écosse.

Enfin, une mesure originale sera également annoncée par le SNP (2005 : 14), soit la mise sur pied d’une campagne internationale de promotion destinée à la diaspora écossaise et lui enjoignant de réintégrer l’Écosse, désormais lieu de dynamisme économique.

---

<sup>72</sup> Toutes les citations provenant de SNP, 2005 sont mes traductions.

Les années de gouvernement travailliste 2004 à 2007 seront effectivement des années de prospérité presque sans précédent dans l'histoire écossaise. Les faiblesses structurelles de son économie persisteront, mais comme le notera Jeffery (2008 : 199), l'Écosse était devenue en 2007 la seconde région la plus prospère du R-U, après le riche sud-est de l'Angleterre. L'instauration de l'Euro comme monnaie fiduciaire unique en 2003 engendrera quelques débats en Écosse (Cuthbert, 2003; Hughes Hallett et Scott, 2003), notamment sur le projet d'«indépendance en Europe» du SNP, mais CIS, le FEDS, SSS et SSS' demeureront grossso-modo les cadres de référence économiques de la coalition SLP/LD jusqu'en 2007. Après 2003, le gouvernement écossais et notamment le PM Jack McConnell seront particulièrement actifs sur la scène européenne, par l'entremise notamment du «Comité des Régions» et de SE' (Balke, 2005). S'il faut tirer une conclusion du passage de la coalition SP/SLP au gouvernement, de 1999 à 2007, c'est toutefois celle que tiraient dès 2003 Bennett et Fairley, comme Roper *et al.* dès 2006 (65-73), à savoir qu'il aura permis une certaine recentralisation décisionnelle, notamment axée sur une utilisation plus coordonnée et stratégique de SE, HIE et des LEC. Le SLP et les LD ne sont évidemment pas des partis «nationalistes». Toutefois, nous l'avons vu, ils se sont révélés particulièrement sensibles à la question du développement économique endogène à l'Écosse, et ont mis sur pied dans cette perspective un certain nombre d'institutions et de stratégies propres à réunir les Écossais autour de leur développement. Le SNP tablera, cela est tout-à-fait clair, sur ce travail (Keating, 2010 : 234-240).

#### **4.2. Le «lion celtique», 2007-2012.**

Dès les lendemains de l'élection du SNP, en mai 2007, le nouveau PM et chef du SNP Alex Salmond prononcera un discours important devant le *Council on Foreign Relations* américain, à New-York. Il y présentera, entre autres, sa vision du nationalisme écossais et de l'avenir économique de l'Écosse, qui se révéleront clairement liés. C'est dans ce discours que le concept du «lion celtique», inspiré du qualificatif de «tigre celtique» affublé à l'Irlande des années 1980-1990 en référence à sa croissance économique rapide, sera assumé clairement par Salmond et le SNP comme constituant leur conception du nationalisme économique écossais (Salmond, 2007).

Le Lion Celtique : le genre d'avenir que nous ambitionnons pour l'Écosse en est un où l'économie écossaise fonctionne à son plein potentiel. Toute conversation concernant la performance économique de l'Écosse devrait d'abord révéler que nous vivons dans un pays aux actifs énormes – le plus important d'entre eux étant son peuple. Nous avons un historique et un présent faits d'innovation, sommes un exemple d'excellence en éducation et nos citoyens et entreprises réussissent au sein d'un marché global compétitif. [...] Nous avons tout ce qu'il faut pour que l'économie écossaise prenne son envol. Ce dont nous avons besoin est d'une vision et du leadership nous permettant d'y arriver. L'Irlande a montré ce qui est possible et il n'y a aucune raison pour que nous ne puissions pas faire de même avec notre lion qu'elle avec son tigre. [...] Les petits pays de l'UE des 15 originelle ont crû à un rythme de près de 50% plus rapide que celui des grands pays. Ces petits pays bénéficient d'une rapidité quant aux prises de décisions, d'une habileté à se concentrer sur leurs industries principales et – dans les meilleurs de cas – d'un large consensus politique encourageant la croissance économique. Mon gouvernement est sérieux dans son intention d'atteindre les niveaux de croissance de ces pays, qui forment un 'Arc de Prospérité' autour de l'Écosse. [...] Les effets cumulés des cibles et politiques proposées par mon gouvernement feront de l'Écosse l'un des pays les plus accueillants d'Europe pour les entreprises et l'un des plus compétitifs du monde. Alors que le monde parle maintenant du merveilleux Tigre celtique irlandais, peut-être pourrons nous au courant des prochaines générations présenter au monde une nouvelle merveille – le Lion celtique écossais.

Cette citation d'Alex Salmond est intéressante non pas seulement parce qu'elle dévoile clairement le nationalisme économique écossais tel que médiatisé par le SNP, mais aussi et surtout parce que ce nationalisme économique aurait été impensable et proprement incongru il n'y a encore que quelques décennies de cela, alors que l'économie écossaise était profondément dépendante à la fois des marchés et de l'État britanniques. C'est, comme nous avons tenté de le montrer dans ce mémoire, le passage au néolibéralisme et la mise en place concomitante de tout un réseau institutionnel écossais axé sur l'application de stratégies méso- et microéconomiques de stimulation de l'offre, à partir des années 1970 mais davantage au courant des années 1980 et 1990, qui aura permis l'avènement d'un tel nationalisme. Ce qui est également intéressant, c'est que le SNP se soit fait élire, en 2007, sur la base d'une plateforme électorale plus clairement que jamais dédiée à ce type de rhétorique, fondé sur le nationalisme économique et l'exemple des petites nations de l'«Arc de Prospérité», de l'Islande à la Finlande.

Après huit ans comme opposition officielle, le SNP se révélera effectivement plus agressif lors de la campagne de 2007. Sa plateforme électorale, *It's Time*, contient pas moins de 15 pages détaillées sur ses stratégies et objectifs économiques. C'est cependant dès l'automne 2006 que le SNP commence à préparer sa campagne électorale, y publant déjà

trois opuscules traitant du développement économique de l’Écosse et, en parallèle, de la question nationale : *The True Wealth of the Nation, Let Scotland Flourish* (LSF) et *Scotland in Surplus* (SIS). Ces documents, publiés plusieurs mois avant les élections de mai 2007, devaient prendre le contre-pied des attaques du SLP et des Conservateurs à l’endroit du SNP et de sa plateforme économique, attaques que les responsables du SNP savaient d’expérience inévitables. Ils devaient qui plus est jouer un rôle d’apaisement et même de promotion à l’endroit du milieu des affaires écossais, comme en feront foi, nous le verrons, les promesses du SNP concernant la fiscalité corporative en situation d’indépendance. La campagne, et plus précisément la campagne économique du SNP sera donc lancée bien à l’avance, ce qui se révélera opportun : «This was undoubtedly the best funded, the best organised, the best planned and the most controlled campaign of the SNP’s history, and beat the other parties’s 2007 campaign hands down for professionalism» (Jones, 2007: 20). Cette campagne de 2007 sera intéressante, de notre point de vue, non pas seulement parce que le SNP réussira à rallier une partie de la classe d’affaires écossaise, mais surtout parce qu’elle dévoilera plus que jamais la nature économique du nationalisme médiatisé par le parti et même le rationnel économique à la base du projet sécessionniste.

Ce dernier sera exposé de façon limpide dans SIS, dès décembre 2006. Le SNP y exposera sa vision des finances publiques écossaises depuis trente ans, actuelles et advenant l’indépendance de l’Écosse. L’argument principal sera le suivant : il doit être admis que l’Écosse est depuis les années 1970 et serait après une potentielle sécession en situation de surplus budgétaire, à condition de prendre en compte les revenus pétroliers revenant «de bon droit», selon le SNP, à l’Écosse plutôt qu’à l’État britannique. À ceux qui n’en seraient pas convaincus, le SNP rétorquera qu’en définitive, ce qui importe n’est de toute manière pas l’équilibre budgétaire réel ou escompté (SIS, 2006 : 2) : «ce qui importe réellement quant à l’aspect économique de l’indépendance est l’impact potentiel du changement constitutionnel sur la croissance économique – pas la posture budgétaire héritée de l’Union»<sup>73</sup>. Les succès économiques de la Norvège dus à l’exploitation pétrolière seront évidemment une source d’inspiration importante pour le SNP (SIS, 2006 : 2), selon qui en tenant compte des revenus

<sup>73</sup> Toutes les citations provenant de SIS, 2006 sont mes traductions.

tirés de l'exploitation du Brent, «une Écosse indépendante hériterait probablement de la base fiscale la plus solide dont un État nouvellement indépendant ait jamais joui». Le SNP remontera de même jusqu'aux années 1970 afin de montrer que l'Écosse subventionne l'État britannique depuis trente ans par l'entremise des revenus pétroliers, puis qu'en tenant compte de ceux-ci il se révèle que l'Écosse ait accumulé, entre la fin 1970 et la fin 1990, des surplus budgétaires cumulatifs de l'ordre d'entre 25 et 35 milliards £ (SIS, 2006 : 3). Ces données, contestables puisque passées au filtre partisan, serviront à la fois à remettre à l'ordre du jour la question pétrolière et à sécuriser les Écossais quant au projet d'indépendance.

LSF, publié quelques semaines avant SIS, présentera un portrait plus général de la stratégie du SNP en matière d'économie politique, qui persistera à tabler sur l'exemple des petites nations européennes indépendantes et prospères mais évoquera de plus en plus, aussi, les régions et sociétés nationales autonomes telles que la Bavière, la Lombardie et la Catalogne. LSF servira de cadre économique à la plateforme électorale, qui en reprendra les formulations et les propositions. Le document met clairement en scène le nationalisme économique compétitif du SNP, qui y proposera (LSF, 2006 : 3) que l'Écosse devienne à moyen terme l'un des quinze pays les plus compétitifs du monde et «la plus compétitive des nations du R-U, considérant le fait que la Bavière est réputée plus compétitive que l'Allemagne, que la Catalogne est mieux classée que l'Espagne et la Lombardie que l'Italie»<sup>74</sup>. Le deuxième grand objectif évoqué dans LSF (2006 : 3) sera d'atteindre un taux annuel de croissance économique de 4%, similaire à celui des petites nations européennes : «performer à la manière des autres petites nations européennes engendrerait un bonus économique à l'indépendance de l'ordre de 19 milliards £ d'ici 2015, ou de 4000 £ par Écossais». Mis à part la Bavière, la Catalogne et la Lombardie, c'est l'Irlande – le «tigre celtique» – qui sera la plus souvent comparée à l'Écosse (LSF, 2006 : 5). Bien que, comme le souligneront Alexander (2003) et Bradley (2005), des parallèles puissent être tirés entre les économies irlandaise et écossaise, cette comparaison se révèlera d'abord stratégique et

---

<sup>74</sup> Toutes les citations provenant de LSF, 2006 sont mes traductions.

rhétorique. Ce qu'elle dit, c'est évidemment «voilà ce qu'une petite nation celte autrefois britannique peut accomplir en accédant à l'indépendance».

À ceux qui reprocheront au SNP de voir les économies écossaise et britannique comme étant en compétition, il sera répété dans LSF (2006 : 10) que «les pays et régions d'une même nation sont en compétition, qu'ils l'admettent ou non. La question est de savoir s'ils y réussissent. Selon le rapport de l'IMD<sup>75</sup>, la Bavière est plus compétitive que l'Allemagne, la Catalogne que l'Espagne et la Lombardie que l'Italie. Nous devons donc abandonner l'idée selon laquelle les pays et régions ne peuvent ni ne doivent entrer en compétition dans un cadre national». Comme cela avait été le cas en 2003 et en 2005, le SNP s'engagera dans LSF (2006 : 13) à réduire les impôts corporatifs, cette fois jusqu'à un taux de 20%, dix points sous le taux britannique de 30% : «il n'est pas surprenant que les petits pays d'Europe aient utilisé les taux d'imposition comme une manière efficace de rivaliser avec leurs plus grands voisins. En réduisant les impôts de chaque entreprise, la Suède, la Finlande et l'Irlande ont attiré de nouvelles entreprises et augmenté leurs revenus fiscaux totaux». Les taxes corporatives locales et la réglementation seraient aussi réduites par un gouvernement SNP (LSF, 2006 : 14-15), ce qui témoigne de la posture clairement néolibérale du parti, relevée notamment par Cuthbert et Cuthbert (2009 : 3) : «so here we have a vision which distrusts the role of government : favours a low tax, low regulation, business friendly approach, and sees opportunities in globalisation, and free movement of capital and labour». Cette posture n'empêchera toutefois pas le SNP (LSF, 2006 : 16) de proposer une accentuation des rôles des agences parapubliques de réseautage industriel, notamment de SE, HIE, EFS et IIS (SDI).

La conclusion de LSF (2006 : 20) servira d'introduction à la campagne électorale du SNP, qui insistera sur le choix historique offert aux Écossais :

En mai, les Écossais feront le choix du statu quo ou du changement. Le vrai choix se fera entre une politique économique écossaise et l'absence de politique économique. [...] Nous sommes au croisement entre deux avenirs potentiels pour l'Écosse. [...] L'avenir alternatif implique d'assumer la responsabilité de nos propres choix – un avenir fait de croissance économique et démographique, fondé sur la reconnaissance du fait que nous devons éléver

---

<sup>75</sup> Institute for Management Development (World Competitiveness Scoreboard for 2004).

notre jeu pour rivaliser et espérer les mêmes performances de notre petite nation que celles des autres petits et efficaces pays d'Europe.

C'est la rhétorique qu'utilisera en effet le SNP durant la campagne, comme en fera foi sa plateforme de 2007, *It's Time*. L'idée d'une Écosse devant faire partie de l'«Arc de Prospérité» nord-européen sera également reprise (SNP, 2007 : 18), servant de base à la symbolique du «lion celtique» : «l'Écosse est entourée par un Arc de Prospérité. En la Norvège, l'Islande et l'Irlande nous avons trois des six nations les plus riches du monde. Il n'y a pas de doute que l'Écosse a la population, le talent et les ressources pour égaler leur succès»<sup>76</sup>. Les mesures annoncées dans *It's Time* préciseront les stratégies fiscales minimalistes promues depuis 2003. Le SNP (2007 : 20) élu mettrait ainsi sur pied un *Small Business Bonus*, accordant des réductions de taxes locales de 100%, 50% ou 25% aux PME écossaises, selon leur taille. Sera également indiqué (SNP, 2006 : 21) qu'un gouvernement du SNP, bien que ne possédant pas les pouvoirs de réduire les impôts corporatifs, «enverra un signal clair de [son] intention de réduire par étapes jusqu'à 20%, lorsque le gouvernement Écossais sera responsable de ce levier financier, le taux d'impôt corporatif en Écosse». Nul doute que ce signal, à l'approche des élections, sera destiné à la fois au milieu des affaires écossais et aux électeurs plus libéraux.

Le SNP s'engagera à faire passer le nombre de ministères écossais de neuf à six, ce qu'il fera dès 2007 en convertissant le poste de MEFC en celui de «Ministre des Finances et de la Croissance Durable» (MFCD), regroupant les responsabilités du développement économique, des finances, du tourisme et des infrastructures. Il proposera enfin de mettre sur pied un *Scottish Investment Fund*, vers lequel seraient dirigés les surplus budgétaires et dont le mandat serait de fournir du capital patient et de risque aux entreprises en démarrage et du secteur de l'économie sociale (SNP, 2007 : 23). Le discours économique du SNP, cœur de sa campagne, semble avoir porté car le parti obtiendra ses meilleurs résultats électoraux depuis octobre 1974 et supplantera, en matière de sièges comme de voix – une première en Écosse depuis 1955 – le SLP en tant que premier parti d'Écosse (Denver, 2007; Jones, 2007). Bien que l'avance du SNP ait été très courte – 47 sièges contre 46 au SLP –, plus courte que ce

---

<sup>76</sup> Toutes les citations provenant de SNP, 2007 sont mes traductions.

que les sondages pré-électoraux indiquaient, cette élection sera historique, car en portant le SNP au pouvoir, les Écossais allaient engendrer une toute nouvelle dynamique, caractérisée par la différentiation désormais nette de deux espaces politiques. Comme le soulignera Jeffery (2008 : 207-208), «*the election of a nationalist government in Scotland in 2007 takes the territorial dynamics out of ‘family’ politics and brings a mutually reinforcing partisan and territorial cleavage into UK-Scottish relations. At the same time a new focus in Conservative opinion on articulating English dissatisfactions with Scotland’s place in the post-devolution state may deepen that territorial cleavage*».

Le SNP bénéficiera surtout de la dissolution du SSP et de la contre-performance des Verts (2 sièges). Le parti récoltera 33% (9% de plus qu'en 2003) des voix à l'échelle des circonscriptions et 31% (10% de plus qu'en 2003) à l'échelle régionale, contre 32,2% et 29,2% pour le SLP (Denver, 2007 : 67). Comme à l'accoutumé, les appuis au SNP seront assez également répartis géographiquement et démographiquement, bien que de meilleurs résultats au cœur de la Central Belt, haut lieu industriel écossais, semble indiquer que le milieu d'affaires et les travailleurs manuels aient été en partie convertis (Denver, 2007 : 69, 73-74). Que le SNP ait été en mesure, en 2007 comme lors des élections précédentes, de rallier des appuis dans toutes les classes sociales indique d'ailleurs une certaine efficacité de la rhétorique nationaliste, le SNP n'étant associé ni au monde syndical ni au monde patronal, mais à «l'Écosse d'abord» (Curtice, 2008 : 225; Denver, 2007 : 74). La tactique du SNP pour 2007 aura été efficace. En tablant à la fois sur le nationalisme, le développement économique et la social-démocratie – la croissance devant payer pour les programme sociaux écossais – le SNP sera en mesure de rallier une large base d'électeurs (Jones, 2007 : 11). On peut légitimement parler, donc, pour désigner la rhétorique du SNP en 2007, d'un nationalisme économique aux accents à la fois néolibéraux et sociaux-démocrates (Arnott, 2009), ou pour citer Cuthbert et Cuthbert (2009), de «*neo-liberalism with a hearth*». L'élection du SNP en 2007 ne relèvera pas d'une conversion des Écossais à l'indépendantisme, mais plutôt de la réussite du parti à rallier derrière lui une bonne partie des Écossais favorables à la fois à la dévolution et à la délégation de nouveaux pouvoirs, notamment fiscaux, au Parlement écossais – opinions majoritaires à l'échelle de l'Écosse

(Curtice, 2008 : 225). Le SNP demeurait qui plus est le parti réputé par le plus grand nombre d'Écossais comme agissant le plus souvent, et prioritairement, dans les intérêts de l'Écosse.

À la fois fort et faible de ses quarante-sept sièges sur 129, le SNP entamera suite aux élections des pourparlers avec les LD – détenant seize sièges –, de manière à former un gouvernement de coalition plus stable. Les négociations achopperont en raison de l'intention du SNP de tenir un référendum sur l'indépendance écossaise au cours de son mandat, potentiellement en 2010 (Arnott, 2009 : 4). Le SNP décidera donc de former seul un gouvernement fortement minoritaire, avec l'appui des deux députés verts. Le premier cabinet formé par le SNP et le PM Alex Salmond accordera le poste de MFCD à John Swinney, ex-chef du SNP (2000-2004). Swinney conservera ce poste jusqu'à aujourd'hui. Dès août 2007, plus ou moins trois mois après l'élection de mai, le gouvernement du SNP lancera sa «Conversation nationale», projet de livre blanc sur l'avenir constitutionnel de l'Écosse. Ce livre blanc devait permettre à la fois au SNP, au parti d'opposition et aux citoyens écossais de se prononcer sur cet avenir et de présenter leurs options. Le premier document publié par le gouvernement SNP dans le cadre de cette initiative, *Choosing Scotland's Future* (CSF), tracera les grandes lignes de cette «conversation» et établira les positions du SNP. Digne de mention est l'esprit républicain – par opposition au *Crown-in-Parliament* britannique – qui animera ce projet de livre blanc, rappelant la rhétorique de la SCC. Alex Salmond (CSF, 2007 : V) précisera ainsi en introduction que «la souveraineté de notre pays réside en son peuple. En tant que peuple souverain, le peuple d'Écosse – et seulement lui – a le droit de décider des formes de son gouvernement»<sup>77</sup>.

CSF abordera plusieurs aspects de l'activité gouvernementale écossaise, mais les revendications portées par le SNP en matières économique et fiscale seront sans doute parmi les plus clairement exposées (CSF, 2007 : 10-11). Réitérant sa position traditionnelle, le SNP soutiendra que l'Écosse est limitée, de par son statut constitutionnel, quant à ses choix économiques (CSF, 2007 : 10) :

Il manque à l'Écosse les outils nécessaires pour construire une Écosse plus riche. Par exemple, la dévolution des responsabilités en matières de politiques économiques et fiscales

---

<sup>77</sup> Toutes les citations provenant de CSF, 2007 sont mes traductions.

permettrait au gouvernement écossais d'élaborer un environnement fiscal permettant d'encourager les investissements en Écosse. En exerçant ces responsabilités le R-U doit agir pour le R-U en entier. De la perspective du R-U par exemple, des variations régionales au niveau des régimes fiscaux pourraient être interprétées comme distordant l'activité économique plutôt que comme des outils appropriés de développement économique adaptés aux conditions locales de l'Écosse ou autre. La dévolution des responsabilités générales de taxation et de dépense – «l'autonomie fiscale» – permettrait aux Parlement et Gouvernement écossais d'adapter le régime fiscal aux niveaux de dépenses publiques appropriés en regard des besoins de l'Écosse.

La position du SNP sera évidemment identique à celle de sa plateforme électorale : la délégation des pleins pouvoirs en matières économique et fiscale permettrait à l'Écosse de jouir de la même liberté que les autres petites nations européennes, et ainsi potentiellement du même niveau de prospérité (CSF, 2007 : 10). Le rapatriement des pouvoirs dans trois domaines précis sera proposé d'entrée de jeu par le SNP : la responsabilité législative en matière de compétition et de monopoles, la réglementation des services financiers – importante grappe «industrielle» écossaise – puis l'exploitation du pétrole et du gaz. La «Conversation nationale», dont CSF sera le premier document officiel, est un exemple probant du caractère prioritairement économique du nationalisme et du projet sécessionniste du SNP (Arnott, 2009). Nous le verrons, d'autres publications, particulièrement en 2009, viendront renforcer l'argument économique du SNP quant au projet d'indépendance.

Entre temps, dès novembre 2007, le gouvernement du SNP publiera, comme les gouvernements précédents, un document cadre de stratégie économique. La *Scottish Government Economic Strategy* (SGES) de 2007 – réalisée en collaboration avec le *Scottish Council of Economic Advisers*<sup>78</sup> (SCEA) mis sur pied dès fin mai – accentuera la rhétorique nationaliste du SNP, l'Écosse y étant constamment comparée aux petites nations indépendantes de «l'Arc de Prospérité» et placée en position de rivalité, plutôt que de coopération, avec le R-U. En fait, cette rhétorique des petites nations et du «lion celtique» se révélera ubiquitaire au sein de ce document : l'expression «Arc de Prospérité» y reviendra pas moins de quinze fois. Ainsi, selon Alex Salmond (SGES, 2007 : V), «l'Écosse n'a pas toujours été une économie à faible croissance. Il y a cent ans, l'Écosse était une géante

---

<sup>78</sup> Conseil économique international chargé d'aider le gouvernement écossais à générer compétitivité et croissance, regroupant notamment les économistes Andrew Hughes Hallett, cité plus haut, et Joseph Stiglitz.

économique, qui faisait de l'ombre au reste du monde. Nous avons aujourd'hui tout ce qu'il faut pour être un Lion celtique économique, rattraper, puis dépasser le Tigre irlandais. Avec cette stratégie et la volonté collective du peuple écossais, il n'y a pas de raison pour que nous ne puissions aspirer à être à nouveau les meilleurs»<sup>79</sup>. La SGES sera présentée comme une «stratégie distinctive» propre à l'Écosse, tirant des leçons non pas du modèle économique britannique, mais de ceux des petites nations européennes, plus semblables à l'Écosse (SGES, 2007 : 2) : «elle s'appuie sur les enseignements et les approches des petites économies indépendantes et prospères de Norvège, de Finlande, d'Islande, d'Irlande et du Danemark – ci-désignées comme les pays de l'Arc de Prospérité –, qui sont géographiquement proches et similaires à l'Écosse en terme d'échelle».

Les cinq «objectifs stratégiques» énoncés dans la SGES (2007 : 3-4) seront de faire de l'Écosse une nation plus riche et plus juste, plus intelligente, plus saine, plus sécuritaire et plus verte. De façon générale, la philosophie économique du SNP ne se distinguera pas de celle des administrations précédentes : hormis quelques revendications autonomistes en matière fiscale, pétrolières et internationales (SGES, 2007 : 7), l'accent sera mis sur les mesures micro- et mésoéconomiques de maximisation de la compétitivité, de la productivité, du savoir, des compétences puis du réseautage industriel, le défi étant «d'égaler les taux de croissance du PIB des petits pays de l'UE d'ici 2017 [...] et celui du R-U d'ici 2011» (SGES, 2007 : 11). La SGES, ainsi, persistera dans la foulée de CIS, du FEDS, de SSS et de SSS' en y ajoutant toutefois une teneur nationaliste et particulariste (Keating, 2010 : 239). Fait à noter, le SNP annoncera dans la SGES la mise sur pied, en plus du SCEA, d'un *National Economic Forum* (NEF), dont le mandat sera «de bâtir un consensus autour des contributions collectives nécessaires à la réalisation d'une croissance durable». Feront partie du NEF, qui tiendra sa première rencontre en février 2008 et symbolisera la volonté de partenariat et de rassemblement animant le nationalisme du SNP (Arnott, 2009 : 6), des membres et représentants de la communauté d'affaires, du milieu syndical et notamment du STUC, du gouvernement, des agences publiques et parapubliques centrales et locales, puis du secteur de l'économie sociale et solidaire.

<sup>79</sup> Toutes les citations provenant de SGES, 2007 sont mes traductions.

CSF et la SGES traceront les grandes lignes du «narratif» initial du SNP au pouvoir. Comme le fera remarquer Arnott (2009 : 8), «since coming to power the SNP administration has been highly focused on ‘crafting the narrative’ and on ensuring that there is an overarching story (the pursuit of economic prosperity – more recently survival – in order to achieve a wealthier, fairer Scotland) that can be easily understood and referenced across the different public and social policy fields». La rhétorique politique n'est cependant pas totalement désincarnée. Elle permet de faire le pont entre l'idéologie et l'action, servant dans cette logique d'intermédiaire entre les idées d'un parti et ses réalisations projetées ou réelles. En 2007 et 2008, les réalisations du SNP seront bien réelles. Un bon nombre de projets présentés dans ses plateformes électorales précédentes ainsi que dans CSF et la SGES seront menés à bien, notamment la mise sur pied du NEF et la réduction des impôts corporatifs locaux (Cuthbert et Cuthbert, 2009 : 5). Cette dernière réalisation, d'ailleurs, vaudra au SNP une popularité accrue au sein des milieux d'affaires de petite envergure, ayant bénéficié à plus de 150 000 PME écossaises (Bort, 2008; Cuthbert et Cuthbert, 2009 : 5). Parmi les autres accomplissements du SNP en matières économiques, on compte notamment le gel des taxes foncières locales, la révision du mandat de SE, dont les ressources seront désormais canalisées en priorité vers les grappes industrielles les plus performantes – notamment celles de l'énergie, des services financiers et corporatifs, de l'agroalimentaire, des biotechnologies et du tourisme –, la fondation de SDS et du *Scottish Futures Trust*, organe public de financement des infrastructures, l'élaboration du *Economic Recovery Plan* – en collaboration avec le SCEA – pour contrer les effets de la crise financière, la création de la *Scottish Investment Bank* (SIB), spécialisée en capital de risque, puis l'abolition des péages routiers. (Cuthbert et Cuthbert, 2009 : 5-6).

L'année 2008 verra la popularité du gouvernement SNP grimper de façon importante (Bort, 2008). On peut mesurer cette popularité, par exemple, à l'aune des résultats de l'élection britannique partielle dans Glasgow-Est, en juillet, alors que le SNP l'emportera avec un peu plus de 43% des voix dans cette circonscription qui était demeurée fidèle aux Travaillistes depuis...1922. Le SLP, tout comme les LD d'ailleurs, devront procéder devant la popularité du SNP à une réorganisation au sein de leur propre parti. À seulement quelques

jours d'intervalle, le 28 juin et le 2 juillet, la chef du SLP Wendy Alexander – qui s'était précédemment exprimée en faveur d'un référendum sur l'indépendance écossaise, déclenchant une véritable polémique politique – ainsi que le chef des LD Nicol Stephen démissionneront de leur poste. Plus intéressant encore, les propositions constitutionnelles du SNP et notamment, à défaut de l'indépendance politique, la délégation de nouveaux pouvoirs fiscaux au Parlement écossais, feront du chemin dans l'arène politique écossaise et même britannique. La mise sur pied de la *Commission on Scottish Devolution* (CSD) – ou *Calman Commission* – dès décembre 2007, devant faire contrepoids au SNP et à son projet d'indépendance, en témoignera, la commission et l'un de ses principaux acteurs, le PM britannique Gordon Brown, devant plaider en faveur d'une plus grande autonomie financière dès 2008 et subséquemment, dans son rapport final de juin 2009, *Serving Scotland Better* (SSB). Comme le soulignera Bort (2009), «for the SNP, the 'Constitutional Commission' heads in the right direction – more powers for the Parliament. An indication of this was Gordon Brown's (quasi) concession that Holyrood should have a greater say in setting taxes».

Les effets de la crise financière de 2007-2008 se feront évidemment sentir en Écosse comme ailleurs, et forceront le SNP à reconsidérer son discours sur «l'Arc de Prospérité» puis sur l'Irlande et l'Islande, particulièrement touchées par cette crise. Ce sera cependant aussi une opportunité pour le SNP de réitérer que le statut constitutionnel de l'Écosse l'empêche de pouvoir s'ajuster efficacement aux différentes conjonctures économiques. C'est l'argument qui sera défendu, d'ailleurs, dans *Fiscal Autonomy in Scotland* (FAIS) dès février 2009, document publié par le gouvernement du SNP dans le cadre de la «Conversation nationale». Le MFCD, John Swinney, y reconnaîtra en avant-propos que le SNP place le développement économique au cœur de son action au gouvernement, mais que ce gouvernement n'a pas les moyens de maximiser ce développement, qui plus est en temps de crise (FAIS, 2009 : 1) : «le gouvernement écossais n'a pas la possibilité d'emprunter prudemment ou de doper ses dépenses, puis est très limité quant aux réductions fiscales nécessaires pour stimuler la croissance. Bref, au moment où les besoins économiques de l'Écosse sont les plus grands, son gouvernement n'a pas le pouvoir de protéger

adéquatement ses citoyens et entreprises»<sup>80</sup>. Bien que la rhétorique des petites nations soit demeurée ubiquitaire (FAIS, 2009 : 11), les comparaisons fréquentes de l'Écosse avec le «tigre irlandais» laisseront toutefois place, vu l'ampleur du désastre financier en Irlande, à des comparaisons avec la Norvège, dont le fonds pétrolier aura contribué à amortir les effets de la crise (FAIS, 2009 : 10). Le SNP (FAIS, 2009 : 15) trouvera de plus dans le Pays Basque espagnol un exemple d'autonomie fiscale à suivre : «les succès économiques du Pays Basque fiscalement autonome par rapport à ceux du reste de l'Espagne, où le PIB per capita est d'environ 30% plus élevé que la moyenne espagnole, montre comment une autonomie significative au sein d'un grand État peut aussi conférer un avantage». Comme le soulignera le SNP, un assez large consensus existait déjà, en 2009, dans la population civile (FAIS, 2009 : 6) mais aussi parmi les économistes (Hallwood et MacDonald, 2005), en faveur d'une plus grande autonomie fiscale. Le SNP tablera sur ce consensus pour aller plus loin, et réclamer l'indépendance fiscale complète, «choisie par des nations similaires partout dans le monde» (FAIS, 2009 : 49).

Un autre document, publié par l'Exécutif en juin 2009, soulignera les réalisations du SNP «en attendant» cette indépendance. *Innovation for Scotland* (IFS), un peu comme SSS, servira en quelque sorte à faire la promotion des initiatives du SNP en matière d'aide au développement et à la compétitivité depuis 2007. Le contexte de crise, selon John Swinney (IFS, 2009 : 3), accentuera la pertinence de la stratégie «partenariale» du SNP : «IFS décrit comment le partenariat entre les entreprises, le Gouvernement, les agences et le monde académique est essentiel pour survivre au ralentissement économique et tirer pleinement avantage de la reprise lorsqu'elle surviendra»<sup>81</sup>. Grossièrement, IFS remettra à l'ordre du jour les politiques annoncées dans la SGES et en soulignera les motivations et les résultats. IFS, autrement dit, sera un exercice rhétorique, destiné à rappeler l'action du gouvernement SNP en temps de crise et, comme cela avait été le cas de CIS et de SSS, d'en appeler à un changement culturel (IFS, 2009 : 8) : «une transformation des attitudes et de la culture corporatives envers l'innovation est cruciale si nous devons modifier notre performance

---

<sup>80</sup> Toutes les citations provenant de FAIS, 2009 sont mes traductions.

<sup>81</sup> Toutes les citations provenant d'IFS, 2009 sont mes traductions.

économique et accomplir les objectifs nationaux du Gouvernement». Cela n'est pas inintéressant, puisque IFS permettra au SNP d'évaluer les impacts de ses propres initiatives, notamment quant à ses relations avec SE et HIE concernant les investissements devant être priorisés. Ainsi (IFS, 2009 : 30) «SE et HIE ont reçu le mandat clair de se concentrer sur des secteurs prioritaires et de supporter les entreprises, nonobstant leur taille, qui ont un haut potentiel de croissance et qui sont importantes pour l'économie nationale ou régionale. [...] Ces changements reflètent le rôle d'habilitation stratégique du Gouvernement»<sup>82</sup>.

La permanence du débat sur la propriété des ressources pétrolières et l'utilisation des revenus de leur exploitation reféra également surface en juillet 2009, dévoilant l'importance persistante de ce débat pour le SNP, son nationalisme et son projet politique. Dans le cadre de la «Conversation nationale» lancée par le SNP, le gouvernement publierà *An Oil Fund for Scotland* (OFFS), document réitérant l'intention récurrente du SNP de mettre sur pied un fonds pétrolier à partir des revenus de l'exploitation des gisements de Brent extracôtiers. La gestion de cette exploitation et de ses revenus étant de compétence réservée par Westminster, le SNP en proposera la dévolution, à défaut de l'indépendance politique. Les exemples de la Norvège – exemple classique invoqué par le SNP –, de l'Alberta et de l'Alaska seront utilisés (OFFS, 2009 : 7) pour montrer comment ce genre de fonds permet aux États indépendants ou fédérés de générer des revenus durables à partir de l'exploitation de ressources non-renouvelables. La mise sur pied d'un tel fonds – et donc la dévolution des pouvoirs en matière de pétrole et de gaz – sera présentée par le SNP comme fournissant plusieurs avantages (OFFS, 2009 : 23) : des revenus fiscaux durables, une équité intergénérationnelle, une stabilité macroéconomique accrue, une redistribution des richesses vers les autres secteurs de l'économie et ainsi une diversification économique potentiellement plus grande, un enrichissement des collectivités locales et un financement facilité des technologies d'exploitation des ressources énergétiques renouvelables.

Le document économique clef – outre la SGES – du premier gouvernement SNP et de la «Conversation nationale» sera toutefois publié en novembre 2009 et présenté comme

---

<sup>82</sup> Il est à noter qu'à son arrivée au pouvoir, le SNP abolira les LEC et transfèrera leurs responsabilités à SE et HIE (Keating, 2010 : 234).

une réponse aux propositions finales de la CSD, publiées en juin 2009 dans SSB. *Supporting Business and Enterprise* (SBAE) se révélera un plaidoyer en faveur de l’indépendance de l’Écosse, présentée comme nécessaire à son épanouissement économique. John Sweeney (SBAE, 2009 : 3), en avant-propos, sera clair : «cette récession a fourni de nouvelles preuves – si cela était nécessaire – de la nécessité d’une plus grande autonomie du Gouvernement écossais afin de gérer l’économie écossaise et d’améliorer l’environnement d’affaires. [...] Le temps est venu pour une nouvelle approche, qui donnera à l’Écosse la responsabilité de ses leviers économiques et nous permettra d’atteindre notre plein potentiel en tant que nation»<sup>83</sup>. Les mérites économiques de quatre options constitutionnelles – le statu quo, celle de la CSD, le *dévo-max* et l’indépendance – seront évalués, l’indépendance tenant évidemment le haut du pavé. Les recommandations de la CSD seront sévèrement – et sans surprise – critiquées pour leur timidité, le SNP (SBAE, 2009 : 19) considérant que «la Commission avalise les conditions qui ont sous-tendu la croissance économique plus faible de l’Écosse en comparaison du R-U». La dévolution totale des pouvoirs fiscaux, ou *dévo-max*, sera présentée comme l’option la plus intéressante «en attendant», qui permettrait entre autres une réduction substantielle des impôts corporatifs et l’octroi de pouvoirs d’emprunt au Parlement écossais (SBAE, 2009 : 21-24). L’indépendance sera présentée comme la meilleure option sur sept plans (SBAE, 2009 : 25) : la levée des impôts, la compétition industrielle, les services financiers, le commerce international, la formation technique, l’immigration et les infrastructures de transport. Ainsi, «contrairement aux autres options constitutionnelles, une Écosse indépendante aurait la capacité d’influencer et de façonnez les politiques économiques à l’échelle locale, nationale et internationale d’une façon lui étant actuellement inaccessible» (SBAE, 2009 : 33).

Le livre blanc issu de la «Conversation nationale», *Your Scotland, Your Voice* (YSYV), un volumineux document de deux-cents pages, sera publié le 30 novembre 2009, jour de la *St-Andrews*. L’indépendance, ou du moins l’autonomie fiscale complète, y sera présentée non seulement comme souhaitable, mais qui plus est comme relevant de la «responsabilité» du gouvernement écossais (YSYV, 2009 : 21) : «la prospérité d’une nation

<sup>83</sup> Toutes les citations provenant de SBAE, 2009 sont mes traductions.

dépend de ce que tous ses membres jouent leurs rôles – en tant que travailleurs, consommateurs, bénévoles et gens d’affaires. Le rôle du gouvernement est de rendre leur succès possible en investissant dans ce peuple et son milieu de vie, puis en luttant contre les obstacles à la croissance économique durable»<sup>84</sup>. L’appartenance à un grand ensemble politique sera ainsi clairement présentée comme un obstacle (YSYV, 2009 : 25) : «l’économie écossaise est soumise à un ensemble de politiques fiscales de type ‘one size fits all’, ajustées selon les conditions prévalant au R-U en général et ne visant pas à répondre aux besoins particuliers de l’Écosse. Notre capacité à prendre des mesures rapides de stabilisation économique, par l’entremise de réductions fiscales ou d’un accroissement des dépenses publiques, en est sévèrement réduite». YSYV servira de base au programme électoral du SNP pour 2011, le plus gros de l’année politique 2010 ayant été monopolisé par les débats autour de la tenue d’un référendum sur l’indépendance écossaise, référendum que le SNP, en raison de sa position minoritaire au Parlement, ne sera finalement pas en mesure de tenir. Cet «échec» forcera cependant le SNP à abandonner quelque peu la question de l’indépendance au cours de sa campagne électorale (Gall, 2011 : 368), qui portera donc plutôt sur le bilan économique du SNP, présenté comme particulièrement reluisant, puis sur une potentielle dévolution des responsabilités fiscales au Parlement écossais.

La plateforme électorale du SNP pour 2011, *Re-Elect a Scottish Government Working for Scotland* – le «working» signifiant à la fois «travaillant» et «fonctionnant» –, sera particulièrement étoffée. Le projet sécessionniste y sera effectivement quelque peu laissé de côté, question de mieux souligner les réussites économiques du gouvernement SNP dans le cadre constitutionnel actuel de l’Écosse. Le SNP souhaitera montrer qu’il est en mesure de tirer le meilleur de ce cadre, puis réitérer qu’il serait possible d’améliorer celui-ci avant de procéder à l’indépendance. Là-dessus, l’avant-propos du PM Alex Salmond sera clair (SNP, 2011 : 3) :

Dans le cadre de notre travail de création d’emplois en Écosse, nous poursuivrons nos efforts pour récupérer de nouveaux pouvoirs créateurs d’emplois pour le Parlement écossais. Avec le support des Écossais lors de cette élection, nous ferons pression pour que des améliorations soient apportées au Scotland Bill actuel de manière à déléguer de plus grandes

---

<sup>84</sup> Toutes les citations provenant de YSYV, 2009 sont mes traductions.

responsabilités fiscales au Parlement écossais. Cela inclura la responsabilité des impôts corporatifs et des droits d'accise, les pouvoirs d'emprunt et la gestion de la Commission du Domaine de la Couronne. Nous présenterons nos propositions et donnerons aux Écossais la possibilité de voter en faveur des pleins pouvoirs économiques par un référendum sur l'indépendance.

Quelques nouvelles mesures seront annoncées, notamment quant à la réforme du secteur bancaire et à l'accentuation de la diplomatie économique, notamment par l'entremise de SE' et de SDI (SNP, 2011 : 10, 29). Néanmoins, l'argument principal du SNP, en accord avec les sondages indiquant qu'une claire majorité d'Écossais favorisaient l'accroissement des pouvoirs financiers du Parlement, sera qu'il faille insister sur la nécessité d'une autonomie budgétaire et fiscale accrue (SNP, 2011 : 28) : «la responsabilité des impôts corporatifs permettrait à l'Écosse d'en faire plus pour la création d'emplois et pour la compétitivité et le succès de notre économie. Une victoire du SNP dans cette élection enverra un message fort au gouvernement du R-U réclamant pour l'Écosse la responsabilité de ces impôts».

Le message électoral du SNP, davantage axé sur l'efficacité économique et l'autonomie financière et fiscale, semblera porter. Non seulement, ce qui est absolument révélateur quant à notre propos, la communauté d'affaires écossaise se ralliera-t-elle massivement derrière le SNP lors de ces élections de 2011 (Gall, 2011 : 366), mais malgré un déficit de plus de dix points de pourcentage face au SLP dans les premiers sondages pré-électoraux (Gall, 2011, 363), le SNP réussira la meilleure performance électorale d'un parti écossais depuis celle du SLP à l'élection générale britannique de 1997 (McCrone, 2001 : 106). Le SNP récoltera 45,4% des voix à l'échelle des circonscriptions, 12,5% de plus qu'en 2007, puis 44% des voix au niveau des régions, 13% de plus qu'en 2007. Cela lui permettra de former un gouvernement assez largement majoritaire, avec 69 sièges sur 129 (Curtice et Steven, 2011 : 4-5). Le SNP venait de faire mentir plusieurs observateurs de la scène politique écossaise, qui soutenaient depuis les années 1990 que le SLP demeurerait pour longtemps la formation politique dominante en Écosse, mais aussi que le système électoral écossais ne permettrait jamais l'avènement d'un gouvernement majoritaire, encore moins du SNP (Gall, 2011 : 364). Une fois de plus, les appuis du SNP seront également répartis sur tout le territoire écossais, y compris dans la Central Belt et les Hautes-Terres. C'est au sud, à la frontière avec l'Angleterre, que les appuis au SNP seront les moins élevés, les

Conservateurs y ayant fait bonne figure (Sanford, 2011 : 9). Le SLP récoltera pour sa part 31,7% des voix au niveau des circonscriptions et 26,3% au niveau régional, mais cela ne lui assurera que 37 sièges.

Alex Salmond et John Swinney seront ainsi reconduits dans leurs fonctions et le nouveau gouvernement SNP publiera, dès la mi-septembre 2011, sa seconde *Scottish Government Economic Strategy* (SGES'). Celle-ci sera autrement plus volumineuse que la première, comprenant une centaine de pages. Récupérant d'importantes portions de la SGES de 2007 ainsi que de YSYV, FAIS et SBAE, elle indiquera aussi clairement que le gouvernement du SNP entendait – de nouveau – faire du développement économique sa priorité. La rhétorique axée sur «l'Arc de Prospérité» formé des petites nations européennes nordiques sera presque complètement abandonnée, laissant place à un discours plus agressif en matière d'autonomie financière et fiscale (SGES', 2012 : 10), autonomie présentée comme devant «donner des dents économiques» au Parlement écossais. Le PM Alex Salmond résumera le ton du document, en avant-propos (SGES', 2011 : 6) :

La [SGES'] utilise pleinement nos leviers actuels afin d'accélérer la reprise, de créer des emplois et de stimuler la croissance. Notre compétence économique et financière a été reconnue par les familles et les entreprises à travers l'Écosse. Mais il est plus important encore de réfléchir à ce que nous pourrions faire de plus si nous avions un plus grand accès aux leviers de cette croissance économique. Le besoin de changement est urgent et le Parlement écossais doit réellement se doter de 'dents économiques'<sup>85</sup>.

Une attention plus importante sera également apportée au développement du secteur des énergies renouvelables, l'Écosse étant présentée comme jouissant d'un «avantage compétitif national» important dans ce domaine, notamment du fait de son potentiel éolien et marémoteur. Le SNP proposera ainsi de faire de l'Écosse une économie verte de pointe en Europe, une destination de choix pour les entreprises opérant de ces secteurs et potentiellement une exportatrice d'énergie éolienne et marémotrice (SGES', 2011 : 16, 53-58).

Comme cela avait été le cas en 2007, le SNP annoncera également en 2011 qu'il entend tenir un référendum sur l'indépendance de l'Écosse au cours de son mandat, probablement vers 2014. Son statut majoritaire et les quelques publications qui suivront la

---

<sup>85</sup> Toutes les citations provenant de SGES', 2011 sont mes traductions.

SGES', notamment *Your Scotland, Your Future* dès octobre 2011 et *Your Scotland, Your Referendum* en janvier 2012, laissent croire en la possible tenue, cette fois, d'un tel référendum. La SGES' (2011 : 82) exprimera clairement, une fois de plus, le rationnel économique à la base du projet sécessionniste, notamment concernant la possibilité d'une plus grande flexibilité fiscale :

Les opportunités de mettre en place des politiques compétitivistes, notamment en matières fiscales, sont strictement limitées. Ainsi, nous ne pouvons user de tout l'éventail de leviers économiques pouvant compléter les forces spécifiques de l'économie écossaise ou pouvant remédier à ses faiblesses. C'est là une des raisons pour lesquelles nous tiendrons un référendum sur le changement constitutionnel au cours de ce mandat. Seule l'indépendance accordera à l'Écosse tous les pouvoirs économiques dont jouissent les autres petites nations indépendantes pour promouvoir la croissance, l'emploi et des opportunités pour tous de se démarquer.

Un certain nombre de nouvelles politiques seront également annoncées, notamment la relance de la stratégie des «zones entrepreneuriales» qui avait été mise en place à partir du début des années 1980 (SGES', 2011 : 8). De façon générale, la SGES' relèvera de la même philosophie économique que la SGES, SSS', SSS et le FEDS. Les politiques micro- et mésoéconomiques de gestion de l'offre – infrastructures, formation professionnelle et technique, réseautage industriel, R&D, promotion des investissements étrangers et de l'exportation – continueront ainsi d'être largement priorisées.

La SGES' sera la dernière grande publication économique du SNP en date. En mai 2012, cela a fait cinq ans que l'Écosse est gouvernée par ce parti nationaliste et sécessionniste, sans toutefois qu'une quelconque modification constitutionnelle d'importance n'ait encore été apportée. Comme notre revue de sa rhétorique économique depuis 2007 le montre, la question nationale écossaise est très prioritairement envisagée sous l'angle des avantages économiques que pourraient apporter l'indépendance et/ou une plus grande autonomie du Parlement écossais. La nation écossaise elle-même est présentée de façon assez claire comme une «économie» en compétition avec d'autres et notamment avec le R-U, économie à laquelle toutes les couches de la société doivent participer en vue d'assurer la prospérité et la postérité nationales. Le nationalisme économique du SNP, ainsi, repose sur un certain nombre de postulats : l'avantage compétitif du statut de «petite nation»; la nocivité économique du cadre politique britannique; l'incomplétude du processus de

dévolution, notamment en matières fiscales et financières; l'existence d'une économie écossaise aux besoins particuliers; la coextensivité de l'autonomie ou de l'indépendance politique et de la croissance économique; la nécessité d'un partenariat social et économique large à l'échelle écossaise – regroupant gouvernement, agences publiques et parapubliques, milieux d'affaires et syndicats; la propriété écossaise d'une portion substantielle des réserves de pétrole extracôtières; le caractère à la fois incontournable et bénéfique de l'ouverture économique.

Tous ces postulats constituent l'armature du discours nationaliste du SNP en matières économiques et constitutionnelles. Le fait qu'un tel discours puisse avoir une portée politique et électorale visiblement si importante aujourd'hui est digne d'intérêt. Comme nous avons tenté de le montrer, ce n'est qu'en fonction des importantes transformations économiques et institutionnelles des trente ou même quarante dernières années – portées en partie par les autres formations politiques écossaises et britanniques, notamment par les Travaillistes à compter de la fin des années 1990 – qu'un tel discours a pu se constituer et se révéler vraisemblable et pertinent. Bien que les appuis du monde des affaires écossais au SNP se soient accrus de manière importante depuis la dévolution de 1997 – notamment au détriment des Conservateurs – cela ne signifie cependant ni que la rhétorique ni que le projet du SNP fassent consensus. Non seulement, selon les plus récents sondages, le projet «d'indépendance au sein de l'UE» n'obtient-il plus ou moins que de 30% d'appuis populaires (Keating, 2011 : 6) – l'option du *dévo-max* étant largement favorisée, à plus de 60% – mais qui plus est de nombreux économistes émettent de sérieuses réserves quant à la capacité économique de l'Écosse de faire sécession du R-U. La trop grande insistance du SNP et la dépendance de son projet envers l'exploitation pétrolière est notamment critiquée, tout comme la stratégie de réduction drastique des impôts corporatifs (McCrone, 2012). Quoi qu'il en soit, la campagne référendaire du SNP, *Scotland Forward*, est officiellement lancée. Il est fort probable que le référendum à venir comprenne deux questions : l'une sur l'accession de l'Écosse à l'indépendance politique, l'autre sur la délégation de nouveaux, sinon de tous les pouvoirs fiscaux et financiers au Parlement écossais. Une réponse positive

des Écossais à l'une ou l'autre de ces questions, en définitive, pourrait être interprétée par le SNP comme une victoire.

## Conclusions

Quelques observateurs de la situation écossaise concluent aujourd'hui que l'Écosse pourrait finalement accéder à la souveraineté politique sans même que le nationalisme ait un rôle important à jouer quant à ce changement constitutionnel (Tait, 2007 : 111). C'est bien mal comprendre et apprécier la nature polymorphe et le caractère potentiellement économique – plutôt qu'identitaire, historique, linguistique ou culturel – du nationalisme que d'affirmer une telle chose. L'Écosse est traversée par un puissant mouvement nationaliste. De la CSA et de la SCC au SLP et au SNP actuels, ce nationalisme aura pris différentes formes et promu différents projets, de la dévolution parlementaire à l'indépendance complète. Que ce nationalisme soit de nature prioritairement économique, comme nous avons tenté de le montrer, que ses porteurs accordent plus d'importance à la croissance économique et à l'autonomie fiscale qu'à la résurgence du gaélique ou à l'homogénéité culturelle de l'Écosse n'en altère aucunement l'importance. Bien au contraire, dans une perspective sociologique, le mouvement nationaliste écossais est révélateur d'un phénomène dont l'étude n'en est encore qu'à ses débuts. Il a longtemps été avancé que la transition au néolibéralisme et que l'approfondissement des dynamiques de la globalisation allaient progressivement éroder les bases sur lesquelles s'appuyaient jusqu'ici les logiques du nationalisme, réputées – par l'École moderniste en particulier – être profondément liées aux formes traditionnelles de l'État national moderne et de l'industrie capitaliste, elles-mêmes depuis plusieurs décennies en instance de transformation. Or, il est de plus en plus évident qu'un tel lien de causalité n'existe pas – ou du moins que partiellement – et que les sociétés nationales autonomes telle que l'Écosse, les nations minoritaires et autres États-régions, ont vu leurs mouvements nationalistes renforcés par ces transformations.

Nous cherchions par ce mémoire à tester l'hypothèse selon laquelle, en Écosse, la transition au néolibéralisme telle qu'opérée notamment au courant des années 1980 se soit vue récupérée par le mouvement nationaliste, ce nationalisme se révélant ainsi de nature

davantage économique qu'historique ou culturelle et empruntant de plus en plus à la rhétorique du régionalisme et du compétitivisme. Notre prétention était ainsi de montrer que la transition au néolibéralisme aura permis une transition concomitante au niveau du nationalisme écossais, celui-ci étant médiatisé par ses promoteurs comme présentant une «relation symbiotique» (Graefe, 2005 : 53) avec le compétitivisme économique. Les documents partisans et gouvernementaux analysés dans notre quatrième chapitre, nous semble-t-il, dévoilent une telle «symbiose» entre le nationalisme écossais tel que médiatisé, notamment, par le SNP, puis le régionalisme économique – «la nouvelle économie politique des petites nations», diraient Cardinal et Papillon (2011) – compris comme la maximisation de l'avantage compétitif découlant d'une concentration géographique et démographique de l'activité économique au sein d'un espace politique plus restreint, en l'occurrence de l'Écosse plutôt que du R-U. Toute la rhétorique axée sur la prospérité économique des petites nations indépendantes européennes, «l'Axe de Prospérité», le «lion celtique», le fonds pétrolier norvégien, la nécessité de l'autonomie fiscale et financière par rapport au R-U, l'importance des grappes industrielles, le réseautage gouvernement-agences-entreprises-institutions académiques-communautés locales puis le besoin d'un partenariat large des différents acteurs de la société civile écossaise au nom de la croissance économique, fait montre de cette relation établie progressivement au cours des trente dernières années entre nationalisme, développement économique et autonomie politique.

Trois axes de recherche devaient nous intéresser plus particulièrement afin d'expliquer les logiques de formation d'un tel discours nationaliste. Premièrement, nous voulions montrer comment le passage au néolibéralisme au R-U, tel qu'opéré sous Thatcher notamment, a pu avoir pour effet de solidifier le statut d'économie régionale «autonome» de l'Écosse, statut, comme nous l'avons vu, s'étant progressivement établi après 1945. Dans cette perspective, nous avons entre autres dévoilé comment la «nouvelle droite» représentée par les Conservateurs à l'échelle britannique aura consolidé la transition vers une économie postfordiste, impliquant le retrait de l'État et l'abandon des politiques macroéconomiques keynésiennes qui avaient caractérisé la période 1945-1975. Ce retrait de l'État, impliquant notamment la privatisation partielle ou complète d'un grand nombre d'entreprises publiques,

la fin des politiques de développement régional axées sur la redistribution à partir du centre, la promotion de l'entrepreneuriat, l'ouverture au commerce international et autres aura notamment pour effet de réduire substantiellement le rôle de cet État britannique quant au développement économique de l'Écosse et d'accentuer celui des instances publiques et parapubliques propres à l'Écosse, telles que le SO, le HIDB, la SDA, le SCDI et LIS. Cette logique s'approfondira au courant des années 1980, notamment en raison du déclin rapide de l'industrie traditionnelle écossaise et de l'essor des secteurs de l'électronique et des services, qui accroiront l'importance du développement économique local et du réseautage régional et international, pris en charge à partir de la fin de cette décennie par SFE, HIE, SE, et les LEC.

Cette transformation des logiques du développement économique régional, l'importance stratégique accrue de ces institutions écossaises et la grande impopularité des gouvernements Thatcher et Major (1979-1997) – notamment due à leur autoritarisme et à leur philosophies économique et sociale – permettront aux mouvements nationalistes et autonomistes écossais, notamment à la SCC et au SNP, d'ajuster leurs discours de manière à les présenter comme des discours de décentralisation économique, l'Écosse étant présentée comme devant et pouvant exercer un plus grand contrôle sur ses propres activités dans ce domaine. Ce que notre second axe de recherche devait montrer, soit que la transition opérée au courant des années 1980 ait permis aux nationalistes écossais d'envisager et de présenter la nation écossaise comme une «économie» davantage que comme une entité culturelle et/ou historique, se présentera donc de façon assez claire dès la fin des années 1980. Certaines politiques économiques du gouvernement Thatcher, en premier lieu sa fameuse *poll tax*, seront ainsi présentées non seulement comme impropre aux intérêts de l'Écosse et incompatibles avec les principes désormais largement acceptés de développement régional autonome, mais comme des menaces à l'identité nationale écossaise. La formation de la CSA, de l'APTSC puis subséquemment de la SCC, relèvera de ce mouvement autonomiste qui, au même titre que le SNP et comme en témoignent les passages de SPSR cités, présentera l'autonomie politique et le développement économique maximal de l'Écosse comme inextricablement liés. La mise sur pied de STI et de SE' au début des années 1990

répondra aussi de cette logique et solidifiera le réseau écossais d'institutions de diplomatie économique permettant d'entrevoir la possibilité d'une plus grande autonomie de l'Écosse sur les plans du développement et du commerce international. Il n'est ainsi pas surprenant que la fin de «l'ère Thatcher» et l'élection du NL aient donné lieu à l'épisode référendaire de 1997, dont le succès sera en grande partie tributaire, comme nous l'avons montré, du fait qu'une majorité d'Écossais aient cru que la dévolution permettrait une amélioration économique.

Notre quatrième chapitre aura permis de travailler au troisième axe de recherche identifié en introduction, qui consistait à déterminer le type de politiques économiques émergeant de ces nouveaux discours nationalistes ainsi que son rapport à l'autonomie et/ou à l'indépendance politique de l'Écosse. Nous aurons entre autres montré comment les stratégies économiques des deux premiers gouvernements écossais, formés de la coalition SLP/LD, auront été axées sur des politiques de type *supply-side* et notamment sur le réseautage industriel et la promotion des grappes sectorielles, la formation professionnelle et technique, la R&D, l'innovation, l'accroissement de la productivité, l'attraction du capital étranger et l'aide à l'exportation. Les publications gouvernementales de la coalition SLP/SD, de CIS à SSS' en passant par le FEDS et SSS, insisteront toutes sur ce genre de politiques, correspondant non seulement aux pouvoirs limités du nouveau Parlement écossais mais surtout aux nouvelles exigences de l'économie néolibérale. Que les discours économiques de cette coalition n'aient pas été à teneur particulièrement nationaliste n'empêchera pas le SLP, dès 2007, de promouvoir au sein de la CSD la dévolution de nouveaux pouvoirs fiscaux et financiers au Parlement écossais. Qui plus est, le SNP élu en 2007 tablera sur le travail des gouvernements précédents, ses stratégies économiques ne s'éloignant que très peu de celles de ses prédécesseurs. Le SNP se révélera, il est vrai, plus agressif sur la question de la réduction des impôts corporatifs, prenant exemple sur l'Irlande et les pays scandinaves. Cette rhétorique lui permettra de lier la question de la compétitivité économique de l'Écosse à celle de son statut constitutionnel, mais se révélera en continuité avec les logiques économiques néolibérales établies par les gouvernements précédents. Ces logiques permettront au SNP, autrement dit, de justifier à la fois l'autonomie économique assurée par

la dévolution et la nécessité d'un approfondissement de ce processus, par le biais de l'indépendance ou, à défaut, du *dévo-max*.

Tout cela nous démontre que le passage au néolibéralisme aura, en Écosse, permis au mouvement nationaliste d'émerger en tant que force politique et électorale depuis le début des années 1970 en profitant de l'opportunité que lui offraient les nouvelles théories du régionalisme économique et du compétitivisme, particulièrement attrayantes pour une économie telle que l'Écosse. Cela ne signifie pas, toutefois, que le mouvement nationaliste écossais ait conduit l'Écosse sur la voie de la convergence néolibérale. Comme nous l'a enseigné, depuis maintenant près de vingt ans, la littérature sur les «variétés du capitalisme», il existe plusieurs types de libéralisation économique, toujours dépendants des arrangements institutionnels propres à chaque société nationale (Thelen, 2012). Globalement, il apparaît légitime de dire avec Keating (2009 : 122-123) que l'Écosse appartient désormais au camp des petites économies néo-corporatistes, fondées sur une concertation sociale importante et la mise en place de partenariats socioéconomiques destinés à générer efficacité et légitimité :

Scotland, for its part, does have some of the characteristics of the partnership nations. It is of a small scale, with a high degree of personal acquaintance among elites in different fields, permitting the construction of networks and multiple points of encounter. There is a rather more consensual style of policy-making than at the UK level, the product of political culture, proportional representation and the weakness of executive government, which means that politicians have to reach out to policy networks for ideas and for implementation. The minority SNP Government elected in 2007 has even more need to reach out, and partnership is part of its core philosophy.

L'étude de la rhétorique du SNP permet de constater que le nationalisme, et qui plus est le nationalisme économique, semblent aussi avoir un rôle important à jouer dans la justification et la mise en forme de cette philosophie partenariale. L'étude plus approfondie des liens à établir entre nationalisme économique, régionalisme et néo-corporatisme serait ainsi une avenue de recherche intéressante et importante, présentant le potentiel d'étendre aux sociétés nationales autonomes telle que l'Écosse les démonstrations réalisées par Katzenstein (1985, 2003) au niveau des petites nations européennes.

Cela nous ramène à notre prétention de départ, celle «d'ouvrir à partir de l'Écosse un champ de réflexion sur le nationalisme économique en contexte minoritaire». Serait-il

possible, autrement dit, d'étendre aux cas du Québec, du Pays Basque, de la Catalogne, de la Flandre, du Pays de Galles, de la Corse et autres, nos observations du cas écossais ? Y aurait-il un ou des lien(s) de causalité générale à établir, autrement dit, entre la transition au néolibéralisme et l'influence grandissante et désormais importante, depuis trente ans, des mouvements nationalistes et autonomistes présents dans chacun de ces cas ? Une étude de cas telle que celle-ci ne permet pas de l'affirmer, mais certainement d'en soulever la possibilité.

## **BIBLIOGRAPHIE**

### **Ouvrages par ordre alphabétique**

Abdelal, Rawi, Blyth, Mark et Craig Parsons (dir.), 2010, *Constructing the International Economy*, Ithaca, Cornell University Press, 294 pages.

Abdelal, Rawi, 2001, *National Purpose in the World Economy. Post-Soviet States in Comparative Perspective*, Ithaca, Cornell University Press, 221 pages.

Agnew, John, 2005, *Hegemony: The New Shape of Global Power*, Philadelphie, Temple University Press, 288 pages.

Alexander, Wendy, 2003, *Chasing the Tartan Tiger: Lessons from a Celtic Cousin?*, Londres, The Smith Institute, 87 pages.

Amin, Ash (dir.), 1994, *Post-Fordism: A Reader*, Malden, Blackwell, 448 pages.

Anderson, Benedict, 1996, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 213 pages.

Anson-Meyer, Monique, 1982, *Friedrich List un économiste du développement au XIX<sup>e</sup> siècle*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 239 pages.

Armstrong, John A., 1982, *Nations before Nationalism*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 411 pages.

Aron, Raymond, 1984, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 794 pages.

Axelrod, Robert, 1984, *The Evolution of Cooperation*, New-York, Basic Books, 241 pages.

Badie, Bertrand, 1995, *La fin des territoires*, Paris, Fayard, 276 pages.

Bairoch, Paul, 1993, *Economics and World History: Myths and Paradoxes*, Chicago, University of Chicago Press, 200 pages.

Beaud, Michel et Dostaler, Gilles, 1996, *La pensée économique depuis Keynes*, Paris, Seuil, 444 pages.

Beck, Ulrich, 2003, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 561 pages.

- Beiner, Ronald, *Theorizing Nationalism*, Albany, State University of New-York Press, 338 pages.
- Béland, Daniel et Lecours, André, 2008, *Nationalism and Social Policy. The Politics of Territorial Solidarity*, New-York, Oxford University Press, 255 pages.
- Berger, Suzanne et Dore, Ronald (dir.), 1996, *National Diversity and Global Capitalism*, Ithaca, Cornell University Press, 387 pages.
- Bernard, Michel, 1997, *L'utopie néolibérale*, Montréal, Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, 318 pages.
- Best, Michael, 2001, *The New Competitive Advantage. The Renewal of American Industry*, New-York, Oxford University Press, 304 pages.
- Best, Michael, 1990, *The New Competition. Institutions of Corporate Restructuring*, Cambridge, Polity Press, 296 pages.
- Bezbakh, Pierre et Gherardi, Sophie (dir.), 2011, *Dictionnaire de l'économie*, Paris, Larousse, 656 pages.
- Blyth, Mark, 2002, *Great Transformations. Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, New-York, Cambridge University Press, 284 pages.
- Bourque, Gilles, Duchastel, Jules et André Kuzminski (dir.), 1997, *Feu la société globale*, Cahiers de recherche sociologique, no.28, 191 pages.
- Boyer, Robert et Drache, Daniel (dir.), 1996, *States Against Markets, the Limits of Globalization*, New-York, Routledge, 464 pages.
- Billig, Michael, 1995, *Banal Nationalism*, Londres, Sage Publications, 200 pages.
- Breuilly, John, 1994, *Nationalism and the State (Second Edition)*, Chicago, University of Chicago Press, 474 pages.
- Bronk, Richard, 2009, *The Romantic Economist. Imagination in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 382 pages.
- Brooks, Clem et Manza, Jeff, 2007, *Why Welfare States Persist. The Importance of Public Opinion in Democracies*, Chicago, University of Chicago Press, 195 pages.
- Brown, M.E., Lynn-Jones, S.M. et S.E. Miller (dir.), 1996, *Debating the Democratic Peace*, Cambridge, MIT Press, 413 pages.

- Brubaker, Rogers, 1996, *Nationalism Reframed: Nationhood and the National Question in the New Europe*. Cambridge, Cambridge University Press, 214 pages.
- Brunelle, Dorval, 2003, *Dérive globale*, Montréal, Boréal, 224 pages.
- Buck, Philip W., 1964, *The Politics of Mercantilism*, New York, Octagon Books, 240 pages.
- Calhoun, Craig, 1998, *Nationalism*, Minnesota, University of Minnesota Press, 176 pages.
- Calhoun, Craig, 2007, *Nations Matter: Citizenship, Solidarity and the Cosmopolitan Dream*, New-York, Routledge, 248 pages.
- Cameron, Angus et Palan, Ronan, 2004, *The Imagined Economies of Globalization*, London, SAGE Publications, 186 pages.
- Chang, Ha-Joon, 2008, *Bad Samaritans. The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, New-York, Bloomsbury Press, 276 pages.
- Chang, Ha-Joon, 2003a, *Globalisation, Economic Development and the Role of the State*, New-York, Zed Books, 335 pages.
- Chang, Ha-Joon, 2003b, *Kicking Away the Ladder. Development Strategy in Historical Perspective*, Des Plaines, Anthem Press, 187 pages.
- Colbourne, Maurice, 1933, *Economic Nationalism*, Londres, Figurehead, 284 pages.
- Cordellier, Serge (dir.), 2000, *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 177 pages.
- Côté, Louis, Lévesque, Benoît et Guy Morneau, 2009, *État stratégique et participation citoyenne*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 274 pages.
- Coyle, Diane, Alexander, Wendy & Brian Ashcroft (dir.), 2005, *New Wealth for Old Nations. Scotland's Economic Prospects*, Princeton, Princeton University Press, 244 pages.
- Crouch, Colin et Streeck, Wolfgang (dir.), 1997, *Political Economy of Modern Capitalism. Mapping Convergence & Diversity*, Thousand Oaks, SAGE Publications, 212 pages.

- Devine, T.M. (dir.), 2008, *Scotland and the Union 1707-2007*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 246 pages.
- Devine, T.M., 1999, *The Scottish Nation. A History 1700-2000*, New-York, Penguin, 695 pages.
- Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), 2005, *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 279 pages.
- Dieckhoff, Alain et Jaffrelot, Christophe (dir.), 2006, *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 463 pages.
- Dieckhoff, Alain, 2000, *La Nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 355 pages.
- Dobbin, Frank (dir.), 2004, *The New Economic Sociology. A Reader*, Princeton, Princeton University Press, 565 pages.
- Dostaler, Gilles, 2007, *Le libéralisme de Hayek*, Paris, La Découverte, 128 pages.
- Duchein, Michel, 1998, *Histoire de l'Écosse*, Paris, Fayard, 593 pages.
- Dufour, Frédéric-Guillaume, 2001, *Patriotisme constitutionnel et nationalisme. Sur Jürgen Habermas*, Montréal, Liber, 230 pages.
- Esping-Andersen, Gøsta (dir.), 1996a, *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*, Londres, SAGE Publications, 276 pages.
- Ferguson, William, 1998, *The Identity of the Scottish Nation. An Historic Quest*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 341 pages.
- Freitag, Michel et Pineault, Éric (dir.), 1999, *Le Monde enchaîné*, Montréal, Nota Bene, 331 pages.
- Friedman, Milton, 2010, *Capitalisme et liberté*, Paris, Leduc, 316 pages.
- Fukuyama, Francis, 1992, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 451 pages.
- Gagnon, Alain-G. et Requejo, Ferran (dir.), 2011, *Nations en quête de reconnaissance. Regards croisés Québec-Catalogne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 241 pages.
- Gagnon, Alain-G., 2011, *L'Âge des incertitudes. Essais sur le fédéralisme et la diversité nationale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 210 pages.

- Gagnon, Alain-G., Lecours, André et Geneviève Nootens (dir.), 2007, *Les Nationalismes majoritaires contemporains: identité, mémoire, pouvoir*, Montréal, Québec Amérique, 311 pages.
- Gagnon, Alain-G. (dir.), 2003, *Québec: État et société. Tome 2*, Montréal, Québec/Amérique, 588 pages.
- Gagnon, Alain-G. et Noël, Alain (dir.), 1995, *L'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, 305 pages.
- Gagnon, Alain-G. (dir.), 1994, *Québec: État et société*, Montréal, Québec/Amérique, 509 pages.
- Gamble, Andrew, 1994, *The Free Economy and the Strong State: the Politics of Thatcherism*, 2<sup>e</sup> édition, Londres, Macmillan, 282 pages.
- Garrett, Geoffrey, 1998a, *Partisan Politics in the Global Economy*, New-York, Cambridge University Press, 185 pages.
- Gellner, Ernest, 1999, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 208 pages.
- Giddens, Anthony, 1998, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Malden, Blackwell, 176 pages.
- Giddens, Anthony, 1994, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Malden, Blackwell, 288 pages.
- Gill, Louis, 2002, *Le néolibéralisme*, Montréal, Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, 84 pages.
- Gilpin, Robert, 2001, *Global Political Economy. Understanding the International Economic Order*, Princeton, Princeton University Press, 423 pages.
- Golay, Frank H., Anspach, Ralph, Pfanner, M. Ruth et Elizer B. Ayal, 1969, *Underdevelopment and Economic Nationalism in Southeast Asia*, Ithaca, Cornell University Press, 528 pages.
- Granovetter, Mark et Swedberg, Richard (dir.), 2011, *The Sociology of Economic Life (Third Edition)*, Boulder, Westview Press, 545 pages.
- Greenfeld, Liah, 1992, *Nationalism. Five Roads to Modernity*, Cambridge, Harvard University Press, 569 pages.

- Greenfeld, Liah, 2003, *The Spirit of Capitalism. Nationalism and Economic Growth*, Cambridge, Harvard University Press, 541 pages.
- Greenspan, Alan, 2007, *Le temps des turbulences*, Paris, JC Lattès, 677 pages.
- Guibernau, Montserrat, 1999, *Nations Without States. Political Communities in a Global Age*, Malden, Blackwell, 216 pages.
- Guibernau, Montserrat, 1996, *Nationalisms. The Nation-State and Nationalism in the Twentieth Century*, Malden, Blackwell, 174 pages.
- Habermas, Jürgen, 2000, *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 150 pages.
- Hall, Peter A. (dir.), 1989, *The Political Power of Economic Ideas. Keynesianism Across Nations*, Princeton, Princeton University Press, 406 pages.
- Hall, Peter A. et Soskice, David (dir.), 2001, *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*, New-York, Oxford University Press, 570 pages.
- Harvie, Christopher, 2004, *Scotland and Nationalism. Scottish Society and Politics 1707 to the Present* (Fourth Edition), Londres, Routledge, 278 pages.
- Hastings, Adrian, 1997, *The Construction of Nationhood. Ethnicity, Religion and Nationalism*, New-York, Cambridge University Press, 235 pages.
- Hayek, Friedrich A., 1985, *La route de la servitude*, Paris, Presses Universitaires de France, 180 pages.
- Hechter, Michael, 1999, *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development*, New Brunswick, Transaction Publishers, 390 pages.
- Hechter, Michael, 1975, *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development. 1536-1966*, Berkeley, University of California Press, 380 pages.
- Heilperin, Michael A., 1963, *Le nationalisme économique*, Paris, Payot, 248 pages.
- Helleiner, Eric et Pickel, Andreas (dir.), 2005, *Economic Nationalism in a Globalizing World*, Ithaca, Cornell University Press, 271 pages.
- Helleiner, Eric, 1994, *States and the Reemergence of Global Finance. From Bretton Woods to the 1990s*, New-York, Cornell University Press, 244 pages.

- Herrera, Yoshiko M., 2005, *Imagined Economies. The Sources of Russian Regionalism*, New-York, Cambridge University Press, 288 pages.
- Hertz, Frederick, 1947, *The Economic Problem of the Danubian States: A Study in Economic Nationalism*, Londres, Victor Gollancz, 223 pages.
- Hieronymi, Otto, 1980, *The New Economic Nationalism*, New-York, Preager, 223 pages.
- Hobsbawm, Eric, 1992, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 371 pages.
- Hobson, John M., 2000, *The State and International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 266 pages.
- Hobson, John M. et Seabrooke, Leonard (dir.), 2007, *Everyday Politics of the World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 264 pages.
- Hodgson, Geoffrey M., 2004, *The Evolution of Institutional Economics. Agency, structure and Darwinism in American Institutionalism*, New-York, Routledge, 534 pages.
- Hodgson, Geoffrey M., 2001, *How Economics Forgot History. The problem of historical specificity in social science*, New-York, Routledge, 422 pages.
- Hood, Neil, Peat, Jeremy, Peters, Ewen et Stephen Young (dir.), 2002, *Scotland in a Global Economy. The 2020 Vision*, New-York, Palgrave MacMillan, 360 pages.
- Jackson, Alvin, 2012, *The Two Unions. Ireland, Scotland and the Survival of the United Kingdom, 1707-1997*, New-York, Oxford University Press, 467 pages.
- Jalbert, Lizette et Beaudry, Lucille (dir.), 1987, *Les métamorphoses de la pensée libérale: sur le néolibéralisme actuel*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 237 pages.
- Jessop, Bob, 2002, *The Future of the Capitalist State*, Cambridge, Polity Press, 330 pages.
- Johnson, H.G., 1967, *Economic Nationalism in Old and New States*, Chicago, University of Chicago Press, 145 pages.
- Kalberg, Stephen, 2010, *Les valeurs, les idées et les intérêts. Introduction à la sociologie de Max Weber*. Paris, La Découverte, 276 pages.

- Katzenstein, Peter J., 1985, *Small States in World Markets. Industrial Policy in Europe*, Ithaca, Cornell University Press, 268 pages.
- Kavanagh, Dennis, 1990, *Thatcherism and British Politics: The End of Consensus?*, New-York, Oxford University Press, 339 pages.
- Keating, Michael, 2010, *The Government of Scotland. Public Policy Making After Devolution (Second Edition)*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 288 pages.
- Keating, Michael, 2009, *The Independence of Scotland. Self-government and the Shifting Politics of Union*, Oxford, Oxford University Press, 214 pages.
- Keating, Michael (dir.), 2007, *Scottish Social Democracy. Progressive Ideas for Public Policy*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 289 pages.
- Keating, Michael, 2001, *Nations Against the State: The New Politics of Nationalism in Quebec, Catalonia and Scotland*, Londres, Palgrave MacMillan, 320 pages.
- Keating, Michael, 1997a, *Les défis du nationalisme moderne. Québec, Catalogne, Écosse*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 296 pages.
- Keating, Michael et Loughlin, John (dir.), 1997, *The Political Economy of Regionalism*, New-York, Routledge, 491 pages.
- Keating, Michael, Loughlin, John et Kris Deschouwer, 2003, *Culture, Institutions and Economic Development. A Study of Eight European Regions*, Northampton, Edward Elgar Publishing, 215 pages.
- Kébabdjian, Gérard, 1999, *Les théories de l'économie politique internationale*, Paris, Éditions du Seuil, 308 pages.
- Kedourie, Elie, 1993, *Nationalism*, Oxford, Blackwell, 176 pages.
- Kenny, Michael, 2004, *The Politics of Identity*, Malden, Blackwell, 212 pages.
- Keohane, Robert O. et Nye Jr., Joseph Samuel, 2000, *Power and Interdependence*, New-York, Longman, 352 pages.
- Krugman, Paul, 1995, *Development, geography and economic theory*, London, MIT Press, 127 pages.
- Lassman, Peter et Speirs, Ronald (dir.), 1994, *Weber Political Writings*, New-York, Cambridge University Press, 390 pages.

- List, Friedrich et Hirst, Margaret Esther, 1909, *Life of Friedrich List And Selections From His Writings (1909)*, New-York, Charles Scribner's Sons, 331 pages.
- List, Friedrich, 1998, *Système national d'économie politique*, Paris, Gallimard, 573 pages.
- Loughlin, John (dir.), 2001, *Subnational Democracy in the European Union. Challenges and Opportunities*, New-York, Oxford University Press, 422 pages.
- MacLeod, Alex et O'Meara, Dan (dir.), 2010, *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Édition, Outremont, Athéna, 661 pages.
- Manent, Pierre, 2006, *La raison des nations. Réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, 100 pages.
- Mayall, James, 1990, *Nationalism and International Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 184 pages.
- McCrone, David, 2001, *Understanding Scotland: the sociology of a nation*, New-York, Routledge, 216 pages.
- McEwen, Nicola, 2006, *Nationalism and the State. Welfare and Identity in Scotland and Quebec*, Bruxelles, P.I.E-Peter Lang, 212 pages.
- McGarry, John et Keating, Michael (dir.), 2006, *European Integration and the Nationalities Question*, New-York, Routledge, 402 pages.
- McNally, David, 2006, *Another World is Possible*, Winnipeg, Arbeiter Ring, 408 pages.
- Miller, David, 2000, *Citizenship and National Identity*, Cambridge, Polity Press, 216 pages.
- Miller, David, 1995, *On Nationality*, New-York, Oxford University Press, 210 pages.
- Mirowski, Philip et Plehwe, Dieter (dir.), 2009, *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, 469 pages.
- Mitchell, James, Bennie, Lynn et Rob Johns, 2012, *The Scottish National Party. Transition to Power*, New-York, Oxford University Press, 188 pages.
- Monière, Denis, 2001, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 148 pages.

- Montoussé, Marc, 2010, *L'École historique allemande. Origines, portée et postérité*, Paris, Bréal, 186 pages.
- Nairn, Tom, 2003, *The Break-Up of Britain. Crisis and Neo-Nationalism. 3rd Updated Edition*, Melbourne, Common Ground Publishing, 428 pages.
- Nairn, Tom, 1997, *Faces of Nationalism. Janus Revisited*, New-York, Verso, 246 pages.
- Nairn, Tom, 1977, *The Break-Up of Britain. Crisis and Neo-Nationalism*, London, New-Left Books, 368 pages.
- Norel, Philipp, 2004, *L'invention du marché. Une histoire économique de la mondialisation*, Paris, Seuil, 580 pages.
- Ohmae, K., 1991, *The Borderless World: Power and Strategy in the Interlinked Economy*, Toronto, Harper Collins, 240 pages.
- Panitch, Leo et Leys, Colin (dir.), 2004, *The Globalization Decade: A Critical Reader*, Londres, Merlin Press, 336 pages.
- Paquerot, Sylvie (dir.), 1996, *L'État aux orties ?*, Montréal, Écosociété, 282 pages.
- Paquin, Stéphane, 2001, *La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation*, Montréal, VLB Éditeur, 219 pages.
- Passet, René, 2010, *Les grandes représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire. De l'univers magique au tourbillon créateur*, Paris, LLL, 950 pages.
- Pasvolsky, Leo, 1928, *Economic Nationalism of the Danubian States*, Washington, Brookings, 609 pages.
- Pickel, Andreas, 2006, *The Problem of Order in the Global Age. Systems and Mechanisms*, New-York, Palgrave MacMillan, 218 pages.
- Pierson, Paul, 1994, *Dismantling the Welfare State? Reagan, Thatcher, and the Politics of Retrenchment*, New-York, Cambridge University Press, 213 pages.
- Polanyi, Karl, 1983, *La Grande Transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 420 pages.
- Porter, Michael, 1998, *The Competitive Advantage of Nations*, New-York, Free Press, 896 pages.
- Reich, Robert, 1992, *The Work of Nations*, New-York, Vintage Books, 352 pages.

- Ricardo, David, 1999, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Paris, Flammarion, 508 pages.
- Riddell, Barry, 1969, *Economic Nationalism*, Toronto, Maclean-Hunter, 53 pages.
- Riddell, Peter, 1989, *The Thatcher Decade*, Oxford, Basil Blackwell, 236 pages.
- Riutort, Philippe, 2004, *Précis de sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 612 pages.
- Roger, Antoine, 2001, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Colin, 192 pages.
- Rosenberg, Justin, 2002, *The Follies of Globalisation Theory*, London, Verso, 224 pages.
- Saul, John Ralston, 2007, *Mort de la globalisation*, Paris, Payot & Rivages, 429 pages.
- Schnapper, Dominique, 1994, *La communauté des citoyens*, Paris, Gallimard, 320 pages.
- Schnapper, Dominique, 2002, *La démocratie providentielle*, Paris, Gallimard, 341 pages.
- Skocpol, Theda, Evans, Peter B. et Dietrich Rueschemeyer (dir.), 1985, *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 404 pages.
- Smith, Adam, 1991, *La richesse des nations. Tome 1*, Paris, Flammarion, 531 pages.
- Smith, Adam, 1991, *La richesse des nations. Tome 2*, Paris, Flammarion, 637 pages.
- Smith, Anthony D., 1995, *Nations and Nationalism in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 211 pages.
- Smith, Anthony D., 1988, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, Blackwell, 336 pages.
- Stevenson, Garth, 2006, *Parallel Paths. The Development of Nationalism in Ireland and Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 437 pages.
- St-Onge, J.-Claude, 2000, *L'imposture néolibérale. Marché, liberté et justice sociale*, Montréal, Écosociété, 202 pages.
- Stewart, David, 2009, *The Path to Devolution and Change. A Political History of Scotland Under Margaret Thatcher*, New-York, Tauris Academic Studies, 306 pages.
- Stiglitz, Joseph E., 2002, *Globalization and its Discontents*, New-York, W.W. Norton & Company, 304 pages.

- Stocker, Gerry, 2004, *Transforming Local Governance: From Thatcherism to New Labour*, New-York, Palgrave MacMillan, 250 pages.
- Swank, Duane, 2002, *Global Capital, Political Institutions, and Policy Change in Developed Welfare States*, Cambridge, Cambridge University Press, 334 pages.
- Swedberg, Richard, 1998, *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 315 pages.
- Szporluk, Roman, 1988, *Communism & Nationalism. Karl Marx versus Friedrich List*, New-York, Oxford University Press, 307 pages.
- Taylor, Bridget, et Thomson, Katarina (dir.), 1999, *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, 252 pages.
- Tilly, Charles, 1975, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 711 pages.
- Tilly, Charles, 1992, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990*, Paris, Aubier, 431 pages.
- Tilly, Charles, 1993, *Les révolutions européennes 1492-1992*, Paris, Seuil, 403 pages.
- Todd, Emmanuel, 1998, *L'illusion économique*, Paris, Gallimard, 392 pages.
- Trigilia, Carlo, 2002, *Sociologie économique. État, marché et société dans le capitalisme moderne*, Paris, Armand Colin, 252 pages.
- Vogel, Steven K., 1996, *Freer Markets, More Rules. Regulatory Reform in Advanced Industrial Countries*, Ithaca, Cornell University Press, 296 pages.
- Walras, Léon, 1988, *Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale*, Paris, Economica, 888 pages.
- Watts, Ronald, 2002, *Comparaison des régimes fédéraux (Deuxième édition)*, Montréal, McGill-Queen's, 142 pages.
- Weber, Max, 2004, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 531 pages.
- Weber, Max, 1995, *Économie et société. Tome 1*, Paris, Pocket, 411 pages.
- Weber, Max, 1995, *Économie et société. Tome 2*, Paris, Pocket, 425 pages.

Weiss, Linda, 1998, *The Myth of the Powerless State: Governing the Economy in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 280 pages.

Weiss, Linda, 2003, *States in the Global Economy: Bringing Domestic Institutions Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 380 pages.

Woods, Ngaire (dir.), 2000, *The Political Economy of Globalization*, New-York, St. Martin's Press, 230 pages.

### **Chapitres d'ouvrages par ordre alphabétique**

Alexander, Wendy, Armstrong, Jo, Ashcroft, Brian, Coyle, Diane et John McLaren, 2005, «The Political Economy of Scotland, Past and Present», dans Coyle *et al.* (dir.), *New Wealth for Old Nations. Scotland's Economic Prospects*, Princeton, Princeton University Press, p. 11-31.

Ascherson, Neal, 2008, «Future of an Unloved Union», dans Devine, T.M. (dir.), *Scotland and the Union 1707-2007*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 228-239.

Ashcroft, Brian, 2002, «The Scottish Economy», dans Hood *et al.* (dir.), *Scotland in a Global Economy. The 2020 Vision*, New-York, Palgrave MacMillan, p.13-31.

Balke, Florence, 2005, «Deuxième partie: L'affirmation d'une région européenne : l'action extra-étatique de l'Écosse en Europe», dans Balke, Florence, *L'Écosse dans l'Union Européenne depuis l'Acte de Dévolution de 1998*, Thèse inédite, p. 31-58, version électronique : [http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2005/balke\\_f/pdf/balke\\_f.pdf](http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2005/balke_f/pdf/balke_f.pdf)

Birnbaum, Pierre, 2006, «Les théories sociologiques face au nationalisme», dans Dieckhoff, Alain et Jaffrelot, Christophe (dir.), *Repenser le nationalisme. Théories et pratiques*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, p. 131-166.

Bond, Ross et Rosie, Michael, 2006, «Routes into Scottishness?», dans Bromley, Catherine, Curtice, John, McCrone, Davie et Alison Park (dir.), *Has Devolution Delivered?*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 141-158.

Bradley, John, 2005, «Committing to Growth in a Small European Country», dans Coyle *et al.* (dir.), *New Wealth for Old Nations. Scotland's Economic Prospects*, Princeton, Princeton University Press, p. 210-231.

- Bromley, Catherine, 2006, «Holyrood 2003 – Where were the Voters?», dans Bromley, Catherine, Curtice, John, McCrone, Davie et Alison Park (dir.), *Has Devolution Delivered?*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 71-89.
- Chorney, Harold, Mendell, Marguerite, et Philip Hansen, 1987, «Les sources de la Nouvelle Droite américaine», dans Jalbert, Lizette et Beaudry, Lucille (dir.), 1987, *Les métamorphoses de la pensée libérale : sur le néolibéralisme actuel*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 87-124.
- Curtice, John, 2008, «How Firm are the Foundations? Public Attitudes to the Union in 2007», dans Devine, T.M. (dir.), *Scotland and the Union 1707-2007*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 210-227.
- Curtice, John, 1999, «Is Scotland a nation and Wales not?», dans Taylor, Bridget et Thomson, Katarina (dir.), *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, p. 119-147.
- Cuthbert, Jim et Cuthbert, Margaret, 2009, «SNP Economic Strategy : Neo-Liberalism with a Hearth», dans Hassan, Gerry (dir.), *The Modern SNP: From Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 105-119.
- Desrosiers, Marie-Eve et Massie, Justin, 2010, «Le néolibéralisme et la synthèse néonéo», dans MacLeod, Alex et O'Meara, Dan (dir.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Édition, Outremont, Athéna, p. 153-176.
- Devine, T.M., 2005a, «The Modern Economy: Scotland and the Act of Union», dans Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 13-33.
- Devine, T.M., 2005b, «Industrialisation», dans Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 34-70.
- Dostaler, Gilles, 1996, «Du libéralisme au néolibéralisme», dans Paquerot, Sylvie, *L'État aux orties ?*, Montréal, Écosociété, p. 41-51.
- Eichler, Maya, 2005, «Explaining Postcommunist Transformations: Economic Nationalism in Ukraine and Russia», dans Helleiner, Eric et Pickel, Andreas (dir.), *Economic Nationalism in a Globalizing World*, Ithaca, Cornell University Press, p. 69-87.

Esping-Anderson, Gøsta, 1996b, «After the Golden Age? Welfare State Dilemmas in a Global Economy», dans Esping-Anderson, Gøsta (dir.), *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*, Londres, Sage, p. 1-31.

Finlay, Richard J., 2008, «Thatcherism and the Union», dans Devine, T.M. (dir.), *Scotland and the Union 1707-2007*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 157-174.

Firn, John R., 2002, «Economic Governance and the Scottish Economy: 1980-2020», dans Hood *et al.* (dir.), *Scotland in a Global Economy. The 2020 Vision*, New-York, Palgrave MacMillan, p. 313-330

Gagnon, Alain-G., 2001a, «Le Québec, une nation inscrite au sein d'une démocratie étriquée», dans Maclure, Jocelyn et Gagnon, Alain-G (dir.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*, Montréal, Québec-Amérique, p. 37-65.

Graefe, Peter, 2007, «State Restructuring and the Failure of Competitive Nationalism: Trying Times for Quebec Labor», dans Murphy, M. (dir.), *Canada: The State of the Federation 2005. Quebec and Canada in the New Century – New Dynamics, New Opportunities*, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, p. 153-176.

Graefe, Peter, 2005, «The Dynamics of the Parti Québécois in Power. Social Democracy and Competitive Nationalism», dans Carroll, William K. et Ratner, R.S. (dir.), *Challenges and Perils. Social Democracy in Neoliberal Times*, Halifax, Fernwood Publishing, p. 46-66.

Graefe, Peter, 2003, «Nationalisme et compétitivité : le Québec peut-il gagner si les Québécois perdent?», dans Gagnon, Alain G. (dir.), *Québec : État et société. Tome 2*, Montréal, Québec/Amérique, p. 481-503.

Graham, Andrew, 1997, «The UK 1979-95: Myths and Realities of Conservative Capitalism», dans Crouch, Colin et Streeck, Wolfgang (dir.), *Political Economy of Modern Capitalism. Mapping Convergence & Diversity*, Thousand Oaks, SAGE Publications, p. 117-132.

Groulx, Richard, 1987, «La gouvernabilité en crise : fin de l'État-providence ou émergence d'un État disciplinaire du néo-libéralisme?», dans Jalbert, Lizette et Beaudry, Lucille (dir.), 1987, *Les métamorphoses de la pensée libérale : sur le néolibéralisme actuel*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 193-226.

- Guibernau, Monserrat, 2011, «Nationalisme sans État», dans Gagnon, Alain-G et Requejo, Ferran (dir.), *Nations en quête de reconnaissance. Regards croisés Québec-Catalogne*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, p. 95-119.
- Hallwood, P. et MacDonald, R., 2005, «The Economic Case for Fiscal Federalism», dans Coyle *et al.* (dir.), *New Wealth for Old Nations. Scotland's Economic Prospects*, Princeton, Princeton University Press, p. 96-116.
- Heath, Anthony et Taylor, Bridget, 1999, «Were the Scottish and Welsh referendums second-order elections?», dans Taylor, Bridget et Thomson, Katarina (dir.), *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, p.149-168.
- Helleiner, Eric, 2005, «Why Would Nationalist Not Want a National Currency? The Case of Quebec», dans Helleiner, Eric et Pickel, Andreas (dir.), *Economic Nationalism in a Globalizing World*, Ithaca, Cornell University Press, p. 164-180.
- Hepburn, Eve, 2006, «Scottish Autonomy and European Integration. The Response of Scotland's Political Parties», dans McGarry, John et Keating, Michael (dir.), *European Integration and the Nationalities Question*, New-York, Routledge, p. 225-238.
- Herrera, Yoshiko M., 2010, «Imagined Economies. Constructivist Political Economy, Nationalism, and Economic-based Sovereignty Movements in Russia», dans Abdel, Rawi, Blyth, Mark et Craig Parsons (dir.), *Constructing the International Economy*, Ithaca, Cornell University Press, p. 114-133.
- Horn, Rob Van et Philip Mirowski, 2009, «The Rise of the Chicago School of Economics and the Birth of Neoliberalism», dans Mirowski, Philip et Plehwe, Dieter (dir.), *The Road from Mont Pèlerin: The Making of the Neoliberal Thought Collective*, Cambridge, Harvard University Press, p. 139-178.
- Jeffery, Charlie, 2008, «Where Stands the Union Now? Scottish-English Relations after Devolution», dans Devine, T.M. (dir.), *Scotland and the Union 1707-2007*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 195-209.
- Jessop, Bob, 1994, «Post-Fordism and the State», dans Amin, Ash (dir.), *Post-Fordism: A Reader*, Malden, Blackwell, p. 251-279.
- Kaufman, Jan, 1990, «How to Define Economic Nationalism? A Critical Review of Some Old and New Standpoints», dans Szlajfer, Henryk (dir.), *Economic Nationalism in East-Central Europe and South America*, Genève, Droz, p. 17-54.

- Keating, Michael, 2003, «Nations sans État ou États régionaux ? Le débat sur la territorialité et le pouvoir à l'heure de la mondialisation», dans Gagnon, Alain-G. (dir.), *Québec: État et société* (Tome 2), Montréal, Québec Amérique, p. 439-454.
- Kim, Bo Yung, 2007, «Conservative Ideology : Thatcher and Major Government», dans Kim, Bo Yung, *Role of Political Ideology in Policy Development of Personal Social Services from 1960s to 2000s in Britain*, Thèse doctorale inédite, version électronique : <http://borongs.wordpress.com/2007/06/05/chapter-4-conservative-ideology-thatcher-and-major-government/>
- Knafo, Samuel, 2010, «L'économie politique internationale», dans MacLeod, Alex et O'Meara, Dan (dir.), *Théories des relations internationales. Contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Édition, Outremont, Athéna, p. 439-459.
- Latouche, Daniel, 1995, «Le Canada et le Québec à l'heure de la globalisation et de l'incertitude», dans Gagnon, Alain-G et Noël, Alain (dir.), *L'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique, p. 30-54.
- Lee, C.H., 2005a, «The Establishment of the Financial Network», dans Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 100-127.
- Lee, C.H., 2005b, «Unbalanced Growth : Prosperity and Deprivation», dans Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 208-232.
- Loughlin, John et Peters, Guy, 1997, «State Traditions, Administrative Reform and Regionalization», dans Keating, Michael et Loughlin, John (dir.), *The Political Economy of Regionalism*, New-York, Routledge, p. 41-62.
- Martin, Pierre, 1997, «When Nationalism Meets Continentalism : The Politics of Free Trade in Quebec», dans Keating, Michael et Loughlin, John (dir.), *The Political Economy of Regionalism*, New-York, Routledge, p. 236-261.
- McCrone, David et Lewis, Bethan, 1999, «The Scottish and Welsh referendum campaigns», dans Taylor, Bridget et Thomson, Katarina (dir.), *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, p. 17-39.
- Meadwell, Hudson, 2001, «When Voice Encourages Exit», dans Archer, Keith et Young, Lisa (dir.), *Regionalism and Party Politics in Canada*, Toronto, Oxford University Press, p. 192-208.

- Miller, David, 2001, «*In Defence of Nationality*», dans Hutchinson, John et Smith, Anthony D. (dir.), *Nationalism: Critical Concepts in Political Science*, New-York, Routledge, p. 1676-1694.
- Miller, W.L., 2008, «The Death of Unionism?», dans Devine, T.M. (dir.), *Scotland and the Union 1707-2007*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 175-192.
- Mitchell, James, 2004, «Scotland: Expectations, Policy Types and Devolution», dans Trench, Alan (dir.), *Has Devolution Made a Difference? The State of the Nations 2004*, Charlottesville, Imprint Academic, p. 11-41.
- Mitchell, James, 1997, «Scotland, the Union State and the International Environment», dans Keating, Michael et Loughlin, John (dir.), *The Political Economy of Regionalism*, New-York, Routledge, p. 406-421.
- Myles, John, 1996, «When Markets Fail: Social Welfare in Canada and the United States», dans Esping-Anderson, Gøsta (dir.), *Welfare States in Transition. National Adaptations in Global Economies*, Londres, Sage, p.116-140.
- Park, Alison et McCrone, David, 2006, «The Devolution Conundrum?», dans Bromley, Catherine, Curtice, John, McCrone, Davie et Alison Park (dir.), *Has Devolution Delivered?*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 15-28.
- Paterson, Lindsay, 2006, «Sources of Support for the SNP», dans Bromley, Catherine, Curtice, John, McCrone, Davie et Alison Park (dir.), *Has Devolution Delivered?*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 46-68.
- Paterson, Lindsay et Wyn Jones, Richard, 1999, «Does civil society drive constitutional change? The case of Wales and Scotland», dans Taylor, Bridget et Thomson, Katarina (dir.), *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, p. 169-197.
- Peden, G.C., 2005, «The Managed Economy: Scotland, 1919-2000», dans Devine, T.M., Lee, C.H., et G.C. Peden (dir.), *The Transformation of Scotland. The Economy Since 1700*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 233-265.
- Pickel, Andreas, 2005, «Introduction: False Opposition. Recontextualizing Economic Nationalism in a Globalizing World», dans Helleiner, Eric et Pickel, Andreas (dir.), *Economic Nationalism in a Globalizing World*, Ithaca, Cornell University Press, p. 1-17.

Surridge, Paula, 2006, «A Better Union?», dans Bromley, Catherine, Curtice, John, McCrone, Davie et Alison Park (dir.), *Has Devolution Delivered?*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 29-45.

Surridge, Paula et McCrone, David, 1999, «The 1997 Scottish referendum vote», dans Taylor, Bridget et Thomson, Katarina (dir.), *Scotland and Wales: Nations Again?*, Cardiff, University of Wales Press, p. 41-64.

Trench, Alan, 2004, «Introduction: Has Devolution Made a Difference?», dans Trench, Alan (dir.), 2004, *Has Devolution Made a Difference? The State of the Nations 2004*, Charlottesville, Imprint Academic, p. 1-10.

### **Articles par ordre alphabétique**

Amin, Ash et Tomaney, John, 1995, «The Regional Dilemma in a Neo-Liberal Europe», *European Urban and Regional Studies*, vol.2, no.2, p. 171-188.

Amin, Ash, 1999, «An Institutionalist Perspective on Regional Economic Development», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.23, no.2, p. 365-378.

Arnott, Margaret A., 2009, «Nationalism and Public Policy in Scotland: Policy Discourse, Policy Ideas & Policy Rhetoric of the SNP Government», communication, *59<sup>th</sup> Political Science Association Annual Conference*, Université de Manchester, avril, version électronique : <http://www.psa.ac.uk/2009/pps/Arnott.pdf>

Bailey, David et De Propris, Lisa, 2001, «The Role for a Scottish Development Bank in a Devolved Scotland», *Scottish Affairs*, no.35, p. 104-126.

Baird, Sandy, Foster, John et Richard Leonard, 2007, «Scottish Capital: Still in Control in the 21<sup>st</sup> Century?», *Scottish Affairs*, no.58, p. 1-35.

Bairoch, Paul, 2000, «The Constituent Economic Principles of Globalization in Historical Perspective», *International Sociology*, vol.15, no.2, p. 197-214.

Barker, Rodney, 1992, «Legitimacy in the United Kingdom : Scotland and the Poll Tax», *British Journal of Political Science*, vol.22, no.4, p. 521-533.

Beauchemin, Jacques, Bourque, Gilles et Jules Duchastel, 1995, «Du providentialisme au néolibéralisme : de Marsh à Axworthy. Un nouveau discours de légitimation de la régulation sociale», *Cahiers de recherche sociologique*, no.24, p. 15-47.

- Béland, Daniel et Lecours, André, 2006, «Décentralisation, mouvements nationalistes et politiques sociales : les cas du Québec et de l'Écosse», *Lien social et Politiques*, no.56, p. 137-148.
- Béland, Daniel et Lecours, André, 2005, «The Politics of Territorial Solidarity : Nationalism and Social Policy Reform in Canada, the United Kingdom and Belgium», *Comparative Political Studies*, vol.38, no.6, p. 676-703.
- Béland, Daniel et Lecours, André, 2004, «Nationalisme et protection sociale : une approche comparative», *Canadian Public Policy/Analyse de Politiques*, vol.30, no.3, p. 319-331.
- Béland, Daniel et Lecours, André, 2003, «Politique sociale et nationalisme sub-étatique : une perspective comparative», *Cahiers du CPDS*, Centre de recherche sur les politiques et le développement social, no. 03-05.
- Bell, David et Dow, Sheila, 1995, «Economic Policy Options For a Scottish Parliament», *Scottish Affairs*, no.13, p. 42-68.
- Bennett, Mike et Fairley, John, 2003, «Policy Conflict in Intergovernmental Relations: The Changing Role of Local Authorities in the Governance of Local Economic Development in Post-Devolution Scotland», *International Journal of Economic Development*, version électronique: <http://www.spaef.com/file.php?id=675>
- Betz, Hans-Georg et Swank, Duane, 2003, «Globalization, the Welfare State and Right-Wing Populism in Western Europe», *Socio-Economic Review*, no.1, p. 215-245.
- Bihr, Alain, 2011, «L'idéologie néolibérale», *Semen*, version électronique : <http://semen.revues.org/8960>
- Bjørnland, Hilde Christiane, 1998, «The Economic Effects of the North Sea Oil on the Manufacturing Sector», *Scottish Journal of Political Economy*, vol.45, no.5, p. 553-585.
- Bond, Ross et Rosie, Michael, 2002, «National Identities in Post-Devolution Scotland», *Scottish Affairs*, no.40, p. 34-53.
- Bort, Eberhard, 2008, «Annals of the Parish: the Year at Holyrood, 2007-8», *Scottish Affairs*, no.65, version électronique:  
[http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/SA65/SA65\\_Bort.pdf](http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/SA65/SA65_Bort.pdf)

- Botham, Ron et Downes, Bob, 1999, «Industrial Clusters: Scotland's Route to Economic Success», *Scottish Affairs*, no.29, version électronique: [http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29\\_Botham\\_and\\_Downes.pdf](http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29_Botham_and_Downes.pdf)
- Boulanger, Éric, 2006, «Théories du nationalisme économique», *L'Économie Politique*, no.31, p. 82-95.
- Boulanger, Éric, 2004, «Le nationalisme économique dans l'œillère libérale : de l'antithèse au frère illégitime», Cahier de recherche du *GRIC*, n.04-01, 17 pages.
- Boulanger, Éric, 2002, «Le nationalisme économique dans la pensée et les politiques publiques du Japon : particularisme, pragmatisme et puissance», Cahier de recherche du *GRIC*, n.02-02, 57 pages.
- Bourdieu, Pierre, 1998, «L'essence du néolibéralisme», *Le Monde Diplomatique*, version électronique : [www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167](http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167)
- Boyle, Robin, 1993, «Changing Partners: The Experience of Urban Economic Policy in West Central Scotland, 1980-1990», *Urban Studies*, vol.30, no.2, p. 309-324.
- Brand, Jack, Mitchell, James et Paula Surridge, 1994, «Social Constituency and Ideological Profile: Scottish Nationalism in the 1990s», *Political Studies*, vol.42, no.4, p. 616-629.
- Breton, Albert, 1964, «The Economics of Nationalism», *Journal of Political Economy*, vol.72, no.4, p. 376-386.
- Cardinal, Linda et Papillon, Martin, 2011, «Le Québec et l'analyse comparée des petites nations», *Politique et Sociétés*, vol.30, no.1, p. 75-93.
- Cerny, Philip G., 1997, «Paradoxes of the Competition State: The Dynamics of Political Globalization», *Government and Opposition*, vol.32, no.2, p. 251-274.
- Crane, George T., 1998, «Economic Nationalism: Bringing the Nation Back In», *Millenium : Journal of International Studies*, vol.27, no.1, p. 55-75.
- Crane, George T., 1999, «Imagining the Economic Nation: Globalisation in China», *New Political Economy*, vol.4, no.2, p. 215-232.
- Curtice, John et Steven, Martin, 2011, «The 2011 Scottish Parliament Election In-depth», *Electoral Reform Society*, version électronique : <http://www.electoral-reform.org.uk/downloadfile.php?PublicationFile=162>

- Cuthbert, Margaret, 2003, «Scotland Devolved and Monetary Union», *Scottish Affairs*, no.45, p. 20-43.
- Deblock, Christian, 2002, «Du mercantilisme au compétitivisme: le retour du refoulé», Cahier de recherché 02-03, CEIM.
- Denver, David, 2007, «'A Historic Moment'? The Result of the Scottish Parliament Elections 2007», *Scottish Affairs*, no.60, p. 61-79.
- Denver, David, 2003, «A 'Wake Up!' Call to the Parties? The Results of the Scottish Parliament Elections 2003», *Scottish Affairs*, no.44, p. 31-54.
- Denver, David et MacAllister, Iain, 1999, «The Scottish Parliament Elections 1999: an Analysis of the Results», *Scottish Affairs*, no.28, p. 10-32.
- Denver, David, 1997, «The 1997 General Election in Scotland: an Analysis of the Results», *Scottish Affairs*, no.20, p. 17-34.
- Dixon, Keith, 2006, «Le retour du chardon : nationalisme et dévolution en Écosse (1966-1999)», *Études anglaises*, vol.59, p. 441-452.
- Dostaler, Gilles, 2000, «De la domination de l'économie au néo-libéralisme», *Possibles*, vol.24, no.2-3, p. 11-26.
- Dostaler, Gilles, 1999, «Hayek et sa reconstruction du libéralisme», *Cahiers de recherche sociologique : Le politique en otage*, no.32, p. 119-141.
- Drover, Glenn et Leung, K.K., 2001, «Nationalism and Trade Liberalization in Quebec and Taiwan», *Pacific Affairs*, vol.74, no.2, p. 205-224.
- Dufour, Frédéric Guillaume, 2007, «Social-Property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices», *European Journal of International Relations*, vol.13, no.4, p. 583-604.
- Dufour, Frédéric Guillaume et Martineau, Jonathan, 2007, «Le moment libéral et sa critique: pour un retour à l'histoire au-delà du fonctionnalisme», *Études internationales*, vol.38, no.2, p. 209-227.
- Enright, Michael J. et Ffowcs Williams, Ifor, 2000, «Local Partnership, Clusters and SME Globalisation», *OECD Territorial Development Service*, Local Economic and Employment Development Program (LEED), version électronique: <http://www.oecd.org/dataoecd/20/5/2010888.pdf>

- Fairley, John, 1998, «Labour's New Deal in Scotland», *Scottish Affairs*, no.25, version électronique : [http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa25/sa25\\_Fairley.pdf](http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa25/sa25_Fairley.pdf)
- Fairley, John, 1996, «Scotland's New Local Authorities and Economic Development», *Scottish Affairs*, no.15, p. 101-123.
- Fairley, John et Lloyd, M.G., 1995, «Economic Development and Training. The Roles of Scottish Enterprise, Highlands and Islands Enterprise, and the Local Enterprise Companies», *Scottish Affairs*, no.12, p. 52-73.
- Fayolle, Jacky, 1999, «D'une mondialisation à l'autre», *Revue de l'OFCE*, no.69, p. 161-206.
- Fougner, Tore, 2006a, «The state, international competitiveness and neoliberal globalisation: is there a future beyond the 'competition state'?», *Review of International Studies*, vol.32, p. 165-185.
- Fougner, Tore, 2006b, «Economic Nationalism and Maritime Policy in Norway», *Cooperation and Conflict*, no.41, p. 177-201.
- Gagnon, Alain-G., 2001b, «Quebec: The Emergence of a Region-State? », *Scottish Affairs*, Special Issue: Stateless Nations in the 21<sup>st</sup> Century: Scotland, Catalonia and Quebec, p. 14-27.
- Gall, Gregor, 2011, «The Breakup of Britain?», *Capital & Class*, vol.35, no.3, p. 363-369.
- Gallagher, Tom, 2009, «Scottish Democracy in a Time of Nationalism», *Journal of Democracy*, vol.20, no.3, p. 56-70.
- Garrett, Geoffrey, 1998b, «Global Markets and National Politics : Collision Course or Virtuous Circle?», *International Organization*, vol.52, no.4, p. 787-824.
- Graefe, Peter, 2005, «The contradictory political economy of minority nationalism», *Theory and Society*, vol.34, no.5-6, p. 519-549.
- Granovetter, Mark, 1985, «Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness», *American Journal of Sociology*, vol.91, no.3, p. 481-510.
- Grasmuck, Sherri, 1980, «Ideology of Ethnoregionalism: The Case of Scotland», *Politics & Society*, vol.9, no.4, p. 471-494.

- Gregory, Theodore E., 1931, «Economic Nationalism», *International Affairs*, vol.10, no.3, p. 289-306.
- Hamilton, Christine et Scullion, Adrienne, 2003, «Flagship or Flagging? The Post-Devolution Role of Scotland's "National" Companies», *Scottish Affairs*, no.42, p. 98-115.
- Hamilton, Paul, 2004, «Converging nationalisms: Québec, Scotland and Wales in Comparative Perspective», *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.10, no.4, p. 657-686.
- Harris, Eleonora, 2011, «Redefining Parliamentary Sovereignty: the example of the devolution referenda», *Perspectives on Federalism*, vol.3, no.3, version électronique : [http://www.on-federalism.eu/attachments/109\\_download.pdf](http://www.on-federalism.eu/attachments/109_download.pdf)
- Harvie, Christopher, 2008, «A Year with Salmond», *Scottish Affairs*, no.65, p. 38-46.
- Harvie, Christopher, 2001, «The Cultural and Commercial Representation of Scotland in Europe», *Scottish Affairs*, no.35, p. 1-11.
- Hayton, Keith, 1999, «The Scottish Parliament and Development Planning», *Scottish Affairs*, no.27, p. 43-61.
- Heald, David, 1994, «Territorial Public Expenditure in the United Kingdom», *Public Administration*, vol.72, no.2, p. 147-175.
- Heald, David, 1991, «The Political Implications of Redefining Public Expenditure in the United Kingdom», *Political Studies*, vol.39, no.1, p. 75-99.
- Hearn, Jonathan, 2002, «Narrative, Agency, and Mood: on the Social Construction of National History in Scotland», *Comparative Studies in Society and History*, vol.44, no.4, p. 745-769.
- Held, David, 2000, «Regulating Globalization? The Reinvention of Politics», *International Sociology*, vol.15, no.2, p. 394-408.
- Helleiner, Eric, 2003, «Economic Liberalism and its Critics: the Past as Prologue? », *Review of International Political Economy*, vol.10, no.4, p. 685-696.
- Helleiner, Eric, 2002, «Economic Nationalism as a Challenge to Economic Liberalism? Lessons from the 19<sup>th</sup> Century», *International Studies Quarterly*, vol.46, no.3, p. 307-329.
- Helleiner, Eric, 1995, «Explaining the globalization of financial markets: bringing states back in», *Review of International Political Economy*, vol.2, no.2, p. 315-341.

- Hills, John, 1999, «Thatcherism, New Labour and the Welfare State», *Center for Analysis of Social Exclusion*, Discussion Paper, version électronique : [http://eprints.lse.ac.uk/5553/1/Thatcherism\\_New\\_Labour\\_and\\_the\\_Welfare\\_State.pdf](http://eprints.lse.ac.uk/5553/1/Thatcherism_New_Labour_and_the_Welfare_State.pdf)
- Hobson, John M. et Ramesh, M., 2002, «Globalisation Makes of States What States Make of It : Between Agency and Structure in the State/Globalisation Debate», *New Political Economy*, vol.7, no.1, p. 5-22.
- Holitscher, Marc & Suter, Roy, 1999, «The Paradox of Economic Globalisation and Political Fragmentation: Secessionist Movements in Quebec and Scotland», *Global Society*, vol.13, no.3, p. 257-286.
- Hood, N., Reeves, A. et S. Young, 1981, «Foreign Direct Investment in Scotland: The European Dimension», *Scottish Journal of Political Economy*, vol.28, no.2, p. 165-184.
- Huber, Evelyne et Stephens, John D., 1998, «Internationalization and the Social Democratic Model. Crisis and Future Prospects», *Comparative Political Studies*, vol.31, no.3, p. 353-397.
- Hughes, J.T., 1982, «Policy Analysis in the Highlands in Islands Development Board», *Journal of the Operational Research Society*, vol.33, p. 1055-1064.
- Hughes Hallett, Andrew et Scott, Andrew, 2003, «Scotland and European Monetary Union: an Introduction», *Scottish Affairs*, no.45, p. 3-20.
- Hughes Hallett, Andrew et Scott, Andrew, 2003, «Scotland and European Monetary Union: Constraints on Policy Discretion in a Globalised Economy», *Scottish Affairs*, no.45, p. 44-60.
- Hunter, James, 2000, «The Atlantic North West: Highlands and Islands as a Twenty-First-Century Success Story», *Scottish Affairs*, no.31, p. 1-17.
- Jenson, Jane, 1995, «Mapping, Naming and Remembering: Globalization at the End of the Twentieth Century», *Review of International Political Economy*, vol.2, no.1, p. 96-116.
- Jones, G.W., 1989, «A Revolution in Whitehall? Changes in British Central Government Since 1979», *West European Politics*, vol.12, no.3, p. 238-261.
- Jones, Peter, 2007, «The Smooth Wooing: The SNP's Victory in the 2007 Scottish Parliament Elections», *Scottish Affairs*, no.60, p. 6-23.

- Katzenstein, Peter J., 2003, «Small States and Small States Revisited», *New Political Economy*, vol.8, no.1, p. 9-30.
- Keating, Michael, 2011, «L'Écosse et l'indépendance», *L'Idée fédérale*, version électronique : <http://ideefederale.ca/wp/wp-content/uploads/2011/10/Ecosse.pdf>
- Keating, Michael, 1997b, «Stateless Nation Building: Quebec, Catalonia and Scotland in the Changing State System», *Nations and Nationalism*, vol.3, no.4, p. 689-717.
- Keating, Michael, 1997c, «The Invention of Regions: Political Restructuring and Territorial Government in Western Europe», *Environment and Planning C: Government and Policy*, vol.15, no.4, p. 383-398.
- Keating, Michael, 1993, «The Politics of Economic Development. Political Change and Local Development Policies in the United States, Britain and France», *Urban Affairs Quarterly*, vol.28, no.3, p. 373-396.
- Keating, Michael, 1992, «Regional Autonomy in the Changing State Order: A Framework of Analysis», *Regional Politics & Policy*, vol.2, no.3, p. 45-61.
- Kendrick, Stephen et McCrone, David, 1989, «Politics in a Cold Climate: The Conservative Decline in Scotland», *Political Studies*, no.34, p. 589-603.
- Krugman, Paul, 1994, «Competitiveness: A Dangerous Obsession», *Foreign Affairs*, vol. 73, no.2, p. 28-44.
- Lagueux, Maurice, 2004, «Qu'est-ce que le néolibéralisme?», Article inédit, version électronique : [http://classiques.uqac.ca/contemporains/lagueux\\_maurice/neo Liberalisme/Lagueux\\_neoliberalisme.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/lagueux_maurice/neo Liberalisme/Lagueux_neoliberalisme.pdf)
- Law, Alex, 2001, «Near and Far: banal national identity and the press in Scotland», *Media, Culture & Society*, vol.23, no.3, p. 299-317.
- Lecours, André, 2002, «L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité?», *Politique et Sociétés*, vol.21, no.3, p. 3-19.
- Leech, Michael, 1999, «Clusters and Training Policy», *Scottish Affairs*, no.29, version électronique : [http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29\\_Leech.pdf](http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29_Leech.pdf)
- Levi-Faur, David, 1997a, «Economic nationalism: from Friedrich List to Robert Reich», *Review of International Political Economy*, vol. 23, no.3, p. 359-370.

- Levi-Faur, David, 1997b, «Friedrich List and the political economy of the nation-state», *Review of International Political Economy*, vol.4, no.1, p. 154-178.
- Leydier, Gilles, 1994, «Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question», *Revue française de science politique*, 44<sup>e</sup> année, no.6, p. 1034-1053.
- Lynch, Peter, 1996, «The Scottish Constitutional Convention 1992-5», *Scottish Affairs*, no.15, p. 1-17.
- Mann, Michael, 1997, «Has globalization ended the rise and rise of the nation-state?», *Review of International Political Economy*, vol.4, no.3, p. 472-496.
- MacLeod, Gordon, 2001, «New Regionalism Reconsidered: Globalization and the Remaking of Political Economic Space», *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 25, no.4, p. 804-829.
- MacInnes, John, 1995, «The Deindustrialisation of Glasgow», *Scottish Affairs*, no. 11, p. 73-95.
- Margerum Harlen, Christine, 1999, «A Reappraisal of Classical Economic Nationalism and Economic Liberalism», *International Studies Quarterly*, vol.43, no.4, p. 733-744.
- McBride, Stephen et Williams, Russell A., 2001, «Globalization, the Restructuring of Labour Markets and Policy Convergence», *Global Social Policy*, vol.1, no.3, p. 281-309.
- McCrone, David, 1999a, «Opinion Polls in Scotland July 1998 - June 1999», *Scottish Affairs*, no.28, p. 32-43.
- McCrone, Gavin, 2012, «No Need to go It Alone, Alex», *The Scotsman*, version électronique: <http://www.scotsman.com/the-scotsman/opinion/comment/gavin-mccrone-no-need-to-go-it-alone-alex-1-2187368>
- McCrone, Gavin, 1999b, «Industrial Clusters: a New Idea or an Old One?», *Scottish Affairs*, no.29, version électronique : [http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29\\_McCrone.pdf](http://www.scottishaffairs.org/backiss/pdfs/sa29/SA29_McCrone.pdf)
- McDermott, Philip, 1979, «Multinational Manufacturing Firms and Regional Development: External Control in the Scottish Electronics Industry», *Scottish Journal of Political Economy*, vol.26, no.3, p. 287-306.
- Meadwell, Hudson et Martin, Pierre, 1996, «Economic Integration and the politics of independence», *Nations and Nationalism*, vol.2, no.1, p. 67-87.

- Midwinter, Arthur, 1999, «The Barnett Formula and Public Spending in Scotland: Policy and Practice», *Scottish Affairs*, no.28, p. 83-93.
- Midwinter, Arthur, 1993, «Local Government Reform: Taking Stock of the Conservative Approach», *Scottish Affairs*, no.5, p. 58-72.
- Mitchell, James, Denver, David, Pattie, Charles et Hugh Bochel, 1998, «The 1997 Devolution Referendum in Scotland», *Parliamentary Affairs*, vol.51, no.2, p. 166-181.
- Mitchell, James, 1995, «Lobbying 'Brussels': The Case of *Scotland Europa*», *European Urban and Regional Studies*, vol.2, no.4, p. 287-298.
- Mittelman, James H., 1996, «Rethinking the "New Regionalism" in the Context of Globalization», *Global Governance*, vol.2, no.2, p. 189-213.
- Moore, Barry et Rhodes, John, 1974, «Regional Policy and the Scottish Economy», *Scottish Journal of Political Economy*, vol.21, no.3, p. 215-235.
- Nakano, Takeshi, 2004, «Theorizing Economic Nationalism», *Nations and Nationalism*, vol.10, no.3, p. 211-229.
- Norkus, Zenonas, 2004, «Max Weber on Nations and Nationalism: Political Economy before Political Sociology», *Canadian Journal of Sociology*, vol.29, no.3, p. 389-418.
- Nurbel, Alain, 2007, «The Global Competitiveness of the Nation: A Conceptual Discussion», *Journal of Business & Economics Research*, vol.5, no.10, p. 63-72.
- Ohmae, Kenichi, 1993, «The Rise of the Region State», *Foreign Affairs*, vol. 72, no.2, p. 78-87.
- Palonen, Kari, 2001, «Was Max Weber a "Nationalist"? A Study in the Rhetoric of Conceptual Change», *Max Weber Studies*, vol.1, no.2, p. 196-214.
- Paquin, Stéphane, 2002, «Globalization, European Integration and the Rise of Neo-nationalism in Scotland», *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.8, no.1, p. 55-80.
- Parry, Richard, 1993, «Towards a Democratised Scottish Office?», *Scottish Affairs*, no.5, p. 41-58.
- Paterson, Lindsay, 1997, «Scottish Autonomy and the Future of the Welfare State», *Scottish Affairs*, no.19, p. 55-74.

- Pattie, Charles, Denver, David, Mitchell, James et Hugh Bochel, 1998, «The 1997 Scottish Referendum : an Analysis of the Results», *Scottish Affairs*, no.22, p. 1-16.
- Paul, Stuart, Whittam, Geoff et Jim B. Johnston, 2003, «The Operation of the Informal Venture Capital Market in Scotland», *Venture Capital*, vol.5, no.4, p. 313-335.
- Pickel, Andreas, 2002, «Explaining (with) Economic Nationalism», *TIPEC Working Papers*, 41 pp.
- Porter, Michael, 1994, «The Role of Location in Competition», *Journal of the Economics of Business*, vol.1, no.1, p. 35-39.
- Porter, Michael, 1990, «The Competitive Advantage of Nations», *Harvard Business Review*, Mars-Avril, p. 73-91.
- Rodrik, Dani, 1998, «Why Do More Open Economies Have Bigger Governments?», *Journal of Political Economy*, vol.106, no.5, p. 997-1032.
- Rodrik, Dani, 2000, «How Far Will International Economic Integration Go?», *Journal of Economic Perspectives*, vol.14, no.1, p. 177-186.
- Roper, Stephen, Love, Jim, Cooke, Phil et Nick Clifton, 2006, «The Scottish Innovation System: Actors, Roles and Actions», *Aston Business School Report*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/89713/0021562.pdf>
- Ruggie, John, 1982, «International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order», *International Organization*, vol.36, no.2, p. 379-415.
- Salter, Arthur, 1932, «The Future of Economic Nationalism», *Foreign Affairs*, vol.11, no.1, p. 8-20.
- Saul, John Ralston, 2004, «The Collapse of Globalism: And the Rebirth of Nationalism», *Harper's Magazine*, Mars, p. 33-43.
- Short, John, 1984, «Public Finance and Devolution: Money Flows Between Government and Regions in the United Kingdom», *Scottish Journal of Political Economy*, vol.31, no.2, p. 114-130.
- Shulman, Stephen, 2003, «Exploring the Economic Basis of Nationhood», *Nationalism and Ethnic Politics*, vol.9, no.2, p. 23-49.

- Shulman, Stephen, 2000, «Nationalist Sources of International Economic Integration», *International Studies Quarterly*, no.44, p. 365-390.
- Smith, Nigel R., 1996, «The Business Case for Devolution», *Scottish Affairs*, no.16, p. 7-17.
- Smout, T.C., 1994, «Perspectives on the Scottish Identity», *Scottish Affairs*, no.6, p. 101-113.
- Smout, T.C., 1964, «The Anglo-Scottish Union of 1707. I. The Economic Background», *The Economic History Review*, vol.16, no.3, p. 455-467.
- Steel, David R. et Heald, David A., 1982, «Privatising Public Enterprise: An Analysis of the Government's Case», *The Political Quarterly*, vol.53, no.3, p. 333-349.
- Swank, Duane, 1998, «Funding the Welfare State: Globalization and the Taxation of Business in Advanced Market Economies», *Political Studies*, XLVI, p. 671-692.
- Tait, Bob, 2007, «Why No Break-Up – So Far?», *Scottish Affairs*, no.60, p. 94-114.
- Thelen, Kathleen, 2012, «Varieties of Capitalism: Trajectories of Liberalization and the New Politics of Solidarity», *Annual Review of Political Science*, vol.15, p. 137-159.
- Thériault, Joseph-Yvon, 1997, «La société globale est morte... vive la société globale!», *Cahiers de recherché sociologique*, no.28, p. 19-35.
- Thornley, Andy, 1999, «Is Thatcherism Dead? The Impact of Political Ideology on British Planning», *Journal of Planning Education and Research*, vol.19, no.2, p. 183-191.
- Tierney, Stephen, 2005, «Reframing Sovereignty? Sub-State National Societies and Contemporary Challenges to the Nation-State», *International and Comparative Law Quarterly*, vol.54, no.1, p. 161-183.
- Urbain Clave, Francis, 2005, «Walter Lippmann et le néolibéralisme de la Cité Libre», *Cahiers d'Économie Politique*, no.48, p. 79-110.
- Wannop, Urlan, 1984, «The Evolution and Roles of the Scottish Development Agency», *The Town Planning Review*, vol.55, no.3, p. 313-321.
- Weiss, Linda, 1999, «Globalization and national governance: antinomy or interdependence?», *Review of International Studies*, vol.25, p. 59-88.

Williamson, John, 2004, «A Short History of the Washington Consensus», communication, *From the Washington Consensus towards a new Global Governance*, Barcelone, septembre, version électronique : <http://www.iie.com/publications/papers/williamson0904-2.pdf>.

Zysman, John, 1995, «National Roots of a ‘Global’ Economy», *Revue d’économie industrielle*, vol. 71, p. 107-121.

### **Publications gouvernementales par ordre chronologique décroissant**

Scottish Government, 2012, *Your Scotland, Your Referendum*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/0038/00386122.pdf>

Scottish Government, 2011, *The Government Economic Strategy*, version électronique : <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/357756/0120893.pdf>

Sanford, Mark, 2011, *Scottish Parliament Elections: 2011*, House of Commons Library Research Paper 11/41, version électronique: [www.parliament.uk/briefing-papers/RP11-41.pdf](http://www.parliament.uk/briefing-papers/RP11-41.pdf)

Scottish Government, 2011, *Growth, Talent, Ambition – the Government’s Strategy for the Creative Industries*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/346457/0115307.pdf>

Scottish Government, 2009, *Your Scotland, Your Voice: A National Conversation*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/293639/0090721.pdf>

Scottish Government, 2009, *An Oil Fund for Scotland. Taking forward our National Conversation*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/280368/0084457.pdf>

Scottish Government, 2009, *Fiscal Autonomy in Scotland. The Case for Change and Options for Reform*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/261814/0078318.pdf>

Scottish Government, 2009, *Supporting Business and Enterprise. Taking forward our National Conversation*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/293471/0090636.pdf>

Scottish Executive, 2009, *Innovation for Scotland. A Strategic Framework for Innovation in Scotland*, version électronique: <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/277577/0083339.pdf>

- Scotland Office, 2009, *The Scottish Budget Since Devolution*, version électronique :  
<http://www.scotlandoffice.gov.uk/scotlandoffice/files/The%20Scottish%20Budget%20since%20Devolution.pdf>
- Commission on Scottish Devolution, 2009, *Serving Scotland Better: Scotland and the United Kingdom in the 21st Century. Final Report*, version électronique :  
<http://wwwcommissiononscottishdevolution.org.uk/uploads/2009-06-12-csd-final-report-2009fbookmarked.pdf>
- Commission on Scottish Devolution, 2008, *The Scotland Act 1998: allocation of parliamentary powers and ministerial functions, and their exercise since the creation of the Scottish Parliament*, version électronique :  
<http://wwwcommissiononscottishdevolution.org.uk/uploads/2008-10-02-powers-and-functions-paper-may-2008.pdf>
- Scottish Government, 2007, *The Government Economic Strategy*, version électronique : <http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/202993/0054092.pdf>
- Scottish Executive, 2007, *Choosing Scotland's Future: A National Conversation. Independence and Responsibility in the Modern World*, version électronique :  
<http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/194791/0052321.pdf>
- Scottish Enterprise, 2006-2010, *Annual Reports and Accounts*, versions électroniques : <http://www.scottish-enterprise.com/about-us/how-we-work/accountability/annual-review/past-reviews.aspx>
- White, Isobel et Yonwin, Jessica, 2004, *Devolution in Scotland*, House of Commons Library Standard Note, version électronique :  
<http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/briefings/snpc-03000.pdf>
- Scottish Executive, 2004, *A Smart, Successful Scotland. Strategic Direction for the Enterprise Networks and an enterprise strategy for Scotland*, version électronique :  
<http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/26800/0027981.pdf>
- Scottish Executive, 2001, *A Smart, Successful Scotland. Ambitions for the Enterprise Networks*, version électronique :  
<http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/158455/0042945.pdf>
- Scottish Executive, 2000, *The Way Forward: Framework for Economic Development in Scotland*, version électronique :  
<http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/158281/0042858.pdf>

Scottish Executive, 2000, *Created in Scotland. The Way Forward for Scottish Manufacturing in the 21st Century*, version électronique :

<http://www.scotland.gov.uk/Resource/Doc/158160/0042798.pdf>

Gay, Oonagh, 1998, *The Scotland Bill: Devolution and Scotland's Parliament*, House of Commons Library Research Paper 98/1, version électronique :

<http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp98/rp98-001.pdf>

UK Governement, 1998, *Scotland Act 1998*, version électronique :

<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46/contents>

Secretary of State for Scotland (Scottish Office), 1993, *Scotland and the Union: a Partnership for Good*, version électronique : <http://www.official-documents.gov.uk/document/cm22/2225/2225.pdf>

Chancelier de l'Échiquier britannique (Joseph Howe), *Discours du Budget 1979*, version électronique : <http://www.margaretthatcher.org/document/109497>

### **Publications partisanes par ordre chronologique décroissant**

Scotland Forward (SNP), 2011, *Your Scotland, Your Future*, version électronique : <http://www.scotlandforward.net/media/scotland-forward.pdf>

Scottish National Party, 2011, *Manifesto 2011. Re-Elect a Scottish Government Working for Scotland*, version électronique :

[http://votesnp.com/campaigns/SNP\\_Manifesto\\_2011\\_lowRes.pdf](http://votesnp.com/campaigns/SNP_Manifesto_2011_lowRes.pdf)

Scottish Labour Party, 2011, *Manifesto 2011. Fighting for What Really Matters*, version électronique : <http://www.scottishlabour.org.uk/uploads/84613091-e7ae-5ce4-7dff-39f1789cf681.pdf>

Salmond, Alex, 2007, «Speech by Alex Salmond, First Minister of Scotland», communication, *Council on Foreign Relations*, octobre, version électronique : <http://www.cfr.org/business-and-foreign-policy/speech-alex-salmond-first-minister-scotland/p14497>

Scottish National Party, 2007, *It's Time. Manifesto 2007*, version électronique : <http://www.politicsresources.net/area/uk/ass07/man/scot/snp.pdf>

Scottish National Party, 2006, *Scotland in Surplus – Past, Present and Future. The Economic Platform for Independence*, version électronique :

<http://www.oilofscotland.org/SNPDEC2006BUDGET.pdf>

Scottish National Party, 2006, *Let Scotland Flourish: A Growth Strategy for Scotland*, version électronique : [http://www.brs-snp.org/Let\\_Scotland\\_Flourish.pdf](http://www.brs-snp.org/Let_Scotland_Flourish.pdf)

Scottish National Party, 2005, *If Scotland Matter to You Make it Matter in May. Manifesto 2005*, version électronique :

[http://www.glasgowsnp.org/images/stories/2005/2005manifesto\\_core.pdf](http://www.glasgowsnp.org/images/stories/2005/2005manifesto_core.pdf)

Scottish National Party, 2003, *The Complete Case for a Better Scotland*, version électronique :

[http://www.politicsresources.net/area/uk/ass03/man/snp/pdfs/snp\\_english.pdf](http://www.politicsresources.net/area/uk/ass03/man/snp/pdfs/snp_english.pdf)

Scottish National Party, 1999, *Enterprise, Compassion, Democracy. Scotland's Party Manifesto for the Scotland's Parliament 1999 Elections*, version électronique :

<http://www.politicsresources.net/area/uk/ass/snp/man99.pdf>

Scottish National Party, 1997, *Yes We Can Win the Best for Scotland. The SNP General Election Manifesto 1997*, version électronique :

<http://www.findthatfile.com/search-20606397-hPDF/download-documents-snp97.pdf.htm>

Labour Party, 1997, *New Labour: Because Britain Deserves Better*, version électronique : <http://www.labour-party.org.uk/manifestos/1997/1997-labour-manifesto.shtml>

Scottish Constitutional Convention, 1995, *Scotland's Parliament. Scotland's Right*, version électronique: [http://www.almac.co.uk/business\\_park/scc/scc-rep.htm](http://www.almac.co.uk/business_park/scc/scc-rep.htm)

Howe, Geoffrey, Joseph, Keith, Prior, James & David Howell, 1977, *The Right Approach to the Economy: Outlines of an Economic Strategy for the next Conservative Government*, version électronique:

<http://www.margaretthatcher.org/document/BD6C9A0D56FC493BBF5E447BA9DFBF4B.pdf>